

Université de Montréal

Crise économique, pauvreté et dynamique des solidarités chez les catégories
sociales moyenne et populaire à Dakar (Sénégal)

par
Mamadou dit Ndongo DIMÉ

Département de sociologie
Faculté des Arts et Sciences

Thèse présentée à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de
Philosophiæ Doctor (Ph.D)
en sociologie

Avril, 2005

© Mamadou dit Ndongo Dimé, 2005



HM

15

U54

2005

V. 019

AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Cette thèse intitulée :

Crise économique, pauvreté et dynamique des solidarités chez les catégories
sociales moyenne et populaire à Dakar (Sénégal)

présentée par :
Mamadou dit Ndongo DIMÉ

a été évaluée par un jury composé des personnes suivantes :

Deena WHITE, présidente-rapporteure

Anne-Emmanuèle CALVÈS, directrice de recherche

Arnaud SALES, co-directeur

Victor PICHÉ, membre du jury

....., examinateur externe

....., représentant du doyen de la FES

Résumé

Notre recherche a pour objet l'étude des dynamiques de pauvreté et de solidarité dans le contexte de crise économique sévissant depuis les dernières décennies à Dakar au Sénégal. Elle repose sur une démarche qualitative de recherche, ainsi que sur une approche théorique ancrée dans l'approche émergente d'une « sociologie de la nouvelle individualité africaine ». Prenant appui sur des matériaux discursifs construits au moyen d'entrevues individuelles et d'entretiens de groupe dans deux sites différenciés de la ville de Dakar, notre étude s'est attachée, dans un premier temps, à faire ressortir les incidences de la crise économique et des mesures d'austérité qui l'ont accompagnée sur l'évolution des conditions de vie de Dakarais de différentes couches sociales. Nous nous sommes intéressé aux catégories sociales moyenne et populaire perçues comme ayant payé, dans les villes africaines en crise, un lourd tribut à la détérioration de la conjoncture économique.

Le basculement dans la précarité de la catégorie sociale moyenne et la paupérisation grandissante frappant des ménages d'un quartier populaire de la banlieue dakaroise ont été les deux points focaux de notre démarche de documentation des formes de marginalisation socio-économique à l'œuvre dans la capitale sénégalaise. Pour chacune des catégories sociales visées par notre étude, nous avons mis en lumière le processus de dégradation des conditions de vie, ainsi que les figures sociales symbolisant la chute dans la précarité. Nous avons aussi mis en évidence les « points de rupture » considérés par les personnes interrogées comme « déclencheurs » et/ou « accélérateurs » d'une dynamique d'entrée dans une vie faite de manques, de privations, de besoins non résolus et d'attentes déçues et, cela, en contrastant les perceptions des jeunes et des aînés.

Au terme de cet éclairage sur la « généralisation de la précarité » qui révèle l'acuité des contraintes économiques vécues par les catégories sociales moyenne et populaire, nous proposons, dans un second temps, un examen des solutions individuelles et collectives d'adaptation à la précarité et à la pauvreté. Les réactions

à la crise, ainsi que les mécanismes d'atténuation des changements imposés par l'entrée dans la précarité s'organisent autour de l'expansion d'une « culture de la débrouille et du bricolage ». Les stratégies pour « vivre et survivre » face à la précarité ont pris notamment la forme de l'adoption de nouvelles habitudes de consommation dans des domaines variés (alimentation, éducation, santé, habitat, transport), une mise en commun des ressources des familles et une mise à contribution des membres capables d'amener des revenus additionnels et/ou de compensation diversement acquis dans l'univers urbain dakarois. Elles se sont aussi exprimées à travers une présence accrue des femmes sur le marché du travail et une prise importante de responsabilités dans la gestion de l'économie domestique ; la recherche de stratégies de compensation à l'affaiblissement du revenu chez les pères de famille. Chez les jeunes, les solutions adaptatives à la précarité ont été structurées autour de l'instauration d'une intense solidarité au sein du groupe de pairs dénommée « social living » (garçons) et du recours à la « ruse » (*mbaran*) et aux « boulots de survie » (filles).

Comme démontré dans notre étude, la solidarité est au centre des stratégies des ménages, tout comme celles des individus. Aussi un intérêt particulier est-il ici porté à la configuration et à la recomposition des solidarités communautaires dans un contexte de crise économique persistante. Ce sont les défis posés par la détérioration du contexte économique et les mutations sociales liées à la reproduction des solidarités communautaires qui ont été examinés dans la troisième partie de notre étude. A ce stade, l'analyse des matériaux d'entrevue a été organisée autour de trois éléments témoignant de la place centrale occupée par les solidarités communautaires, leur structuration différentielle selon les catégories sociales, le genre et la génération et, enfin, une mise à l'épreuve des solidarités porteuse de nouvelles dynamiques de solidarité. Celles-ci ont notamment trait au renforcement de la solidarité dans l'espace conjugal, à un renversement des flux de solidarité entre les « générations de la crise » et les « aînés sociaux », ainsi qu'à des discours critiques à même de déboucher sur une remise en cause de certains aspects des solidarités communautaires.

Mots-clefs : Crise économique, pauvreté urbaine, relations de solidarité, stratégie de survie, catégorie sociale, Sénégal

Abstract

The aim of our research is to study the changing dynamics of poverty and solidarity in the context of economic crisis in the capital city of Dakar. It is based on qualitative data and a theoretical framework primarily founded on the emergent “sociology of the new african individuality”. The analysis uses discursive materials constructed through out individual interviews and focus group discussions. The first objective of our work is to describe and analyze the incidences of the economic crisis and following structural adjustment programs on the living conditions of both popular and middle classes in Dakar. For both social groups, we first examine the new forms and manifestations of socio-economic marginalization as perceived by urban dwellers in their daily lives. The events perceived as “releasing and/or accelerating” impoverishment are also discussed.

Following this investigation on the “generalization of poverty” which reveals the acuity of the economic crisis in Dakar, we examine the individual and collective strategies used by individuals and families to cope with these changing socio-economic conditions. The responses to the crisis as well as the social mechanisms of attenuation of the changes imposed by entry into poverty, are here shown to be organized around the expansion of culture of “bricolage” and “débrouille”. The strategies to overcome impoverishment include adopting new consumption patterns (in food, health, education, and housing domains), pooling family resources, and calling upon the services of family members able to bring extra incomes. These strategies also imply an increased presence of women on the labour market and the use of palliative solutions to the weakening of financial resources for “fathers” (return to work, help of colleagues or friends). Young people tend to organize themselves through out an intense peers’ solidarity referred as “social living” (boys) and also recourse to “small jobs” and “relations with men” or “mbaran” (girls). The study also demonstrates that both household and individual still rely heavily on social network and solidarity to cope.

In the last part of this research, the effects of the deteriorating economic context on community and familial solidarities are scrutinized. The analysis of discourses has been organized around three elements showing the place occupied by solidarity systems, their differential structuring according to social categories, gender and generation, and finally, the potential emergence of new types of solidarity. The results suggest that traditional expressions of community solidarity are perceived as decreasing among members of the middle class while it is believed to be more vivid in the popular neighbourhood. At the family level, in both neighbourhoods the deteriorating economic conditions seem to have led to a reinforcement of solidarity links in the conjugal sphere, to an inversion of the flows of solidarity between the “generations of the crisis” and “social elders”, and to a reinforcement of solidarity among peers rather than within the family among youth.

Keywords: economic crisis, urban poverty, solidarity’s relations, survival strategy, social category, Senegal

Table des matières

Résumé.....	iii
Abstract	v
Table des matières.....	vii
Liste des tableaux.....	xi
Liste des figures.....	xii
Liste des sigles et abréviations.....	xiii
Dédicace.....	xv
Remerciements	xvi
Transcription des termes et expressions en langue wolof	xvii
Introduction générale.....	1
PREMIÈRE PARTIE : REPÈRES THÉORIQUES, CONTEXTUELS ET MÉTHODOLOGIQUES.....	5
Chapitre premier – Crise économique, pauvreté et dynamique des solidarités dans les sociétés africaines : un état des lieux.....	8
1.1 – Une crise économique persistante.....	10
1.1.1 – Des causes diversement interprétées.....	10
1.1.2 – Des conséquences durement ressenties	11
1.2 – Des mesures d’austérité au « coût social élevé »	15
1.3 – La pauvreté : une composante majeure de la « question sociale »	17
1.3.1 – La lutte contre la pauvreté au centre des stratégies nationales et internationales	20
1.3.2 – Une pauvreté multidimensionnelle : pauvreté « structurelle » et « nouvelle » pauvreté	23
1.4 – Les réponses à la crise et aux mesures d’austérité : résistance, adaptation et survie	27
1.5 – Dynamique des solidarités communautaires dans un contexte de crise : des perspectives divergentes	30
1.5.1 – Contexte et processus d’émergence d’une problématique	30
1.5.2 – Les solidarités communautaires comme système de sécurité sociale : l’hypothèse de leur renforcement	33
1.5.3 – Entre remise en cause et réinterprétation, les solidarités communautaires à l’épreuve de la crise.....	37
1.6 – Pauvreté et dynamique des solidarités au Sénégal : des points de repère.....	43
Conclusion partielle	51

Chapitre II – Cadre théorique de référence	53
2.1 – Questions et objectifs de recherche.....	53
2.2 – Approche pour l'étude de la pauvreté et de la dynamique des solidarités dans une ville africaine en crise.....	57
2.2.1 – La contribution d'une « sociologie de la nouvelle individualité » africaine.....	58
2.2.1.1 – L'analyse de la « quotidienneté »	58
2.2.1.2 – Une perspective révélatrice d'une « nouvelle individualité » africaine.....	62
2.3 – Paramètres conceptuels.....	67
2.3.1 – La pauvreté : un concept opératoire pour l'analyse de la « question sociale » en milieu urbain africain ?	67
2.3.2 – Quelle approche de la notion de solidarité ?	72
Conclusion partielle	76
Chapitre III – Le contexte sénégalais : configurations, dynamiques et ruptures	77
3.1 – Profil du pays.....	77
3.2 – Dynamiques socio-économiques : l'ampleur des défis et le poids des contraintes.....	81
3.2.1 – De « l'euphorie » à la « désillusion » : les prémices de la crise	83
3.2.2 – Morosité économique et malaise social : les années de crise et d'austérité	85
3.2.3 – « Les temps sont durs » : les contrecoups de la crise économique et des programmes d'austérité	88
3.2.4 – Nouveau contexte politico-institutionnel et recompositions socio-économiques	90
3.3 – Dakar comme « laboratoire » de la question sociale au Sénégal	93
3.3.1 – Le poids de Dakar : hypertrophie et déséquilibres	93
3.3.2 – Dakar comme lieu de focalisation des problèmes sociaux	98
3.4 – La solidarité dans la société sénégalaise : légitimation et structuration	103
3.4.1 – La solidarité au cœur de la redistribution sociale	103
3.4.2 – Un système de « production » et de « reproduction » de la solidarité	106
3.4.4 – Le système institutionnel de solidarité : configurations et limites.....	109
Conclusion partielle	112
Chapitre IV – Méthodologie de recherche.....	114
4.1 – Une recherche à orientation qualitative : fondements théoriques et implications méthodologiques	114
4.2 – Stratégie de recherche et techniques de construction et de traitement des informations	117
4.2.1 – Les sites de recherche.....	118
4.2.1.1 – Liberté 4 et Liberté 5 dans l'espace des SICAP	118
4.2.1.2 – Guinaw rails : produit et révélateur de l'urbanisation « spontanée » à Dakar	121
4.2.2 – Données et méthodes	125
4.2.2.1 – Les entretiens de groupe	126
4.2.2.1.1 – Objectifs	126
4.2.2.1.2 – Thèmes de discussion	127
4.2.2.1.3 – Sélection des participants et modalités d'organisation des discussions	128

4.2.2.2 – Les entrevues individuelles	132
4.2.3 – <i>La recherche de la profondeur et du contraste</i>	138
4.2.4 – <i>Itinéraire de la construction des matériaux sur le terrain</i>	139
4.2.5 – <i>Traitement et analyse des données</i>	142
4.3 – Une question de lexique : le vocabulaire des discours	144
Conclusion partielle	147
DEUXIÈME PARTIE : LES RÉSULTATS DE RECHERCHE ..	149
Chapitre V – L’expérience de paupérisation des catégories sociales moyenne et populaire à Dakar.....	152
5.1 – Du « <i>jamonoy twist</i> » au « <i>jamonoy xoslu</i> » : l’entrée dans la précarité de ménages de Liberté 4 et 5.....	152
5.1.1 – <i>SICAP : la fin du « jamonoy twist »</i>	153
5.1.2 – <i>Des changements révélateurs d’un basculement dans une précarité au quotidien</i>	158
5.1.3 – <i>Des événements « déclencheurs » et/ou « accélérateurs » du basculement dans la précarité</i>	164
5.1.4 – <i>La galère juvénile : un symbole de la précarité à Liberté 4 et 5</i>	170
5.2 – Un cumul de contraintes : l’expérience de paupérisation à Guinaw rails	175
5.2.1 – <i>Contrainte de l’occupation spatiale et variabilité des itinéraires d’installation</i>	175
5.2.2 – <i>Des dimensions et des contraintes symptomatiques de la pauvreté à Guinaw rails</i>	180
5.2.3 – <i>Des itinéraires individuels révélateurs de dynamiques d’appauvrissement</i>	187
5.2.4 – <i>Perceptions de la pauvreté et refus de la « stigmatisation »</i>	193
Conclusion partielle	199
Chapitre VI – Se débrouiller pour « vivre » et « survivre » : stratégies adaptatives des catégories sociales dakaroises	200
6.1 – « <i>Afeeru deburuye ak taqale</i> » : se débrouiller et bricoler au quotidien.....	201
6.1.1 – <i>Le « taqale », le « xoslu » et le « goorgorlu » comme révélateurs des logiques de débrouille</i>	201
6.1.2 – <i>Amputer les besoins et réorganiser les modes de consommation</i>	203
6.1.3 – <i>S’adapter aux conditions d’habitat : endurer la promiscuité et les inconforts</i>	207
6.1.4 – <i>« Bricoler » en matière d’éducation : composer avec des moyens limités</i>	208
6.1.5 – <i>Comment être en santé lorsque « ta main ne peut pas atteindre ton dos » ?</i>	210
6.2 – « <i>Survivre</i> » et « <i>s’en sortir</i> » grâce à la débrouille : singularité et variabilité des pratiques.....	211
6.2.1 – <i>« Préserver les apparences » : le voile du « sag » dans l’espace sicapois</i>	212
6.2.2 – <i>« Le marché » comme espace de débrouille à Guinaw rails</i>	214
6.2.3 – <i>« Se démerder », « partager » et « ruser » : initiatives juvéniles face à la « galère »</i>	217
6.2.4 – <i>Les mères de famille aux « premières lignes » dans le « combat pour la survie »</i>	224
6.2.5 – <i>Trouver des « solutions de compensation » chez les pères de famille</i>	228

Conclusion partielle	231
Chapitre VII – Des solidarités à l’épreuve de la crise : configuration et recomposition des solidarités à Dakar	232
7.1 – Configuration et recomposition des logiques de solidarité communautaire	234
7.1.1 – <i>SICAP : les pièges d’une démarche "individualiste"</i>	234
7.1.2 – <i>Solidarité et initiatives communautaires de « développement » à Guinaw rails</i>	241
7.2 – « Être solidaire pour s’en sortir » : vitalité de la solidarité chez les jeunes et les femmes.....	249
7.2.1 – <i>Le groupe de pairs comme espace de partage : le « social living » des jeunes</i>	249
7.2.2 – <i>Configuration des logiques et des pratiques de solidarité chez les femmes</i>	256
7.3 – Contexte de crise et recomposition des solidarités familiales	261
7.3.1 – <i>« Deux personnes font mieux ce qu’une personne seule peut faire » : renforcement de la solidarité conjugale en temps de crise</i>	262
7.3.2 – <i>« La relève n’est pas assurée car les jeunes n’ont pas de travail » : la solidarité intergénérationnelle mise à l’épreuve</i>	265
7.3.3 – <i>Production et reproduction des solidarités dans un contexte de précarité : de nouvelles dynamiques ?</i>	270
Conclusion partielle	274
Conclusion générale	276
BIBLIOGRAPHIE.....	281

Liste des tableaux

Tableau 1 : Ampleur et évolution de la pauvreté en Afrique subsaharienne.....	18
Tableau 2 : Tendances, profil et évolution de la pauvreté au Sénégal au fil des enquêtes et des études	48
Tableau 3 : Urbanisation et poids démographique de Dakar.....	96
Tableau 4 : Profils des participant(e)s aux entretiens de groupe.....	130
Tableau 5 : Entretiens individuels et collectifs réalisés.....	136

Liste des figures

Figure 1 : Localisation géographique du Sénégal	78
Figure 2: L'agglomération de Dakar.....	94
Figure 3 : Les « eaux stagnantes » et les « inondations », « cauchemar » des habitants de Guinaw rails	184
Figure 4 : Marché <i>Waranka</i> comme espace de débrouille	216

Liste des sigles et abréviations

BAD : Banque africaine de développement
BM : Banque mondiale
CFA : Communauté financière africaine
CNRS : Centre national de la recherche scientifique
CODESRIA : Conseil africain pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique
CRDI : Centre de recherche pour le développement international
DPS : Direction de la Prévision et de la Statistique
DSRP : Document stratégique de réduction de la pauvreté
EDMC : Enquête sur les dépenses des ménages de la capitale
ENDA : Environnement et développement africain
ESIS : Enquête sénégalaise sur les indicateurs de santé
ESAM : Enquête sénégalaise auprès des ménages
ESP : Enquête sur les priorités
FAO : Fonds des Nations unies pour l'alimentation
FMI : Fonds monétaire international
FNUAP : Fonds des Nations unies pour la population
GESIVIA : Groupe pour l'étude de la société civile dans les villes africaines
GIE : Groupement d'intérêt économique
IDH : Indice de développement humain
IPRES : Institut de prévoyance retraite du Sénégal
IRD : Institut de recherche pour le développement en coopération
NEPAD : Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
OCDE : Organisation pour la coopération et le développement économique
OMS : Organisation mondiale de la santé
ONG : Organisation non gouvernementale
ONU : Organisation des Nations unies
PAS : Programmes d'ajustement structurel
PIB : Produit intérieur brut
PMA : Pays les moins avancés
PNB : Produit national brut
PNUD : Programme des Nations unies pour le développement

PPTE : Pays pauvres très endettés

QUID : Questionnaire unifié des indicateurs de développement

REP. : République

SICAP : Société immobilière du Cap-vert

SIDA : Syndrome d'immunodéficience acquise

UNESCO : Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture

UNICEF : Organisation des Nations unies pour l'enfance

Dédicace

À mes parents, frères et sœurs. Merci pour votre affection et le bonheur que vous me procurez sans cesse. Vous m'inspirez continuellement. Je sais combien sont grandes les attentes que vous avez placées en moi et je prie d'avoir les moyens de les combler. Je vous réitère ma gratitude. *Jarama* à toi maman.

A ma chère épouse Marie pour ton amour, ta disponibilité et ton soutien de tous les instants. Ce travail est aussi le tien. Tu as toujours été présente, surtout pendant les moments de doute et de stress inhérents à la réalisation d'une thèse. Ton affection, ton enthousiasme et notre complicité m'ont énormément aidé à traverser les caps difficiles et à persévérer dans l'effort.

À Gando Barry et famille, ainsi qu'à Oumy pour votre sincère amitié.

À tous mes amis. Sachez que vous représentez beaucoup pour moi.

Aux courageuses et attachantes populations de Liberté 4 et 5 et de Guinaw rails. À toutes les personnes qui ont accepté avec enthousiasme de partager avec moi leurs expériences, leurs problèmes et leurs rêves.

Remerciements

Beaucoup de personnes et d'organismes m'ont aidé à réaliser cette thèse. Je leur exprime ma profonde gratitude. Je pense notamment à :

- Anne Calvès, ma directrice de thèse, pour la qualité de votre encadrement, ainsi que pour votre soutien constant. Vous avez toujours fait preuve de disponibilité, de rigueur dans l'évaluation de mon travail sans manquer de m'indiquer à chaque fois les meilleures pistes à emprunter. Merci pour tout ;
- Arnaud Sales, mon co-directeur de thèse, pour votre contribution. Nos échanges ont été toujours chaleureux et constructifs ;
- mon oncle et « maître » Ousseynou Fall. Tu as toujours cru en moi et, pour cela, tu n'as ménagé aucun effort pour me soutenir dans tous mes projets ;
- Marie-Claude Rose, amie, collègue et « lectrice attitrée ». Tu as toujours lu avec enthousiasme et rigueur ma thèse du début à la fin. Merci pour cette contribution, tes encouragements, ainsi que pour m'avoir fait découvrir la culture du Québec. Ton invite à ne « jamais lâcher la patate » a été récompensée. Ce travail te doit beaucoup ;
- l'ACDI pour avoir financé mes études au Canada, à travers le Programme canadien des bourses de la francophonie. Merci à toute l'équipe du PCBF ;
- Département de sociologie et à la Faculté des études supérieures pour leur appui financier ;
- tous mes collègues et amis du Département, mention spéciale à Édith ;
- toutes les autres personnes ou institutions qui, de près ou de loin, ont contribué à la réussite de mon travail.

Transcription des termes et expressions en langue wolof

Pour faciliter la lecture des termes wolofs présents dans le texte, en nous appuyant sur l'ouvrage *La famille wolof* de Adoulaye-Bara Diop (1985 : 9-10), nous donnons quelques indications sur la transcription des mots et expressions wolofs. Celle-ci a été établie selon le système officiel en vigueur au Sénégal.

Les lettres suivantes ont la même valeur phonétique que dans l'alphabet latin utilisé pour la langue française.

a) Consonnes :

p – *pare* : terminer

b – *bari* : nombreux

m – *mos* : goûter

f – *fii* : ici

t – *taw* : pluie

d – *dem* : partir

y – *yeew* : attacher

n – *nelaw* : dormir

s – est toujours prononcé sourd comme dans *si* et non sonore comme dans *base* ;
exemple : *sanni* : lancer

r – est toujours prononcé roulé ; exemple : *romb* : dépasser

l – *lem* : miel

k – *kër* : maison

g – est toujours prononcé occlusif comme dans *gare* et non constrictif comme dans *page* ; exemple : *garab* : arbre

b) Voyelles

i – *sori* : éloigné

é – *sér* : pagne

Les lettres suivantes empruntées à l'alphabet latin ont dans l'alphabet officiel du Sénégal la valeur phonétique suivante.

a) Consonnes

c – approximativement ce qu'on entend dans *tien* ; exemple : *caabi* : clé

j – approximativement ce qu'on entend en français dans *dieu* ; exemple : *jàng* : apprendre

ñ – existe en français dans *agneau* ; exemple : *ñakk* : manquer

x – ce son existe en espagnol (jota) ; exemple : *xoslu* : galère

q – ce son existe en arabe (*qaf*) (transcrit avant par *kh*) ; exemple : *naqar* : douleur

w – existe en français dans *oui* ; exemple : *waaru* : étonné

ŋ – ce qu'on entend en français dans les mots empruntés à l'anglais – *parking*, *dancing*, exemple : *ŋaam* : mâchoire

b) Voyelles

a – ce son est plus fermé qu'un *a* français mais plus ouvert que *ë* ; exemple : *lal* : lit

à – c'est le son *a* du français ; exemple : *jàpp* : saisir

e – c'est le son du *è* ou *ê* du français (*père*, *tête*) ; il n'est jamais prononcé central comme dans *petit* ; exemple : *metti* : douloureux

ë – c'est le son *e* du français comme dans *demain* ; exemple : *yër* : jeter un coup d'œil

o – c'est le *o* ouvert de *pomme* ; exemple : *bor* : dette

ó – c'est le *o* de *veau*, *pose* ; exemple : *jóg* : se lever

u – c'est le son *ou* du français *mou* ; exemple : *guddi* : nuit

(c) Les sons transcrits par une double lettre

Les doubles voyelles transcrivent des voyelles longues : *duuf* (*dodu*). Les doubles consonnes transcrivent des consonnes fortes : *dëkkandó* (*voisin*).

Pour les noms propres de personnes ou de lieux, la transcription ici utilisée est celle habituellement employée. Ce qui donne Mamadou au lieu de « Mamadu », Pikine au lieu de Pikiin, Guinaw rails au lieu de *ginaaw ray*.

Introduction générale

Aujourd'hui le constat semble unanime sur la crise économique persistante prévalant au Sénégal, à l'instar de la majorité des pays africains (OCDE et BAD, 2004 ; Diagne, 2004). Un aperçu des indicateurs socio-économiques habituellement retenus pour apprécier les performances économiques et l'état de bien-être social d'un pays laissent voir une tendance à la dégradation de la situation économique et sociale malgré les déclarations et les prévisions optimistes des pouvoirs publics faisant état d'un retour à une croissance économique et de l'entrée dans un contexte de « décollage économique » (Sénégal, 2004). L'admission du pays dans le groupe des pays les moins avancés (PMA) en 2000 illustre d'ailleurs bien le processus de déliquescence des structures économiques, de crise des structures sociales et de paupérisation continue de larges segments de la population (Duruflé, 1994 ; Sénégal, 2002 ; Diop, 2002c ; Diop, 2004b).

La situation économique difficile que traversent la majorité des ménages est imputable à un faisceau de facteurs structurels et conjoncturels du reste largement documentés dans la littérature disponible sur la question. Un environnement international peu favorable ; la faible disponibilité de ressources économiques ; une évolution socio-économique marquée par une succession de crises économiques, de « convulsions » du système politique sénégalais et une succession de programmes d'ajustement structurel ; et des perturbations écologiques non maîtrisables sont les facteurs habituellement invoqués pour justifier les faibles performances de l'économie sénégalaise et leurs effets néfastes sur les conditions de vie de sa population (Kassé, 1990 ; Boye, 1992 ; Duruflé, 1994 ; Diagne, 2004).

Au début des années 90, Gilles Duruflé (1994) se demandait si le Sénégal pouvait sortir de la crise économique. À la même époque, plusieurs recherches ont tenté de rendre compte des incidences de cette crise (Antoine et *al.*, 1995 ; Banque mondiale, 1994b ; Fall, 1997 ; Sénégal, 1997b ; Antoine et Djiré, 1998). La conclusion générale des observations illustrées par une batterie de données révèle

une dégradation des conditions de vie d'une bonne partie de la population sénégalaise consécutivement au renchérissement du coût de la vie et à la chute du pouvoir d'achat. Cette crise économique a eu des conséquences importantes sur l'extension et l'accentuation du phénomène de la pauvreté qui a acquis une nette visibilité dans la ville de Dakar (Banque mondiale, 1994b ; Sénégal, 2001 ; Sénégal, 2002).

Il convient de prêter attention aux articles de presse consacrés, ces dernières années, au phénomène de la pauvreté pour mesurer son ampleur à Dakar et la dureté des traits à travers lesquels elle s'exprime. On peut citer notamment l'étalement quotidien de la misère qui prend la forme de la mendicité des handicapés et des « sans-abris » au centre-ville et celle plus récente des personnes non handicapées, la dégradation du cadre de vie, le confinement dans le chômage et le désœuvrement de larges segments de la population juvénile, la prolifération des quartiers « spontanés » édifiés sur des sites inadéquats, le développement de l'insécurité et du banditisme – phénomène que reflète la crainte qu'inspirent les « agresseurs » – sont autant de symptômes habituellement mis en évidence dans les reportages journalistiques pour souligner l'ampleur de la pauvreté sévissant à Dakar mais également pour mettre en exergue l'accentuation des inégalités sociales (Robert, 2004). Ces dernières revêtent une telle visibilité qu'émerge l'idée d'une société duale où cohabitent une pauvreté flagrante et un luxe somptuaire qui s'affiche dans les quartiers cossus des catégories sociales aisées.

Le constat de l'extension de la pauvreté est reconnu par les pouvoirs publics qui ont même fait de sa réduction un élément central des politiques nationales, comme en témoigne l'adoption, en 2001, d'une stratégie de réduction de la pauvreté sous les auspices des institutions de Bretton Woods (Sénégal, 2002). A l'instar d'autres pays africains, les autorités politiques sénégalaises se sont ainsi engagées dans une lutte contre la pauvreté devenue, à l'heure actuelle, une priorité des États, des organismes d'appui au développement et des bailleurs de fonds (Mbaya et *al.*, 1999 ; Banque mondiale, 2000).

Alors que jusqu'aux années 90, la réalisation de développement était le slogan des politiques et des actions des États africains, le thème de mobilisation aujourd'hui a surtout trait à la lutte contre la pauvreté (Cling et *al.*, 2003). La place centrale conférée à cette question dans les actions des États africains ainsi que dans les démarches des institutions internationales est un puissant révélateur de l'ampleur du phénomène de la pauvreté dans les pays africains (Banque mondiale, 2000 ; PNUD, 2000, Razafindrakoto et Roubaud, 2003). Elle illustre également l'adossement des priorités des États africains sur les agendas de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international qui n'ont cessé de jouer un rôle prépondérant dans la formulation et la mise en œuvre des politiques nationales. Elle traduit enfin l'actualité du thème de la pauvreté et de l'urgence de la combattre. Pour atteindre cet objectif, une bonne connaissance de ses multiples visages et de l'évolution des conditions socio-économiques des populations affectées est nécessaire. Il demande également une bonne compréhension des réponses que les populations lui apportent dans leur quotidien.

Notre recherche a justement pour objet une documentation de la pauvreté dans la ville de Dakar. Elle vise plus précisément à rendre compte des visages de la pauvreté urbaine chez les catégories sociales moyenne et populaire et à poser la question du devenir des systèmes communautaires de solidarité dans un contexte de crise économique aiguë dans la ville de Dakar. Organisée autour d'une démarche qualitative de recherche et s'appuyant sur des données construites au cours d'un travail de terrain réalisé à Dakar, notre recherche est structurée autour d'un triple objectif. Nous documentons, tout d'abord, l'entrée dans la précarité de ménages de la classe moyenne dakaroise et le vécu de la pauvreté chez des ménages de la classe populaire. Nous mettons ensuite en évidence les solutions individuelles et collectives d'adaptation au durcissement des contraintes économiques chez ces catégories sociales. Nous étudions, enfin, les dynamiques de configuration et de reconfiguration des solidarités communautaires dans un contexte d'exacerbation des contraintes économiques porteuses d'un durcissement des conditions de vie et de raréfaction des moyens économiques devant concourir à leur actualisation.

Cette étude s'articule autour de deux grandes parties elles-mêmes subdivisées en chapitres. La première partie à teneur théorique, méthodologique et contextuelle sert à exposer notre cadre de référence théorique et le canevas méthodologique de l'étude, ainsi que les objectifs et questions de recherche. Les chapitres qui constituent cette partie sont consacrés à une présentation du bilan des connaissances, de la problématique de recherche, du cadre méthodologique et du cadre d'étude. La seconde partie expose des résultats de notre étude, divisés en trois grands thèmes tels que mis à jour par notre étude. Un premier chapitre est consacré à la paupérisation des catégories sociales moyenne et populaire, un deuxième expose les stratégies adoptées par les populations pour vivre et survivre dans ce nouveau contexte et, enfin, un troisième chapitre présente les configurations et reconfigurations des solidarités communautaires à l'épreuve de la crise.

PREMIÈRE PARTIE : REPÈRES THÉORIQUES, CONTEXTUELS ET MÉTHODOLOGIQUES

Dans cette première partie de notre thèse, nous exposons les soubassements théoriques de notre recherche, certaines composantes relatives aux contextes sociaux du Sénégal et de Dakar et enfin la démarche méthodologique de la construction des matériaux. Cette première partie s'organise en quatre chapitres. Le premier chapitre fait un tour d'horizon des questions au centre de notre étude par l'entremise d'un examen critique de la littérature produite sur la pauvreté et la dynamique des solidarités communautaires. L'état des lieux proposé est donc largement focalisé sur le contexte africain et porte, dans un premier temps, sur la situation de crise dans les pays africains afin de montrer en quoi la pauvreté y constitue une composante majeure de la question sociale. Elle vise aussi à montrer les points importants des travaux consacrés aux nouveaux visages de la pauvreté urbaine, ainsi qu'aux stratégies mises en œuvre pour y faire face.

Après ce premier point, nous dressons un bilan des connaissances autour de la question de l'évolution des solidarités communautaires dans un contexte de précarité. Le bilan présenté s'attache surtout à dévoiler les deux points extrêmes entre lesquels oscillent les travaux consacrés à cette question : renforcement des liens de solidarité (solidarité dans la crise) versus défaillance et effritement de la solidarité communautaire (crise de la solidarité). Le contexte global de l'étude campé, nous nous focalisons par la suite sur le contexte sénégalais afin d'y montrer les perspectives vers lesquelles ont été orientées les études sur la pauvreté, les réactions adaptatives et enfin les configurations et les dynamiques des solidarités familiales et extrafamiliales.

Cette revue de littérature a pour objectif principal de mettre en évidence les acquis, mais aussi les insuffisances et les limites de la littérature actuelle sur la pauvreté et sur les solidarités communautaires en Afrique subsaharienne. C'est sur cette base que sont, ensuite, discutées la pertinence et la singularité des pistes de recherche que nous empruntons dans cette étude. Les perspectives théoriques de la présente recherche sont explicitées dans le deuxième chapitre. La problématique de recherche adoptée pour étudier la paupérisation des groupes sociaux et rendre compte de l'évolution de la solidarité communautaire à Dakar y est présentée de même que l'approche servant de point d'appui à nos options et démonstrations

théoriques. Il s'agit de ce que nous appelons une « sociologie de l'imaginaire et de la nouvelle individualité africaine », un programme de recherche qui est à percevoir avant tout comme un « chantier en construction ». Les raisons de « l'affiliation » de notre recherche à cette approche y sont discutées ainsi que les articulations qu'il est possible d'établir avec notre recherche de manière à faire apparaître les contributions et les avancées que cette approche offre pour l'analyse des solidarités communautaires. L'analyse des concepts-clefs de l'étude – pauvreté et solidarité – clôt ces développements théoriques.

Le troisième chapitre offre un aperçu descriptif des contextes du Sénégal et de Dakar en particulier. Les éléments abordés dans ce chapitre permettent de donner un éclairage sur les configurations, les dynamiques et les ruptures dans les domaines social, économique et politique. Un éclairage est donné du contexte de crise économique et des changements sociaux à l'œuvre à un niveau général dans un premier temps. L'effort de description effectué à ce stade porte plus spécifiquement sur Dakar en vue de montrer en quoi la capitale sénégalaise constitue un lieu de focalisation de la crise et des problèmes sociaux au Sénégal.

Le quatrième et dernier chapitre de cette première partie est consacré à la méthodologie adoptée dans cette recherche. Y est discutée et justifiée l'orientation qualitative organisant la recherche de même qu'y sont présentés les sites où se sont déroulées nos recherches de terrain. Suite à quoi place est faite à la discussion de la démarche de recherche, à savoir les méthodes et les modalités de construction et d'analyse des matériaux, les canevas et l'itinéraire de la recherche, le recrutement des informateurs.

Chapitre premier – Crise économique, pauvreté et dynamique des solidarités dans les sociétés africaines : un état des lieux

Si l'évolution économique de la plupart des pays africains, de leur accession à l'indépendance à la période actuelle, devait être linéairement présentée, elle s'énoncerait schématiquement ainsi : une période d'optimisme et de perspectives prometteuses (les années 60 et 70) dans un contexte marqué par l'accession à l'indépendance pour la majeure partie des pays, puis l'entrée dans une ère de turbulences économiques et sociales à partir de la fin des années 80, enfin un contexte actuel marqué par une accentuation des contraintes globales, ensuite, une marginalisation du continent dans un contexte de mondialisation et l'accent mis sur la lutte contre la pauvreté (Hugon, 1993, Hugon et *al.*, 1995 ; Coussy et Vallin, 1996 ; Dubresson et Raison, 1998 ; BAD, 2000 ; Banque mondiale, 2000 ; Mouandjo, 2002 ; Cling et *al.*, 2003, OCDE et BAD, 2004).

La majeure partie des pays africains ont accédé à l'indépendance politique au début des années 60. Des schémas ambitieux de développement ont été ébauchés et mis en chantier sur la base de vues très optimistes. L'objectif des nouvelles élites politiques était de répandre le « bien-être » et le « progrès » dans un court délai et de parvenir au niveau de développement économique des pays occidentaux dont le modèle constituait, dans bien des cas, l'horizon à atteindre mais également la voie à suivre dans un contexte de vogue des théories de la modernisation (Hugon, 1993). Cette vision ne survécut guère à une pluralité de facteurs qui ont concouru à susciter et à entretenir une crise économique multiforme dont les effets se sont fait sentir dès le début des années 80 et se sont exacerbés au cours des années 90 coïncidant avec la montée d'une diversité de problèmes : pauvreté, chômage, soubresauts politiques, conflits sociaux (Hugon, 1995 ; Lutala, 1996 ; Mbaya et *al.*, 1999 ; Mouandjo, 2002).

Une situation économique marquée globalement par la morosité, des progrès économiques annihilés ou plutôt ralentis par une série de contraintes de taille, un

niveau d'endettement élevé, des changements démographiques majeurs en l'espace de quatre décennies (hausse de la fécondité, recul de la mortalité puis son amplification dans certains pays avec la pandémie du SIDA, accélération de l'accroissement démographique, urbanisation galopante), une instabilité politique généralisée révélant une évolution politique en cascades ou, dans certains cas, sous une forme chaotique (guerre civile, conflits ethniques, instabilités politiques et militaires), un mode d'insertion au processus de mondialisation sous le signe de la marginalisation sont autant de tendances lourdes que partagent aujourd'hui la plupart des pays d'Afrique subsaharienne du point de vue de leur évolution économique et socio-politique (Hugon et *al.*, 1995 ; Coussy et Vallin, 1996 ; Dubresson et Raison, 1998 ; Banque mondiale, 2000).

L'intensité des difficultés auxquelles le continent africain est en proie ne doit cependant pas occulter les évolutions observées au cours de quatre dernières décennies : des avancées démocratiques réelles dans certains pays après les vagues de démocratisation des années 90, des formes d'organisation endogènes illustrées par la vitalité des organisations de la société civile, le dynamisme du mouvement associatif selon les pays ainsi que les initiatives de développement des organisations non gouvernementales, les progrès dans le domaine de l'éducation et de la formation, le dynamisme de l'économie « informelle », l'expansion et la consolidation d'un secteur privé investissant les espaces délaissés par l'État, des réussites économiques non négligeables portées par de nouveaux acteurs (BAD, 2000 ; Banque mondiale, 2000 ; Lebeau, Niane et *al.*, 2003). On est ici en présence d'autant de signaux révélant une Afrique construisant sa propre historicité en dépit des handicaps historiques, des pesanteurs actuelles et les blocages structurels (Assogba, 2004).

Les dynamismes socio-économiques et politiques enregistrés sur le continent n'ont pourtant pas permis de contrebalancer l'acuité de la crise qui demeure le vocable principal à partir duquel l'évolution des économies africaines est analysée depuis les années 80. C'est pourquoi si les années 60 sont globalement marquées par la conquête des indépendances politiques et la mise en place de politiques ambitieuses de développement (Mouandjo, 2002), les années 90 ont été celles de la

crise économique, ainsi que celles des restructurations économiques plus connues sous le nom de programmes d'ajustement structurel (Coussy et Vallin, 1996 ; Banque mondiale, 2000). Les années 2000 signent par contre l'entrée dans une période de post-ajustement (Hammoudda, 1999) tout en demeurant caractérisées par une persistance et une exacerbation des difficultés socio-économiques.

1.1 – Une crise économique persistante

1.1.1 – Des causes diversement interprétées

La situation de crise enregistrée sur le continent africain est habituellement perçue comme dérivant de handicaps historiques, d'un environnement économique international devenu hostile (détérioration des termes de l'échange se traduisant par une baisse des cours mondiaux des produits de base qui constituent, pour beaucoup de pays, la principale source de devises). Elle résulte également de facteurs d'ordre climatique qu'illustrent les perturbations écologiques (cycles de sécheresse et désertification dans les pays sahéliens par exemple). Elle relève aussi d'une instabilité politique et institutionnelle que reflètent les troubles politiques récurrents, les conflits civils et les guerres aux conséquences destructrices. La persistance de la crise s'illustre aussi à travers un niveau d'endettement élevé qui explique l'état désastreux dans lequel se trouvent les finances publiques dans la majorité des pays (Coussy et Vallin, 1996 ; Mbaya et *al.*, 1999 ; Mouandjo, 2002).

Des facteurs internes sont mis également à l'index (Diakité, 1986 ; Kabou, 1991 ; Étounga-Manguellé, 1991). De ce point de vue, une mauvaise gestion des ressources publiques sur fond de développement de pratiques clientélistes et patrimoniales est invoquée, entre autres, pour expliquer la morosité dans laquelle la majorité des économies africaines sont plongées. D'ailleurs, les années 90 ont coïncidé avec la multiplication d'ouvrages qui en appelaient ouvertement à une remise en cause de la primauté donnée aux facteurs exogènes dans l'explication du « sous-développement » du continent. L'Afrique est jugée rétive au « développement » et peu encline à s'engager sur le chemin du « progrès » et de la « modernité » (Kabou, 1991).

Certains éléments des mentalités, des pratiques, de la culture, des systèmes de valeurs, des structures sociales africaines sont ainsi stigmatisés comme des « freins au développement » ou des « facteurs d'inertie » qu'il conviendrait de remettre en cause pour surmonter les nombreux goulots d'étranglement au décollage économique. Les entraves les plus fréquemment citées sont une forte pression communautaire source de « bâillonnement des initiatives individuelles », une « convivialité excessive », l'absence de processus endogènes d'accumulation du fait de la prégnance des investissements ostentatoires et de la « lourdeur » des systèmes de réciprocité, « l'irrationalité » économique. Certaines tares politiques sont également décriées : le népotisme, la corruption, le monolithisme politique¹ (Diakité, 1986 ; Kabou, 1991). Même si les causes et la chronologie de la crise économique sont sujettes à des interprétations plurielles en fonction des écoles de pensée, des références et des sensibilités idéologiques des lectures proposées, la plupart des analyses s'accordent par contre au moins sur ses conséquences néfastes (Hugon, 1995 ; Coussy et Vallin, 1996 ; Lutala, 1996 ; Dubresson et Raison, 1998 ; Mouandjo, 2002).

1.1.2 – Des conséquences durement ressenties

L'accentuation de la crise économique a eu des incidences de plusieurs ordres. Elle a été à l'origine de la situation de « banqueroute » dans laquelle se sont trouvés beaucoup de pays africains, en particulier au cours des années 90 si bien que les États ont été obligés de se désengager de beaucoup de leurs missions. La crise s'est aussi traduite par des tensions sociales aiguës. Elle a, en outre, affecté les structures sociales, en particulier l'institution familiale, dans le sens de leur fragilisation, de leur remise en cause ou de leur ajustement aux bouleversements de

¹ Les titres des ouvrages publiés sous la « bannière » de l'*afropessimisme* demeurent très illustrateurs des thèses provocatrices et « iconoclastes » qui y sont développées que résume cette prédiction de Kabou : « L'Afrique du XXI^e siècle sera rationnelle ou ne sera pas » : « L'Afrique malade d'elle-même » (Diakité, 1986), « L'Afrique refuse-t-elle le développement ? » (Kabou, 1991), « L'Afrique a-t-elle besoin d'un programme d'ajustement culturel » (Étoundja-Manguellé, 1991)¹. Evidemment, cette approche, malgré l'audience médiatique dont elle a bénéficié, a été vigoureusement critiquée pour un certain nombre d'écueils théorico-méthodologiques : des postulats méthodologiques contestables à travers des généralisations abusives, la négation de l'historicité et de la diversité des expériences des sociétés africaines.

tout ordre qui travaillent les sociétés africaines (Marie, 1995 ; Pilon et Vignikin, 1996 ; Locoh, 1996 ; Locoh, 1997 ; Marie, 1997d). Enfin, elle a été invoquée pour justifier certaines évolutions démographiques actuellement en cours autant en milieu urbain qu'en zone rurale : crise de la nuptialité, apparition de nouvelles formes d'union, baisse ou augmentation de la fécondité, intensification ou reflux des mouvements de population (Locoh, 1996 ; Coussy et Vallin, 1996 ; Vimard, 1997 ; Gendreau et Compaoré, 1998).

La crise économique a eu des effets pervers dans les conditions de vie des populations qui doivent subir les effets d'une baisse de leurs revenus, une crise des finances publiques et une crise du financement des secteurs sociaux. Il lui est notamment attribué la chute des pouvoirs d'achat des populations urbaines comme rurales. Celle-ci n'a pas été sans effet sur la détérioration de leurs conditions de vie et l'expansion de la pauvreté. Les effets sociaux de cette crise ont attiré l'attention à cause surtout de leur ampleur, mais surtout de leur dimension dramatique.

Aujourd'hui les proportions prises par le chômage dans les villes africaines font voir les difficultés dans lesquelles sont plongées la majorité des économies africaines. Le chômage massif des jeunes constitue d'ailleurs l'un des indicateurs les plus éloquents de la détérioration du contexte socio-économique (Le Bris et Chauveau, 1993). Le marché du travail a subi de profondes mutations imputables aux effets conjugués de la crise économique, des programmes d'ajustement structurel et de la croissance rapide de la population urbaine. Ces transformations sont plurielles, mais les plus visibles ont trait à la forte augmentation du taux de chômage et de la proportion d'emplois dans le secteur informel et des emplois précaires (Calvès et Schoumaker, 2004), le blocage des recrutements dans la fonction publique, la baisse des salaires, le recul du salariat, la montée des taux d'activité féminins (Antoine et *al.*, 2001 ; Razafindrakoto et Roubaud, 2003). Les changements enregistrés dans le marché du travail sont plus durement ressentis par la catégorie des « jeunes diplômés chômeurs » que Calvès et Schoumaker (2004 : 38) perçoivent comme « le symbole de la crise dans les villes africaines ».

Comme pour le marché du travail, l'aggravation de la crise économique n'a pas été sans impacts sur d'autres secteurs sociaux. En effet, les systèmes éducatif et de santé ainsi que le secteur de l'habitat n'ont pas été épargnés par le contexte de récession. Si la machine scolaire s'est emballée rapidement dans les années 60 et 70 dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, l'explosion scolaire à laquelle cet emballement a conduit a fait place par la suite à une situation de crise. Celle-ci s'est traduite, entre autres, par une décélération de la demande scolaire, une inadéquation entre formation et emploi, l'équation du financement du système éducatif, les disparités de genre et de milieu de résidence, des inégalités de revenu, le phénomène des déperditions scolaires : abandons, redoublements et échecs scolaires (Adepoju, 1993 ; Vernières, 1995 ; Hugon, 1996).

S'interrogeant sur les soubassements de la crise du système éducatif, Hugon (1996 : 215) met à l'index le rôle rempli par les différentes composantes du champ éducatif.

« Le système éducatif remplit mal ses fonctions [...] du fait de l'absence de matériel didactique, de classes surchargées, de maîtres mal formés, peu encadrés et peu incités. L'École est devenue plus un lieu de gardiennage social où sont véhiculés des savoirs mémorisés que d'acquisition de savoirs. L'Université, quant à elle, conduit plus à une accumulation de titres laissant espérer des postes rémunérateurs qu'à des savoirs analytiques et pratiques favorisant des qualifications. Les années blanches sans école se sont multipliées. Les formations générales se développent aux dépens des formations professionnelles et techniques [...]. En proie à de grandes difficultés, l'école publique a cédé du terrain devant la prolifération d'instance éducatives parallèles (écoles privées, éducation informelle, etc.) ».

La crise qui a durablement affecté le système éducatif a également touché le secteur de la santé (Vernières, 1995 ; Brunet-Jailly, 1996). Les manifestations de cette crise sont variées malgré les investissements effectués dans le secteur de la santé. La situation sanitaire reste toujours désastreuse dans un contexte de propagation de la pandémie du SIDA, explicatif de la chute de l'espérance de vie dans les plus pays les plus touchés. Les indicateurs de santé donnent aussi à voir une persistance des maladies comme le paludisme qui reste un fléau de taille pour

bon nombre de pays africains. Dans la même perspective, Razafindrakoto et Roubaud (2003 : 111) font ce constat dramatique :

« Si des progrès incontestables ont été enregistrés en matière de santé et d'éducation, l'Afrique est toujours à la traîne. 250 millions d'Africains n'ont pas accès à l'eau potable, 200 millions aux services de santé de base. Encore une fois, c'est la seule région où la nutrition ne s'est pas améliorée et près de 2 millions d'enfants meurent chaque année avant d'avoir atteint un an. La pandémie du sida constitue une terrible hypothèque sur les années à venir, dont l'impact est encore mal connu. Aujourd'hui, l'Afrique compte 70 % des cas dans le monde. L'espérance de vie, à peine supérieure à 50 ans, a déjà régressé dans les pays les plus affectés d'Afrique australe et certaines projections avancent le chiffre terrifiant d'une réduction de 20 ans, qui réduirait à néant tous les progrès accomplis depuis les années 50 ».

La situation sanitaire peu reluisante est aggravée par les difficultés de financement du secteur de la santé par des États devant faire face à une récession généralisée. Les conséquences de ce marasme se font sentir dans l'alimentation des populations urbaines (Akindés, 1995 ; Bricas, 1996). L'explosion urbaine enregistrée sur le continent pose de sérieux défis pour des populations citadines de plus en plus nombreuses alors que le milieu rural qui devait contribuer à leur alimentation n'a pas lui-même échappé à la crise comme en témoignent les situations de famine enregistrées au cours de ces dernières années.

Même si on doit éviter de succomber à la tentation de procéder à des extrapolations et des généralisations gommant les différences de trajectoire entre les États, le degré variable d'exposition aux conséquences de la crise et l'hétérogénéité des situations entre les pays, on peut néanmoins signaler que la majorité des lectures données de l'évolution des économies africaines insistent surtout sur leurs contre-performances (Duruflé, 1988 ; Jacquemot et Raffinot, 1993 ; Hugon, 1993 ; Mouandjo, 2003). Il est évident que les chiffres et les indicateurs évoqués pour dépeindre la situation économique du continent occultent les disparités et les contrastes entre les différents pays et/ou selon les aires régionales suivant lesquelles les découpages sont habituellement faits (Afrique de l'Ouest, du Centre, de l'Est et du Sud). Mais ils ont le mérite de mettre en lumière le climat de stagnation et de crise consécutives à plusieurs années de récession économique.

C'est dans ce contexte d'aggravation des contraintes économiques que des programmes d'austérité ont été mis en œuvre justement pour leur résorption. Pourtant, les mesures d'austérité ont été loin de constituer des antidotes éprouvés contre la crise. Leurs « effets secondaires » sont même pour beaucoup dans la continuation de la dégradation de conditions de vie d'une part importante des populations urbaines comme rurales.

1.2 – Des mesures d'austérité au « coût social élevé »

L'exacerbation de la crise économique au cours des années 80 et 90 a marqué la montée d'acteurs qui vont occuper une place centrale dans l'élaboration, la planification et la mise en œuvre de programmes d'austérité. Il s'agit de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Les mesures adoptées sous l'égide de ces institutions sont plus connues sous le nom de programmes d'ajustement structurel. Elles ont été motivées, avant tout, par des objectifs à teneur foncièrement monétaire : l'assainissement des finances publiques, le rétablissement des agrégats macro-économiques des États, la restauration de leur capacité de remboursement de la dette et d'investissement, la promotion de la reprise de la croissance économique (Duruflé, 1988 ; Jacquemot et Raffinot, 1993 ; Coussy et Vallin, 1996 ; Mouandjo, 2002). Du fait de leur orientation vers des objectifs de redressement économique, les programmes d'austérité ont été, dans l'ensemble, difficilement vécus par les populations urbaines (Adepoju, 1993).

Les conséquences de la série de mesures d'austérité qui se sont généralisées sur le continent sont largement traitées dans les travaux portant sur l'évolution des économies et des sociétés africaines (Adepoju, 1993 ; Le Bris et Chauveau, 1993 ; Lachaud, 1994 ; Hugon et *al.*, 1995 ; Charmes, 1996 ; Coussy et Vallin, 1996 ; Hugon, 1996 ; Brunet-Jailly, 1996 ; Mouandjo, 2002). Globalement, la grille de lecture privilégiée a surtout cherché à faire ressortir les incidences sociales délétères qui ont été durement ressenties en milieu urbain. En effet, les populations pauvres tout comme les ménages de la classe moyenne ont été frappés par la diminution des revenus, mais aussi par les mesures ayant eu des répercussions directes sur leurs conditions de vie : diminution des emplois salariés, augmentation du chômage

surtout de celui « des générations de la crise », pertes d'emplois dans le secteur industriel, renchérissement du coût de la vie, baisse du pouvoir d'achat, réduction des dépenses publiques consacrées aux secteurs sociaux vitaux (Adepoju, 1993 ; Marie, 1995 ; Coussy et Vallin, 1996).

Les composantes des programmes d'ajustement structurel mises à l'index pour leurs effets néfastes sur les conditions et les moyens de vie ont été, entre autres, le désengagement de l'État avec ses implications que sont des tensions plus accrues sur le marché du travail (licenciements et arrêt du recrutement dans la fonction publique, fermeture d'unités industrielles, croissance des demandeurs d'emploi, régression de la salarisation), les coupures dans les services sociaux (santé, éducation, transport notamment) couplées à leur privatisation ou à l'augmentation de leurs coûts ; l'instauration d'une politique de « vérité des prix » induisant une hausse du coût de la vie (Adepoju, 1993 ; Lutala, 1996 ; Mouandjo, 2002).

Les mesures d'austérité adoptées en réaction à la situation de crise des économies africaines ont donc contribué à aggraver la situation déjà chancelante des ménages et des individus en Afrique (Adepoju, 1993 ; Lutala, 1996 ; Sarrasin, 1999). La dégradation de la situation socio-économique de ces groupes a été documentée surtout dans l'optique de rendre compte des répercussions sociales négatives de la crise, notamment pour les catégories des salariés, des fonctionnaires et des jeunes qui semblent avoir payé un prix fort à la crise économique et aux mesures de rigueur budgétaire, de privatisation et de désétatisation (réduction du rôle socio-économique de l'État) au cœur des programmes d'ajustement. La condition socio-économique des travailleurs déflatés, des fonctionnaires victimes des gels et des réductions de salaire et des chômeurs a été fragilisée à un point tel qu'ils ont paru avoir été précipités dans une précarité grandissante. Du fait du haut niveau de dépendance socio-économique envers les personnes détentrices d'un emploi, la précarité qui les frappe n'a pas manqué d'avoir un retentissement beaucoup plus grand. Lutala (1996 : 111-112) en explique les détails.

« La charge démo-économique pesant sur les personnes ayant un emploi est extrêmement élevée : le rapport de dépendance économique en Afrique serait passée de 151 en 1980 à 164 en 1991. Ceci veut dire que chaque personne qui travaille a à sa charge 1,64 personnes inactives ou sans emploi. Chaque emploi supprimé à l'occasion des PAS a donc privé de revenus salariaux non seulement le fonctionnaire déflaté mais aussi ses 1,64 dépendants ».

La plupart des secteurs dépendant des financements étatiques pour leur fonctionnement n'ont pas échappé aux répercussions de la « cure d'amaigrissement » imposée aux pouvoirs publics africains. Comme « amincir » l'État devait aller de pair avec un amenuisement des investissements publics, l'analyse des conséquences des politiques d'ajustement doit être menée en rapport avec cette dynamique de privatisation des services sociaux, de désengagement des États de la plupart des services essentiels qu'ils assuraient (Adepoju, 1993). Selon Jacquemot et Raffinot (1993), la privatisation des entreprises publiques n'a eu pour résultat que le remplacement des « monopoles publics » par des « monopoles privés ». De même, la désétatisation, en reposant surtout sur une baisse importante des investissements publics, a contribué à réduire les financements dévolus aux secteurs la santé, de l'éducation, de l'habitat et du transport. Ceci a contribué à susciter un « sauve-qui-peut généralisé » (Lutala, 1996) se traduisant chez les couches urbaines paupérisées par des initiatives de débrouille revêtant diverses formes. Une crise économique persistante et des mesures d'austérité durement ressenties ont contribué à durcir, en milieu urbain, une « question sociale » dont la composante principale est la pauvreté.

1.3 – La pauvreté : une composante majeure de la « question sociale »

La massification de la pauvreté au cours de ces dernières années est un phénomène observé au niveau international (Cling et *al.*, 2003). C'est d'ailleurs cela qui a amené l'Organisation des Nations Unies (ONU) à décréter 1996 « année internationale pour l'élimination de la pauvreté » et à proclamer la décennie 1997-2006 « Décennie des Nations unies pour l'élimination de la pauvreté » (Mbaya et *al.*, 1999). Ceci est une illustration éloquente de la prise de conscience qui s'est opérée sur la nécessité de l'éradication de la pauvreté dans un monde caractérisé par

une exacerbation des clivages socio-économiques entre riches et pauvres tant à l'intérieur des pays qu'entre nations. Montée de la pauvreté dans les pays développés et accentuation de celle prévalant dans les pays du Sud se conjuguent pour amener à conclure à « une mondialisation de la pauvreté » (Chossudovsky, 1998).

Parallèlement à l'élargissement des frontières de la pauvreté, une abondante littérature s'est développée surtout dans le domaine des sciences sociales pour identifier « les mécanismes fragilisants, paupérisants et précarisants » (Gaudier, 1993). Cependant, le problème auquel les études vont se heurter, et qui va nourrir toute une polémique, a trait à la définition de la notion de pauvreté caractérisée par son flou, par sa relativité dans le temps et suivant les cultures, ainsi que par l'extrême diversité des situations auxquelles elle est habituellement corrélée (Rahnema, 1991 ; Gaudier, 1993 ; Lautier et Salama, 1995 ; Paugam, 1996 ; Simon, 1996). Quoique la pauvreté reste un phénomène n'épargnant aucun continent, aucun pays, son ampleur est par contre plus grande et ses effets plus dramatiques en Afrique subsaharienne (Mbaya et *al.*, 1999 ; Cling et *al.*, 2003). Le tableau ci-dessous donne une vue d'ensemble de l'ampleur et de l'évolution de la pauvreté monétaire dans les pays d'Afrique subsaharienne.

Tableau 1 : Ampleur et évolution de la pauvreté en Afrique subsaharienne

Population vivant avec moins de 1\$ par jour			Population vivant avec moins de 2 \$ par jour		
En nombre (millions)			En nombre (millions)		
1990	1999	2015*	1990	1999	2015*
242	300	345	388	484	597
En pourcentage			En pourcentage		
47,7	46,7	39,3	76,4	75,3	68,0

Source : Banque mondiale (2003 : 5). * : prévisions.

L'ampleur de la pauvreté que mettent en lumière les données mises en évidence par la Banque mondiale fait que l'Afrique subsaharienne détient aujourd'hui les taux de pauvreté les plus élevés par continent (Banque mondiale, 2000, 2003). En 1999, près de 46,7 % de la population africaine vivaient avec moins d'un dollar par jour et étaient plongés dans une situation d'extrême pauvreté,

tandis que pour la même période, la proportion des personnes vivant avec moins de 2 dollars par jour est demeurée élevée : 75,3 % de la population. Même si les prévisions font état d'une diminution de la pauvreté monétaire d'ici 2015, par contre, les taux qui seront observés environ dans une décennie resteront tous aussi élevés : 39,3 % des Africains continueront de vivre avec moins d'un dollar par jour alors que le pourcentage de ceux disposant de moins de 2 dollars par jour sera de 68 % en 2015 (Banque mondiale, 2003).

L'ampleur de la pauvreté est aussi soulignée par les rapports du PNUD. Se servant de l'indice du développement humain (IDH) qui a le mérite d'aller au-delà de la dimension purement monétaire, le PNUD n'a cessé depuis des années de faire ressortir le caractère massif de la pauvreté humaine sur le continent africain (PNUD, 2001, 2002, 2003). En 2004, 32 des 36 pays constituant la catégorie des pays à faible indice de développement humain sont situés en Afrique subsaharienne (PNUD, 2004). La plupart des pays continuent d'afficher des performances faibles dans les différentes dimensions à travers lesquelles l'indice du développement humain est défini : la longévité exprimée par l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'instruction exprimé par une mesure combinant le taux d'analphabétisme des adultes et les taux de scolarisation dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur et enfin le niveau de vie exprimé par le PIB par habitant en dollars américains à parité de pouvoir d'achat (PNUD, 2004 ; PNUD Sénégal, 2001).

Devant de tels niveaux de pauvreté, on est ainsi amené à reconnaître que quatre « décennies de développement » n'ont permis d'en juguler ni d'en atténuer ses effets les plus durs. Bien au contraire, le phénomène a revêtu une ampleur et une acuité de plus en plus aiguës à la faveur de la crise économique et des programmes d'ajustement structurel, de l'instabilité politique et, enfin, des perturbations environnementales (Mbaya et *al.*, 1999). La pauvreté dont il est question ici se décline donc en un manque ou un défaut d'accès à un certain nombre de biens et services indispensables pour la satisfaction des besoins jugés vitaux : se nourrir, se soigner, bénéficier d'un logement décent et disposer des revenus permettant de satisfaire ces besoins essentiels et ainsi de jouir pleinement de ses capacités (PNUD, 2000).

L'ampleur de la pauvreté et la prise de conscience de la nécessité de mettre en place des programmes de lutte efficaces sont pour beaucoup dans l'attention accordée aujourd'hui à la pauvreté. Celle-ci est au centre des préoccupations, des discours et des agendas des acteurs du monde du développement : États, organismes spécialisés des Nations unies, bailleurs de fonds, institutions internationales, Banque mondiale, organisations non gouvernementales (Cling et *al.*, 2003). La prise de conscience des proportions de la pauvreté a alors débouché sur l'élaboration des documents stratégiques de réduction de la pauvreté (DSPR) qui constituent, depuis lors, le cadre d'orientation des actions des États concernés et des interventions des partenaires au développement comme les institutions bilatérales et multilatérales et les organisations non gouvernementales (Cling et *al.*, 2003).

1.3.1 – La lutte contre la pauvreté au centre des stratégies nationales et internationales

La reconnaissance des proportions prises par la pauvreté peut être considérée comme le prélude à l'attention accordée au phénomène au cours de ces dernières années. Les multiples conférences dans lesquelles les résolutions les plus ambitieuses sont adoptées et les engagements les plus généreux pris constituent des indicateurs éloquents de l'attention portée à la pauvreté. Sa réduction constitue ainsi un défi de taille pour les pouvoirs publics comme pour les institutions d'appui au développement. Il n'est donc pas surprenant de constater que la lutte contre la pauvreté soit maintenant au centre des politiques de développement car l'élimination de la pauvreté (ou du moins sa réduction) constitue actuellement « l'un des objectifs centraux des politiques contemporaines de développement » (Mbaya et *al.*, 1999 : 1).

La montée en puissance de la question de la pauvreté est cependant l'aboutissement d'un long processus (Cling et *al.*, 2003). Ses prémices peuvent être situées dans les années 90 avec les mises en garde d'institutions comme l'UNICEF (avec son plaidoyer en faveur d'un ajustement à visage humain), le PNUD (à travers ses nouveaux critères d'évaluation des progrès des pays jugés non plus à l'aune de leurs performances uniquement économiques, mais à l'aide d'une batterie de

critères que désigne le vocable d'indice du développement humain) et l'enfin l'Organisation des Nations unies (avec sa décision de faire de 1996 *Année internationale pour l'éradication de la pauvreté*).

L'attention accordée à la lutte contre la pauvreté s'exprime également à travers l'adoption des Objectifs du Millénaire pour le Développement auxquels le PNUD a consacré son rapport mondial sur le développement humain en 2003. Ces Objectifs ont émané de la Déclaration du Millénaire adoptée, en 2000, au cours d'une rencontre aux Nations unies, par un vaste parterre de chefs d'État et de gouvernement qui se sont ainsi engagés à « faire de leur mieux pour éradiquer la pauvreté, défendre la dignité et l'égalité et parvenir à la paix, à la démocratie et assurer la durabilité des ressources environnementales » (PNUD, 2003 : 16).

Les Objectifs du Millénaire ont consisté en une explicitation et un approfondissement de cet engagement solennel. Ils ont été articulés autour de la lutte contre la pauvreté à travers une série d'agendas, d'échéances et de stratégies d'action. Ceux-ci sont orientés vers la disparition de l'extrême pauvreté et de la faim, la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, l'amélioration de la santé des mères, la réduction de la mortalité infantile et des ravages des maladies (paludisme, VIH/SIDA), la promotion de la durabilité des ressources naturelles et, enfin, la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement (PNUD, 2003). L'adoption de ces ambitieux objectifs ne fait que témoigner de l'ampleur de la pauvreté dans le monde et de l'urgence de prendre des mesures appropriées pour la juguler en particulier dans les pays dits en développement. Elle met cependant en lumière l'échec d'engagements antérieurs pris notamment en faveur du développement dans les années 60 et 70 tout en mettant en exergue la situation difficile dans laquelle bon nombre de pays du Sud ont été plongés à partir des années 80.

L'abandon de l'ambition de la réalisation du développement au cœur des discours et des pratiques des États africains pendant des années au profit, à l'heure actuelle, de celle plus modeste de la « lutte contre la pauvreté » traduit mieux les

revirements des options et des stratégies des États africains, ainsi que des institutions sous l'égide desquelles les programmes de développement sont mis en œuvre. Donc « lutte contre la pauvreté » (Mbaya et *al.*, 1999) et « post-ajustement » (Hammouda, 1999) se combinent pour constituer les éléments-clefs d'une analyse et d'une pratique renouvelées en matière de développement après la prise de conscience du coût social élevé des programmes d'ajustement structurel et des effets de la crise économique.

Le recentrage des politiques étatiques et des stratégies des bailleurs de fonds a pour preuve significative le lancement d'une initiative qui met la lutte contre la pauvreté au centre des politiques de développement (Cling et *al.*, 2003). Il s'agit de l'Initiative des pays pauvres très endettés (PPTE) dont les bases et les mécanismes d'action ont été conjointement définis par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Désormais, tout pays classé dans la catégorie des PPTE souhaitant obtenir un programme d'aide de ces deux institutions devait élaborer, selon une démarche participative, un document stratégique de réduction de la pauvreté dans lequel se trouvent formulés les stratégies, l'agenda, les groupes-cibles et les moyens de financement pour atteindre l'objectif de la baisse de la pauvreté. Les axes majeurs autour desquels est articulée la réduction de la pauvreté sont la création de richesses, le renforcement des capacités et la promotion des services sociaux de base et, enfin, l'amélioration des conditions de vie des groupes vulnérables (Sénégal, 2002 ; Cling et *al.*, 2003).

L'élaboration des documents stratégiques de réduction de la pauvreté semble constituer une initiative de plus dans la gamme des stratégies mises en place pour résoudre la taraudante question de la pauvreté. Elle représente plutôt une initiative largement suscitée et encadrée par la Banque mondiale qui, par la même occasion, paraît opérer une récupération des critiques virulentes sur les conséquences des politiques dont elle a inspiré la mise en œuvre (Lautier, 2001). À travers les DSRP, il est possible d'observer une tentative d'aggiornamento des politiques à inspiration néolibérale (« moins d'État, plus de marché ») de la Banque mondiale qui semble s'être muée maintenant en « défenseur » des populations pauvres du Tiers-monde.

Pour mettre en œuvre des programmes efficaces de lutte contre la pauvreté, il est nécessaire d'avoir une bonne connaissance des groupes-cibles car ceux-ci sont loin de constituer un bloc homogène dans les villes africaines en crise. Les périodes de crise et d'ajustement de ces dernières années y ont été marquées par une extension des frontières de la vulnérabilité. L'émergence de nouvelles couches sociales paupérisées vient ainsi mettre en lumière le caractère multidimensionnel de la pauvreté, ainsi que les « nouveaux » visages que le phénomène semble de plus en plus revêtir.

1.3.2 – Une pauvreté multidimensionnelle : pauvreté « structurelle » et « nouvelle » pauvreté

Il est important de souligner que la pauvreté ne frappe pas de manière uniforme les populations et que la misère n'est pas partout présente sur le continent (Mbaya et *al.*, 1999). Les inégalités socio-économiques y demeurent prononcées tandis que des catégories sociales s'en sortent à l'aide de stratégies gagnantes en temps de crise et ne manquent pas ainsi de redéfinir les symboles, les trajectoires et les figures de la réussite et du pouvoir (Banégas et Warnier, 2001). De même, la situation socio-économique des citadins peut paraître bien meilleure à celle des populations rurales du strict point de vue de l'accès à certains types de biens et services, du fait d'une vulnérabilité amoindrie par rapport à des revenus agricoles erratiques mais ceci ne concerne qu'une partie de la population urbaine, encore qu'elle ne soit pas entièrement à l'abri des vicissitudes de la conjoncture économique (Dubresson et Raison, 1998). Aussi, devant les proportions prises par la pauvreté au cours des dernières années, est-on amené à reconnaître qu'elle continue d'être au centre de la « question sociale » dans la majorité des pays africains tout en y revêtant en plus en plus des visages pluriels.

La pauvreté en Afrique est habituellement rattachée aux images de populations malmenées par la faim ou vivant dans des bidonvilles insalubres ou bien victimes de conflits civils ou militaires sanglants (personnes déplacées, personnes réfugiées). Les images dépeignant la pauvreté dans les villes et villages bénéficient d'une vaste couverture médiatique et ont inauguré la vogue des

opérations de secours d'urgence dénommées opérations « humanitaires » (Mbaya et *al.*, 1999 ; Razafindrakoto et Roubaud, 2003 ; Cling et *al.*, 2003). Ces images et les situations de misère qu'elles mettent en lumière peuvent être associées à la pauvreté « structurelle », celle affligeant des personnes et des communautés en butte à des formes aiguës de misère.

Les formes d'expression de cette pauvreté « structurelle », les catégories sociales qu'elle affecte, les facteurs qui la suscitent et l'entretiennent, ainsi que son ampleur sont largement documentés (Banque mondiale, 2000 ; PNUD, 2000), car objets de l'attention des différents protagonistes du « marché de la pauvreté » (organisations non gouvernementales, bailleurs de fonds, gouvernements, bureaux d'études, société civile). Il n'est pas donc surprenant que les recherches et les programmes d'intervention soient focalisés sur les catégories sociales en situation de pauvreté « structurelle », car non seulement leurs conditions sont plus alarmantes et leurs effectifs plus nombreux. En plus, les « frontières » de la pauvreté « structurelle » ne cessent de s'élargir à la faveur de l'exacerbation de la crise économique frappant les pays africains dans leur majorité. Mais la question qu'il est pertinent de se poser est de savoir si la pauvreté constitue une réalité homogène ou si elle est plutôt caractérisée par une hétérogénéité suivant différents paramètres (quartier de résidence, génération, niveau d'instruction, sexe, niveau socio-économique).

Mbaya et *al.* (1999) ont cherché à mettre en évidence l'absence d'homogénéité. La pauvreté devient dans leur analyse une réalité polymorphe, du moins pour ce qui est des conditions d'existence des personnes affectées.

« La pauvreté n'est homogène que du point de vue de la faiblesse du niveau des revenus ou de la consommation ; l'uniformité des pauvres comme catégorie de citoyens n'existe que dans la mesure où ils n'ont guère les moyens de consommer. En revanche sous l'angle de la production, c'est-à-dire des conditions dans lesquelles les populations pauvres oeuvrent pour obtenir leur revenu, les situations se caractérisent par une extraordinaire diversité » (Mbaya, 1999 : 10-11).

À partir de ce constat, il est possible de faire ressortir les multiples facettes de la pauvreté dans les métropoles africaines (Razafindrakoto et Roubaud, 2003). La pauvreté n'y est plus seulement le lot des masses en proie au dénuement ni des personnes dont la survie n'est possible qu'au prix de tribulations dans l'univers de l'économie informelle. Elle accable aussi les salariés des secteurs public, parapublic et privé victimes de baisse de salaire, de licenciement, de déclassement professionnel ou de la flexibilisation des emplois. Il s'agit, pour l'essentiel, de groupes sociaux qui ont subi, parfois de manière dramatique, les contrecoups de la crise économique et des mesures d'austérité. Par exemple, le langage populaire les perçoit, au Cameroun, comme des *désajustés* et des *réajustés* (Courade, 2000 ; Durang, 2000) ; en Côte d'Ivoire, des *conjoncturés*, des *ajustés*, des *dévalués* ou des *licenciés* (Marie, 1995, 2000).

La pauvreté devient désormais un phénomène dont aucune couche sociale n'est à l'abri. « Les nouvelles vulnérabilités touchent les classes moyennes, ces fonctionnaires ou ces "compressés" d'entreprises publiques découvrant une précarité et une perte de statut qui les rend peu "aptes" à rebondir » (Courade, 2000 : 21). Elles affectent aussi des « salariés subitement déclassés par la contractualisation temporaire, des licenciés brutalement dégradés devant la société et leurs proches, des chefs de famille déchus de leur autorité par la perte de leur emploi » (Marie, 1995 : 320).

Les « figures emblématiques » de la « nouvelle » pauvreté urbaine sont également de jeunes instruits et des diplômés condamnés au chômage ou à des emplois précaires (Calvès et Schoumaker, 2004), voire réduits à la galère (Trani, 2000) et à une insignifiance sociale (Gérard, 1997). On pourrait aussi faire mention des travailleurs obligés de supporter les gels de salaire, des fonctionnaires acculés à accepter arriérés et retards de salaire (Marie, 1995), du « petit patron en faillite ou aux prises avec de graves difficultés de trésorerie » (Marie, 2000 : 269), d'adultes « contraints de rester jeunes » (Antoine et *al.*, 2001). Il s'agit donc d'autant de personnes qui doivent apprendre à vivre « petit » (Durang, 2000) après avoir connu un passé « fastueux » ou meilleur et qui sont sommées d'effectuer une « reconversion mentale » après une « reconversion professionnelle » (Kponhassia,

2003). Les femmes chefs de famille (Bissiliat, 1996 ; Bop, 1996) condamnées à la précarité ou à la solitude des mères abandonnées (Marie, 1995) n'échappent à la précarité grandissante pas plus que « les adolescents et les enfants voués aux expédients de la rue par le manque de moyens de leurs parents » (Marie, 1995 : 320)

Nous avons ici des membres de la « petite-bourgeoisie » urbaine qui voient leurs revenus brutalement dégringoler, leur statut social s'éroder, leurs attentes être déçues et leurs espoirs d'une vie meilleure pour leurs enfants s'évanouir à la suite de leur « déstabilisation » et de leur basculement dans la précarité. Ces catégories attirent de plus en plus l'attention en ce sens qu'elles sont les symboles de la récession et des « cures » d'austérité ayant contribué à étendre les frontières de la vulnérabilité dans bon nombre de pays africains (Adepoju, 1993 ; Locoh, 1993a ; Coussy et Vallin, 1996 ; Oppong, 1997 ; Mouandjo, 2002 ; Razafindrakoto et Roubaud, 2003).

Les recherches émergent ainsi pour étudier la question de l'entrée dans la précarité des catégories sociales jouissant antérieurement de positions sociales et professionnelles stables et qui sont aujourd'hui perçues comme « les grandes perdantes de la démission de l'État » (Maldonado, 2001 : 4). La chute économique de ces catégories pouvant déboucher sur une « mort sociale » (Durang, 2000) s'impose de plus en plus comme un objet des recherches sur la pauvreté urbaine. Elle en constitue même un élément important qui a surtout le mérite de mettre en évidence la dureté des répercussions de la détérioration de la conjoncture économique, ainsi que les multiples effets pervers des mesures d'austérité mises en vigueur pour y remédier.

« Les villes [*africaines*] deviennent de plus en plus le lieu où se déploient de nouvelles formes de pauvreté et de fragilité sociale qui s'aggravent avec la précarisation grandissante des conditions de travail » (Éla, 1998b : 23). La nouvelle pauvreté urbaine fait surtout référence à un état de déstabilisation économique, à une fragilisation de la position occupée dans l'appareil de production ou à une

dégradation de la situation socio-économique suite à une éviction du marché du travail (Marie, 1995). La focalisation à juste titre des programmes de lutte et des recherches sur les formes les visibles, les plus aiguës et les plus répandues de pauvreté n'est pas allée de pair avec une prise de conscience de l'ampleur et des visages de cette pauvreté « conjoncturelle ». Ce qui est compréhensible car les catégories sociales qu'elle affecte sont traditionnellement privilégiées par leurs revenus, leur cadre de vie et leur accessibilité aux services sociaux de base si on les compare aux « pauvres structurels » des quartiers populaires des métropoles africaines. Pourtant, ces catégories semblent avoir payé un lourd tribut aux compressions économiques et à l'exacerbation de la crise économique si bien qu'il est opportun de s'intéresser aux différents aspects de leur dynamique d'entrée dans la précarité, ainsi qu'aux stratégies déployées par les *compressés* pour « assumer leur nouvelle condition et réagir pour éviter le pire » (Durang, 2000 : 132).

1.4 – Les réponses à la crise et aux mesures d'austérité : résistance, adaptation et survie

Les populations en situation de pauvreté ne sont pas restées passives en sombrant dans la fatalité et dans une détresse sociale intenable devant le durcissement des conditions de vie et la dégradation de leur cadre de vie. Comme elles sont des « sujets possédant des ressources, capables d'initiatives, de projets, de stratégies » (Groulx, 1997 : 62), les acteurs sociaux du « monde d'en-bas » (Éla, 1998) « innovent » dans la précarité en s'y ajustant et en érigeant « l'inventivité » et la « débrouille » comme règle de survie (Éla, 1998). « En effet, faute d'alternatives de développement impulsées par les pouvoirs publics, un nombre sans cesse croissant de citoyens africains trouvent dans leurs propres initiatives et leur ingéniosité les moyens de s'affirmer et de survivre (Maldonado, 2001 : 4).

Les moyens pour contourner les effets de la pauvreté et du déclassement professionnel et social sont loin d'être uniformes. Chaque catégorie sociale, en fonction de la nature de ses responsabilités familiales et sociales (chefs de ménage, soutiens de famille, « cadets » sociaux), de son degré d'intégration dans l'univers urbain et de l'acquisition de compétences sociales (entregent) tente de structurer, à

sa manière, son « combat » pour la survie au quotidien (Werner, 1997) en mettant en œuvre des stratégies pour s'en sortir, bref, en mettant « son imagination au service de la conjoncture » (Touré, 1985). Les ménages et leurs membres ont principalement actionné le levier, de ce que le langage populaire, surnomme le « système D », celui de la débrouillardise (Durang, 2000 ; Courade, 2000).

Les solutions adaptatives ont revêtu plusieurs formes mais elles ont oscillé principalement entre deux registres : changer les modes de consommation et chercher des sources complémentaires de revenus (Razafindrakoto et Roubaud, 2003). Néanmoins, à l'examen des travaux qui leur sont consacrés, on ne peut que constater l'étendue des moyens autour desquels s'est cristallisé le « combat » des familles et des individus pour échapper aux effets pernicioeux de la crise et des mesures d'ajustement. Les stratégies de survie sont organisées autour d'ajustements et de transformations dans les conditions de vie (suppression de dépenses, ajustements alimentaires, arbitrages dans l'allocation des ressources, modification des pratiques de consommation, nouvelles pratiques en matière d'éducation, de santé et de logement) (Akindès, 1995 ; Bricas, 1996 ; Coussy et Vallin, 1996 ; Deliry-Antheaume, 1996 ; Durang, 2000). Elles ont pris la forme d'une contribution accrue des femmes dans la satisfaction des besoins familiaux (Locoh, 1993 ; Locoh, 1996 ; Pilon et Vignikin, 1996 ; Bissiliat, 1996) et une mise au travail précoce des enfants avec tous les risques liés à une telle pratique (Marguerat et Poitou, 1994).

Les solutions adaptatives s'actualisent aussi à travers un recours plus important et plus systématique au « secteur informel » qui joue, selon les expressions consacrées, le rôle de « refuge salvateur », de « planche de salut », de « bouée de sauvetage » dans les villes africaines (Latouche, 1998 ; Maldonado et Gaufryau, 2001 ; Maldonado, 2001). Au-delà de la diversité de ses terminologies (économie populaire, économie informelle, secteur non structuré), le secteur informel a été le lieu de déploiement des initiatives de (re)conquête de ressources pour « des migrants de toute origine, de jeunes diplômés en quête d'un premier emploi, des laissés-pour-compte du système scolaire, des chômeurs du secteur moderne victimes des politiques de stabilisation » (Maldonado, 2001 : 4). Il s'agit donc de nouveaux acteurs d'un champ à l'origine majoritairement investi par les

couches urbaines exclues du secteur moderne (Razafindrakoto et Roubaud, 2003). De par son poids économique dans la plupart des villes africaines et la proportion des actifs urbains qui y trouvent des moyens d'assurer leur survie, le secteur informel a joué un rôle crucial dans les stratégies de survie des ménages urbains dans un contexte d'accentuation de la crise : par exemple, « 85 % des emplois créés à Yaoundé (*Cameroun*) en 1993, et 60 % à Antananarivo (*Madagascar*) en 1994 l'ont été dans le secteur informel » (Razafindrakoto et Roubaud, 2003 : 126).

Outre les ajustements dans les pratiques de consommation et la recherche de revenus de compensation, les initiatives développées pour faire contrepoids à la paupérisation ont pris les traits d'un recours plus important à la pluriactivité à laquelle contribue significativement la faiblesse des revenus des travailleurs, y compris les salariés de la fonction publique. Les migrations (émigration urbaine, migration de retour, retour au village, migrations régionales et internationales) ont été aussi des voies explorées par les familles pour combler une chute drastique de revenus, pour réagir à une perte d'emploi ou globalement pour échapper aux conséquences néfastes de la crise (Marie, 1995 ; Antoine et *al.*, 1995 ; Durang, 2000 ; Trani, 2000 ; Razafindrakoto et Roubaud, 2003).

Ces stratégies migratoires sont sous-tendues par des solidarités familiales et extrafamiliales auxquelles une place prépondérante a été assignée dans les ripostes à la crise. Les solidarités ont été fortement sollicitées dans les pratiques adaptatives des familles. À ce titre, elles ont joué un rôle crucial dans la prise en charge des vulnérabilités et l'atténuation des difficultés, notamment à travers le « confiage » d'enfants, l'accueil de migrants, l'assistance envers les personnes sans revenu (chômeurs, jeunes) et les personnes âgées, la redistribution sociale (Eloundou-Enyegue, 1992 ; Locoh, 1993 ; Locoh, 1993a ; Locoh, 1993c ; Eloundou-Enyegue, 1994 ; Pilon et Vignikin, 1996 ; Adepoju, 1997 ; Adjamagbo, 1997 ; Durang, 2000). À titre « d'amortisseurs » de la précarité, les solidarités ont été au cœur des stratégies de survie mais il convient de s'interroger sur les aptitudes des solidarités à continuer d'assumer ce rôle de « protection sociale » devant un contexte d'exacerbation des contraintes économiques et une expansion de la pauvreté qui viennent poser des défis à leur fonctionnement.

1.5 – Dynamique des solidarités communautaires dans un contexte de crise : des perspectives divergentes

Notre regard est focalisé, à ce stade, sur les interactions pouvant être posées entre pauvreté et dynamique des solidarités communautaires en Afrique à la lumière de la littérature sur l'évolution des structures sociales africaines. Le débat sur les liens entre pauvreté et évolution des solidarités oscille entre deux pôles théoriques antagonistes : le constat de l'érosion des solidarités communautaires dans le cadre des contraintes économiques nouvelles pouvant être perçue comme l'entrave à leur renforcement ou encore en tant que lieu privilégié de leur recomposition. Mais brosons, dans un premier temps, le contexte global dans lequel ces positions s'inscrivent.

1.5.1 – Contexte et processus d'émergence d'une problématique

Il convient de souligner, avant d'arriver à une présentation des tendances théoriques dominantes dans le domaine de l'étude de l'évolution des systèmes communautaires de solidarité en Afrique, que la perspective d'un affaiblissement des solidarités traditionnelles sous les effets de la modernisation, de l'urbanisation et l'introduction du salariat était déjà posée par des chercheurs dès la période coloniale (Marie, 1996). Par la suite, les changements affectant les sociétés africaines ont été analysés à l'aune du courant de la modernisation et à travers le prisme du continuum traditionnel-moderne sous l'influence des théories de la sociologie américaine (le structuro-fonctionnalisme parsonien et l'École de Chicago notamment) dont le schéma de base peut être illustré ainsi (Piché et Poirier, 1990 ; Piché et Cordell, 1997 ; Marie, 1997d) :

Modernisation —→ Nucléarisation —→ Affaiblissement des solidarités et leur recentrage sur la sphère conjugale —→ Individualisation

Dans les années 60, par exemple, les recherches conduites par Peter Gutking (1962) dans la ville de Kampala en Ouganda faisaient voir une tendance à la

déstructuration des institutions familiales traditionnelles (instabilité conjugale, affaiblissement du rôle paternel, valorisation croissante du rôle de la femme, velléités de remise en cause du système traditionnel de solidarité, développement de la famille restreinte). Gutking a perçu les structures sociales africaines comme vouées à une restructuration inéluctable en fonction des formes d'organisation et des modèles caractéristiques de la civilisation occidentale : nucléarisation de la famille, autonomie de la famille conjugale, dysfonctionnements de la famille étendue, effritement des solidarités communautaires.

L'anthropologie sociale britannique (École de Manchester, Rhodes Livingstone Institute) a fait montre d'un grand dynamisme dans l'étude des processus de changement à l'œuvre dans les villes africaines en s'inspirant des schémas théoriques évolutionniste et structuro-fonctionnaliste (analyse de l'urbanisation africaine en termes de déstructuration, de « détribalisation » et d'occidentalisation des valeurs et des modes de vie). Au sein de l'ensemble de ces systèmes théoriques, le postulat de la nécessaire nucléarisation de la famille africaine et de l'inéluctable affaiblissement puis déclin des solidarités communautaires sous les effets structurels des migrations de travail, de l'industrialisation, de l'urbanisation, de l'industrialisation, du développement du salariat, de la généralisation de l'économie monétaire et de la socialisation par l'école a été posé (Piché et Cordell, 1997 ; Marie, 1997b).

On retrouve ces postulats, mais avec un renversement des perspectives, dans l'autre grand courant de la théorie de la transition démographique, à savoir le culturalisme qui considère la modernisation des valeurs (à vrai dire leur occidentalisation) comme le préalable aux changements dont résulte la baisse de la fécondité (Piché et Poirier, 1990). Ils sont présents également dans la théorie des « flux intergénérationnels de richesses » de John Caldwell (1976, 1988) même s'ils n'y sont pas explicitement développés. Du fait de la « nucléarisation économique et émotionnelle de la famille » suscitée par la modernisation des valeurs (importance moindre accordée aux parents et à la famille étendue), on assiste à une inversion des flux de richesses : leur circulation ne va plus des enfants vers les parents comme traditionnellement mais plutôt des seconds vers les premiers. Ceci n'est pas sans

conséquences sur l'évolution des systèmes de solidarité voués à une sélectivité et à leur recentrage sur la famille conjugale.

A l'instar des théories de la modernisation et de la transition familiale (via des changements structurels ou par l'intermédiaire de l'occidentalisation des valeurs) dans lesquelles elle s'enracine, la thèse de la nucléarisation en Afrique a fait l'objet de critiques virulentes réagissant aux vues ethnocentriques qui la sous-tendent, à son caractère simpliste, à l'inadéquation des concepts usités, aux présupposés évolutionniste et fonctionnaliste dont elle découle et à la négation des impacts de chocs exogènes comme la colonisation (Piché et Poirier, 1990 ; Piché et Cordell, 1997 ; Marie, 1997b).

Ce détour historique met en évidence que la réflexion sur la dynamique des solidarités communautaires a toujours été présente dans la recherche africaniste. La présentation des modèles théoriques laissera voir ainsi leur complexification croissante qui est à la mesure de l'ampleur des mutations sociales observables sur la scène urbaine africaine. C'est pour cette raison qu'un examen aujourd'hui des travaux consacrés à l'évolution des structures sociales en général, et des solidarités en particulier permet d'observer que des vues plus relatives, plus contextuelles et plus nuancées prévalent dans le domaine de l'étude de l'évolution de la famille et des solidarités en Afrique. Les capacités de résistance, voire de ruse et d'adaptation face aux bouleversements structurels (urbanisation, crise économique, changements au niveau des valeurs et des modes de vie) ont été largement démontrées (Locoh, 1993a ; Locoh, 1995 ; Vimard et N'cho, 1997 ; Adepoju, 1999).

Mais, devant la persistance et l'accentuation de la crise économique, les pouvoirs d'adaptation des structures familiales deviennent plus sollicités encore. De ce point de vue, les systèmes de solidarité demeurent des creusets de déploiement et de mise à l'épreuve des capacités de « ruse », d'inventivité et de métissage des acteurs sociaux et, subséquemment, « apprendre à vivre » (Durang, 2000) en comptant tout d'abord sur soi et sur un tissu relationnel en amenuisement (Diop, 2001). Ceci nous amène à reconnaître que les systèmes de solidarité, au vu de leur

rôle de filets de protection sociale et de mécanismes d'amortissement des chocs et de « système informel de sécurité et de crédit mutuel permettant de faire face aux nouveaux aléas et aux nouveaux impératifs de l'existence citadine » (Marie, 1997b : 281) se trouvent à la « croisée des chemins » (Dozon, 1986) face à la détérioration des conditions de vie. Leur rôle s'en trouve-t-il renforcé ? Ou au contraire, sont-ils voués à une défaillance et à un déclin inéluctables ? Autrement dit, assiste-t-on à une « solidarité dans la crise » ou à « une crise des solidarités » (Eloundou-Enyegue, 1992).

1.5.2 – Les solidarités communautaires comme système de sécurité sociale : l'hypothèse de leur renforcement

C'est une armature idéologique vivace qui est mobilisée pour fonder la légitimité des systèmes populaires de solidarité. Leur opportunité se trouve renforcée par l'absence ou la faiblesse des systèmes institutionnels de protection sociale mis en place par les pouvoirs publics (prestations sociales, assurance-maladie, assurance-chômage, ou autres dispositifs de l'Etat-providence). Dès lors, pour conjurer les effets néfastes de la crise économique, le recours aux réseaux sociaux, à une solidarité de proximité, le resserrement des liens sociaux, la solidarité intergénérationnelle, sont apparus comme des stratégies indiquées pour les populations qui ont ainsi actualisé un des traits de « l'esprit africain » : le communautarisme, avec son corollaire l'effacement de l'individu devant le groupe (Locoh, 1993a ; Pilon et Vignikin, 1996 ; Dozon, 1994 ; Adepoju, 1997). Devant la dégradation des conditions de vie, les solidarités lignagères, familiales, claniques ont été cruciales dans la survie des individus et des ménages en situation de précarité en milieu urbain.

Dans une recherche menée à Dakar et portant sur les stratégies adaptatives développées par les couches sociales en situation de précarité accrue, Antoine et al. (1997) ont mis en lumière le caractère indispensable de ces solidarités traditionnelles pour leur survie. Au Sénégal, l'accentuation de la crise sévissant en milieu rural a alimenté de forts courants d'exode vers les centres urbains perçus comme mieux lotis ou plus épargnés par la crise mais ces flux migratoires se sont

dirigés principalement vers Dakar, contribuant ainsi à l'augmentation de la population de cette métropole qui accueillait en, 1988, plus de 22 % de la population totale du pays et 50 % de la population urbaine (Sénégal, 1997a). Une fois en ville, ces migrants ne seront pas plongés dans la solitude et obligés de trouver seuls les moyens de la réussite de leur insertion urbaine à travers l'accès à un emploi dans un marché du travail foncièrement sélectif. Au contraire, cette insertion s'opère dans le cadre de réseaux sociaux, de stratégies familiales résolument tournées vers l'ascension sociale de leurs membres car ces réseaux qui « s'édifient sur un déterminisme social, c'est-à-dire en fonction de la logique normative du devoir de solidarité et l'entraide au sein de la parenté, sont des institutions de base, avec des fonctions de sécurité, de protection sociale et de prévision du risque » (Antoine et *al.*, 1997 : 182).

L'insertion sociale des migrants s'effectue grâce à la mobilisation d'une panoplie de stratégies à teneur résidentielle, familiale, lignagère, religieuse ou économique. Les solidarités familiales, villageoises ou lignagères sont réactivées et reproduites en milieu urbain et constituent des structures d'intégration sociale et professionnelle des migrants. À titre d'illustration, au début des années 90, environ 60 % des migrants étaient accueillis à Dakar par des membres de leur réseau social alors que dans les années 60, ils n'étaient que 32 % (Fall, 1991). Des recherches menées sur l'insertion urbaine dans d'autres capitales africaines (Bamako, Ouagadougou) ont mis en lumière le rôle décisif des solidarités familiales dans le succès de l'entreprise migratoire (Assogba, 1997) à travers la réussite du processus d'insertion sociale des migrants. Ce processus est constitué « des différents mécanismes qui permettent aux migrants de participer, outre à l'activité économique, à la vie sociale du milieu d'accueil » (Ouédrago et Piché, 1995 : 23).

Les résultats révélés par ces recherches demeurent assez représentatifs des autres centres urbains africains malgré que ces derniers aient été perçus comme des espaces de distension et de dislocation des relations familiales au profit de l'anonymat, de l'impersonnalité des rapports sociaux plus caractéristiques du mode de vie urbain. Des études similaires conduites dans d'autres contextes sociaux et géographiques ont abouti à des conclusions analogues quant à la persistance des

liens communautaires de solidarité. Observant les répercussions de la crise sur les solidarités dans la région de Sassandra en Côte d'Ivoire, Adjamagbo (1997) en arrive au constat de leur prégnance et de leur renforcement comme conséquences sociales de la crise (augmentation de la taille des ménages, tendance au regroupement familial à travers la cohabitation d'une pluralité de noyaux familiaux, développement de l'accueil d'individus périphériques au noyau familial, prise en charge des petits enfants, entraide résidentielle).

S'interrogeant sur « l'effet tampon » des solidarités traditionnelles entre la ville et le village dans le contexte rural camerounais, Eloundou-Enyegue (1992, 1994) a mené une recherche destinée à vérifier la plausibilité de l'hypothèse d'un déclin ou d'un renforcement des échanges entre ménages urbains et ruraux sur la base de la mesure de l'évolution des flux de personnes, des échanges alimentaires, des transferts monétaires entre les deux milieux. Si l'étude révèle des changements dans les systèmes de solidarité dans le sens de leur recentrage sur la sphère conjugale, sur les proches, ils n'en restent pas néanmoins d'une importance cruciale pour conjurer les effets dramatiques du dénuement économique. Les flux villes/campagnes qui se sont accrus en volume et en complexité s'effectuent en outre dans une double direction. Ce qui est une preuve supplémentaire de la survivance des solidarités communautaires dans un contexte économique (crise) et social (urbanisation) susceptible de contribuer à leur effritement.

Ce qui demeure indispensable pour les populations face à la spirale de périls qui les assaillent, c'est d'avoir de l'entregent, de « disposer du monde », c'est-à-dire d'un capital de relations familiales, de voisinage, professionnelles, politiques (Vuarin, 1994). Ce capital est noué également au sein des associations et des mouvements religieux qui constituent des creusets de réinterprétation des solidarités traditionnelles. Posséder un capital relationnel s'avère une impérieuse nécessité pour pouvoir faire face aux tourments d'une vie citadine précaire et aléatoire, pour surmonter les « coups durs » et les imprévus de la vie : perte d'emploi, fin de mois difficile, maladies, cérémonies familiales.

L'important n'est pas cependant uniquement de constituer un réseau relationnel, encore faut-il l'entretenir. Cela passe alors par un « jeu complexe et permanent fait non seulement de fréquentations, de visites, de civilités multiples [...], mais aussi de croisement, de mise en contact de la famille et des "réseaux" d'amis, de voisins, de connaissances professionnelles ou politiques » (Vuarin, 1994 : 256). Ce dispositif de solidarité repose sur un système d'échanges mêlant obligations et réciprocités. Il opère sur la base d'une noria de dons et de contre-dons. Il procède de « l'intériorisation d'une éthique de la solidarité communautaire érigée en principe sacro-saint à l'égard duquel tout manquement peut donner lieu à une répression magico-religieuse féroce » (Marie, 1997c : 64).

La solidarité et l'entraide en tant qu'éléments des stratégies sociales des acteurs face à la précarité peuvent prendre des formes multiples parmi lesquelles, les transferts d'argent, de vivres, de crédits, l'accueil d'un migrant en ville, la « circulation » d'enfants. Il importe pour les citoyens de disposer d'une pléthore de « tiroirs sociaux », d'effectuer le maximum de « placements sociaux » pour en escompter des retombées sociales en termes de « retour de l'ascenseur » car « on aide pour être aidé à son tour ». On est ainsi en présence de « stratégies éco-sociales » (Ndione, 1992) orientées vers la maximisation et le renforcement des « filets » de sécurité sociale qui offrent l'avantage d'aider à parer contre les incertitudes de la vie.

« Devant l'accroissement dramatique des difficultés économiques, notamment en ville, ce sont les familles qui apportent les réponses les plus cohérentes. À y regarder de près, les solidarités, dont certains déplorent l'érosion, continuent à assurer à peu près intégralement la prise en charge des "dépendants", jeunes et vieux, à amortir les problèmes d'emplois urbains en créant des mini-emplois au sein de micro-entreprises familiales, à héberger les migrants, à redistribuer sous forme d'entraide familiale une fraction des revenus salariaux. [...] Les règles de solidarité à l'égard des anciens et du lignage ne sont pas aussi délaissées qu'on pourrait le penser. Bien sûr, les jeunes "émancipés" laissent percer une certaine lassitude à devoir aider une multiple parentèle, mais bien peu oseraient se dérober à ces obligations. L'entretien des parents âgés est toujours respecté » (Locoh, 1988 : 475-476).

Les populations ont trouvé dans les leviers d'une solidarité traditionnelle vivace les supports pour pallier les méfaits d'une précarité multidimensionnelle. Mais aujourd'hui, devant l'exacerbation de la crise économique et l'expansion de la pauvreté, il est opportun de s'interroger sur le devenir de ces systèmes de solidarité. C'est pourquoi les recherches semblent s'orienter de plus en plus vers la mise en évidence des conséquences des contraintes économiques et des changements sociaux et de valeurs sur le fonctionnement des solidarités communautaires. Mais la question de fond qui se pose est de savoir si ces systèmes de solidarité sont devenus défaillants ou bien s'ils sont en train de s'ajuster à un contexte urbain, économique et social en durcissement.

1.5.3 – Entre remise en cause et réinterprétation, les solidarités communautaires à l'épreuve de la crise

L'image de la ville comme lieu de crise et de dissolution des rapports sociaux traditionnels, comme cadre d'affaiblissement des solidarités traditionnelles reste un des éléments majeurs de la lecture des répercussions des processus d'urbanisation à l'œuvre dans les pays africains. Les structures familiales semblent « en plein remue-ménage » (Pilon, 1996), en mutation (Adepoju et Mbugua, 1999), voire tout simplement en crise (Bradley et Weisner, 1997 ; Oppong, 1999). Ainsi, elles continuent « d'être affectées par les phénomènes survenus depuis l'indépendance : apparition d'une économie marchande, accroissement des migrations, croissance démographique et urbanisation rapides, diffusion de la scolarisation, de la culture occidentale, crise économique, épidémie du SIDA (Pilon, 1996). Qui plus est, c'est dans un environnement urbain marqué par le règne de l'anonymat, de la différenciation, de l'hétérogénéité, de la compétition accrue entre acteurs pour le contrôle et l'appropriation de ressources économiques en constante raréfaction, que s'opèrent l'ajustement, la remise en cause et la recomposition des solidarités ainsi que l'avènement de formes nouvelles de réciprocité.

Forme d'expression concrète de la solidarité familiale, la circulation (ou le *confiage*) d'enfants, par exemple, a commencé à subir les contrecoups de la

fragilisation de la situation socio-économique des ménages, surtout en milieu urbain, à travers la réduction de leurs capacités d'accueil du fait de la crise du logement et du renchérissement des coûts d'entretien des enfants. Cette pratique tend ainsi à évoluer et avec elle, l'ensemble de l'armature idéologique concourant à sa justification. Cette évolution prend, par exemple, la forme de l'inversion des circuits de placement des enfants. Les ménages urbains, devant la dégradation de leurs conditions de vie et les difficultés de scolarisation et de socialisation en ville choisissent de renvoyer au village les enfants qu'ils accueillaient, voire leurs propres enfants (Guillaume et *al*, 1997). À défaut d'une telle solution, ils peuvent choisir alors de limiter leurs capacités d'accueil en n'hébergeant que les enfants de la famille proche. Nonobstant les changements en cours, le raffermissement de liens de parenté, le besoin de main d'œuvre, l'investissement en capital humain à travers, par exemple, la socialisation et la scolarisation des enfants « placés » au sein de familles mieux nanties ou plus stables demeurent autant d'éléments de légitimation du *confiage* des enfants qui semble garder sa vitalité malgré les mutations pouvant affecter les solidarités familiales (Pilon, 1996 ; Jonckers, 1997).

En milieu urbain, la crise a globalement contribué à rendre aléatoire la capacité des ménages à accueillir, héberger et prendre en charge des demandeurs d'aide de plus en plus nombreux : enfants, migrants, parents moins lotis, orphelins du SIDA, personnes invalides, adultes au chômage (Marie, 1997b ; Mahieu, 1997 ; Vimard, 1997). À terme, elle risque de rendre incertain le transfert générationnel des plus jeunes vers les aînés qui est le principe de base de la solidarité africaine car « les jeunes vivent la crise, leurs aînés la supportent » (Antoine et Piché, 1994 : 48). L'essoufflement des solidarités communautaires et leur incapacité à demeurer des amortisseurs sociaux à la crise et à ses conséquences est souligné avec force par un certain nombre d'auteurs ayant travaillé sur la question du devenir de ces cadres de solidarité dans un contexte d'extension de la pauvreté des individus et des groupes.

Recourant à l'outil de la modélisation, Francois-Régis Mahieu (1990 ; 1993 ; 1997) a tenté de démontrer les soubassements de l'inertie actuelle des systèmes de transferts communautaires à travers des études de cas effectuées en Côte d'Ivoire et au Burundi. Son analyse, bâtie autour des notions de « carte des droits et obligations

intergénérationnels », « générations critiques », « optimum de pauvreté », enracine l'explication de la crise de la redistribution communautaire dans un « taux de pression communautaire » élevé et dans un déséquilibre de la carte des droits et des obligations. Cette situation est porteuse d'une recomposition des systèmes de solidarité et à terme, les individus fortement éprouvés par les importantes ponctions de la communauté sur leurs ressources peuvent être tentés par des solutions individualistes porteuses de menaces pour la survie de l'ordre communautaire.

C'est dans cette perspective qu'il faut appréhender les recherches effectuées par Agnès Adjamagbo (1997) dans le contexte ivoirien pour cerner les effets de la crise sur les pratiques sociales d'entraide. Mettant en exergue le rôle crucial de la solidarité dans les structures sociales africaines et s'interrogeant sur les répercussions de la crise sur les systèmes de solidarité, Adjamagbo est arrivée à des conclusions nuancées : le renforcement de la solidarité comme conséquence sociale de la crise, sa remise en cause par certaines franges de la population de la région observée, notamment les jeunes et les femmes ; l'émergence de nouvelles solidarités citadines à caractère associatif, affinitaire et contractuel. La tendance lourde qui transparaît dans ses conclusions est que la solidarité communautaire est sujette à des changements sous les effets conjugués d'une pluralité de facteurs eux-mêmes imbriqués. En s'accroissant, la crise va affaiblir le système de redistribution entre les citoyens, elle affectera également les échanges entre villes et campagnes comme ses observations de terrain dans la région de Sassandra (Côte d'Ivoire) lui ont permis de les mettre en lumière.

La thèse d'une défaillance des solidarités communautaires et de l'émergence de nouvelles formes de solidarité à visée sélective et affinitaire constitue la trame des conclusions de recherches menées dans quatre capitales ouest-africaines : Dakar, Bamako, Abidjan et Niamey par une équipe de chercheurs du GESCIVIA² réunie autour d'Alain Marie (Marie, 1997d). Elles ont consacré l'hypothèse d'une « Afrique des individus » écartelée entre une solidarité inconditionnelle intenable et un « individualisme » autarcique impensable. Les citoyens malmenés par le

² GESCIVIA : Groupe d'études sur la société civile dans les villes africaines.

renchérissement du coût de la vie portent dorénavant un regard critique sur une « certaine forme de solidarité, celle qui est posée comme un devoir sacré, comme inconditionnelle et comme extensible en droit à tout membre de la communauté d'origine » (Marie, 1997c : 294) au profit d'une autre reposant sur les principes de réciprocité, de conditionnalité, de sélectivité, de relativité et de contractualité. Les couches urbaines paupérisées se posent en sujets désireux de s'occuper d'eux-mêmes, de leur progéniture et de leurs proches et de ne plus être pris dans un jeu d'obligations et de réciprocités qui s'accommode mal avec le nouveau contexte de nivellement par le bas des conditions de vie.

La situation de mutation de ces solidarités provient du fait que :

« Le pouvoir de couverture, d'entraide et de redistribution des petits réseaux de solidarité (familiaux notamment) étant directement fonction de leurs ressources, c'est-à-dire des capacités d'accumulation et de redistribution de leurs membres, quand celles-ci diminuent, quand le nombre de prestataires actifs diminue, la charge représentée par les assistés (enfants et vieillards inactifs, adultes en chômage de longue durée, jeunes gens sans formation ni travail, écoliers prolongés, étudiants engagés dans un cursus long et de plus en plus aléatoire, parents hébergés à la recherche d'un emploi improbable) devient trop lourde » (Marie, 1997a : 102).

Les figures sociales placées devant un tiraillement entre des solutions individualistes pleines de dangers et la fidélité à une solidarité communautaire foncièrement exigeante dans « un contexte contradictoire de monétarisation des rapports sociaux et de raréfaction simultanée des ressources monétaires » (Marie, 1997d : 424) pourraient ainsi être le chômeur ivoirien maintenu dans une position humiliante, voire infantilisante, qui continue d'invoquer un système de solidarité dont il ne participe pas à la reproduction (Marie, 1997a, 1997c) ; la jeune prostituée nigérienne (*kossou-koussou*) obligée de monnayer ses charmes juvéniles pour conquérir une indépendance financière lui permettant d'échapper aux servitudes de la condition féminine – « dans cette vie, si tu n'as pas d'argent, tu n'es rien et tu n'as personne ! » - et de soutenir des parents démunis (Tiékoura, 1997). Il pourrait s'agir aussi du « jeune diplômé chômeur » malien et du « déscolarisé ivoirien » condamnés à une misère matérielle et voués à une « insignifiance sociale » car

inaptes à « rembourser les énormes investissements » consentis à leur endroit (Gérard, 1997 ; Vuarin, 1997b), mais aussi de la jeune mère monoparentale en charge d'une progéniture nombreuse et le jeune dealer « contribuant à sa manière à un espace hybride entre l'individualisme de l'économie concurrentielle de marché et la solidarité *inquestionnée* de la redistribution communautaire et du don » dans l'espace urbain dakarois (Werner, 1997 : 433). Ce sont donc autant d'individus qui voient ainsi leurs rêves de mobilité sociale ascendante s'envoler et le cercle de relations sur lequel ils pouvaient compter se rétrécir.

La thèse d'une recomposition des solidarités traditionnelles est soulignée avec force dans l'ouvrage *L'Afrique des individus* (Marie, 1997d) qui contient les contributions qui viennent d'être citées. Elle est également reprise dans un autre ouvrage plus récent coordonné par François Leimdorfer et Alain Marie (2003), *L'Afrique des citadins*, proposant une lecture renouvelée du cheminement existentiel et « cognitif » de citadins de deux villes ouest-africaines : Abidjan (Côte d'Ivoire) et Dakar (Sénégal). Les contributions présentées dans cet ouvrage se situent dans le prolongement de certaines idées directrices de *L'Afrique des individus* : individualisations citadines, prise de distance vis-à-vis des attaches communautaires, tensions entre aspirations individuelles et obligations vis-à-vis de la communauté d'appartenance.

Au terme d'une recherche menée auprès des jeunes déscolarisés ou analphabètes issus des milieux populaires de Ouagadougou (Burkina Faso), Isabelle Sévédé-Bardem (1997) a, tout comme Alain Marie et ses collaborateurs, identifié l'émergence de nouvelles formes de solidarité. Elles ont, d'après l'auteure, pour caractéristiques inédites d'être basées sur le libre-choix, la liberté de donner un « coup de pouce à ceux qui le méritent », la valorisation des relations avec les pairs et au sein du couple. Parmi les autres résultats majeurs de sa recherche, figurent le constat du durcissement des rapports de genre dérivant vers « une guerre des sexes » mais également celui de l'érosion de la solidarité traditionnelle ou, plus précisément, de la réduction de « l'offre » de solidarité. Ces changements sont très marqués chez les jeunes en situation de pauvreté qui entendent substituer, à un

devoir de solidarité inconditionnelle, des relations contractuelles, bref une solidarité égalitaire.

« La modernité urbaine africaine se caractérise par une multiplicité de pratiques qui répondent d'une logique de métissage entre l'individualisme moderne qui introduit une sélectivité plus étroite de l'entraide, une conduite d'évitement vis-à-vis de la parentèle, et la solidarité traditionnelle qui, tout en restant prégnante, est grignotée par des réinterprétations dans un sens plus conditionnel et contractuel, donc plus dépendant de jugements individuels. Dans des milieux en situation précaire, le développement d'une solidarité pallie la défaillance de la solidarité communautaire, familiale et étatique. Elle est librement consentie, basée sur des rapports plus égalitaires de réciprocité et porte en elle des valeurs individualistes de choix assumé » (Sévédé-Bardem, 1997 : 206-207).

À la question de savoir si la solidarité africaine est en train « d'agoniser », formulée dans son étude sur le système bamakois de protection sociale, Robert Vuarin (2000) a de son côté préféré apporter une réponse nuancée. Tout en reconnaissant le caractère « universellement affirmé, revendiqué, valorisé de la solidarité » et « l'effectivité » de son fonctionnement à l'intérieur de collectifs, Vuarin n'en reconnaît pas moins la menace de défaillance planant sur le pôle civil du système bamakois de protection sociale (solidarité et entraide communautaires) car la crise économique multiforme que traverse le Mali a sur le système un effet pervers qu'il explicite ainsi :

« La demande d'aide devient supérieure à l'offre. Sa tendance naturelle à l'infinie démultiplication des réseaux relationnels, qui peut être considérée en temps normal comme un puissant mécanisme d'intégration, devient facteur de blocage, car l'inflation des demandes qu'elle produit entraîne une sélectivité accrue de l'aide. En conséquence l'exclusion de l'échange des droits et des devoirs augmente et un autre mode de redistribution tend à s'y substituer, celui de la mendicité » (Vuarin, 2000 : 157).

Mais aujourd'hui, devant l'exacerbation de la crise et de l'émergence de formes aiguës de marginalisation socio-économique, il est opportun de s'interroger sur le devenir de ces solidarités. Car ils sont, d'une part, mis à l'épreuve par la crise et les programmes d'ajustement qui l'ont accompagnée et, d'autre part, pris dans la « spirale » des changements sociaux à l'œuvre dans les sociétés africaines :

monétarisation des rapports sociaux, fragilisation des institutions sociales comme la famille, le mariage, diffusion de nouvelles valeurs sociales (Bradley et Weisner, 1997). L'intensité des répercussions négatives de ces phénomènes est telle que de nouvelles pistes de recherche cherchant à mettre en lumière une situation de crise, de dysfonctionnement, de fragilisation, de défaillance des solidarités communautaire sont dorénavant explorées. Les travaux d'Alain Marie (1997a, 1997b, 1997c, 2000) sont représentatifs de cette nouvelle tendance.

Au total, l'étude de l'évolution des systèmes de solidarité dans un contexte de crise est marquée par la présence de thèses aux présupposés antinomiques. La perspective de leur renforcement privilégiée par certains auteurs est démentie par la conclusion de leur affaiblissement et de leur recomposition ou par l'émergence de nouvelles formes de solidarité qui gagnent à être mieux décrites, leurs formes d'expression mieux cernées et leur caractère novateur mieux posé. Dès lors, il s'avère indispensable de multiplier les études en vue de mieux appréhender la complexification grandissante de la dynamique des solidarités en milieu urbain et d'arriver à une meilleure documentation des effets de la crise économique et des changements structurels sur les solidarités communautaires.

1.6 – Pauvreté et dynamique des solidarités au Sénégal : des points de repère

A l'instar de la majorité des pays africains, le Sénégal n'a pas échappé à la série de difficultés qui ont concouru à donner au phénomène de la pauvreté une visibilité accrue. Aujourd'hui, on peut soutenir que la pauvreté est un phénomène d'une grande ampleur en milieu rural et en extension croissante dans les zones urbaines revêtant des formes variées et dramatiques nonobstant la reconnaissance de l'ampleur du phénomène par les pouvoirs publics et les actions de lutte menées par plusieurs organismes étatiques et non gouvernementaux (Diop et Ndiaye, 1998 ; Fall, 2001 ; Sénégal, 2002 ; Diop, 2004b).

Plusieurs enquêtes et études ont documenté les formes d'expression de la pauvreté au Sénégal de même que les solutions adaptatives déployées par les

populations pour enrayer les effets néfastes du phénomène (Banque mondiale, 1994b ; Diop, 1995 ; Sénégal, 1997a ; Diop et Ndiaye, 1998 ; Fall, 2001 ; Sénégal, 2001 ; Sénégal et PNUD, 2001 ; Sylla et Fall, 2001). L'*Enquête sénégalaise auprès des ménages* (ESAM) réalisée en 1989 et l'*Enquête sur les priorités* (EPS) menée en 1995 constituent les premières tentatives d'envergure de documentation de la pauvreté au Sénégal (Diop et Ndiaye, 1998). C'est d'ailleurs sur la base de la seconde enquête que la Banque mondiale a procédé à une évaluation des conditions de vie en zones urbaines et en milieu rural et a défini des seuils de pauvreté monétaire (Banque mondiale, 1994b). Le seuil de pauvreté équivalant à 3 324 francs CFA (8 \$CND environ) par personne et par mois établi est resté, depuis lors, le principal paramètre d'appréciation de la pauvreté monétaire³ (Banque mondiale, 1994b).

C'est également à la suite de ces enquêtes qu'une base documentaire a pu être construite autour du phénomène de la pauvreté : formes d'expression, caractéristiques et modes de vie des ménages et des individus pauvres, facteurs explicatifs de la pauvreté, incidences des mesures d'austérité telles que la dévaluation et les programmes d'ajustement structurel ; la prévalence et la répartition spatiale de la pauvreté (Banque mondiale, 1994b ; Sénégal, 1997 ; Diop, 1995 ; Fall, 1997 ; Fall, 2001 ; Sénégal, 2002).

Les études et enquêtes orientées vers une description du phénomène se sont, par la suite, multipliées pendant tout le reste de la décennie 90. Elles sont eu pour retombées la multiplication des informations documentaires permettant de dresser le profil des ménages en situation de pauvreté, de retracer les conséquences des principaux chocs ayant frappé de plein fouet les ménages sénégalais pendant la

³ Le seuil de pauvreté retenu pour le Sénégal est conçu comme représentant la dépense mensuelle en franc CFA (monnaie commune à plusieurs pays de l'Afrique occidentale et centrale), pour se procurer la ration alimentaire minimum de 2 400 calories (Banque mondiale, 1994b). Ce taux est bien entendu sujet à caution et a alimenté des controverses sur sa représentativité, sa pertinence, son caractère biaisé et sa capacité à traduire la réalité de la pauvreté. S'y greffe le primat conféré à la dimension économique dans la définition d'une notion qui recouvre un sens davantage social : ceux étiquetés comme pauvres se perçoivent-ils réellement comme tels au sein de leur milieu et de leur environnement ?

décennie 1990 – 2000 (programmes d'ajustement, plan d'urgence en 1993⁴, dévaluation du franc CFA en 1994) et, enfin de formuler des politiques de lutte contre la pauvreté. Il est possible de classer la documentation sur la pauvreté au Sénégal selon trois types :

- les études à orientation descriptive réalisées, pour la plupart, dans le sillage de l'élaboration du Document de stratégie de réduction de la pauvreté et fournissant de données sur les revenus, les profils démographiques et socio-économiques des ménages pauvres, la structure de leurs revenus et de leurs dépenses. Il s'agit notamment de l'*Enquête sénégalaise auprès des ménages 1* ou ESAM 1 (1989) ; de l'*Enquête sur les priorités* (1995), l'*Enquête sénégalaise auprès des ménages 2* ou ESAM 2 (2001), l'*Enquête du Questionnaire unifié des indicateurs de développement* ou QUID (2001), le volet statistique de l'*Enquête participative sur la perception de la pauvreté au Sénégal* (2001), le volet qualitatif de l'*Enquête participative sur la perception de la pauvreté* (2001) ;
- les études à vocation universitaire davantage focalisées sur le vécu de la situation de pauvreté et les solutions adaptatives des populations (Diop et Ndiaye, 1998) ;
- et enfin les études de type monographique ayant une envergure plus locale et plus pragmatique, donc tournées vers la formulation de recommandations et de mécanismes d'intervention pour combattre la pauvreté (Diop, 1995 ; Fall, 1997 ; Fall, 2001).

À travers les différentes enquêtes réalisées sur la pauvreté, il est possible de déceler son évolution dans le sens de son élargissement et de son

⁴ Plan d'urgence baptisé également plan Sakho-Loum du nom de leurs auteurs à l'époque ministre de l'Économie, des Finances et du Plan (Pape Ousmane Sakho) et ministre délégué au Budget (Mamadou Lamine Loum). Ce plan comportait des mesures radicales touchant le quotidien des Sénégalais : réduction des salaires de la fonction publique, hausse des droits à l'importation et des prix des produits pétroliers qui a eu un effet d'entraînement sur les prix des autres produits surtout ceux des denrées de consommation courante.

approfondissement au fil du temps et des contingences (méthodes de mesure, auteurs, objectifs sous-jacents à l'enquête). Il convient de noter que l'élaboration du *Document de Stratégie de réduction de la pauvreté* a donné lieu à la réalisation de plusieurs enquêtes à finalités et modalités d'exécution différentes mais contribuant toutes à une meilleure documentation de la pauvreté au Sénégal. Il s'agit des volets qualitatif et quantitatif de l'*Enquête participative sur la perception de la pauvreté* qui a été réalisée en 2001 et de l'enquête sur le *Questionnaire unifié des indicateurs du développement* effectuée la même année. Ces différentes enquêtes ont été menées en amont de l'élaboration du *Document de stratégie de réduction de la pauvreté*. Elles ont été consacrées, pour l'essentiel, aux perceptions et aux manifestations de la pauvreté suivant plusieurs variables comme le milieu de résidence, la taille du ménage, le groupe socio-économique (Sénégal, 2001).

Les études récentes sur la pauvreté ont permis de faire ressortir son évolution diachronique et son ampleur dans le pays. De 33,4 % en 1994 (Banque mondiale, 1994b ; Diop, 1995 ; Sénégal, 1997), le taux de pauvreté est passé, en 1997, à 57,9 %, à l'échelle nationale (Sylla et Fall, 2000). Si la proportion des ménages en bas du seuil de pauvreté tournait autour de 57,9 % en 1997, en 2001, le pourcentage des ménages se considérant comme pauvres a été établi à 65 % de la population sénégalaise d'après le volet statistique de l'*Enquête participative sur la perception de la pauvreté*. Par ailleurs, toujours selon la même enquête, 64 % des ménages interrogés étaient d'avis que la pauvreté s'est aggravée au cours des cinq dernières années (Sénégal et PNUD, 2001). Cette aggravation de la pauvreté est mise en lumière dans le tableau ci-dessous qui donne une vue d'ensemble de l'évolution du phénomène au cours de ces dernières et au fil des grandes enquêtes quantitatives et qualitatives qui lui ont été consacrées.

En partant des seuils de pauvreté construits pour mesurer le taux de pauvreté à la fin des années 80 ou en se basant sur les perceptions populaires de la pauvreté, l'ampleur de la pauvreté est une constante : plus de la moitié de la population du pays sont en situation de pauvreté selon de l'*Enquête sénégalaise auprès des ménages 1* (ESAM 1) de 1989 (57,9 %) alors que 75 % des ménages interrogés dans le cadre du volet qualitatif de l'*Enquête participative sur la perception de la*

pauvreté au Sénégal (EPPS) perçoivent leur communauté d'appartenance comme pauvre. Les différentes facettes de la pauvreté sont également mises en évidence par les enquêtes et les études : disparités spatiales (80 % des ménages pauvres localisés en zones rurales selon l'ESAM 1) ; inégalités de genre ; écarts selon les revenus, le niveau d'instruction et la taille du ménage. Les formes d'expression de la pauvreté ont aussi été mises en exergue et, ce en partant du vécu et des perceptions des populations interrogées. Elles tournent par exemple autour de la difficulté de se nourrir, de l'absence d'un logement, du manque de moyens, de la faiblesse des revenus, de la difficulté de satisfaire des besoins en matière de santé, de scolarisation des enfants.

Outre cette dimension, les enquêtes se sont aussi orientées vers la mise en évidence des réactions populaires face à la pauvreté. Cet aspect est davantage ressorti dans les études qualitatives, en particulier dans le volet qualitatif de l'*Enquête participative sur la perception de la pauvreté* qui donne ainsi des indications sur les mécanismes de survie développés par les populations. Ceux-ci tournent notamment autour d'une « gestion bricolée des dépenses domestiques », du développement de réciprocités et de l'investissement des activités génératrices de revenus additionnels ou de compensation.

Tableau 2 : Tendances, profil et évolution de la pauvreté au Sénégal au fil des enquêtes et des études

ENQUÊTE	Enquête sénégalaise auprès des ménages (ESAM) 1	Enquête sur les priorités (ESP)	Enquête participative sur la perception de la pauvreté (EPPS) Volet qualitatif	Enquête participative sur la perception de la pauvreté (EPPS) Volet statistique	Enquête sénégalaise auprès des ménages (ESAM) Volet QUID
Année	1989	1995	2001	2001	2001
Objectifs Modalités de réalisation	Évaluation des revenus, des dépenses et des patrimoines des ménages Échantillon de 3 300 ménages	Production d'indicateurs socio-économiques sur les conditions de vie des populations Enquête menée entre septembre 1991 et janvier 1992 Échantillon de 10 000 ménages	Etude à orientation qualitative, évaluative, participative destinée à rendre compte du vécu, des perceptions et des représentations populaires de la pauvreté Niveaux régional et national	Informations statistiques sur l'incidence de la pauvreté par région et sur les priorités pour les populations pauvres Enquête menée dans les 10 régions de l'époque entre août et septembre 2001	Enquête budget-consommation couvrant une période de référence de 12 mois effectifs avec 3 passages comprenant chacun plusieurs visites dans le ménage
Tendances et résultats majeurs	Proportion des ménages en situation de pauvreté : 57,9 % Disparités dans la répartition spatiale de la pauvreté Faiblesse du taux d'équipement domestique des ménages Faible satisfaction des besoins sociaux de base : accès à l'eau potable, à la santé, au logement, à l'éducation, au transport	Identification des groupes pauvres et vulnérables Mise en évidence d'un seuil de pauvreté de 3324 FCFA par personne et par mois Taille moyenne des ménages est de 8,7 personnes 80 % des ménages pauvres vivent en campagne Les personnes pauvres représentent 30 à 40 % de la population nationale	« Primauté de la gestion au quotidien et bricolée des dépenses domestiques » « Éclatement des sources de revenus devenus davantage incertains et précaires » Mobilisation contingente et approximative des ressources sans souci de leur origine encore moins de leurs conditions de génération Développement des réciprocités et formes de solidarité d'avantage au niveau horizontal (personnes dont les conditions de vie sont similaires) que vertical (personnes de statut socio-économique privilégié) Mise en œuvre de stratégies de survie	75 % des ménages interrogés considèrent leur communauté comme pauvre mais la perception de la pauvreté varie selon certaines caractéristiques socio-démographiques (le milieu de résidence, la région de résidence, la catégorie sociale ou niveau de vie, le sexe du chef de ménage) La moitié des chefs de ménages pense que la pauvreté va diminuer au cours des 5 prochaines années Formes d'expression de la pauvreté : - difficulté de se nourrir, absence de logement décent, maladie, ne pas avoir les moyens de se soigner, pas de bétail, pas de terre, pas de pirogue, pas de considération, pas de scolarisation	Répartition en (%) des ménages selon leur situation économique actuelle de la communauté par rapport à un an avant l'Enquête : nettement pire (10,6), pire (25,2), la même (29,2%), meilleure (27,6), ne sait pas (5,4) Répartition (en %) des ménages selon la difficulté à satisfaire les besoins alimentaires au cours de l'année précédant l'enquête : jamais (30,9), rarement (18,1), quelques fois (27,4), souvent (20,0), toujours (3,6) Corrélation de la perception de la pauvreté à plusieurs variables : milieu de résidence, taille du ménage, superficie de terres possédées par le ménage, type de bétail possédé par le ménage, groupe socio-économique, sexe du chef de ménage, niveau d'instruction du chef de ménage, état matrimonial du chef de ménage

Sources : Sénégal, 1997b ; Sénégal, 1997c ; Sénégal, 2001 ; PNUD, 2001 ; Sénégal et PNUD, 2001 ; Fall, 2001 ; Sénégal, 2002

De toutes les enquêtes quantitatives et qualitatives présentées ci-dessus, le volet qualitatif de l'*Enquête participative sur la perception de la pauvreté* est l'étude qui est allée le plus en profondeur dans l'examen des stratégies développées par les populations pauvres pour sortir de leur situation ou pour tempérer l'acuité des difficultés qu'elles vivent. Cependant, quelles que soient leur orientation et leur démarche méthodologiques, ces différentes études ont deux points communs essentiels qui sont de permettre une meilleure connaissance du phénomène de la pauvreté et de servir de base de référence pour l'identification d'actions et de groupes-cibles autour desquels les programmes de lutte devraient être axés, ainsi que celle des actions prioritaires à mener pour abaisser significativement le niveau de pauvreté à l'échelle nationale.

A l'instar des autres pays africains, la crise économique et les mesures d'austérité qui l'ont accompagnée ont contribué, au Sénégal, à la montée de nouveaux visages de la pauvreté dont sont victimes ceux dont le statut est remis en cause ou ceux qui ne parviennent pas à accéder au statut auquel ils aspirent (Paugam, 1996) : diplômés chômeurs (Baumann, 2003), travailleurs *déflatés*⁵ des secteurs public et privé et salariés ayant opté pour le départ volontaire et qui ont échoué dans leur projet de reconversion (Fall, 2001), femmes chefs de ménages et jeunes femmes condamnées à la misère et à la prostitution (Werner, 1993, 1997) ; la vulnérabilité et la dépendance prolongée des « générations de la crise » (Antoine et Piché, 1994 ; Antoine et *al.*, 1995 ; Antoine et Djiré, 1998 ; Benga, 2001 ; Antoine et *al.*, 2002 ; Diop et Faye, 2002).

Ces nouvelles figures de la précarité urbaine viennent s'ajouter aux catégories sociales confrontées à une pauvreté aiguë. Eu égard au coût qu'elles ont payé au durcissement des contraintes économiques, les classes moyenne et populaire représentent des catégories sociales dont l'étude de l'évolution des conditions de vie permet de cerner les différents visages de la précarité à Dakar. Les recompositions sociales et économiques affectant ces groupes fournissent ainsi des

⁵ Ce terme sert à désigner, au Sénégal, les travailleurs victimes de licenciement.

clefs de compréhension et d'interprétation de la question sociale dans l'espace urbain dakarois (Antoine et *al.*, 2002).

Comme ailleurs sur le continent, au Sénégal, les populations ne sont pas résignées devant la pauvreté les accablant. Même placées dans une situation de précarité extrême, elles ont déployé des solutions adaptatives pour atténuer les incidences négatives de leur dénuement économique (Antoine et *al.*, 1995 ; Dimé, 1998 ; Diop et Ndiaye, 1998 ; Fall, 2001 ; Antoine et *al.*, 2002). Comme pour la question de la pauvreté à laquelle elle est souvent liée, l'étude de la portée et du contenu de ces stratégies a souvent consisté en un recensement des principales pratiques de survie développées en milieu urbain. Au niveau des recherches, les études font voir, comme dans les autres métropoles africaines, le recours à la débrouillardise, des ajustements quotidiens dans la gestion du budget domestique, la mise en commun des ressources, le recours à l'économie informelle, une contribution accrue des femmes, ainsi que le recours à l'économie informelle (Ndione, 1992 ; Werner, 1993 ; Fall, 1997 ; Fall, 2001 ; Antoine et *al.*, 2002).

Les travaux sur les stratégies de survie en situation de pauvreté ont également mis en lumière le poids des solidarités familiales et des réseaux de sociabilité (Fall, 1991 ; Antoine et *al.*, 1992 ; Fall, 1994 ; Antoine et *al.*, 1995). Face à la crise, il devient indispensable de disposer de « tiroirs sociaux » (Ndione, 1992) et d'avoir de « l'argent et de l'entregent » (Vuarin, 1994) pour s'en sortir. Ils n'ont pas manqué de s'interroger cependant sur les interactions entre pauvreté et dynamique des solidarités communautaires. Selon Abdoulaye-Bara Diop (1985), le communautarisme est le principe de base sur lequel repose l'organisation de la famille wolof qui est le groupe ethnique majoritaire au Sénégal et à Dakar. Des travaux conduits sur les autres groupes ethniques ont débouché sensiblement sur des constats similaires du point de vue de la place cruciale occupée par la solidarité dans le système de valeurs des groupes en question (Ly, 1966 ; Péliissier, 1966). Dans l'ensemble, l'entraide, l'attention à autrui, la solidarité intergénérationnelle, les échanges villes-campagnes et la mise en place d'un système de réciprocités apparaissent comme les piliers des systèmes de solidarité perçus comme

traditionnels, informels mais qui constituent de puissants dispositifs de sécurité sociale.

Plus récemment, l'étude sur la perception de la pauvreté dans l'agglomération dakaroise a fait entrevoir le lien pouvant être esquissé entre pauvreté et affaiblissement du réseau relationnel (Fall, 2001). Le dénuement économique des individus et des ménages en situation de précarité s'accompagne d'un déficit du capital social quoique « la déchirure du tissu relationnel soit amortie par la dimension religieuse qui fixe les règles du jeu, légitimant ainsi les mécanismes de solidarité et d'entraide » (Fall, 2001 : 46). L'hypothèse d'un desserrement des liens sociaux à Dakar ayant pour conséquence « l'esseulement » des plus pauvres qui se retrouvent de ce fait sans liens significatifs de sociabilité ni de soutien est ainsi posée. Ce qui se trouve maintenu, ce sont les liens horizontaux avec une orientation fonctionnelle (aides ponctuelles, circonscription des réciprocités dans les segments du réseau relationnel, faiblesse des échanges).

Le thème de l'affaiblissement et du dysfonctionnement de la solidarité dans le contexte dakarois est également abordé par Jean-François Werner à travers notamment ses études sur la marginalité urbaine qui ont permis de mettre en exergue l'ampleur et l'acuité des problèmes sociaux et des bouleversements qui leur sont corollaires, à Pikine, banlieue populaire de Dakar : désintégration des familles, délinquance, chômage endémique, prostitution, violence, affaiblissement des solidarités dans un contexte de compétition accrue, étiollement des normes sociales et religieuses, « individualisation à la marge » (Werner, 1993, 1997).

Conclusion partielle

La pauvreté, au vu de l'attention qui lui est accordée dans les politiques nationales comme dans les stratégies internationales, constitue une préoccupation centrale en Afrique subsaharienne à l'heure actuelle. La mise en œuvre de politiques appropriées de lutte passe par une bonne connaissance de ses effets, de ses formes d'expression et de la diversité des catégories qu'elle affecte. Le tour

d'horizon que nous venons d'effectuer laisse voir la nécessité de conduire des études plus ciblées, mieux circonscrites et axées sur une démarche qualitative qui fera davantage ressortir les nouvelles figures de pauvreté dans l'espace urbain dakarois. Dans la même perspective, les recherches conduites sur les solidarités communautaires font voir l'importance et l'actualité de cette thématique. Nous avons insisté sur la diversité des perspectives vers lesquelles se sont orientées les recherches sur l'évolution des solidarités communautaires dans les villes africaines.

Il est clair que le contexte de crise et d'extension de la pauvreté semblent constituer des défis de taille pour leur actualisation. Aussi est-il opportun de multiplier les recherches sur les impacts de ce contexte de durcissement des contraintes économiques sur les solidarités conjugales, familiales et extrafamiliales pour mieux mettre en lumière les nouvelles dynamiques dans lesquelles sont prises ces solidarités dans les villes africaines. Telle est une des orientations de notre recherche dont nous explicitons maintenant le cadre de référence sur lequel elle prend appui.

Chapitre II – Cadre théorique de référence

Ce chapitre expose de manière détaillée les questionnements théoriques de notre recherche pour rendre compte des nouvelles formes de pauvreté et de la dynamique des solidarités communautaires chez les catégories sociales moyenne et populaire à Dakar. Plusieurs points sont abordés dans ce chapitre. Tout d'abord, nous exposons les objectifs et les questions de notre recherche et présentons ensuite les fondements théoriques de notre thèse, enfin, suit une conceptualisation des deux notions centrales de notre étude, à savoir celles de pauvreté et de solidarité en mettant l'accent sur les acquis théoriques et méthodologiques que confère leur usage.

2.1 – Questions et objectifs de recherche

L'acuité de la pauvreté au Sénégal est généralement bien documentée, du moins d'un point de vue statistique et descriptif (Diop et Ndiaye, 1998), mais c'est bien souvent une vision homogénéisante du phénomène qui a prévalu à travers un diagnostic des conditions de vie des ménages et des individus, perçus comme en situation de pauvreté selon des seuils de revenu monétaire. Donc, ce qui fait défaut, ce sont surtout des études à orientation qualitative centrées sur le « vécu » de la pauvreté, l'hétérogénéité des situations de pauvreté, les représentations dont la notion fait l'objet dans l'imaginaire social. Aussi, notre recherche porte-t-elle, dans un premier temps, sur le vécu de la pauvreté à travers la mise en évidence des traits sous lesquels le phénomène se décline actuellement dans l'agglomération dakaroise, ce qui revient à rendre compte des nouvelles formes d'expression de la précarité, à y « dépeindre » les figures contemporaines de la pauvreté urbaine (Fassin, 1996). Le questionnement est tout entier centré sur « les processus plutôt que les causes, sur les stratégies plus que sur les variables, sur les représentations plus que sur les déterminants » (Groulx, 1997 : 61-62).

Notre recherche est orientée vers la mise en évidence des traits caractéristiques du processus de basculement dans la précarité de ménages de la classe moyenne dakaroise, ainsi que vers une analyse approfondie du confinement dans la pauvreté de la classe populaire à partir des parcours typiques de ménages établis dans deux espaces socio-économiques différenciés dans la ville de Dakar. Elle vise aussi à appréhender l'évolution des systèmes de solidarité dans un contexte d'aggravation des contraintes économiques chez ces catégories sociales perçues comme affectées par la crise économique et par l'aggravation de la pauvreté.

C'est à partir de l'analyse des parcours de ces deux catégories sociales que sont analysées les expériences de ces deux couches sociales du paysage urbain dakarois, et ce, selon les dimensions de précarité et de pauvreté, mais aussi suivant l'évolution de leur mode de vie face à la crise, la consistance des solutions adaptatives mises en œuvre pour contourner ses effets et la configuration et de la dynamique des solidarités communautaires. Notre perspective d'analyse ne se limite à la classe sociale (c'est-à-dire, à partir du statut socio-économique) si toutefois la notion de classe présente une pertinence dans le contexte urbain dakarois. Elle est élargie aux notions de genre et de génération pour mieux rendre compte de la variabilité du vécu, des stratégies face à la pauvreté chez les jeunes dakarois et leurs aînés ensuite chez les hommes et les femmes. L'attention prêtée à la précarisation des conditions de vie de la classe moyenne et à l'appauvrissement de la classe populaire combinée à une perspective comparative est donc au cœur de notre démarche.

L'examen approfondi des stratégies de survie est destiné à servir de porte d'entrée à l'étude de la dynamique des systèmes de solidarité dans un contexte d'aggravation de la crise économique et d'accentuation de la pauvreté. Mais quelle compréhension avoir de la notion de solidarité ? Il convient tout d'abord de souligner la difficulté de l'entreprise tant le vocable de solidarité apparaît comme « une notion fuyante, insaisissable, rebelle à toute tentative de clarification conceptuelle » (Chevalier, 1992 : 111). Selon le Grand dictionnaire encyclopédique Larousse (1985), la solidarité désigne « un rapport existant entre des personnes qui,

ayant une communauté d'intérêts, sont liées les unes aux autres en partie dans le domaine social ».

Une définition s'inscrivant dans le champ sociologique ne peut négliger la conceptualisation que Durkheim (1994) a faite de la notion, et qui occupe une place centrale dans ses travaux, et surtout dans son ouvrage *De la division du travail social*. Il appréhende la solidarité comme l'ensemble des attitudes et des comportements qui assurent la cohésion de l'action collective d'une société. Dans le champ de la recherche africaniste, la solidarité est conçue par Adjamagbo (1997) comme « les formes particulières de pratiques sociales, telles les transferts de biens, de services et de personnes entre membres d'un même lignage, dont la fonction majeure est surtout d'ordre social, mais dont certains aspects peuvent être considérés sous l'angle des intérêts économiques pour les différents protagonistes » (p. 301-302). Une analyse conceptuelle approfondie permettra de bien percevoir la véritable signification à donner à la notion et de cerner l'ensemble de ses dimensions et composantes.

En partant d'une analyse différenciée des processus d'entrée dans la précarité de ménages de la classe moyenne dakaroise et du vécu de la situation de pauvreté de ménages de la catégorie sociale populaire, la question qui se pose est de savoir comment les solidarités lignagères, familiales, villageoises, résidentielles, intergénérationnelles, religieuses (et confrériques), de voisinage évoluent dans l'espace urbain dakarois, suite à l'aggravation des contraintes imputables à la crise économique et sous la pression des logiques et des pratiques sociales et économiques. Gardent-elles leur prégnance ou sont-elles vouées à une évolution pouvant déboucher sur leur remise en cause, leur affaiblissement ou simplement leur ajustement et leur recomposition ? Cette question peut être subdivisée en plusieurs autres. Assisterait-on à l'affaiblissement et à la remise en cause ou, au contraire, au renforcement des solidarités communautaires en milieu urbain dakarois chez les catégories sociales moyenne et populaire ? Quelles formes revêt l'évolution des systèmes de solidarité dans l'espace urbain dakarois ? Sous quelle(s) configuration(s) s'y présente la dynamique des solidarités selon le genre, la génération et le niveau socio-économique ? D'autres formes de solidarité sont-elles

en émergence ? Le cas échéant, qu'est-ce qui les caractériserait et expliquerait leur caractère novateur ?

Répondre à ces interrogations revient à identifier les types de solidarité les plus affectés par la crise économique, analyser les mécanismes de leur éventuel dysfonctionnement et, enfin, documenter les nouvelles formes de solidarité qui s'offrent aux citoyens dakarois face à des solidarités élargies en crise et des solidarités de proximité affectées par les transformations sociales et économiques suscitées par le manque de moyens, l'accentuation de la crise et l'élargissement et l'accentuation de la pauvreté. C'est pourquoi nous avons formulé les objectifs de recherche ci-après qui constituent autant de points autour desquels notre recherche s'articule :

- rendre compte des dimensions de la pauvreté à Dakar à partir de deux quartiers aux niveaux socio-économiques différenciés dans l'optique de mettre en évidence l'entrée dans la précarité des ménages de la classe moyenne et le vécu au quotidien de la situation de pauvreté chez des ménages de la catégorie sociale populaire ;
- rendre compte des solutions adaptatives développées dans un contexte de précarité et de pauvreté : ajustements individuels et collectifs face à la dégradation des conditions de vie, stratégies de mobilisation des ressources, stratégies de gestion du quotidien dans un contexte d'amenuisement des ressources monétaires. Il s'agira pour chaque catégorie sociale (classes moyenne et populaire) de procéder à une description de ses modalités d'adaptation à la dégradation de sa situation socio-économique ;
- cerner l'évolution des systèmes de solidarité dans un contexte de précarité et de pauvreté avec comme guide la réponse à cette série d'interrogations : comment se configurent et se reconfigurent les relations de solidarité communautaire dans un contexte économique de crise et dans un environnement social en mutation à Dakar ?

Deviennent-elles défaillantes ou plus prégnantes ? Sont-elles supplantées par d'autres formes de solidarité ? Comment s'exprime la solidarité chez les jeunes et les adultes, les hommes et les femmes et chez des ménages aux niveaux socio-économiques différenciés ? Comment s'opère la dynamique des solidarités selon le genre, la génération et le niveau socio-économique ?

Forte de ces questions et objectifs de recherche, notre problématique s'inscrit au croisement de diverses approches théoriques. Notre recherche demeure redevable d'un diptyque d'approches que nous allons maintenant présenter en insistant sur leurs apports et leurs éclairages pour notre propre recherche.

2.2 – Approche pour l'étude de la pauvreté et de la dynamique des solidarités dans une ville africaine en crise

Plutôt que reprendre tous les aspects des approches théoriques ciblées dans leur globalité, notre démarche a été plus synthétique et a consisté à adopter des concepts, des méthodes, des grilles d'analyse pour trouver un enracinement théorique à notre problématique de recherche. L'approche sur laquelle nous prenons appui pour étudier la pauvreté urbaine, ainsi que la configuration et de la dynamique des solidarités en situation de vulnérabilité socio-économique dans les catégories sociales moyenne et populaire à Dakar nous a été fournie par ce que nous appelons une « sociologie de l'imaginaire et de la nouvelle individualité africaine », un champ que nous comptons construire en mettant à contribution des observateurs avisés des changements dans les sociétés africaines : Jean-Marc Éla (1998a, 1998b, 1999) avec son appel en faveur d'une « sociologie de la quotidienneté » et de l'inventivité des sociétés africaines, mais aussi Alain Marie et l'équipe du GESVICIA avec leurs travaux stimulants sur la crise de la redistribution communautaire et l'avènement de processus d'individualisation dans les villes africaines qui ont débouché sur deux ouvrages aux thèses s'inscrivant en porte-à-faux avec certains regards habituellement projetés sur les sociétés africaines.

2.2.1 – La contribution d’une « sociologie de la nouvelle individualité » africaine

Il serait impropre de parler « d’une sociologie de la nouvelle individualité africaine » dans le sens d’un champ théorique achevé avec des orientations théoriques clairement identifiables, une communauté de chercheurs partageant des perspectives théoriques proches, des options méthodologiques similaires. Au contraire, le champ théorique dont il est question est loin de satisfaire ces préalables. Il n’a ni objet commun, ni domaine clairement délimité ni méthodes singulières. La terminologie adoptée pour désigner ce champ théorique cherche surtout à mettre en lumière un renversement paradigmatique dont la pluralité de chercheurs qu’il est possible de regrouper autour des idées-clefs de ce champ entendent favoriser pour une meilleure intelligibilité et une lecture renouvelée des actions et des pensées des citoyens africains d’aujourd’hui. Cette lecture se caractérise cependant par son écart revendiqué par rapport aux perspectives privilégiées traditionnellement en sociologie et en ethnologie. Elles ont eu tendance à « figer » les cultures africaines et se sont montrés incapables de prendre en compte la part de mouvement, d’hybridité, de fluidité, d’innovation, de conflictualité et d’inventivité présente dans les cultures africaines d’aujourd’hui (Éla, 1998a, 1998b ; Assogba, 1999 ; Olivier de Sardan, 1999).

La « sociologie de la nouvelle individualité » africaine se construit autour des notions de solidarité, de banalité, de capacités de ruse et d’inventivité, de recomposition et de contractualisation des liens de solidarité, d’une « nouvelle individualité africaine » définie en termes de capacités de négociation, de transaction, d’oscillation entre des logiques « métisses », voire hybrides, de pouvoir de sélection au sein d’un ethos de valeurs et de normes pas toujours compatibles, d’aptitudes de gestion de compromis dans un environnement social en changement.

2.2.1.1 – L’analyse de la « quotidienneté »

Le premier auteur dont il est fructueux d’invoquer les analyses est Jean-Marc ÉLA pour son travail en faveur de l’émergence d’une sociologie africaine

ournée vers l'analyse du quotidien et de la « banalité », mais aussi pour ses efforts en faveur du renversement du regard habituellement porté sur les sociétés africaines contemporaines en vue de « redécouvrir des faits en apparence uniformes et insignifiants et les soumettre à l'analyse critique ». Voici les termes en lesquels il détaille les visées assignées à cette sociologie cristallisée à une analyse de la « banalité » et du quotidien.

« L'analyse de la vie quotidienne a pour but de révéler la richesse cachée sous l'apparente pauvreté du quotidien, de dévoiler la profondeur sous la trivialité, atteindre l'extraordinaire de l'ordinaire. Bref il faut revenir au quotidien pour découvrir « l'homme ordinaire », dans les lieux où grâce aux « arts de faire », aux ruses subtiles, aux « tactiques » et « stratégies » qui mettent en œuvre des pratiques inventives par lesquelles il tente de faire face à la violence des choses [...]. En auscultant la vie ordinaire, l'observateur attentif trouve une foule d'indices qui fournissent à l'analyse un vaste répertoire permettant de comprendre les « manières de faire » qui témoignent de l'inventivité des acteurs sociaux » (Éla, 1999 : 104).

Ce nouveau regard se déploie dans le cadre d'une adaptation théorique rendue indispensable par la vitesse des changements sociaux et culturels, des évolutions politiques, des mutations économiques observables sur le continent en l'espace de quelques décennies. Entre les années 60 et la période actuelle, les sociétés africaines, dans leur ensemble, ont été prises dans une spirale de changements, de chaos, rendant éculées les approches habituellement privilégiées pour en rendre compte (qu'elles soient à teneur évolutionniste, fonctionnaliste ou culturaliste). Dans ce sillage, le milieu urbain a subi avec plus de retentissement et d'ampleur les contrecoups de ces chocs, ce qui en fait un terrain propice pour décrire et analyser les directions vers lesquelles s'orientent les changements travaillant les sociétés africaines.

La « sociologie de la banalité et de la quotidienneté », qu'appelle avec vigueur Éla, consiste à décrire et analyser des faits de l'ordre de la banalité, de la trivialité pour montrer leur signifiante, leur centralité et leur pouvoir explicatif des changements enregistrés dans les sociétés africaines. Une focalisation de la recherche sur la banalité et la quotidienneté suppose de porter une attention première aux acteurs qui animent les nouvelles dynamiques sociales. Pour Éla, c'est

vers les acteurs du « monde d'en bas » qu'il convient d'orienter les travaux cherchant à restituer la part de vitalité, de créativité et d'inventivité inhérente aux sociétés africaines. De ce point de vue, l'analyse de la quotidienneté est à cerner comme une voie d'accès privilégiée pour appréhender la pluralité des faits sociaux présentant un intérêt pour une sociologie à l'affût des « faits sociaux au ras du sol » dont l'agrégation est porteuse d'une nouvelle réalité anthropologique en Afrique.

La polarisation de l'analyse des sociétés africaines sur les catégories intellectuelles suggérées par Éla demeure une nécessité pour aboutir à un renouvellement des perspectives théoriques par rapport auxquelles leur étude s'est jusqu'ici faite. En partant des faits sociaux « au ras du sol », il est donc possible de proposer une sociologie de morphologies sociales plus complexes. Dès lors, pour Éla :

« Tout le problème est de savoir s'il ne faut pas reconsidérer le "banal" et "l'imaginaire" pour repérer les dynamiques et les logiques qui travaillent en profondeur de l'Afrique contemporaine et de ce fait construire une véritable « anthropologie de la banalité » qui signalerait la fin de l'exotisme et la rupture d'avec un stock d'images et un système de représentations qui considèrent les sociétés africaines comme des "sociétés froides et harmonieuses". Nul n'ignore le poids de ces images et de ces perceptions qui entretiennent le mythe de l'exceptionnalité africaine dans les contextes socio-culturels où l'exotisme alimente les rêves d'un monde où tout n'est qu'ordre et beauté. On en vient à célébrer le sens de l'hospitalité chez les Africains et à réactiver le mythe du communautarisme qui serait une spécificité des sociétés noires » (Éla, 1999 : 105).

Il convient d'investiguer l'univers de la quotidienneté avec ses ruses, ses tactiques, ses stratégies, ses réseaux, ses formes d'organisation dans les pratiques sociales des personnes et des groupes. L'univers de la « débrouillardise » constitue, par exemple, un domaine indiqué pour suivre à l'oeuvre la sociologie *élanienne* de la banalité, de la ruse et de la quotidienneté, sans compter comme autres objets d'étude « le potentiel énorme de conflictualité prêt à éclater dans les sociétés où la précarité et la pénurie constituent la trame de la vie quotidienne » (Éla, 1999 : 104).

Pour cerner, donc, d'une façon adéquate les pratiques sociales d'ajustement à un environnement économique difficile marqué surtout par l'accentuation de la pauvreté, il est nécessaire d'en donner une lecture qui s'enracine dans la perspective « d'une sociologie du sujet et de l'imaginaire » car comme le souligne Éla (1998 : 404), les acteurs sociaux sont de « véritables créateurs d'historicité dans les espaces critiques où l'on a vu surgir des modes de vie, des reconstructions sociales, des restructurations économiques, des innovations dans les différents domaines de la vie en société ». Il importe donc de privilégier une étude des pratiques sociales « d'en-bas » par une approche de la rationalité sociale de l'acteur qui les appréhende en termes de créativité, de violence et de précarité, de pauvreté, d'exclusion et d'inégalités (Assogba, 2000) et de ruse de l'imaginaire (Éla, 1998).

Dans la présente recherche, les éclairages qu'offre cette sociologie de la banalité et de la quotidienneté sont liés à sa capacité d'approfondir une description et une analyse des stratégies et des pratiques quotidiennes des citoyens dakarois, afin de surmonter les affres de leur situation socio-économique précaire ou de se soustraire à la pauvreté en recourant, entre autres, à leurs capacités réticulaires. L'ancrage de nos analyses à la sociologie de la banalité amène ainsi à prêter attention aux gestes posés par adultes, jeunes, hommes et femmes dans leur vie quotidienne pour s'ajuster à un environnement social devenu difficile, pour remédier à la chute de leur pouvoir d'achat et à la détérioration de leurs conditions de vie à la suite des travaux de Jean-Marc Éla qui a privilégié cette approche pour rendre compte des ripostes paysannes face à la crise ou pour étudier les comportements des citoyens africains d'aujourd'hui.

Le fil conducteur au cœur des analyses d'Éla dans le cadre de ces deux études est de porter attention aux gestes et aux faits quotidiens des « acteurs d'en bas », conférer de l'importance à la subjectivité des acteurs telle qu'elle s'exprime à travers leurs discours, d'où la primauté dévolue à une démarche qualitative de recherche qui représente la voie d'accès privilégiée à cette subjectivité.

2.2.1.2 – Une perspective révélatrice d'une « nouvelle individualité » africaine

Le second axe de l'approche orientant notre étude est indissociable des travaux d'Alain Marie⁶ et de ses collaborateurs sur les nouvelles dynamiques dans lesquelles s'organisent les rapports de solidarité, ainsi que sur l'avènement de processus d'individualisation en milieu urbain africain et plus précisément dans certaines métropoles de l'Afrique de l'Ouest comme Abidjan, Ouagadougou, Bamako et Dakar. Ce second volet théorique se nourrit également des apports d'autres travaux à orientation sociologique et anthropologique portant sur les réseaux sociaux et sur les configurations des rapports de solidarité dans les villes africaines (Fall, 1992). Ces approches tentent de proposer une lecture renouvelée des changements observables en milieu urbain africain contemporain et nous invitent à abandonner les catégories conceptuelles déformées qui ont servi pendant longtemps de grilles de lecture de différentes facettes de la réalité urbaine.

Une question essentielle nourrit les questionnements et les analyses proposés par Marie (1997b) pour repérer les tendances les plus marquantes, en ce qui concerne l'évolution des liens sociaux en milieu urbain africain contemporain. Elle se trouve résumée dans la présentation de l'ouvrage intitulé *L'Afrique des individus* (1997d) :

« L'Afrique serait-elle le « cœur de rechange de l'humanité » contre la dérive post-moderne de l'individualisme et de la fragmentation sociale ? Ou au contraire, n'est-elle plus que l'arène de la crise et de la paupérisation, qui, simultanément mettent à mal solidarités communautaires et mécanismes clientélistes de l'intégration politique, engendrant, ici comme ailleurs, l'individu sommé de conquérir coûte que coûte indépendance et autonomie ? »

À partir d'un tel questionnement, toute la démarche d'Alain Marie et de l'équipe du GESCIVIA a été de révéler les luttes, les balbutiements, les

⁶ Les éléments théoriques et empiriques servant à notre démonstration sont puisés dans deux ouvrages parus récemment aux titres évocateurs des perspectives théoriques qui y sont développées. Il s'agit, en l'occurrence de *L'Afrique des individus*, publié en 1997 et de *L'Afrique des citoyens*, paru en 2003.

« bricolages » des sujets africains actuels pris dans une dynamique permanente de négociation et de réinterprétation des compromis subjectifs dans leurs actions quotidiennes. Les citoyens d'aujourd'hui sont amenés à s'ériger en sujets dans la mesure où « il leur faut constamment inventer, proposer ou imposer leurs propres arbitrages entre logiques individualistes (celles de la compétition et de la lutte pour la vie) et logiques anti-individualistes (celles de la solidarité communautaire et de la soumission intériorisée de l'individu à la « loi de la dette » qui régit sa relation à une communauté d'origine »).

Toute l'approche de Marie (1997d) est centrée alors sur les capacités de négociation, d'oscillation entre des registres culturels, axiologiques, ambivalents voire contradictoires. L'approche proclame la prégnance des relations d'ordre communautaire parce que la solidarité est une valeur pérennisée par la socialisation et les croyances en plus d'être une « ressource de sécurité sociale ». Elle met en exergue l'idée que les « solidarités communautaires peuvent être repensées et renégociées mais jamais être radicalement récusées ».

Le compromis et la négociation demeurent les réceptacles des logiques et des actions de ces citoyens tendus vers la gestion d'ambivalences et d'antinomies, de situations inextricables. Les capacités de ruse, leurs pouvoirs d'action et la vitalité de leur champ de référence les conduisent à des solutions marquées du sceau du compromis et les amènent du même coup à se poser comme :

« des sujets individuels d'un compromis réaliste, relatif, éminemment sociologique, entre des logiques sociales antinomiques qu'ils ne peuvent ni ne veulent vivre comme des alternatives, mais avec lesquelles, tour à tour ou simultanément, en fonction des circonstances ou selon les champs sociaux au sein desquels ils évoluent, ils composent, chacun "bricolant" sa formule de compromis. C'est en cela que chacun se pose comme sujet (aux sens philosophique et sociologique du terme) "auto-nome" (acteur et auteur dans la construction d'un contrat social toujours négocié avec autrui) » (Marie, 1997a : 6).

À partir des travaux d'Alain Marie (1995, 1997a, 1997b, 1997c, 2000), il est possible d'avancer que l'aggravation des contraintes économiques, l'élargissement

et l'accentuation du phénomène de la pauvreté s'accompagnent de l'ajustement et de la recomposition des solidarités et des identités communautaires en milieu urbain africain. Quoique n'étant pas les facteurs exclusifs, ils participent néanmoins à l'avènement « d'un sujet-acteur », un « agent social novateur » (Assogba, 2000 : 194) écartelé entre des enjeux et des systèmes de sens et d'action apparemment contradictoires entre lesquels il est tenu de procéder en permanence à des arbitrages et à des compromis. Les transactions, les arbitrages du sujet ont pour finalité de lui permettre de trancher son écartèlement entre une logique de l'autonomie individuelle, du souci de soi et du recentrage sur les solidarités de proximité (ménage, famille restreinte, cercle amical) socialement pleine de risques et une autre de fidélité à l'ordre et aux solidarités communautaires économiquement « insupportable ». Le sujet se trouve en oscillation entre une pluralité de logiques, à savoir :

« entre la logique entrepreneuriale et la logique de la redistribution communautaire, entre la logique de la réussite individuelle et la logique de la solidarité familiale, entre la logique rétrospective envers les aînés du lignage et la logique prospective du souci de soi et de l'avenir de ses enfants, entre la logique de la subordination féminine et la logique de la promotion de la femme comme partenaire à part entière, parfois même comme soutien principal, dans l'économie domestique citadine » (Marie, 1997d : 410).

La solution pour trancher ces dilemmes et mettre fin à ces clivages consiste, entre autres, à « expérimenter » des formules de compromis faites de sélection stratégique, de remises en cause « partielles » et « tronquées » et de « transactions plus ou moins négociées ou imposées » (Marie, 1997a, 1997c), de « créations hybrides », de « bricolages » et « d'innovations » (Éla, 1998) sur fond d'une « modernité métisse » (Amselle, 1990 ; Latouche, 1998). La référence à une pluralité de registres socio-culturels et l'orientation des conduites quotidiennes en fonction d'une diversité de valeurs parfois antagonistes constituent un des traits singuliers de « l'ethos » des citoyens africains d'aujourd'hui.

« Prédilections à la solidarité d'un côté, pulsions individualistes de l'autre ; interdit d'individualisme et soumission à " la loi de la dette", d'une part, commandement d'avoir à réussir, d'autre part, telles sont déjà les contradictions qu'installent en eux la socialisation communautaire. Mais ce

n'est pas tout : voici qu'en même temps, la socialisation urbaine vient au contraire s'appuyer sur leurs pulsions individualistes en les sommant plus que jamais, sous l'empire de la rareté, d'être compétitifs, agressifs et autonomes. Autant de contradictions simultanément externes et internes qui requièrent certes une autonomie accrue (à chacun de gérer ces contradictions, de négocier, de trouver la voie entre elles, de tenter d'imposer ses compromis personnels), mais qui peuvent être aussi vécues « comme autant de "double bind", dont l'imaginaire de la sorcellerie exprime bien la dimension existentielle tragique, dès lors que les situations sociales-économiques bouchent les voies possibles du compromis (partant de la subjectivation) » (Marie, 1997d : 420).

Les tensions axiologiques et l'oscillation entre des ordres de valeurs, des normes d'action, en concurrence dans beaucoup de cas, caractérisent les actions des citoyens africains d'aujourd'hui. Face à un contexte sociétal et économique en changement sous les effets d'une économie de la rareté, ces citoyens se trouvent interpellés dans leurs capacités à rester fidèles, à réinterpréter ou à se distancier vis-à-vis de normes sociales prônant une solidarité agissante à l'échelle de la sphère conjugale, de la famille (restreinte et/ou étendue), du voisinage, du cercle amical, autant de « sites symboliques » où il est possible de scruter les inerties, les blocages, les changements pouvant affecter les rapports sociaux de solidarité.

Les acteurs se retrouvent dans une dynamique de mise en œuvre de solutions transitoires des dilemmes auxquels les confine l'évolution des schèmes et valeurs régissant leurs pratiques de solidarité. Ce qui les amène à diverses formules de gestion des compromis dont la plus risquée serait un individualisme conçu comme autonomie, indépendance vis-à-vis du groupe d'appartenance et de référence. Les travaux de l'équipe du GESCIVIA (Marie, 1997d ; Leimdorfer et Marie, 2003) apportent un éclairage important à notre recherche en dépeignant des citoyens africains d'aujourd'hui qui sont soumis à une pluralité de normes, de logiques et puisent dans divers registres culturels et agissent en accord avec plusieurs systèmes cognitifs pour donner sens et puissance à leurs actions et leurs pratiques. Ils sont, de ce fait, soumis à une dynamique de conciliation entre les systèmes de valeurs, les fonctions, les structures « l'idéologie de la solidarité » (Thomas, 1973 : 418) par rapport auxquels leur socialisation a été pensée et menée (solidarité comme devoir et règle sociale à respecter en toutes circonstances) et les modèles axiologiques dictés par un contexte en mutation aux plans social (transmission de valeurs sociales

véhiculées par la modernité, par l'école, le salariat, l'urbanisation) et économique (durcissement des conditions de vie, règne de la précarité et de la rareté).

De ce point de vue, au cœur des actions des citoyens orientées vers l'acquisition de moyens d'ajustement à un nouvel environnement social et économique, on retrouve l'expérimentation de « formules » de bricolage, de compromis, de négociation, de sélection stratégique, de négociation, d'oscillation entre des univers cognitifs et axiologiques peu propices à la réconciliation. Les efforts déployés en vue de surmonter et de résoudre antinomies, dysfonctionnement et inefficacité des normes d'action traduisent ainsi leurs prédispositions à l'inventivité et leurs capacités d'ajustement, car dans l'univers de la rareté dans lequel ils évoluent, dans cette course « effrénée » vers l'acquisition de moyens d'existence dans laquelle ils sont engagés, ils sont sommés de développer de telles aptitudes.

Les citoyens africains d'aujourd'hui en butte à des difficultés ardues ne manquent pas de mettre en exergue le combat de la survie que leur imposent la situation de crise, leur statut social, leurs responsabilités familiales, leurs aspirations individuelles et les attentes de la collectivité (famille, parents, entourage social). Ils se livrent ce combat en étant armés sur le plan des normes et valeurs devant guider leurs actions (Marie, 1997d). Les compétences dont ils font preuve dans cette « bataille » peuvent être reliées à leur pouvoir de conciliation entre une pluralité de systèmes de référence, la conscience d'avoir à gérer des compromis et des arbitrages entre aspirations individuelles et contraintes contextuelles et structurelles. Ce sont ces obligations de négociation, de « tension créatrice, de cheminement entre des clivages de tout ordre (mais principalement entre un individualisme de nécessité et une éthique de la responsabilité toujours vivace) dans lesquelles se trouvent enchâssées les actions des citoyens africains d'aujourd'hui :

« L'avènement des subjectivités africaines est un processus nécessairement syncrétique, métisse, et donne lieu à des formules de compromis : compromis entre les pulsions d'individualisme et l'éthique toujours puissante de la solidarité de proximité ; compromis entre l'aspiration à l'indépendance et le sentiment de recevoir sa pleine identité de ses enracinements communautaires,

compromis entre la rationalité économique pleinement sécularisée et la prégnance d'une construction religieuse du monde qui passe toujours par la communauté en tant « qu'unité de survie » après la mort » (Marie, 1997d : 436).

Dans l'optique de l'éclairage que nous désirons apporter sur la configuration et la dynamique des systèmes de solidarité dans le contexte dakarois, les analyses proposées par Alain Marie et par les autres contributeurs de *L'Afrique des individus* (1997d) et de *L'Afrique des citadins* (2003) fournissent des éléments à notre cadre de référence. Nous mettons ici de l'avant les notions de négociation, d'ambivalence, de contractualisation pour analyser les matériaux. Ce cadre théorique permet d'appréhender le contexte de crise multiforme sévissant dans les villes africaines comme une donnée fondamentale à partir de laquelle les actions de leurs habitants sont analysées. Car c'est partir de ce contexte de crise et de ses corollaires (chômage, marginalisation, déclassement, précarité) qu'il est possible de comprendre les figures actuelles de la pauvreté à Dakar et la configuration des rapports de solidarité communautaire.

2.3 – Paramètres conceptuels

Dans cette partie, nous procédons à une analyse des concepts de pauvreté, de marginalité et de solidarité qui sont au cœur de notre étude. C'est sur la base de cette conceptualisation que s'articule la méthodologie de recherche adoptée.

2.3.1 – La pauvreté : un concept opératoire pour l'analyse de la « question sociale » en milieu urbain africain ?

Il est aujourd'hui noté une résurgence du thème de la pauvreté indissociable du contexte d'expansion de la précarité à l'échelle du monde et à l'intérieur des pays. Aucune nation n'y échappe quoique les questionnements, les perceptions du problème, les politiques de lutte préconisées soient fortement tributaires des contingences des options politiques et économiques nationales, des valeurs sociales les plus prégnantes dans les sociétés et les pays en question.

Quoi de commun entre la misère, la dépravation morale et l'inadaptation sociale de « l'underclass » urbaine américaine (populations pauvres « ghettoïsées » et « racisées » survivant grâce aux expédients de l'assistance publique et d'une palette d'activités délictueuses dans les métropoles américaines)⁷, le quotidien fait d'indigence matérielle et de marginalité spatiale, économique et sociale des populations paupérisées entassées dans les bidonvilles des mégalofoles latino-américaines ou dans les « périphéries du désespoir » des villes africaines, l'univers de galère et de précarité multidimensionnelle des jeunes en survie, des « sans domicile fixe » condamnés à une « insignifiance sociale », des « désaffiliés », des « handicapés sociaux » ou tout simplement des « exclus » vivant dans les « banlieues à problèmes » des grandes villes françaises ? Ce seraient les iniquités d'un système économique à forte orientation excluante et génératrice de fortes inégalités et de grande pauvreté. Cette interrogation a le mérite de mettre en relief le caractère équivoque de la notion de pauvreté ainsi que la diversité des processus de construction et la variété des modes de désignation des problèmes sociaux dont la pauvreté est au centre.

La pauvreté a fait l'objet d'une foisonnante littérature dans les sciences sociales. Elle a donné lieu à une multiplicité d'études, d'enquêtes et de recherches de sorte qu'il peut sembler opportun de s'interroger sur la nécessité ou l'opportunité d'une étude de plus dans un champ surinvesti par les sociologues, les statisticiens, les anthropologues, les intervenants sociaux et les économistes. Beaucoup a été dit sur cette notion, de multiples définitions lui ont été données, une kyrielle d'indicateurs pour la mesurer ont été peaufinés et des tentatives pour la conceptualiser esquissées. De la pluralité de ces définitions et de la panoplie

⁷ La notion d'*underclass* dont la paternité reviendrait à Gunnar Myrdal a été développée aux États Unis pour rendre compte des phénomènes de pauvreté, d'exclusion et de ségrégation sociales qui frappent une fraction non négligeable du « sous-prolétariat urbain », et parmi celui-ci, une proportion importante d'Africains-Américains. Elle a donné lieu à de vives controverses dans le champ académique américain pour un certain nombre d'écueils : connotations morales, faible pouvoir explicatif des processus de pauvreté urbaine, outil politique de dénonciation de la « sous-culture » de pauvreté et de rejet des « valeurs éminentes » de la société américaine (travail, famille, puritanisme). Pour une synthèse de la théorisation de la notion d'*underclass*, voir L. Wacquant, 1996, « L'*underclass* urbaine dans l'imaginaire social et scientifique américain », dans S. Paugam, *L'exclusion: l'état des savoirs*, Paris : La découverte, pp. 248-262, ainsi que N. Herpin, 1993, « L'*urban underclass* chez les sociologues américains: exclusion sociale et pauvreté », *Revue française de Sociologie*, vol. 34, n° 3, pp. 421-439.

d'instruments de mesure construits pour apprécier une pauvreté évaluée à l'aune du revenu monétaire ou de la carence de certains biens vitaux, dérive la multiplicité des théories de la pauvreté : théorie de la culture de la pauvreté, théorie de l'exclusion et de la marginalisation, théorie de la segmentation du marché du travail (Bey, 1999). Chacune des approches s'évertuant de répondre à cette trilogie de questions : qui sont les pauvres ? Où sont-ils ? Pourquoi le sont-ils ? Et, de manière subsidiaire, que font-ils pour sortir de leur situation (ou état) ?

Mais avant d'être une notion controversée et de donner lieu à des « polémiques » conceptuelles débridées, la pauvreté est une réalité empiriquement observable faite de manques, de privations, de besoins non satisfaits, de frustrations, de dénuement matériel affectant une large part de la population mondiale. On est donc en face d'une notion fuyante, à forte teneur idéologique et riche de connotations émotionnelles (Rist, 1996). Sa caractéristique principale tiendrait à sa relativité dans le temps et dans l'espace qui explique sans doute son caractère flou (Bey, 1999). Cette relativité dérive du fait que manquer de quelque chose, éprouver des manques, être en butte à des difficultés et éprouver un sentiment d'insatisfaction se trouvent établis dans toute vie sociale et sont une expérience vécue par chaque être humain (Rahnema, 1991). Elle dérive en outre du fait qu'il est malaisé de parvenir à des indicateurs, pour définir et mesurer la pauvreté, aptes à susciter le consensus. Chaque société, chaque culture, chaque collectivité délimite, en fonction de sa trajectoire historique, de ses normes, de ses référents axiologiques, de l'état de développement de ses forces productives, ce qui relève ou ne relève pas de la pauvreté.

La théorisation de la pauvreté devient dès lors un exercice ardu, car exigeant d'emprunter des « sentiers » théoriques escarpés et mal balisés (Simon, 1997) pour retrouver derrière l'amalgame créé par l'inflation d'énoncés discursifs sur la pauvreté un regard moins biaisé pouvant conduire à une conceptualisation rigoureuse de la notion. Elle doit conduire à discuter de la validité de la notion et de sa pertinence dans la compréhension d'un tissu inextricable de difficultés qui constituent le quotidien d'une grande proportion de citoyens africains.

Mais il faut souligner que la notion a du mal à s'imposer comme unique grille de lecture de la « question sociale », car elle est concurrencée par d'autres notions qui ont servi dans l'histoire (*paupérisme* dans le contexte européen du XIX^e siècle) ou dans d'autres aires géographiques et intellectuelles (*marginalité urbaine* en Amérique latine, *exclusion sociale* en France, *underclass* aux États Unis) à l'analyse des dimensions auxquelles la notion de pauvreté fait référence. Pour surmonter la dose d'ambiguïté que charrie la « prénotion » de pauvreté (Paugam, 1994), des auteurs en ont appelé à sa déconstruction pour lui substituer des notions à même de mieux exprimer la singularité des expériences des personnes et des groupes sociaux victimes d'une stigmatisation ou d'une disqualification sociale. Car, la notion serait inappropriée pour traduire la réalité des « assistés » sociaux (Paugam, 1994), des « désaffiliés et des surnuméraires » (Castel, 1995).

Une approche descriptive a nettement prévalu dans la définition de la pauvreté en Afrique. Aucun vocable n'a réellement émergé comme concept-clef d'analyse du phénomène qu'il s'agissait avant tout de mesurer en vue d'édicter, par la suite, des politiques permettant d'atténuer l'intensité de ses effets. Ceci découle probablement de l'influence du modèle de la Banque mondiale et des autres organismes spécialisés des Nations unies qui ont investi le champ de l'étude de la pauvreté dans le contexte africain à la suite des situations dramatiques sur lesquelles ont débouché la crise économique et les programmes d'ajustement structurel. Le développement des études sur la pauvreté en Afrique est indissociable de l'ampleur que le phénomène a eue au cours de la décennie 90. La singularité de cette approche est liée à l'occultation ou l'absence de questionnement sur les causes de la pauvreté au profit d'une polarisation sur ses formes d'expression et d'une attention plus soutenue aux programmes de lutte.

Cette approche aux soubassements technocratiques s'enracinant dans le champ du néolibéralisme qui fournit à la Banque mondiale le cadre d'analyse de même que l'arrière-plan idéologique d'interprétation des problèmes sociaux se décline en termes de chiffres, de schémas, de courbes d'évolution et de calculs raffinés. Avec sa généralisation, se trouve diffusée la mode de l'élaboration des seuils et des profils de pauvreté rendue possible par la généralisation, dans les pays

africains, des Enquêtes sur le Niveau de Vie des Populations (*Live Standards Measurement Studies* ou LSMS), les Enquêtes Budget/consommation et les Enquêtes Prioritaires sur les Ménages. Ces enquêtes permettent le recueil d'une foule de données quantitatives, divisées en trois catégories, sur les ménages et les individus : revenu et consommation des ménages (informations sur la structure, la taille et le comportement démographiques, informations sur le revenu, les dépenses de consommation, le patrimoine et les actifs, sur l'emploi des ménages pauvres), accessibilité et disponibilité des services sociaux essentiels (état nutritionnel, état sanitaire, niveau d'éducation, disponibilité des soins de santé et des services éducatifs, habitat), environnement et ressources naturelles (Mbaya et *al.*, 1999).

C'est au terme de calculs complexes qu'un double seuil de pauvreté peut être énoncé : un seuil de pauvreté relative et un seuil de pauvreté absolue. Les deux seuils ont pour dénominateur commun d'être déterminés relativement à des standards moyens, à un niveau de bien-être et à une échelle de besoins essentiels. Pour la détermination du seuil de pauvreté absolu par exemple, s'est définitivement imposé le seuil monétaire d'un dollar par personne et par jour mis en évidence par l'expertise de la Banque mondiale selon une démarche assez simple que retracent Salama et Valier (1995).

« La détermination des seuils de pauvreté, bien que difficile à construire (elle nécessite des enquêtes très lourdes), obéit à des principes simples. Il s'agit, d'abord, de déterminer le panier de biens nécessaires à la stricte reproduction de l'individu (ou du ménage). On calcule donc le nombre de calories nécessaires à la survie qu'on convertit en une série de biens d'alimentation liés aux coutumes alimentaires de l'ensemble de la population. Une fois ces biens définis, on les convertit en argent [...]. La somme d'argent nécessaire pour acheter ces biens définit la ligne d'indigence. Une fois obtenue cette ligne, on lui applique un multiplicateur dit d'Engel pour tenir compte des dépenses nécessaires en habillement, transport, logement, et on obtient la ligne de pauvreté, réservant le terme d'indigence pour le revenu nécessaire à la reproduction exclusivement « calorifique » de l'individu » (pp. 258-259).

Une primauté des critères monétaires, une orientation tournée vers le dénombrement, une vision statistique de la pauvreté, tels sont les éléments au cœur de cette démarche de définition et d'appréhension de la pauvreté. Elle a « inhibé »

en quelque sorte la réflexion et la théorisation auxquelles pouvait conduire la construction de la pauvreté en Afrique. La prééminence donnée aux dimensions économiques et monétaires dans la définition et l'évaluation de la pauvreté dans le modèle de la Banque mondiale s'inscrit en droite ligne dans la domination des modèles statistiques et économétriques dans les grilles de lecture de la pauvreté dans les pays développés, aux États-Unis notamment. C'est pourquoi le modèle a été vigoureusement critiqué car jugé inapproprié pour rendre compte de la réalité que vivent les populations pauvres aux quatre coins du monde.

C'est dans ce contexte qu'a été notée la multiplication d'approches visant une meilleure théorisation de la pauvreté. On pourrait mentionner l'approche appréhendant la pauvreté comme une insuffisance des capacités développée par Amartya Sen (2000) ou l'approche des espaces-temps défendue par Majid Rahnema (1991). Malgré leur diversité, les approches de la pauvreté oscillent peu ou prou entre deux perspectives théoriques en contradiction, du moins du point de vue de l'analyse des mécanismes qui déclenchent et entretiennent la pauvreté. Il s'agit de la théorie de la « culture de la pauvreté » développée par Oscar Lewis qui la perçoit comme simultanément une adaptation aux conditions objectives d'existence et une réaction des pauvres à celle-ci et à la position marginale qu'ils occupent dans la société (Simon, 1986) et de l'approche structurelle (emphasis sur le contexte macro-économique dans l'explication de la pauvreté).

2.3.2 – Quelle approche de la notion de solidarité ?

La notion de solidarité a été au centre des travaux des fondateurs de la sociologie. On peut mentionner à ce titre la thèse d'Émile Durkheim consacrée aux effets de la modernisation sur l'évolution sociale, autrement dit, aux transformations qui ont fait muer les sociétés d'une morphologie sociale segmentaire à une morphologie sociale différenciée. Il convient de rappeler que, dans le contexte occidental, l'analyse du concept de solidarité a été faite à l'aune des théories du lien social ou des théories de la régulation sociale. Pour ces dernières, par exemple, les sociétés capitalistes ne fonctionnent pas selon une logique purement marchande.

Des mécanismes de régulation ont été progressivement inventés pour le traitement et la gestion des problèmes sociaux et le maintien de la cohésion sociale.

Nous ne nous attarderons pas sur les différentes manières dont le concept de solidarité a été analysé dans ces systèmes théoriques. Ce choix n'équivaut pas à une absence de pertinence de cette théorisation par rapport à notre étude. Il découle plutôt du fait que les mécanismes de solidarité y débordent de loin leur caractère interpersonnel pour revêtir les traits d'un système institutionnel bâti dans le cadre des systèmes d'État-providence. Cette dimension est absente des systèmes de solidarité que nous cherchons à étudier dans le contexte urbain dakarois. La solidarité ici visée est celle à teneur interpersonnelle et « informelle » et à caractère familial ou communautaire.

L'image d'une Afrique où les solidarités sont séculaires, inconditionnelles et indispensables et servent de paravent à la dérive de l'atomisation sociale et de l'individualisme, semble bien ancrée dans l'imaginaire collectif (Marie, 1997d). Une telle conclusion se retrouve dans les recherches sur les structures sociales africaines. Elle est restée la grille de lecture majeure dans les recherches sur les liens sociaux et les systèmes de régulation. Le premier élément à signaler dans cette optique est donc le caractère indispensable des solidarités dans les sociétés africaines. Ce trait singulier des sociétés africaines est en partie liée à leur caractère holiste et à l'omniprésence « d'un habitus communautaire, structuré par les principes de la solidarité, de la séniorité, de l'identité collective et de la répression corrélatrice des pulsions individualistes » (Marie, 1997c : 70).

La prégnance de cet ethos communautaire a pour contrepartie l'effacement du sujet individuel et la centralité de la solidarité que chaque société, chaque groupe social légitime et organise en fonction d'une pluralité de principes et d'une armature idéologique vivace. Elle est en outre un des piliers de la cohésion sociale. Les principes autour desquels elle est structurée sont ceux de l'entraide, du partage, de la réciprocité qui sont posés comme des impératifs absolus et fortement intériorisés et à l'égard desquels toute conduite déviante peut faire l'objet d'une sanction

sociale allant jusqu'à l'isolement social, ce qui est le comble de l'exclusion dans une société ou l'individu ne se définit que dans et par rapport au groupe et où la « vraie richesse repose sur une logique économique pour laquelle la vraie richesse réside dans la capitalisation des liens sociaux » (Raynaut cité par Aye, 2001 : 12).

La solidarité désigne habituellement l'existence de liens sociaux se manifestant par des comportements de coopération réciproque et d'entraide entre les membres d'un groupe. Plus précisément, elle fait référence au devoir moral d'assistance entre les membres d'une même société, d'une collectivité sociale, en tant qu'ils se considèrent comme un seul tout. Autrement dit, elle exprime la dépendance réciproque entre des personnes liées de telle sorte que ce qui arrive à l'une d'elles affecte les autres et donne lieu à des sentiments de compassion et à des gestes de soutien et de réciprocité. Elle est donc le lien unissant un individu à son groupe par des sentiments d'obligation réciproque. Comme telle, elle est structurée et actualisée en fonction de la triple obligation mise en évidence par Marcel Mauss et ses épigones : donner, recevoir et rendre. Les liens auxquels elle est référée sont ceux de sang et de raison (Duvignaud, 1986).

Deux formes principales de solidarité sont aujourd'hui discernées : les formes traditionnelles et les formes modernes. Les secondes désignent les systèmes institutionnels de protection sociale. La solidarité perd les attributs qui lui étaient anciennement dévolus et acquiert une nouvelle morphologie. Elle devient plus englobante, plus contractuelle, institutionnalisée car régulée par des instances centrales, surprcommunautaires, organisées selon une logique bureaucratique et marchande (assistance publique, assurance-chômage, assurance-santé, assurance-décès, prestations familiales, allocations de retraite).

Les mécanismes impersonnels d'organisation et de prise en charge de la solidarité sont présents dans les pays africains, mais ils demeurent limités à une minorité de la population. Ce qui ne leur confère pas le pouvoir englobant et l'ampleur qu'ils ont dans d'autres aires géographiques et culturelles. Les limites des appareils modernes de sécurité sociale édifiés sur des bases analogues à celles des

pays à haut niveau de protection sociale se ramènent à la faiblesse de l'effectif des assurés sociaux (proportion des assurés par rapport à la population globale souvent inférieure à 5 %), la faiblesse de la diversité des catégories socioprofessionnelles protégées (protection des agents de la fonction publique et des salariés des entreprises privées ayant pour contrepartie l'exclusion de la classe des paysans, des travailleurs du « secteur non structuré » et des sans-emploi), le faible poids économique de la sécurité sociale (son budget ne dépasse pas 2 % du produit intérieur brut, 10 % du budget de l'État et 10 % de la masse salariale), la faiblesse des prestations servies et enfin l'éventail réduit des risques couverts (Vuarin, 2000 : 55-58).

L'absence d'universalité de ces systèmes de protection sociale s'accompagne donc de la prépondérance et du poids des solidarités « traditionnelles ». Leur maintien et leur centralité s'expliquent par le fait qu'elles constituent les meilleurs garants d'intégration sociale et les dispositifs les plus appropriés de protection et de gestion des incertitudes qui sont le lot quotidien des populations paupérisées et en même temps exclues des circuits institutionnels de sécurité sociale. À ce titre, le qualificatif de « traditionnel » qui est accolé à ces formes de solidarité, au regard de sa charge idéologique et de ses sous-entendus « discréditants » devrait être vigoureusement questionné.

Les auteurs ont souvent insisté sur le caractère complexe, mais surtout totalisant des mécanismes de solidarité et leur cristallisation dans les autres structures sociales dont ils participent à la reproduction. Ils ont aussi procédé à une typologie des formes de solidarité repérables à l'échelle d'une société : solidarité familiale, intergénérationnelle, lignagère, villageoise, clanique, ethnique, religieuse, confrérique. Elles sont habituellement qualifiées de « traditionnelles » et sont perçues comme revêtant un caractère obligé et inconditionnel.

Conclusion partielle

L'éclairage théorique auquel nous avons procédé à travers la revue de littérature et l'analyse des notions de pauvreté, marginalité et solidarité de même que la présentation de notre problématique et objectifs de recherche ont permis d'exposer la démarche globale dans laquelle notre thèse s'inscrit. Ils ont permis ainsi une meilleure compréhension des perspectives théoriques privilégiées pour rendre compte de la configuration de la pauvreté urbaine ainsi que de la morphologie et de la dynamique des solidarités communautaires à Dakar. Mais, avant d'en arriver à une présentation de la démarche méthodologique adoptée pour réaliser cette recherche, il est important de donner un éclairage instructif sur le Sénégal, sur Dakar mais aussi sur les sites de recherche.

Chapitre III – Le contexte sénégalais : configurations, dynamiques et ruptures

Dans ce chapitre, une brève présentation est faite du Sénégal et de son évolution économique et sociale. Les éléments de référence ici fournis insistent sur la crise économique dans laquelle le Sénégal est plongé, à l'instar de la majeure partie des pays africains. La ville de Dakar, en tant que capitale nationale, continue de jouir d'une situation privilégiée par rapport aux villes de l'intérieur du pays et aux zones rurales. Néanmoins, les difficultés économiques et sociales avec lesquelles est aux prises le Sénégal ne manquent pas cependant de s'y manifester.

3.1 – Profil du pays

Le Sénégal est situé dans la pointe la plus occidentale de l'Afrique au Sud du Sahara (voir carte). Il couvre une superficie d'environ 196 722 km². Du point de vue de la géographie, le climat du pays est caractérisé par un contraste entre ses différentes zones géographiques. Aujourd'hui, le profil écologique du pays a beaucoup changé du fait des perturbations climatiques (sécheresse, avancée du désert, appauvrissement des sols, déforestation) et des modes d'exploitation agricole (dégâts de la monoculture arachidière sur l'écosystème de la zone centre par exemple) (Sénégal, 2004).

Plusieurs périodes marquantes sont à retenir dans l'histoire du pays : l'existence de royaumes dans le passé, l'introduction de la religion musulmane, la conquête coloniale et l'effondrement des royaumes et structures traditionnels, l'émergence de leaders charismatiques musulmans fondateurs de confréries religieuses, la pacification du pays et son administration directe par les autorités coloniales françaises, l'indépendance du pays survenue en 1960 (Hesseling, 1985 ; Diouf, 2001). Depuis cette date, l'évolution politique reste marquée par la succession de trois présidents : Léopold Sédar Senghor (de l'indépendance à 1981) dont le mandat a coïncidé avec les périodes d'euphorie postcoloniale et la mise en

œuvre d'ambitieux programmes de développement ; Abdou Diouf (de 1981 à 2000) – son passage à la tête de l'État sénégalais est marqué par un contexte de détérioration de la situation économique et sociale du pays, la mise en œuvre des politiques d'ajustement structurel et, sur le plan politique, par une ouverture démocratique et la montée des vagues de contestation sociale, syndicale et politique (Diop et Diouf, 1990) ; enfin, Abdoulaye Wade⁸ qui est au pouvoir depuis mars 2000 à la suite de la réalisation d'une alternance démocratique et pacifique. À son actif, il convient de mettre un activisme très marqué sur la scène diplomatique qui se reflète à travers son engagement dans l'élaboration et la promotion du NEPAD⁹.

Figure 1 : Localisation géographique du Sénégal



⁸ Son arrivée au pouvoir avait nourri de grands espoirs, surtout au niveau de la jeunesse urbaine qui a beaucoup contribué à le porter au pouvoir. Pour beaucoup d'entre eux, la réalisation de son slogan *SOPH* (changement en wolof) devait signifier l'instauration de pratiques de gestion transparentes et rigoureuses, le renforcement des acquis démocratiques et la résolution des problèmes économiques et sociaux qui font le quotidien des populations (chômage, cherté de la vie, pauvreté). Un bilan très mitigé est donné de l'alternance aujourd'hui. Le sentiment de désillusion à l'endroit de l'alternance est exprimé avec force à travers deux ouvrages livrant un bilan critique du nouveau pouvoir. Y sont notamment dénoncés et, en des termes véhéments, la patrimonialisation de l'État, la mauvaise gouvernance, la dérive autoritaire et surtout la « déception » des attentes de la population sénégalaise. Ces « brûlots » qui ont agité, pendant des mois, le landerneau politique sénégalais sont : Abdoul Latif Coulibaly, 2003, *Wade, un opposant au pouvoir. L'alternance piégée*, Dakar : Éditions Sentinelle et Almany Mamadou Wane, 2003, *Le Sénégal entre deux naufrages ? Le Joola et l'alternance*, Paris : L'Harmattan.

⁹ Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique. Le NEPAD est un plan dont les inspirateurs sont quatre présidents africains (Olesegun Obasanjo du Nigeria, Adoulaye Wade du Sénégal, Thabo Mbeki de l'Afrique du Sud et Abdelatif Boutéflika de l'Algérie). Il propose une nouvelle vision du développement et s'oriente vers de nouveaux dispositifs de financement du développement de l'Afrique qui font une large place au secteur privé et à la bonne gouvernance.

Selon le dernier recensement de la population dont les résultats ont été publiés en juillet 2004, la population du Sénégal est de 10 127 809 habitants avec un taux d'accroissement démographique oscillant autour de 2,8 % (Direction de la Prévision et de la Statistique, 2004). Les tendances démographiques¹⁰ laissent apparaître une transition illustrée par l'amorce d'une baisse de la fécondité (l'indice synthétique de fécondité est passé de 7,1 enfants par femme en 1978 à 6,6 en 1986 puis à 5,7 en 1997 et, enfin, à 5,2 en 1999), la baisse de la mortalité en particulier, celle infanto-juvénile (ce taux est passé de 287 pour mille à 139 pour mille entre 1963 et 1997) (Adjamagbo et Antoine, 2002). D'autres éléments de référence à faire ressortir sont une prévalence du SIDA relativement faible (entre 1 % et 2 % de la population totale), l'importance de la migration internationale, l'apparition de nouveaux comportements en matière de sexualité et de mariage à travers le recul de l'âge au premier mariage, l'amorce d'une discordance entre l'entrée en vie sexuelle et l'entrée en union conjugale particulièrement en milieu urbain (Adjamagbo et Antoine, 2002).

Le profil démographique du pays demeure aussi marqué par la jeunesse de sa population (les moins de 20 ans représentent 58 % de la population totale), une croissance démographique rapide de 1960 à nos jours (doublement de la population en 25 ans), une urbanisation continue, parfois en accélération à la faveur des crises agricoles et de la détérioration de la conjoncture économique, l'existence de deux principaux pôles de concentration de la population (l'agglomération dakaroise et le Centre du pays). Cependant la majorité de la population vit en zones rurales car la population urbaine ne constitue que 4 % de la population totale du pays. Une vingtaine d'ethnies sont recensées dans le pays mais les groupes ethniques les plus importants sont les Wolofs (43 % de la population), les Pulaars (24 %) et les Serers (15 %). Du point de vue de l'appartenance religieuse, 94 % des Sénégalais se déclarent musulmans et 5 % chrétiens (Sénégal, 2004).

¹⁰ Les données présentées sur le profil et les tendances démographiques du Sénégal proviennent de l'article publié par Agnès Adjamagbo et Philippe Antoine (cf. Diop, 2002) dans lequel est présenté un bilan démographique du pays avec des données récentes.

Le Sénégal tire ses richesses de plusieurs secteurs d'activité mais les plus importants, selon leur contribution à la formation du produit intérieur brut, sont l'agriculture, les phosphates, les industries, le tourisme, la pêche et l'artisanat. Ainsi, en 2000, 54 % de la population tiraient leurs revenus de l'agriculture dont la contribution à la formation du PIB représentait 9,5 %. Celle de l'industrie était de 21 % tandis que celle du tourisme était de 16 % pendant la même période (PNUD Sénégal, 2001). Des efforts de développement de la riziculture sont entrepris au Nord du pays, dans la vallée et le Delta du fleuve Sénégal et au Sud en Casamance, ceci pour réduire la dépendance alimentaire puisque le riz est la principale denrée alimentaire consommée par les Sénégalais (OCDE et BAD, 2003 ; Diagne, 2004). Le PIB moyen par habitant qui était de 545 dollars américains au cours des années 1996 à 1998 est tombé à 510,7 dollars américains en 1999, alors qu'en 2001 le revenu national brut par tête en termes constants était évalué à environ 356 dollars américains (PNUD Sénégal, 2001).

Plusieurs événements ont marqué le processus de développement économique et social du Sénégal depuis l'indépendance. Nous y reviendrons en détail plus loin. Pour le moment, il convient de noter l'importance du secteur informel dans l'économie sénégalaise ; une place qui n'a cessé de se consolider au fil des années et de la dégradation du tissu industriel de sorte que ce secteur mobilise une bonne part de la population active surtout en milieu urbain (Sénégal, 2004). En ce qui concerne les indicateurs de développement, les performances affichées par le pays dans ce domaine sont modestes comme l'illustre son classement dans le dernier rapport sur le développement humain du pays au sein de la catégorie de pays à faible développement humain.

Après quatre décennies de « développement », le Sénégal est toujours classé dans la catégorie des pays les moins avancés (PNUD Sénégal, 2001). Le pays continue de faire face à des problèmes de plusieurs ordres. L'enracinement de certains de ces problèmes paraît bien lointain, mais ce qu'il est significatif de retenir est leur complexité, leur gravité et leur coût social élevé. Pour bien comprendre ces problèmes et leurs conséquences, surtout d'ordre social, il importe de donner un éclairage sur l'évolution économique et sociale du Sénégal. Cet éclairage donnera

en même temps une vue d'ensemble de la situation sociale et des informations sur l'évolution de la conjoncture économique.

3.2 – Dynamiques socio-économiques : l'ampleur des défis et le poids des contraintes

Il est possible de distinguer schématiquement quatre grandes périodes dans l'évolution de l'économie sénégalaise (Kassé, 1990 ; Boye, 1992 ; Duruflé, 1994 ; Gaufryau et Maldonado, 2001 ; Diagne, 2004 ; Diop, 2004b) :

- une première phase correspondant à la première décennie postcoloniale (1960–1970) caractérisée par une relative embellie économique du fait d'une croissance positive et soutenue, elle-même liée à la période « glorieuse » de la production arachidière ;
- une seconde qui va de 1971 à 1980 marquée par la dégradation de la situation économique et l'émergence d'un sentiment de désillusion ;
- une troisième qui débute en 1980 et se termine en 2000 avec le départ au pouvoir du Parti socialiste qui a exercé une domination ininterrompue dans la gestion des affaires publiques depuis l'indépendance. Ces années ont été marquées par l'accentuation des contraintes économiques et de leurs incidences sociales et par la poursuite de la mise en œuvre des politiques d'austérité mais surtout par le choc de la dévaluation et l'amplification de mouvements sociaux de contestation et de révolte ;
- le début de la quatrième période pourrait être établi à la réalisation d'une alternance politique le 19 mars 2000, quoique des signes radicaux de rupture ne puissent pas être observés entre les périodes. La défaite électorale du Parti socialiste et l'arrivée au pouvoir du Parti démocratique sénégalais constituent néanmoins une donnée majeure dans l'histoire socio-politique du Sénégal contemporain. D'immenses espoirs ont été suscités par ce « séisme » politique, de nouvelles méthodes de gouvernance attendues et la résolution des problèmes aigus

de la pauvreté et du chômage escomptée si bien qu'il est important d'examiner les réponses apportées par les nouvelles autorités politiques à la satisfaction de la « demande sociale ».

Malgré les nombreuses déclarations des pouvoirs publics faisant état d'une reprise de la croissance et d'une embellie économique, le Sénégal continue d'être confronté à des difficultés économiques d'une réelle ampleur. Les mauvaises performances obtenues par l'économie sénégalaise pendant la période actuelle demeurent une illustration éloquente de la dégradation continue de la situation économique du pays depuis le début des années 70 après une première décennie post-coloniale de relative euphorie (Hesseling, 1985 ; Kassé, 1990 ; Diop et Diouf, 1990 ; Diop, 2004b). Elles sont une illustration du fait que le Sénégal est empêtré dans une crise économique persistante dont les effets sont aggravés par les multiples « thérapies de choc » qu'il a connues durant ces deux dernières décennies marquées par la mise en œuvre des programmes d'ajustement structurel.

Frappé de plein fouet par une crise économique multiforme qui a beaucoup contribué à susciter et à amplifier le phénomène de la précarité, le pays est en butte à une pluralité de défis qui ont entre autres noms : une crise agricole chronique alimentant un fort courant d'exode rural, un secteur industriel en butte à une panoplie de contraintes structurelles (Duruflé, 1994 ; Diagne, 2004), une croissance démographique rapide en discordance avec les capacités de l'économie, une visibilité du chômage et une prégnance du sous-emploi, particulièrement en milieu urbain, une dégradation des conditions de vie, une accentuation des inégalités économiques, une exacerbation du phénomène de la pauvreté, une détérioration des systèmes de santé et d'éducation et une chute drastique du pouvoir d'achat des populations (Werner, 1993 ; Antoine et *al.*, 2002 ; Diop, 2002b ; Diop, 2004). La liste est loin d'être exhaustive cependant elle permet d'avoir une vue synoptique sur l'agrégat de périls auxquels doit faire face ce pays très souvent présenté comme « le bon élève du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque mondiale » ou le « chouchou » des institutions financières internationales en Afrique subsaharienne (Goreux et *al.*, 1992 ; Gaufryau et Maldonado, 2001).

3.2.1 – De « l'euphorie » à la « désillusion » : les prémices de la crise

L'ampleur des défis d'ordre économique, social et politique devant être relevés par les élites politiques sénégalaises tranche, sur bien des aspects, avec la situation privilégiée dont a pu se prévaloir le pays après la décolonisation survenue en 1960. En effet, au sortir de la colonisation, le Sénégal a hérité d'une certaine avance sur les autres pays de la sous-région ouest-africaine : des voies de communication (routes et voies ferrées), des infrastructures de base, en particulier le port de Dakar, un tissu industriel consistant en quelques unités de transformation de produits oléagineux, mais surtout une vocation agricole tournée vers la culture de l'arachide (Kassé, 1990 ; Berthélemy et *al.*, 1996).

Du fait de l'embellie régnant sur le plan économique, la période 1960 – 1968 a pu être surnommée les « années glorieuses de l'économie sénégalaise » (Fall, 1993 ; Goreux, 1993 ; Diop, 1998). Elle était faste pour les populations autant urbaines que rurales, surtout au niveau de l'emploi avec un taux de chômage de 6,8 % de la population active en 1960. Il a connu par la suite une croissance exponentielle pour atteindre 17 % en 1985, 20 % en 1990 (Antoine et Piché, 1998 : 23). La conjoncture économique favorable a été mise à profit par les pouvoirs publics pour procéder à une augmentation des effectifs de la fonction publique du fait d'une politique de recrutement automatique des diplômés de l'enseignement supérieur et des sortants des écoles et instituts de formation (Baumann, 2003).

D'une manière générale, la première décennie post-indépendance est une période « d'embellie » économique portée par la culture arachidière. Ceci révélait du même coup la fragilité et la vulnérabilité de l'économie sénégalaise handicapée par une série de goulots d'étranglement liée à l'absence de mécanismes économiques pouvant entretenir la dynamique économique sur une longue période (Boye, 1992 : 81). Le secteur agricole, que les pouvoirs publics escomptaient faire jouer ce rôle, présente très vite des signes d'essoufflement tangibles avant la fin des années 60. Suite à une série de perturbations climatiques se traduisant par un important déficit pluviométrique durant la saison agricole 1968/1969, la production agricole connut une chute drastique qui eut des effets d'entraînement sur toute

l'économie nationale. La situation agricole globalement difficile empira lors de la suppression de la garantie des prix des produits oléagineux par la France en 1967. Ce qui eut des répercussions négatives sur les finances publiques et sur les revenus des ménages ruraux du fait de la réduction des prix au producteur de l'arachide. Les éléments d'une crise économique persistante seront progressivement réunis et vont signer l'entrée du pays dans une ère de turbulences (Diop, 2004b).

La décennie 70-80 peut être appréhendée comme celle de la dégradation de la situation économique et, de manière subsidiaire, celle de la montée des périls. Elle clôt l'ère des années « fastes » de la société sénégalaise et inaugure un cycle de perturbations sociales et économiques porteuses de difficultés accrues pour les ménages autant urbains que ruraux, le tout dans un contexte de resserrement des contraintes endogènes et exogènes, structurelles et conjoncturelles, pesant sur l'économie : démographie galopante, accentuation des bouleversements agro-écologiques, dégradation continue de la position du pays sur l'environnement mondial. Cette « avalanche » de contraintes faiblement maîtrisables a nourri les regards empreints de pessimisme portés sur l'économie sénégalaise (Boye, 1992 ; Berthélemy *et al.*, 1996).

La responsabilité des faibles performances économiques enregistrées ne doit pas être uniquement imputée à un environnement international défavorable et/ou aux incidences de l'évolution erratique de la pluviométrie. Elles plongent leurs racines également dans de mauvaises options politiques, une mauvaise gestion des ressources publiques illustrée par l'ampleur des déficits des organismes d'encadrement du monde rural entre 1978-1981 et la faillite de la Banque nationale de développement du Sénégal contribuant au gonflement des coûts des filières agricoles et à leur faible rentabilité (Boye, 1992). « L'euphorie » du lendemain des indépendances s'estompe vite et cède à la place à la désillusion consécutivement à la dégradation des conditions socio-économique à partir des années 80.

3.2.2 – Morosité économique et malaise social : les années de crise et d'austérité

Au début des années 80, la situation de l'économie sénégalaise est morose (Duruflé, 1994 ; Diagne, 2003). La plupart des indicateurs macro-économiques sont au rouge et signalent l'entrée du pays dans une ère de « secousses », de montée des tensions sociales (grèves dans les secteurs de la santé et de l'éducation). Le malaise social atteint son paroxysme (Diop et Diouf, 1990 ; Diouf, 1992). La « sollicitude » des bailleurs de fonds qui a permis au pays de ne pas sombrer dans une situation de cessation de paiement qui a plongé beaucoup de pays de la sous-région dans une crise sociale et politique d'une grande ampleur n'est plus de mise. Le pays est devant une situation d'impasse dont les pouvoirs publics comptent sortir en faisant preuve d'une rigueur accrue dans l'allocation des ressources budgétaires et mettant en œuvre des politiques économiques basées avant tout sur l'austérité (Fall, 1997 ; Duruflé, 1994 ; Diop, 2002c ; Diop, 2004b).

Pour arriver à desserrer les contraintes pesant sur l'économie et juguler la situation de crise des finances publiques (Duruflé, 1994), l'antidote a consisté en la mise en œuvre de programmes d'ajustement structurel sous l'égide de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Depuis la fin des années 70, il y a eu une succession de programmes d'ajustement structurel qui vont du Programme de redressement économique et financier (1980-1985) au programme dénommé Facilité d'ajustement structurel renforcé (1998-1999) en passant par le Plan d'ajustement économique et financier à moyen et long terme (PAMLT) couvrant la période 1985-1992 et le plan d'urgence en 1993 (Kassé, 1990 ; Boye, 1992 ; Diouf, 1992 ; Duruflé, 1994 ; Gaufryau et Maldonado, 2001 ; Diop, 2002c ; Diop, 2004b ; Diagne, 2004). Les composantes, les conditions d'élaboration, les péripéties et les modalités de mise en œuvre, ainsi que les bilans de l'ensemble des mesures d'austérité sont suffisamment documentés au Sénégal si bien qu'il n'est pas nécessaire de s'y étendre (Kassé, 90 ; Diouf, 1992 ; Berthélemy et al., 1996 ; Diop, 2004b ; Diagne, 2004).

Loin de s'améliorer après plus d'une décennie de rigueur et d'austérité, la situation économique et sociale du pays est devenue plus tendue au cours des années 90 dans un contexte politique et social délétère (série d'élections contestées conduisant à des troubles politiques majeurs en 1988 et en 1993, perturbations cycliques du système éducatif, différends avec le voisin mauritanien en 1989). Devant la persistance de la crise et devant l'inefficacité des programmes d'ajustement à hâter « le retour à une croissance durable » (Sénégal, 2004), les pouvoirs publics sénégalais ont dû se résoudre, de concert avec ceux des autres pays constitutifs de la Zone franc¹¹ à entériner la dévaluation de leur monnaie commune de 50 % par rapport au franc français en 1994. La dévaluation a constitué une étape-phare dans l'évolution des conditions de vie au Sénégal et a eu des répercussions sociales difficilement vécues par les populations (Diop, 2004b). Presque une décennie après sa mise en œuvre, le constat de l'échec de la dévaluation ou du moins de la non-atteinte de certains des objectifs pour lesquels elle a été mise en œuvre est souvent affirmé (Diop, 2002c, Diagne, 2004). L'acuité des difficultés économiques est souvent avancée parmi les facteurs à l'origine du changement survenu à la tête de l'État sénégalais avec l'arrivée au pouvoir d'Abdoulaye Wade après plusieurs décennies d'opposition à Léopold Sédar Senghor, puis à Abdou Diouf.

Un bilan mitigé a été donné de la plupart des mesures d'austérité qui ont ponctué la vie des Sénégalais depuis le début des années 80 (Diop, 2004b ; Diagne, 2004). Les résultats obtenus ont été modestes selon Diop (2002c). Une telle lecture est renforcée par la persistance des entraves structurelles et conjoncturelles contre lesquelles elles ont été formulées. Aujourd'hui le fait le plus révélateur de la dégradation continue de la situation économique est sans doute l'admission du Sénégal dans le groupe des Pays les moins avancés (PMA) de la planète le 12 avril 2001 suivant les critères de classement de l'ONU. Décision politique aux soubassements stratégiques – la « capture » d'une aide bilatérale et multilatérale, bénéficier des remises de dette consenties par les créanciers, bref profiter des avantages accordés aux PMA – son entrée dans ce groupe constitue néanmoins une

¹¹ Il s'agit du Bénin, du Cameroun, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée Bissau, du Mali, de la République Centrafricaine, du Tchad, du Congo, du Gabon, de la Guinée Équatoriale, du Niger, du Sénégal et du Togo.

illustration du fait que le Sénégal est « tombé de son piédestal et que la vitrine de l'élève modèle du développement et de la coopération française a caché une arrièreboutique peu reluisante¹² ». La société sénégalaise a fait globalement face, pendant cette période de crise et d'austérité à des difficultés ardues. Elle a souffert, selon l'expression du sociologue Momar-Coumba Diop (2004b : 12), du passage d'une « phase dite d'État-providence à une autre marquée par une privatisation de pans entiers du service public ».

Le Sénégal est entré dans le nouveau millénaire actuel avec une économie toujours handicapée par les goulots d'étranglement communs aux pays sous-développés : un endettement massif, et une économie tirée pour l'essentiel par une agriculture tributaire des aléas climatiques (Dieng, 1996 ; Diagne, 2004). Une reprise de la croissance tournant autour de 5 % est présentée par les autorités économiques comme signe de la « sortie prochaine des zones de turbulence » (Sénégal, 2004), mais l'équilibre obtenu demeure précaire et ses fondements fragiles (Dieng, 1996 ; Diop, 2002c ; Diagne, 2004). La meilleure situation économique annoncée tarde à se traduire par des retombées positives pour la majorité de la population qui continue de faire face à une précarité grandissante. L'aggravation de la pauvreté fait empirer une situation sociale de plus en plus difficile marquée par la montée des incertitudes et l'amplification des problèmes sociaux et économiques qui ont, entre autres, pour noms : désarroi des paysans, accentuation des inégalités sociales, approfondissement de la pauvreté, détresse des jeunes, crise des systèmes éducatif et de santé, accès difficile à l'immobilier, cherté de la vie, manque de moyens, difficultés du transport, difficultés de l'État (Dieng, 1996 ; Diop, 2002c ; Diop, 2003 ; Diagne, 2004 ; Diop, 2004b ; Wane, 2004).

¹² Nous empruntons cette expression à Christophe Ayad, « Le Sénégal tombe de son piédestal » dans l'édition du samedi 19 et dimanche 20 mai 2001 du quotidien français *Libération*.

3.2.3 – « *Les temps sont durs* » : les contrecoûts de la crise économique et des programmes d'austérité

Orientées vers le redressement et l'assainissement des finances publiques, ainsi que vers la redéfinition du rôle de l'État, les mesures d'austérité ont été surtout caractérisées par leur coût social. Celui-ci a trait à l'amplification du chômage suite à la multiplication de la fermeture d'unités industrielles, la privatisation de certains services sociaux, au problème de financement des secteurs sociaux, à la dégradation de la situation économique des ménages urbains et ruraux fragilisés par une inflation galopante (Diouf, 1992 ; Fall, 1997 ; Diagne, 2004). C'est pourquoi les politiques d'ajustement ont suscité de vives réactions au cours des années 80 et 90 notamment. Elles se sont traduites principalement par des tensions sociales et des mouvements de révoltes animées surtout par les syndicats, les organisations étudiantes et les partis politiques (Diop et Diouf, 1990 ; Diop, 2002b, 2004b, 2002c). Compte tenu de l'envergure de ses effets pervers, la dévaluation est présentée par Diagne (2004 : 69) comme « choc le plus important choc subi par le Sénégal depuis 1960, après les sécheresses et les flambées des prix de l'énergie des années 1970 ».

La chute des revenus des ménages combinée à une hausse du niveau de vie alimentée par une spirale inflationniste, dont le rythme a été accéléré par les mesures d'austérité, est au centre des répercussions de la crise économique et des programmes d'austérité. En l'espace de trois décennies, la chute des revenus a été de 45 % en milieu rural et de 48 % en milieu urbain, plus précisément avec des revenus par tête qui sont passés, entre 1961 et 1991, de 39 800 francs CFA à 21 800 francs CFA à la campagne et 322 200 francs CFA à 168 300 francs CFA dans les villes (Antoine et Piché, 1998). La baisse de revenus enregistrée demeure un indicateur assez significatif de la crise dans laquelle est plongé le secteur moderne avec comme conséquence immédiate, une hausse du chômage et du sous-emploi particulièrement chez les jeunes générations, instruites de surcroît, dont les possibilités d'insertion professionnelle se sont considérablement amenuisées avec la raréfaction des emplois salariés imputable au ralentissement puis au gel du recrutement automatique dans la fonction publique, aux nombreux licenciements

consécutifs aux réformes et à la crise du secteur industriel (Diouf, 1992 ; Dieng, 1996 ; Diop, 2002c ; Baumann, 2003).

Les pertes d'emploi n'ont pu être compensées par le secteur informel subissant lui-même les contrecoups de la morosité économique. L'économie informelle a ainsi été incapable d'absorber la pléthore de main d'œuvre arrivant chaque année sur le marché du travail quoiqu'elle ait concouru à atténuer les effets pervers du ralentissement des offres d'emploi : le secteur moderne n'est plus un « débouché pour les jeunes, alors que dans le même temps le secteur informel n'a pas les capacités suffisantes pour accueillir les chômeurs, et le Sénégal n'offre guère d'opportunités de reconversion dans l'agriculture » (Antoine et Piché, 1994 : 49). L'emploi n'est pas le seul domaine à avoir subi les conséquences de la crise et des réformes structurelles. Les systèmes éducatif, de santé et de transport, les habitudes alimentaires, l'habitat ont été touchés, à des degrés divers, par les compressions budgétaires. Ainsi l'évolution des secteurs sociaux de base offre un terrain d'analyse indiqué pour observer la dégradation de la situation sociale au Sénégal.

Parmi ces secteurs sociaux, ceux de la santé et de l'éducation permettent d'avoir un éclairage sur les conséquences des réformes structurelles et de la diminution des capacités financières de l'État dans ce domaine. Cela permet en outre d'avoir un aperçu sur les facteurs à l'origine de la dégradation de la situation sociale. Une série d'indicateurs fait ressortir la détérioration de la couverture sanitaire. Il s'agit de la baisse des dépenses publiques de santé (en 1978, le ratio des dépenses publiques en santé est passé de 653 francs CFA par personne et par an en 1978/79 à 427 francs CFA en 1988/89) et du déficit dans la couverture sanitaire. Alors que l'OMS préconise 1 médecin pour 10 000 habitants, 1 sage-femme pour 300 femmes en âge de procréer et 1 infirmier pour 300 habitants, le Sénégal enregistre des seuils éloignés des recommandations de cette institution avec 1 médecin pour 17 000 habitants, 1 sage-femme pour 4 600 femmes en âge de reproduction, 1 infirmier pour 8 700 habitants. Au niveau des infrastructures, on y dénombre, 1 poste de santé pour 11 500 habitants, 1 centre de santé pour 175 000 habitants et 1 hôpital pour 545 800 habitants alors que les normes de l'OMS sont

de 1 poste de santé pour 10 000 habitants, 1 centre de santé pour 50 000 habitants et 1 hôpital pour 150 000 habitants (ESIS 1999 : 5-6).

Les difficultés constatées dans le secteur de la santé ont été observées dans le domaine de l'éducation. Elles expliquent la faiblesse des performances obtenues en matière de lutte contre l'illettrisme. Le taux d'analphabétisme des adultes était, en 2001, de 61,7 %, un des plus élevés au monde. Les disparités suivant le genre sont dissimulées par ce taux car le taux d'analphabétisme était de 71 % chez les femmes contre près de 50 % pour les hommes (ESIS, 1999). En matière de scolarisation, les progrès enregistrés depuis plusieurs décennies n'ont pas permis au pays de prémunir ses enfants contre les méfaits de l'ignorance puisque le taux brut de scolarisation était de 63,1 % en 2000 (PNUD, 2000 ; PNUD, 2001 ; PNUD Sénégal, 2001 ; Wane, 2004), ce qui fait du Sénégal, un des pays les plus faiblement scolarisés d'Afrique. Les secteurs de l'éducation et de la santé souffrent beaucoup de la réduction des rôles économique et social de l'État sénégalais. Là où l'État assurait une politique d'éducation et de santé généreuse (Wane, 2004), il incombe maintenant aux populations de substituer à lui dans un contexte plus difficile pour la majorité de la population.

3.2.4 – Nouveau contexte politico-institutionnel et recompositions socio-économiques

Le bilan économique précédemment brossé semble revêtir une tonalité négative et critique. Cette orientation ne traduit que les performances de l'économie sénégalaise au cours de ces quarante dernières années. Cependant, la situation socio-économique ne saurait être lue uniquement en termes d'échecs, d'attentes déçues, d'absence de satisfaction de la demande sociale ou du dévoiement des aspirations des catégories sociales vulnérables. Il est opportun de souligner les réussites, de parler des secteurs faisant preuve de dynamisme, de relever la capacité « d'encaisse » et « d'innovation » des ménages sénégalais.

Les politiques d'ajustement, même si elles ont contribué à détériorer le secteur industriel (Diop, 2004b), n'en ont pas moins donné l'impulsion à un secteur

privé investissant de plus en plus les secteurs laissés vacants par le désengagement de l'État. Il s'appuie sur un réseau de petites et moyennes entreprises/industries évoluant dans un environnement institutionnel et législatif plus propice à leur développement et investissant des créneaux comme celui des nouvelles technologies de l'information et de la communication (expansion du secteur des *téléservices* et du *telemarketing*). Les réformes promulguées dans le cadre des politiques d'austérité peuvent être vues en dernière instance comme autant de jalons posés en vue d'une restriction de l'intervention de l'État dans le jeu économique et d'un essor des initiatives privées appelées à suppléer ou supplanter, selon les cas, le rôle de l'État (Diagne, 2004).

Ces initiatives sont appuyées par un secteur bancaire assaini et dynamique depuis la dévaluation quoique son rôle dans le financement des opérateurs économiques soit diversement interprété. Les difficultés d'accès au système bancaire institutionnel sont tempérées, pour les acteurs économiques, par l'existence de systèmes financiers décentralisés en plein essor de par le volume des montants financiers qu'ils gèrent, leur couverture du territoire national mais surtout de par leur accessibilité à la « masse des exclus » du système bancaire classique. Les progrès de la finance décentralisée sont illustrés par les missions que les pouvoirs publics tentent de lui assigner en tant que levier de lutte contre la pauvreté (Sénégal, 2002).

À travers les bonds enregistrés par la micro-finance, peuvent être retrouvés le dynamisme du « secteur informel » et l'importance de son poids au sein de l'économie nationale. La vitalité de ce secteur s'exprime par les réussites d'une nouvelle élite de « self made men » constitués d'entrepreneurs, d'hommes d'affaires et de commerçants issus de ce secteur non structuré et contrôlant d'importants pans de l'économie sénégalaise, particulièrement dans le domaine de l'import-export. La capacité de ces opérateurs économiques, le plus souvent, réputés pour leur « ruse » et leur « rusticité » se trouve facilitée par l'existence d'une diaspora sénégalaise établie dans les pays ravitailleurs (Tall, 2002).

Ceci vient mettre en lumière l'importance cruciale de la « rente de l'émigration » pour une bonne partie des ménages sénégalais dépendants des envois monétaires des nombreux Sénégalais établis en France, en Italie, en Espagne et aux États-Unis et en Afrique. La manne financière de l'émigration, estimée en 2002 à 242,5 millions de dollars américains selon l'OCDE et la BAD (2004), constituer « une éclaircie dans la grisaille de la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs locaux » (Tall, 2002 : 560). Ces nouveaux acteurs qui n'ont pas emprunté les voies classiques de l'ascension sociale (à travers l'école et la fonction publique) s'imposent de plus en plus comme les nouvelles figures de la réussite sociale et les modèles d'identification des « générations de la crise et de l'ajustement » qui ont perdu foi en l'école et sont moins attirées par la profession de fonctionnaire (Havard, 2001).

La dépendance de la population envers « l'argent des émigrés » recyclé dans des dépenses de consommation courante, dans des projets immobiliers, dans la mise en place de PME/PMI¹³ et dans la construction et/ou l'équipement de structures communautaires comme les centres de santé, les établissements scolaires ne fait que traduire une dépendance plus globale de l'économie nationale à l'égard des flux financiers internationaux. Les ménages des grandes zones de départ (Louga, Diourbel et Matam) y comptent pour leur survie, les organismes non gouvernementaux et les structures de la société civile y trouvent les moyens de réalisation de leurs initiatives de développement. L'État, lui-même, en dépend, à travers l'aide internationale et l'endettement, pour le financement de ses projets et programmes car le Sénégal fait partie des pays les plus aidés en Afrique subsaharienne : 45 dollars américains par habitant en 2002 d'après l'OCDE et la BAD (2004). Les pouvoirs publics tablent aussi sur la rentrée de devises générées par le tourisme et l'exportation de produits halieutiques, agricoles et miniers mais aussi sur des recettes douanières indispensables pour un financement des objectifs de développement. Au cœur de ceux-ci, se trouve aujourd'hui la lutte contre la pauvreté élevée au rang de priorité par les pouvoirs publics et les institutions internationales et les bailleurs de fonds qui les appuient (PNUD Sénégal, 2001 ; Sénégal, 2002 ; Cling et *al.*, 2003).

¹³ Petites et moyennes entreprises/Petites et moyennes industries.

« La société sénégalaise est dans une situation de crise sans précédent ; elle est en proie à la paupérisation à un rythme croissant et inquiétant », tel était le diagnostic de l'économiste Makhtar Diouf (1992 : 81) au début des années 90 au terme de son étude sur les conséquences sociales des politiques d'ajustement structurel. Aujourd'hui, plus d'une décennie plus tard, ses observations restent toujours d'actualité. Le diagnostic de Diouf se trouve confirmé une dizaine d'années plus tard lors que Diop (2004b : 14) répertorie une série de difficultés comme « l'approfondissement de la pauvreté, la dégradation des infrastructures sanitaires, la difficulté des enfants en âge d'aller à l'école de le faire, les arbitrages des ménages en défaveur de l'école et de la santé ». Malgré une situation privilégiée, l'agglomération de Dakar se ne trouve pas épargnée par les difficultés économiques et sociales que traverse le Sénégal.

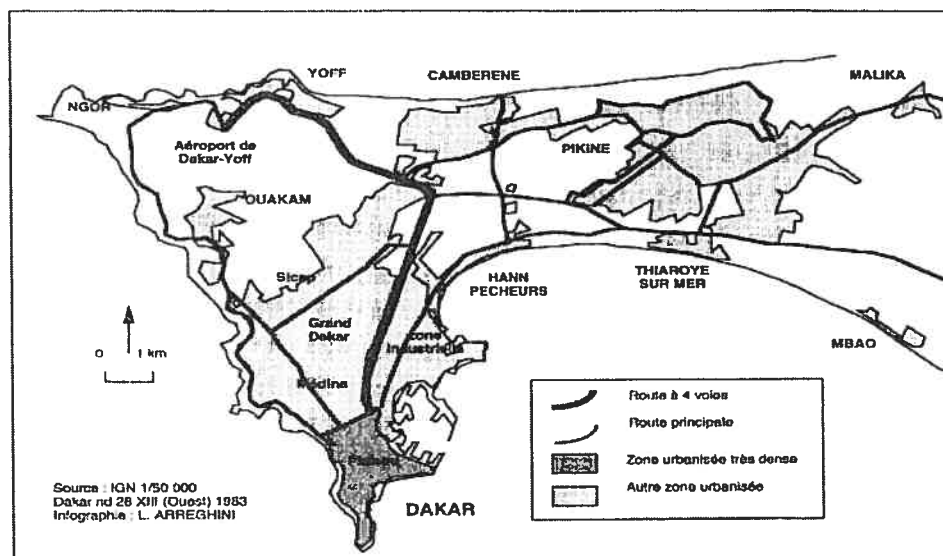
3.3 – Dakar comme « laboratoire » de la question sociale au Sénégal

La région de Dakar jouit d'un statut particulier au sein de l'espace national sénégalais de par son poids démographique et économique et son rôle aux plans administratif et politique. Cette situation est porteuse de déséquilibres et d'entraves au développement du pays. La position privilégiée de la ville de Dakar au sein de l'ensemble national ne l'a pas mise cependant à l'abri des problèmes sociaux, économiques et politiques affectant la société sénégalaise. Ces problèmes y revêtent une tonalité et une ampleur singulières si bien que nous avons été amené à considérer Dakar comme un « laboratoire » de la « question sociale » au Sénégal.

3.3.1 – Le poids de Dakar : hypertrophie et déséquilibres

Bâtie sur une superficie de 528 km² (ne représentant que 0,3 % du territoire national), l'agglomération de Dakar qui épouse les contours de la région administrative de Dakar (anciennement région de Cap-Vert) est constituée, selon le plus récent découpage administratif, des départements de Dakar, Pikine et Rufisque (Sénégal, 2004). Dakar occupe la presqu'île du même nom située dans la partie la plus occidentale du Sénégal comme le montre la carte ci-dessous.

Figure 2: L'agglomération de Dakar



Source : Werner (1993)

Le poids économique, démographique et politique de Dakar est porteur d'une situation de déséquilibre que les experts en urbanisme et en aménagement territorial ont analysé à travers le terme de « macrocéphalie urbaine »¹⁴. La macrocéphalie qui caractérise l'urbanisation des villes d'Afrique (Dubresson et Raison, 1998) se traduit dans le cas du Sénégal par une concentration de la majeure partie des activités économiques, politiques et administratives dans la région de Dakar. Celle-ci combine une vocation économique (principale métropole et capitale des affaires) et un rôle politique (capitale politique, pôle central de décision) à l'origine d'une hypertrophie dans l'aménagement de l'espace sénégalais.

Malgré les efforts réalisés en vue de contrebalancer les effets pervers de cette « macrocéphalie urbaine », Dakar demeure, le pôle de concentration de la majeure partie des activités administratives, financières, économiques, politiques, scolaires

¹⁴ Ce terme fortement employé en urbanisme et en sociologie urbaine pour désigner certains traits singuliers de l'urbanisation dans les pays du Sud sert à désigner la concentration de la population dans les villes les plus importantes d'un pays. Pour le cas précis de Dakar, elle résulte d'inégalités régionales de développement largement favorables à la capitale économique et politique du Sénégal où se trouvent concentrées la majeure partie des infrastructures scolaires, des installations industrielles, des services administratifs. Ce qui concourt à alimenter le « gigantisme » de la ville qu'accroissent les forts courants migratoires provenant des villes de l'intérieur, des zones rurales et des pays limitrophes ainsi qu'un fort taux d'accroissement naturel.

du Sénégal (Sénégal, 2004). Les politiques de décentralisation et de déconcentration menées par les autorités sénégalaises n'ont pas encore permis de renverser l'hypertrophie de Dakar qui continue d'être le lieu de convergence de flux de population, de marchandises au Sénégal si bien que des projets de délocalisation de la capitale¹⁵ vers un site de l'intérieur du pays sont de plus en plus envisagés par les pouvoirs publics actuels comme solution radicale (et ultime ?) au lancinant problème de l'engorgement de Dakar.

Le développement de Dakar ainsi que la croissance de sa population ont été ininterrompus depuis sa fondation même si le processus d'urbanisation de la ville a connu des phases d'accélération et de ralentissement dépendamment de l'évolution de la conjoncture économique (Antoine et *al.*, 1995). Les péripéties de l'évolution de l'agglomération dakaroise sont indissociables d'événements significatifs ayant jalonné l'histoire du Sénégal. Les faits majeurs, en ce qui concerne l'espace dakarois, ont été son choix comme capitale de l'Afrique occidentale française (AOF) et comme capitale administrative du Sénégal indépendant en 1957 au détriment de la ville de Saint-Louis située au Nord du Sénégal. Ces décisions politiques ont joué un grand rôle dans le processus d'urbanisation à Dakar si bien que depuis le début de la période post-coloniale, l'accélération de l'urbanisation de Dakar, même si elle a connu des phases de relâchement, ne s'est jamais estompée (Antoine et *al.*, 1995).

L'hégémonie dakaroise ne se manifeste pas seulement au plan économique. Elle s'exprime également du point de vue démographique mesurable à travers l'évolution continue du pourcentage de la population dakaroise par rapport à la population urbaine et à la population totale du Sénégal. A titre d'illustration et comme l'indique le tableau ci-dessous, la population dakaroise qui constituait déjà

¹⁵ L'actuel chef de l'État et son équipe au pouvoir ont fait du transfert de la capitale vers un nouveau site situé au Centre-Ouest du pays un ambitieux élément de leur programme. Actuellement, le site a été identifié et la réflexion est en cours pour le financement et la réalisation de ce projet de grande envergure. Il faut signaler que le transfert envisagé est loin de faire l'unanimité au sein de la population sénégalaise. Certains ne manquant de dénoncer le caractère improvisé du projet, son inopportunité et son coût exorbitant, entre autres. Quelle que soit la position affichée, ce débat a au moins le mérite de poser le réel problème de la « saturation » de Dakar et ses conséquences sur l'aménagement équilibré de l'espace.

43 % de la population urbaine sénégalaise représente, plus de quatre décennies après, 55 % des citadins, soit 24 % de la population totale du Sénégal. Dakar continue de concentrer une part importante de la population sénégalaise et d'exercer une puissance économique et démographique qui se fait souvent au détriment des villes secondaires et des zones rurales. Le tableau ci-après donne donc un aperçu synoptique du poids démographique de Dakar, ainsi qu'une vue sur l'urbanisation croissante de la population sénégalaise.

Tableau 3 : Urbanisation et poids démographique de Dakar

Pop \ Années	1955	1960	1976	1988	1993	2000
Pop. urbaine/Pop. Sénégal	21 %	28 %	36 %	39 %	41 %	44,5 %
Pop. Dakar/Pop. urbaine	43 %	46 %	45 %	47 %	54,2 %	55 %
Pop. Dakar/Pop. totale	11 %	12 %	16 %	19 %	21,5 %	24 %

Sources : Recensements de 1955, 1976, 1988 ; Mainet (1988) ; DPS (1992 et 1998) cités par Adjamagbo et Antoine (2002 : 521)

La macrocéphalie de Dakar et son statut d'unique pôle économique et industriel sont illustrés par un certain nombre d'indicateurs sociaux, économiques et démographiques. Selon Antoine et Savané (1990 : 13), Dakar « concentre 67 % de la production industrielle et 73 % de la valeur ajoutée nationale ». Cette position permet de comprendre l'attraction que Dakar exerce sur son hinterland (les villes secondaires et les zones rurales du pays) et sur les pays limitrophes du Sénégal (Guinée, Mauritanie, Mali), une attraction responsable des taux d'urbanisation affichés par la capitale sénégalaise, ainsi que des pourcentages occupés par Dakar dans la répartition de la population : l'agglomération dakaroise¹⁶ « accueille 19 % de la population totale sénégalaise et près de 54 % de la population urbaine estimée à 39 % de la population totale » (Fall, 1994 : 293).

¹⁶ Par l'expression d'agglomération dakaroise, nous faisons référence à l'espace urbain qui englobe la ville de Dakar et son « double » selon l'expression de Marc Vernière pour désigner la ville de Pikine née de l'excroissance de Dakar pour devenir une commune plus peuplée et moins équipée que celle-ci. Le terme d'agglomération dakaroise cache, bien sûr, les disparités entre les villes, les communes d'arrondissement, les quartiers constitutifs de cet espace urbain qui continue d'accueillir une bonne partie des migrants inter-urbains.

L'agglomération dakaroise ne forme pas un espace uniforme du point de vue de l'aménagement de l'espace, du poids et du rôle économiques de ses composantes. Elle est constituée de la juxtaposition de plusieurs espaces et de quartiers dont les histoires, le poids démographique, la vocation urbaine, les modalités d'occupation de l'espace sont hétérogènes. La ville de Dakar en est le centre névralgique avec son Plateau comme centre des affaires, sa zone industrielle contiguë au port, son aéroport, ses quartiers résidentiels, son quartier des ambassades. Elle peut être vue comme la « vitrine moderne » de l'agglomération. Par contre, les quartiers populaires, les villes de Pikine et de Guédiawaye semblent confinées dans le statut de cités-dortoirs dont rend bien compte leur poids démographique au sein de l'agglomération. Cette situation débouche sur un découpage de l'espace dakarois entre un centre qui concentre presque tout en termes d'infrastructures, d'activités et de fonctions et une périphérie ayant surtout une vocation résidentielle, un faible rôle économique tournant autour d'activités commerciales et de l'économie informelle (Werner, 1993 ; Antoine et *al.*, 1995).

Dakar est de ce fait un espace caractérisé par des inégalités économiques et des disparités sociales marquées qui se reflètent à travers la diversité des standings et du niveau d'équipement des ménages et des quartiers, les différences dans le style des résidences et les écarts entre les échelles de revenus des habitants (Werner, 1993 ; Antoine et *al.*, 1995 ; Fall, 2001 ; Adjamagbo et Antoine, 2002 ; Antoine et *al.*, 2002). Cette hétérogénéité s'exprime également à travers la diversité ethnique, linguistique et religieuse qui peut être observée au niveau de la population dakaroise. Les différents contrastes repérables dans le paysage urbain de Dakar ne sont cependant pas en mesure d'occulter la situation privilégiée qui est la sienne dans l'espace sénégalais et qui est imputable à une pluralité de facteurs d'ordre historique, géographique, politique et économique. La position favorable de Dakar que contribue à renforcer cette panoplie de facteurs ne doit pas non plus masquer les problèmes sociaux et économiques qui y sont enregistrés.

3.3.2 – Dakar comme lieu de focalisation des problèmes sociaux

Le choix de Dakar comme terrain d'étude pour analyser la configuration et la dynamique des rapports communautaires de solidarité dans un contexte de pauvreté peut *a priori* sembler paradoxal dans le contexte du Sénégal. Ce paradoxe se trouve, en partie, justifié par le statut de la ville dans l'ensemble sénégalais, mais aussi par sa position privilégiée en tant que principal pôle industriel et lieu de concentration de la majeure partie des activités économiques du pays comme nous venons de le montrer. Mais le paradoxe entrevu s'estompe si l'on sait que l'hégémonie de Dakar s'accompagne aussi d'une concentration humaine qui se conjugue avec une accentuation des problèmes sociaux recensés au Sénégal. Du fait de son pouvoir d'attraction, Dakar continue d'accueillir chaque année des milliers de personnes à la recherche de meilleures conditions de vie. Ces personnes viennent s'ajouter à une population en augmentation dans un contexte global marqué par la raréfaction des emplois et la paupérisation de larges segments de sa population. La capitale sénégalaise est marquée par une double caractéristique : celle de lieu de création et d'accumulation des richesses et celle de lieu de focalisation des problèmes sociaux et des inégalités sociales (Benga, 2001).

Globalement, Dakar est en butte à des problèmes sociaux dont l'ampleur et l'intensité sont exacerbées par son statut et la jeunesse de sa population : pauvreté en extension, inégalités sociales, chômage, exclusion scolaire et professionnelle, prostitution, violence urbaine, fragilisation des institutions sociales, mendicité, précarisation des conditions de vie, monétarisation et durcissement des rapports sociaux, délinquance, multiplication de quartiers « flottants » (irréguliers), affaiblissement et remise en cause des valeurs sociales traditionnelles, avènement de nouveaux systèmes de référence (Werner, 1992 ; Antoine et *al.*, 1995 ; Werner, 1997). Il s'agit donc d'autant de composantes d'une « question sociale » qui font de la ville de Dakar un site *ad hoc* pour l'étude de la « modernité » en gestation dans la société sénégalaise.

La capitale sénégalaise constitue un lieu indiqué pour décrypter les signes des changements l'affectant et répertorier les difficultés de tout ordre qu'elle doit

surmonter. Un tel statut se traduit alors par le fait que Dakar demeure non épargnée par les problèmes sociaux avec lesquels le Sénégal est aux prises comme nous l'avons montré plus haut. Certains de ses problèmes y revêtent même une tonalité singulière, comme le problème de la pauvreté qui ne cesse de s'étendre dans les quartiers défavorisés et même dans les quartiers naguère faiblement affectés comme les HLM (Fall, 2001 ; Antoine et *al.*, 2002)

Un autre facteur venant renforcer le statut conféré à Dakar dans la présente recherche a trait au fait que Dakar reste marquée par des inégalités de diverse nature. Parmi ces inégalités, celles d'ordre économique, social et spatial revêtent une grande ampleur. Le caractère prononcé de ces inégalités nous amène à conclure à une « société dakaroise à double vitesse » tant les écarts peuvent être étendus du point de vue des niveaux et modes de vie, du standing socio-économique, entre les couches urbaines aisées parce que déployant des « stratégies conquérantes » en temps de crise (privilèges liés à des positions de pouvoir au sein de l'appareil d'État, réussite dans l'économie informelle, rente de l'émigration, succès dans une profession libérale ou dans le domaine des sports et des loisirs, réussites dans l'univers des « affaires » ou dans le « monde du développement ») et celles en situation de pauvreté ou en voie de paupérisation reléguées dans les quartiers populaires ou ceux qualifiés de « spontanés ».

Ces inégalités trouvent une partie de leur soubassement dans le mode d'aménagement de l'espace urbain et cela depuis la période coloniale. Un aménagement qui est venu consacrer la césure entre un centre, site névralgique des affaires et une périphérie, lieu d'accueil des « bas-revenus », du « sous-prolétariat urbain » et des migrants qui viennent s'ajouter à la population dakaroise. La coupure dans l'espace urbain se manifeste également à travers le contraste entre l'architecture et le style somptuaire des villas luxueuses des quartiers des couches aisées (*Almadies, Fann, Maristes*) et les habitations sommairement construites des quartiers en voie de « bidonvilisation » dépourvus de tout équipement de base (électricité, école, voirie, assainissement). Les inégalités dans les modes de vie, les échelles et les sources de revenus, le taux d'équipement des ménages peuvent être repérées à l'intérieur d'un même espace géographique ou social. Une indication

empirique en est donnée notamment à travers le contraste au cœur du centre-ville entre les tours d'immeubles et les baraques des quartiers pauvres de *Rebeuss* et *Niayes Thioker* refuge de la précarité au cœur du Plateau.

L'agglomération urbaine de Dakar est donc loin d'être un espace homogène malgré l'existence d'un courant d'homogénéisation baptisé de « modèle islamo-wolof » par l'historien Mamadou Diouf (2001) pour faire référence à l'expansion de la religion musulmane et de la langue wolof. Adjamagbo et Antoine (2002) donnent un portrait de l'ampleur des inégalités sociales à Dakar.

« À partir des données collectées en 1989 à Dakar sur la possession de biens domestiques, une échelle de niveau de vie allant de 0 à 5 a été construite. À l'une des extrémités, on trouve ceux qui n'ont aucun bien domestique (ou tout juste un poste radio). Cette situation est vécue par plus de la moitié des ménages (52 %), ce qui montre le dénuement qui frappe une proportion importante des ménages dakarois. À l'autre extrémité, seulement 4 % des ménages possèdent la quasi-totalité des biens domestiques mentionnés. La disparité des conditions de vie dans la capitale est donc importante. L'analyse des enquêtes ESAM et EDMC confirme dans les grandes lignes cette inégalité dans la répartition des revenus. En 1994, 7,5 % des ménages les plus riches concentrent 20 % des dépenses, et 46 % des ménages sont dans le dernier quintile des plus pauvres. En 1996, ces portions sont respectivement de 6,7 % et 48 %. Les plus riches dépensent en moyenne dix fois plus que les plus pauvres » (p. 527).

L'un des fondements de la fragmentation de l'espace dakarois est finalement d'ordre économique. Sa matérialisation se traduit par une démarcation entre une minorité urbaine aisée et une frange plus nombreuse de la population reléguée dans le dénuement et l'indigence. C'est dire donc que la pauvreté est une composante majeure de la « question sociale » à Dakar malgré la faiblesse du taux de pauvreté enregistré à Dakar par rapport aux autres centres urbains et aux zones rurales : 53 % pour ce qui est de l'incidence de la pauvreté à Dakar selon le volet quantitatif de l'*Enquête participative de perception de la pauvreté* de 2001 contre 73,3 % pour les autres villes du pays et entre 82 et 94 % pour les zones rurales.

La meilleure situation socio-économique de la capitale ne préserve cependant pas les ménages d'un basculement dans la pauvreté. Sa prévalence et sa

sévérité sont alimentées par les chocs brutaux qui ont affecté les ménages au cours des années 80 et qui ont laissé une bonne partie d'entre eux dans des difficultés chroniques aiguës pour satisfaire les besoins sociaux de base. Elles sont nourries par une élévation des standards sociaux de réussite et un accroissement des aspirations au confort et au luxe dans la capitale alors que les tendances lourdes y révèlent, d'un point de vue socio-économique, une généralisation de la précarité puisque plus de la moitié de la population dakaroise est classée parmi les pauvres selon certaines données statistiques récentes (Sénégal et PNUD, 2001 ; Sénégal, 2002 ; Adjamagbo et Antoine, 2002).

Une des caractéristiques de la population dakaroise est la prépondérance des jeunes. Le recensement de 1988 révélait que 54,8 % des Dakarois sont âgés de moins de 20 ans (Ndiaye et Charbit, 1994). La forte représentation des jeunes s'accompagne d'une demande sociale élevée en matière d'éducation, d'emploi et de logement alors que ces secteurs ont beaucoup souffert au cours de ces dernières décennies des mesures de restriction budgétaire qui ont grandement affecté la part des finances publiques allouée au financement de ces secteurs sociaux (Diop, 2004b). Les problèmes de la frange juvénile de la population dakaroise s'en trouvent exacerbés. Ils ont entre autres noms : une formation scolaire et universitaire « dévaluée », une entrée retardée ou compromise sur le marché de l'emploi, le confinement dans un chômage de longue durée et dans une précarité socio-économique même pour la catégorie des plus instruits, le report des aspirations en matière de mariage, d'autonomie résidentielle, une prise de rôles retardée à l'intérieur des familles et dans la société globale (Antoine et Djiré, 1998 ; Benga, 2001 ; Fall, 2001 ; Diop, 2002c ; Antoine et *al.*, 2002 ; Antoine et *al.*, 2003).

Les jeunes semblent avoir payé un lourd tribut à la détérioration de la conjoncture économique à Dakar. Ils ont grandement souffert de la déliquescence et la dévalorisation de la qualité de la formation du système public d'enseignement (grèves, année blanche, session unique) et du tarissement des emplois dans la fonction publique. L'acuité de la pluralité de contraintes que doivent affronter les jeunes dakarois n'est pas étrangère à leur ambition plus affirmée d'explorer et d'investir de nouvelles trajectoires de promotion sociale à travers l'émigration, la

musique, le sport ou le « business » pour désigner l'univers des « affaires » en général « licites comme illicites » (Havard, 2001 ; Antoine et *al.*, 2002 ; Tall, 2002).

Aussi, n'est-il pas surprenant d'assister à l'émergence et au développement à Dakar d'une série de « fléaux sociaux » dont la cause est implicitement ou ouvertement rattachée à la situation difficile des jeunes : violence urbaine, banditisme, jeunes de la rue, phénomène des bandes, toxicomanie. La terreur inspirée par les « agresseurs » est une indication de l'incrustation de la violence dans le tissu social dakarois. Ce terme est emprunté dans le langage dakarois pour désigner le jeune « marginal » se livrant au « vol à l'arraché » sous la menace d'une arme, le plus souvent, blanche. Les « agresseurs » qui incarnent les figures de la nouvelle criminalité juvénile à Dakar peuvent détrousser leurs victimes en plein jour ou faire régner leur loi dans des espaces réputés pour leur dangerosité et baptisés, dans certains quartiers, sous des termes très évocateurs de « coin du diable » ou de « rue bagarre » (Diop et Faye, 2002).

Le problème de la violence et de la criminalité est donc au centre de la « question sociale » à Dakar de même que les « déboires d'une jeunesse urbaine désabusée et désenchantée » du fait d'un statut socio-économique de plus en plus précaire. Il est clair que la jeunesse dakaroise ne forme pas un ensemble homogène. Elle est traversée de lignes de fracture à teneur économique, scolaire et identitaire. Cette hétérogénéité ne fait que reproduire les éléments de clivage propres à une société urbaine dakaroise elle-même fragmentée.

Dakar : une ville privilégiée dans l'étude des systèmes de solidarité en situation de contraintes économiques. Une telle conclusion ressort nettement de l'examen du poids de la ville de Dakar dans l'espace national sénégalais. Sa suprématie est totale, voire écrasante aux plans démographique, économique, politique et social. Elle est de nature à renforcer son « gigantisme » et à donner un niveau d'acuité plus élevé aux problèmes constitutifs de la « question sociale » qui est observée et sur laquelle nous avons voulu nous appesantir dans ce chapitre. Nous avons cherché à y brosser un portrait du contexte économique et spatial dans

lequel nous comptons inscrire l'analyse de la dynamique des solidarités communautaires dans un environnement de crise. L'observation sur une longue durée des tendances sociales et économiques fait apparaître la montée de défis de taille dont la pauvreté est au centre. Ses formes d'expression, les réactions qu'elle suscite, les types de comportement qu'elle fait naître sont pluriels et revêtent une configuration différentielle selon divers facteurs que nous identifierons. Les réponses des ménages à cette pauvreté ont diverses formes mais elles ont accordé une grande place aux solidarités communautaires. Cette place est à la hauteur du statut conféré à celles-ci dans la société sénégalaise.

3.4 – La solidarité dans la société sénégalaise : légitimation et structuration

Les structures sociales restent caractérisées, au Sénégal, par l'importance et la prégnance de la solidarité. À ce titre, il ne serait pas exagéré de dire que « l'*homo senegalensis* est un *homo socius* », une personne résolument tournée vers la solidarité à l'intérieur de la sphère conjugale, dans l'espace familial ou dans le champ du lignage. Un autre pouvant en témoigner est la prépondérance des associations et des structures communautaires de regroupement à caractère religieux, social ou culturel. Divers systèmes de légitimation, une panoplie de mécanismes d'organisation ont été mis en place pour régir son fonctionnement et sa structuration.

3.4.1 – La solidarité au cœur de la redistribution sociale

Les travaux sur les structures sociales ont pour dénominateur commun l'insistance sur l'importance des solidarités communautaires et leur caractère indispensable pour la prévention des incertitudes et la prise en charge sociale des personnes dans la société sénégalaise (Pélissier, 1966 ; Ly, 1966 ; Diop, 1985). La solidarité constitue donc l'un des piliers de base de l'organisation sociale dans le passé comme dans la période actuelle malgré les changements qu'il est possible de déceler dans le fonctionnement des systèmes communautaires d'entraide et sur lesquels nous reviendrons à la lumière de nos données de terrain. Elle demeure inscrite parmi les valeurs éminentes des divers groupes constitutifs de la société

sénégalaise. En effet, l'entraide, le devoir d'assistance envers les parents, plus largement envers les personnes nécessiteuses, démunies, handicapées, demeurent autant d'actes hautement valorisés dans la société sénégalaise (Vuarin, 1990).

Différents systèmes de légitimation sont mis en place pour donner une solide assise idéologique au devoir de solidarité posé comme impérieux dans un système social où l'on recourt alors à divers moyens pour en assurer l'acceptation et la reproduction. Il est évident que la structuration de la solidarité, le système idéologique garantissant sa pérennité, les valeurs de base sur lesquelles elle est fondée sont fonction des groupes sociaux, économiques, ethniques composant une société sénégalaise elle-même plurielle, éclatée et fort différenciée. Il est donc nécessaire de tenir compte de cette hétérogénéité et de cette différenciation en vue de mieux faire ressortir l'importance conférée à la solidarité dans les différents systèmes sociaux. Il est tout aussi indiqué de tenir compte de la pluralité des systèmes de référence des Sénégalais.

La solidarité reste le principe de base sur lequel prend appui l'organisation de la société. Divers travaux en rendent compte. C'est ainsi que chez les Wolofs étudiés par Abdoulaye-Bara Diop (1985), l'individu n'est rien sans le groupe social auquel il est rattaché. L'individu s'efface devant la toute puissance du groupe. Aussi est-il amené à interioriser et à reproduire des comportements orientés vers l'entraide, le partage et la redistribution de ses moyens pécuniaires et de ses biens matériels. La socialisation demeure ainsi un puissant outil dont dispose la société wolof pour amener les individus à se conformer et à s'approprier cette exigence de solidarité. L'une des manifestations de la solidarité dans l'organisation socio-économique est traditionnellement l'existence du champ collectif posé comme symbole de l'unité du groupe familial.

Cette solidarité pouvait aussi s'exprimer à travers l'importance dévolue à l'entraide dans les travaux domestiques, les activités agricoles ou toute autre activité exigeant une mise en commun des moyens et des ressources humaines, économiques et matérielles, ce qui permettait ainsi de lever ou de surmonter la

contrainte de leur faiblesse ou de leur caractère rudimentaire. La solidarité apparaissait comme inscrite dans les logiques de survie des différents groupes constitutifs de la famille traditionnelle. Elle constituait aussi un élément central des systèmes d'échange entre les individus et les groupes ou à l'intérieur de ceux-ci (familles, classes d'âge, castes) suivant des principes, des logiques et des règles bien définis et délimités par la société. C'est ainsi que des normes explicites pouvaient régir les liens de solidarité qu'une personne dans le besoin devait activer ou bien identifier les personnes et les groupes de parenté auxquels elle devait s'adresser en priorité.

Les règles édictées pour réguler le fonctionnement des solidarités dans la sphère familiale demeurent inscrites dans un cadre plus global de normes, de conventions et de prescriptions agencant la famille dans son ensemble : fonctions des différentes branches de la parenté dans l'expression de la solidarité, nature des liens de solidarité, fonctionnement du système d'échange de réciprocités, structures de solidarité. L'intériorisation de l'inclination à l'entraide et l'acceptation de l'obligation de solidarité sont assurées par des mécanismes de socialisation qui promeuvent, à un niveau très élevé, la primauté du groupe sur l'individu. On est de ce fait en présence d'une « éthique communautaire » cultivant à un niveau élevé la redistribution selon une logique horizontale ou verticale (Sarr, 1997). De ce point de vue, la famille semble constituer une « structure élémentaire de sécurité » (Locoh, 1993c) pour la prise en charge des drames quotidiens comme des catastrophes collectives. Elle semble fonctionner comme une institution vitale vouée à une fonction de redistribution des revenus et des ressources entre ceux qui en sont pourvus et ceux qui en ont peu ou n'en ont pas du tout.

Différentes règles sont prescrites pour encadrer le fonctionnement des relations de solidarité, les acteurs qu'elles mettent en jeu (ou plutôt en situation de face-à-face), le sens des principes de réciprocité, le déroulement de la redistribution dans les différents espaces d'expression et de déploiement de la solidarité (ménage, familles restreinte et élargie, voisinage, cercle amical). C'est dire que les pratiques de solidarité ont pour soubassement un système idéologique concourant par divers moyens à leur légitimation, leur organisation et leur fonctionnement.

3.4.2 – Un système de « production » et de « reproduction » de la solidarité

La solidarité repose sur des mécanismes qui assurent un maillage social serré, bâtis autour d'une circulation de biens et de services des nantis vers les démunis, des fils vers les parents, des cadets vers les aînés, des nantis vers les défavorisés, des hommes vers les femmes, des castes supérieures vers les castes au bas de l'échelle sociale. Le tout étant renforcé par des normes religieuses qui servent en outre d'éléments de référence pour la légitimation de la solidarité (Vuarin, 1990). D'ailleurs du point de vue des fonctions jouées par la solidarité dans la société sénégalaise, il est possible de mettre de l'avant des fonctions symbolique, religieuse, sociale et économique.

La fonction religieuse est aujourd'hui renforcée par l'importance du registre islamique dans les systèmes de référence des Sénégalais. L'impôt légal (ou *zakat*) et l'aumône constituent des pratiques socialement et religieusement acceptées et demeurent des actes de dévotion certes, mais aussi d'expression d'une solidarité à soubassement religieux (Vuarin, 1990). La dimension symbolique fait référence à des sacrifices et à des dons faits dans l'optique d'une rétribution ultérieure (faire un don pour conjurer un mauvais sort, pour s'attirer la chance). Du point de vue social, la solidarité est ici mise au service du raffermissement de liens sociaux, un moyen d'expression d'une identité ou un signe d'appartenance à une collectivité (famille, lignage, association, classe d'âge). La fonction économique fait ressortir le rôle de la solidarité dans le système de redistribution sociale selon des logiques, des finalités et des schémas d'organisation pouvant être variés (Sarr, 1997).

Tout est mis au service de la redistribution sociale, y compris les cérémonies familiales qui « constituent des opportunités importantes pour recevoir le soutien financier et social de l'ensemble des groupes auxquels les individus font partie. Elles constituent, en effet, des occasions privilégiées de rassembler un nombre important de personnes, en même temps que de recevoir des biens dans un contexte où, traditionnellement et symboliquement, « le prestige se mesure par les ressources aussi bien matérielles qu'humaines dont un individu dispose » (Bop, 1996 : 144).

L'ensemble de ces fonctions concourt à donner une certaine vitalité à la solidarité qui est à concevoir alors dans la société sénégalaise comme un « impératif catégorique » et une « obligation morale ». Elle traverse tout le système social et se trouve prise en charge par une pluralité de structures. Le premier cadre d'expression de cette solidarité est souvent la cellule familiale. Les pratiques de solidarité doivent y être vivaces, agissantes mais elles demeurent encadrées par un ensemble de principes directeurs et de normes (obligation de prise en charge des parents incombant aux enfants sitôt qu'ils en ont les moyens par exemple). Les relations de solidarité font l'objet de prescriptions sociales à l'intérieur de la sphère familiale qui demeure un cadre de socialisation, un lieu de socialité, un champ de sociabilité. Les relations qui y sont observées se retrouvent reproduites à une échelle qui dépasse les frontières de la famille : dans la famille étendue, dans le voisinage, à l'intérieur du lignage, dans les classes d'âge et les associations (Fall, 1991).

Toutes ces structures constituent des cadres de déploiement de l'entraide communautaire mêlant finalité morale, visée redistributive et sécurité matérielle. Ces formes sociales constituent autant d'instances d'actualisation de relations de solidarité. Elles peuvent avoir une légitimité traditionnelle (cas des classes d'âge), une légitimité religieuse (associations religieuses), une légitimité sociale ou bureaucratique (associations informelles ou formelles). Elles peuvent aussi combiner plusieurs de ces caractéristiques. Les finalités de tels cadres peuvent ne pas être explicitement orientées vers la solidarité mais une observation approfondie laisse transparaître un objectif implicite de promotion de l'entraide et de la circulation de réciprocités. C'est donc dire que la solidarité a conservé sa centralité dans les systèmes de référence, ainsi que dans les pratiques, comme en témoignent l'importance des réseaux sociaux dans les cadres de référence des citoyens d'aujourd'hui.

L'importance des réseaux sociaux en milieu urbain dakarois a été mise en lumière au cours des années 90 dans le cadre de recherches sur l'insertion sociale et professionnelle des migrants (Antoine et Coulibaly, 1989 ; Ouédraogo et Piché, 1995). Les réseaux ont été alors envisagés comme des lieux d'échange et de flux d'information, des espaces de cristallisation et de reproduction de liens de solidarité

à soubassement ethnique, familial, géographique et religieux. Ils sont mis au service des personnes nouvellement arrivées en ville et leur servent « d'instruments ou d'appareils » dans une perspective d'intégration sociale et d'insertion professionnelle (Fall, 1994). C'est parce qu'ils offrent les avantages de la transversalité, de la fluidité et de la souplesse que les réseaux apparaissent aux citadins comme des cadres de recomposition de liens affinitaires qui se trouvent dans un nouvel environnement social défini par sa complexité et son hétérogénéité par rapport aux structures classiques d'expression de la solidarité dans la société sénégalaise (Fall, 1991, 1994). Il serait, cependant, impropre de parler de distanciation du point de vue des normes, des valeurs, bref de l'idéologie de légitimation de la solidarité dont les réseaux sociaux offrent les supports de déploiement.

L'usage des réseaux s'inscrit dans les pratiques quotidiennes des citadins pour une pluralité de raisons: identité sociale, objectifs personnels. Les réseaux demeurent des cadres de renégociation de liens affinitaires à caractère familial, ethnique, territorial et religieux. Ils définissent de nouvelles formes de citoyenneté et de « redynamisation » des logiques communautaires de solidarité sur des bases à caractère affinitaire mais aussi sélectif et instrumental. Les réseaux apparaissent alors comme des cadres « redéfinis », « réinventés » de la solidarité qui trouve ses piliers et ses leviers dans les représentations et les pratiques sociales des différents groupes constitutifs de la société sénégalaise.

Malgré leur poids, les solidarités communautaires ne forment pas la totalité de l'édifice de la sécurité sociale au Sénégal car il faut souligner l'existence d'un système institutionnel de solidarité sur lequel il est utile de donner un éclairage puisqu'il participe à l'architecture globale de la solidarité même s'il n'est directement accessible qu'à une frange minoritaire de la population.

3.4.4 – Le système institutionnel de solidarité : configurations et limites

Nous avons déjà esquissé dans notre analyse de la notion de solidarité une description des grands principes sur lesquels est fondée la mise en place des systèmes institutionnels de sécurité sociale en Afrique. Nous avons ainsi surtout insisté sur les limites des mécanismes institutionnels de solidarité qui ont été, dans la plupart des cas, le prolongement de systèmes embryonnaires de sécurité sociale établis par l'administration coloniale. Cette origine et ces limites peuvent être retrouvées dans le système institutionnel sénégalais de solidarité dont la mise en place traduit une volonté d'instaurer un système de sécurité sociale permettant aux individus et aux ménages d'accéder à des soins de santé et de disposer d'une sécurité du revenu, notamment dans les circonstances suivantes : vieillesse, chômage, maladie, invalidité, accident du travail, disparition d'un soutien de famille (Mouton, 1974).

Les jalons du système sénégalais ont été posés par l'administration coloniale, mais c'est surtout avec l'accès à l'indépendance qu'on peut véritablement parler d'un système national de solidarité institutionnelle avec la mise en place d'une panoplie de lois, d'institutions et de politiques ayant pour finalité la sécurité et la protection des travailleurs du secteur formel principalement et la mise en place de politiques sociales (Diop, 2001). Les mesures de solidarité institutionnelle ne concernent cependant pas directement l'ensemble de la population. Elles ont pour bénéficiaires exclusifs les salariés des secteurs public, parapublic et privé. Eux et leurs ayants droit sont ainsi les destinataires exclusifs des systèmes de prévention et de prise en charge des risques sociaux et professionnels (accidents de travail, maladies, licenciement, retraite, maternité). Ils sont aussi les usagers d'une diversité d'organismes ayant pour mission première leur protection : Caisse de sécurité sociale (CSS), Instituts de prévoyance maladie (IPM), Fonds national de retraite pour les fonctionnaires, l'Institut de prévoyance retraite du Sénégal ou IPRES (Ndiaye et Thiam, 1996 ; Fall, 2003).

Ces organismes représentent la clef de voûte du système institutionnel de solidarité dont le financement est assuré par l'État, les cotisations patronales et

celles des travailleurs. Ils ont la responsabilité de la gestion des différentes branches du dispositif de sécurité sociale. Selon Couty Fall (2003), il s'agit de :

- la branche des prestations familiales relevant de la Caisse de sécurité sociale (soins médicaux, allocation prénatales, allocations de maternité) ;
- la branche de prévention et de réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles du ressort de la Caisse de sécurité sociale (prise en charge médicale, indemnités et rentes en cas d'incapacité temporaire ou définitive de travail pour les travailleurs assurés) ;
- la branche vieillesse gérée par l'Institut de prévoyance retraite du Sénégal pour les travailleurs du secteur privé et le Fonds national de retraite pour les fonctionnaires ;
- la branche maladie relevant des Instituts de prévoyance maladie.

Ces branches forment donc l'ossature de l'édifice de la protection sociale à la disposition des travailleurs sénégalais et des personnes qu'ils prennent en charge. Puisque le travail (et dans le secteur moderne) en est le fondement, il s'ensuit que le taux de couverture d'un tel système est faible. Couty Fall (2003) l'estime à 13,3 % de la population sénégalaise totale. Une large proportion de la population s'en trouve ainsi exclue, notamment les travailleurs du secteur informel, les travailleurs agricoles, les victimes de la flexibilisation et de la précarisation des emplois ainsi que les titulaires des formes d'emploi atypiques (stagiaires, apprentis, contractuels, y compris des travailleurs employés par l'État lui-même comme l'illustre la situation des volontaires et des vacataires dans le secteur de l'éducation¹⁷) sans compter les sans-emploi (Ndiaye et Thiam, 1996).

¹⁷ Les volontaires et les vacataires forment une catégorie de travailleurs précaires recrutés par l'État à titre d'enseignants contractuels aux ordres d'enseignement surtout primaire, moyen et secondaire. Leur rémunération est constituée d'une indemnité mensuelle et ils n'ont pas droit à une prise en charge sociale à moins qu'elle doit individuellement souscrire.

Le fonctionnement et le financement mais surtout la pérennité du système institutionnel de sécurité sociale constituent de puissants défis pour l'ensemble de ses protagonistes : État, entreprises, travailleurs, institutions, assurés eux-mêmes (Fall, 2003). Ils requièrent des moyens budgétaires importants dans un contexte de morosité économique, de crise de l'emploi salarié alors que les charges que le système est appelé à supporter sont de plus en plus importantes (perte d'emploi, retraite, accroissement des effectifs des assurés, baisse des contributions). C'est donc reconnaître que le système de protection sociale doit faire face à des difficultés aiguës. Elles ont pour noms, entre autres : le coût de son financement, la faiblesse de l'effectif des personnes protégées, le déficit de certaines des institutions telles que l'IPRES et le Fonds national de retraite et la faiblesse des prestations.

Devant les limites de l'édifice de la protection sociale, des initiatives alternatives ont été progressivement développées pour répondre au défi de la couverture ou pour la prise en charge de besoins nouveaux (provenant des travailleurs du secteur informel par exemple). Elles ont émané d'initiatives endogènes ou ont été suscitées et encadrées par des organismes étatiques, des ONG ou des institutions comme la représentation locale du Bureau international du travail en vue d'offrir des services et des prestations à des catégories de travailleurs ou à des personnes en marge du système classique de protection.

Les mutuelles de santé ont représenté la charpente du modèle alternatif (Fall, 2003). Elles ont émergé dans les années 90 pour offrir des prestations dans le domaine de la santé à des membres regroupés sur une base territoriale ou professionnelle. Le développement de ces structures a connu une accélération à la fin des années 90 à la faveur des succès enregistrés par les « pionnières » et des mesures étatiques mises en place pour accompagner leur essor. Les mutuelles qui demeurent aujourd'hui des acteurs importants du paysage de la sécurité sociale en matière de santé constituent une tentative de réponse au défi de la protection sociale.

Il faut signaler que des formules d'assurances privées ont « essaimé », depuis les années 90 et surtout en milieu urbain dakarois, mais elles s'adressent en majorité à une clientèle aisée et solvable (les professions libérales surtout). La frange de la population exclue du système institutionnel demeure largement incapable d'accéder à ces assurances privées. Tout au plus, les mutuelles de santé et les outils par lesquels les acteurs du système institutionnel de solidarité (Caisse de sécurité sociale, IPRES, Ministère de l'Action sociale et de la Solidarité nationale) tentent de promouvoir son extension pourraient constituer des alternatives pour la majorité de la population qui, autrement, ne semblent compter que sur les solidarités communautaires pour surmonter les coups durs et pour survivre à certaines épreuves de la vie.

Globalement, du point de vue de la structuration des solidarités, deux systèmes peuvent être discernés. Ils paraissent être en articulation pour permettre aux populations de disposer de filets sociaux et institutionnels de protection contre les calamités, les problèmes sociaux, les incertitudes, les risques et les handicaps. Devant l'étroitesse et les limites de la solidarité institutionnelle, les solidarités communautaires semblent constituer les principaux leviers sur lesquels il devient indispensable de s'appuyer pour la majorité de la population. Dès lors, acquérir et fructifier son capital social, étoffer son réseau de solidarité, rester attaché à la solidarité, intérioriser et reproduire les éléments de la redistribution sociale, sont autant d'actes dans lesquels il est aisé de décrypter la vitalité de la solidarité communautaire dans la société sénégalaise.

Conclusion partielle

Ce chapitre a servi à présenter le contexte sénégalais en insistant sur les éléments susceptibles d'apporter un éclairage sur les différentes dimensions de notre recherche. Aussi y avons-nous polarisé notre regard sur le contexte de crise économique et sur la succession des programmes d'austérité dont la responsabilité est évoquée dans la détérioration des conditions de vie des ménages et des individus. Nous avons passé en revue les phases les plus importantes de l'évolution économique, politique et sociale du Sénégal en plus de faire ressortir les

configurations et les dynamiques d'une « question sociale » dont la pauvreté est au centre.

Des éléments d'appréciation du phénomène de la pauvreté ont été proposés autant à l'échelle nationale qu'à celle de la ville de Dakar. Cette dernière, au vu de son statut et de l'acuité des problèmes qui y sont enregistrés constitue un « laboratoire » indiqué pour l'étude de la « question sociale ». Nous avons mis en relief les éléments permettant de dépeindre la situation économique et sociale prévalant dans la capitale sénégalaise avant d'effectuer une mise à plat des fondements, des pratiques et des structures de solidarité dans la société sénégalaise. Nos efforts d'analyse ont surtout cherché à poser des jalons, à mettre en place le cadre de référence et à brosser à grands traits le contexte par rapport auxquels l'analyse et l'interprétation de nos données de terrain sur la solidarité vont être faites. Car les solidarités communautaires s'inscrivent dans un continuum sur lequel il est impossible de faire l'impasse sous peine d'occulter des éléments précieux qui donnent cohérence et logique aux actes et aux pratiques des personnes que nous avons interrogées dans le cadre de notre étude.

Les développements sur la solidarité dans la société sénégalaise sont à comprendre comme fournissant des données factuelles sur la structuration et la légitimation de faits de solidarité dans une perspective résolument historique. Ceci permet d'éclairer l'arrière-plan des tendances majeures de notre analyse des faits de solidarité que nous allons, en quelque sorte, « revisiter » à la lumière des données empiriques recueillies sur le terrain grâce à une méthodologie de recherche à orientation essentiellement qualitative.

Chapitre IV – Méthodologie de recherche

Une présentation est faite des implications méthodologiques de nos options théoriques à travers une description détaillée des grandes lignes du cadre méthodologique de recherche utilisé d'amont en aval de la thèse. La démarche globale dans laquelle s'inscrit la recherche est décrite de même que sont explicitées les orientations que nous lui donnons avant de présenter les sites où nos recherches de terrain ont été menées. Ensuite, un intérêt particulier est donné à la présentation de la stratégie de recherche ainsi qu'aux outils de collecte et de traitement des informations, ce qui nous permet enfin de retracer le déroulement du séjour sur le terrain afin de mettre au jour sur les conditions dans lesquelles la recherche a été effectuée à Dakar.

La question du choix des personnes interviewées et celle de leur représentativité sociologique sont abordées en détail en vue de justifier notre option de privilégier la recherche de la profondeur et du contraste. Nous conduisons par la suite une réflexion sur quelques questionnements épistémologiques suscités par l'orientation qualitative donnée à notre recherche (pertinence et valeur des discours recueillis, représentativité sociologique des personnes interviewées).

4.1 – Une recherche à orientation qualitative : fondements théoriques et implications méthodologiques

Notre démarche a été calée sur le cheminement méthodologique proposé par Quivy et Van Campenhoudt (1995). Nous lui avons conféré une orientation qualitative qu'on pourrait justifier de prime abord par le fait que le type de problématique adopté se prête davantage à des investigations sociologiques de ce type (étude de l'entrée et du vécu de la situation de précarité et de pauvreté, stratégies adaptatives, perceptions de la structuration et du devenir des solidarités communautaires).

L'ancrage de notre recherche dans le champ de la recherche qualitative nous a amené à choisir une stratégie qui épouse dans ses grandes étapes les articulations majeures d'une recherche qualitative selon le canevas établi par Deslauriers et Kérisit (1997 : 85). Pour eux, « le chercheur se pose une question et recueille des informations pour y répondre ; il traite les données, les analyse et essaie de démontrer comment elles permettent de répondre à sa question initiale. En fait, on trouve dans un devis de recherche qualitative les éléments communs à tout projet de recherche ». Notre stratégie demeure fidèle à la matrice proposée par Miles et Huberman (1991) notamment à l'étape du dépouillement, de l'analyse et de l'interprétation des données. Les composantes de l'analyse des données ont été résumées à travers un modèle interactif qui met en lumière les imbrications et les raccordements devant être établis de la collecte des données à leur analyse.

Dans ce modèle, la condensation des données fait référence à « l'ensemble des processus de sélection, centration, simplification, abstraction et transformation des données "brutes" figurant dans les transcriptions des notes de terrain » (p. 35). Elle est une opération qui ponctue l'ensemble du processus de recherche dès l'étape de formulation du problème de recherche quand le chercheur choisit son cadre conceptuel, son site de recherche, ses questions de recherche et le mode de recueil de données qu'il va utiliser. En dernière analyse, la condensation est « une forme d'analyse qui consiste à élaguer, trier, distinguer, rejeter et organiser des données de telle sorte qu'on puisse en tirer des conclusions "finales" et les vérifier » (Miles et Huberman, 1991 : 35).

En choisissant de donner une orientation qualitative à cette recherche, nous comptons contribuer à un affinement et un renouvellement de la lecture donnée des phénomènes au cœur des recherches menées sur les sociétés : la pauvreté, les stratégies adaptatives et la solidarité. Le foisonnement des recherches sur la pauvreté observé ces dernières années, en Afrique subsaharienne, n'a pas été concomitant avec un renouvellement du regard porté sur le phénomène, ni avec un enrichissement et un affinement des analyses produites sur la question. C'est bien souvent une démarche de dénombrement et de mesure des niveaux de vie qui a été privilégiée dans les études sur la pauvreté. Le triomphe des analyses statistiques a

débouché sur une documentation de l'ampleur de la pauvreté à travers notamment les multiples enquêtes sur les conditions de vie (au Sénégal par exemple, l'*Enquête sur les priorités* et l'*Enquête auprès des ménages* peuvent être rangées dans cette catégorie) : construction de catégories statistiques, répartition des individus en situation de vulnérabilité ou de pauvreté selon une batterie de variables (âge, situation matrimoniale, niveau d'instruction, milieu de résidence, seuils de revenu).

Mises en œuvre pour la connaissance de problèmes sociaux pour lesquels elles étaient particulièrement adaptées, les recherches à orientation quantitative ont permis un meilleur éclairage du phénomène de la pauvreté. Donc loin de nous l'idée d'invalider les avancées auxquelles elles ont contribué dans le champ de l'étude de la pauvreté, nous considérons que le choix d'une orientation méthodologique découle des objectifs de recherche posés, de l'approche théorique choisie, des hypothèses énoncées et des types de données à recueillir. En plus de convenir tout à fait à notre problématique de recherche (étude de la pauvreté et de la dynamique des solidarités à Dakar), la recherche qualitative procure un certain nombre d'autres avantages permettant en fin de compte un renouvellement du regard sur la pauvreté qui s'articule autour « d'un paradigme interprétatif, compréhensif et relativiste qui donne une plus grande importance [...] aux représentations et systèmes de sens, à l'étude des modes de vie » (Lesemann, 1994 : 59). L'enracinement de la recherche dans le champ qualitatif se trouve légitimé en outre par notre désir d'aller au-delà de la « sécheresse » des chiffres pour décrypter les conditions « concrètes » de vie des personnes « expérimentant » de nouvelles formes de pauvreté dans l'agglomération dakaroise, rendre compte de leurs comportements adaptatifs face à la pauvreté et documenter l'évolution de leur tissu de solidarité.

Le choix porté sur la mise en œuvre d'une démarche qualitative ne relève pas de circonstances fortuites mais découle donc des questions de recherche posées, de la problématique de recherche élaborée, du modèle d'analyse adopté et de l'approche théorique choisie. L'option en faveur d'une démarche qualitative a comme implications le recours à des procédés qualitatifs éprouvés et l'usage d'instruments de construction et de traitement des informations bien articulés à notre problématique de recherche, au cadre théorique dans lequel elle est enracinée,

aux questions autour desquelles elle est structurée, aux caractéristiques de la population à étudier ainsi qu'aux spécificités du cadre d'étude (ville de Dakar). Cela apparaît nettement à travers l'examen de la stratégie de recherche mise en œuvre pour conduire cette recherche autant à l'étape de la formulation de la problématique de recherche et de l'élaboration des questions et des objectifs de recherche qu'à la phase de terrain proprement dite et à l'ensemble des étapes qui s'en sont suivies, la phase d'analyse des données notamment.

4.2 – Stratégie de recherche et techniques de construction et de traitement des informations

L'atteinte de nos objectifs de recherche a nécessité la construction de données sociologiques. Cette construction est à comprendre comme les « opérations de (re)constitution ou d'élaboration d'informations sur le social, leur sélection et leur transformation en données sociologiques aux fins de la description et de l'analyse » (Sabourin, 1993 : 70). Les « données » sont des « informations socialement construites » et n'existent pas à l'état brut de sorte qu'elles seraient directement accessibles au chercheur car comme le souligne Sabourin (1993 : 70), « considérée sous son angle dynamique, la construction des données est d'abord un travail de nature heuristique, construction objectivée et orientée par une analyse méthodologique de sa valeur de représentativité d'un objet défini ».

Les informations qu'il nous a fallu « objectiver » et « construire » l'ont été au cours d'un séjour sur le terrain (ville de Dakar) d'une durée de quatre (04) mois au moyen de deux méthodes que sont l'entretien de groupe (focus group) et l'entrevue individuelle structurée. A travers leur construction, nous avons cherché à documenter le processus d'entrée dans la précarité et le confinement dans la pauvreté dans deux quartiers de la ville de Dakar aux niveaux socio-économiques, à l'histoire de constitution et aux profils différents, à identifier les solutions adaptatives déployées suivant le niveau socio-économique, le genre et la génération pour une atténuation de la dureté des conditions de vie à Dakar, à faire ressortir la variabilité de l'évolution des relations de solidarité toujours suivant ces trois dimensions. Le séjour sur le terrain a eu lieu de juillet à octobre 2002.

4.2.1 – Les sites de recherche

Notre recherche a été menée dans deux espaces présentant des caractéristiques particulières au sein de l'agglomération dakaroise. Il s'agit de deux quartiers – Liberté 4 et Liberté 5 – situés dans la ville de Dakar et abritant pour l'essentiel des ménages de la classe moyenne et de Guinaw rails situé dans la banlieue de Pikine et accueillant principalement des ménages de la classe populaire. Liberté 4 et 5 présentent les traits communs d'être situés dans l'espace des SICAP et de refléter le visage « régulier » et « moderne » de l'agglomération dakaroise tandis que Guinaw rails présente la singularité d'être le produit de l'urbanisation irrégulière à l'œuvre à Dakar dans le sillage de l'augmentation de l'accroissement démographique, de l'exacerbation des difficultés d'accès à l'habitat et à la propriété foncière surtout pour les néo-citadins et les ménages pauvres et de l'enchérissement du coût de la vie dans la capitale sénégalaise.

4.2.1.1 – Liberté 4 et Liberté 5 dans l'espace des SICAP

Les SICAP regroupent un ensemble de quartiers résidentiels ainsi dénommés en référence à la société à l'origine de leur construction, en l'occurrence la Société immobilière du Cap-vert. Elle a été créée en 1951 avec pour mission de fournir un logement suivant différentes modalités (location simple, location vente) surtout à une classe moyenne essentiellement formée de salariés de l'administration publique et du secteur privé. La société a, par la suite, étendu sa clientèle aux bas salariés, aux célibataires et aux étudiants comme l'illustre le cas de la cité Liberté 4 conçue à l'origine pour des célibataires et des étudiants, mais par la suite majoritairement habitée par des familles du corps de la police. À l'image de Liberté 4 et Liberté 5, les quartiers construits par la SICAP qui a pris une part active dans la modernisation de l'habitat à Dakar sont appelés cités et sont dotés de tous les services scolaires, sociaux et sanitaires et sont pourvus d'un système de voirie (Seck, 1970).

D'un point de vue administratif, Liberté 4 et 5 font partie de la commune d'arrondissement de SICAP Liberté créée en 1996. Celle-ci regroupe différentes

entités formant l'espace *sicapoï*. Il s'agit des quartiers de Liberté 1 et 2, une partie de Liberté 3, Liberté 4 et une partie de Liberté 5, Liberté 6, Liberté 6 extension et un quartier « irrégulier » appelé Benne Baraque. L'ensemble des quartiers constitutifs de la commune d'arrondissement sont au Nord-Ouest du département de Dakar et présentent des similitudes quant au statut socio-économique des ménages, à l'histoire des quartiers et aux problèmes socio-économique enregistrés.

La population totale de cet ensemble administratif était estimée, en 1997, à 53 277 habitants (Fédération des comités de développement local SICAP Liberté, 1997). Elle est marquée par une forte proportion juvénile, ce qui est une caractéristique majeure de la population dakaroise dans son ensemble. Les quartiers sont bien dotés en infrastructures scolaires et sanitaires comparativement à de nombreux quartiers de Dakar. Malgré un passé et des conditions de vie favorables, les SICAP Liberté n'ont pas échappé à la crise économique et sociale sévissant au Sénégal. L'évolution des conditions d'existence de la majorité de ces habitants appartenant principalement à la classe moyenne dakaroise permet de mieux saisir ses répercussions et ses manifestations.

L'univers des SICAP reste marqué par des différences de standing et l'existence d'une diversité de profils chez les locataires et propriétaires. Mais la majorité d'entre eux sont des fonctionnaires de catégorie moyenne (Fédération des comités de développement local SICAP Liberté, 1997). Les différentes cités constitutives de l'espace *sicapoï*, entre autres, Liberté, Darabis, Rue 10, Baobab, Amitié, Dieuppeul, Karack et Sacré-Cœur restent des espaces marqués par des disparités socio-économiques entre des ménages au niveau socio-économique repérable à travers le standing des logements, la profession des membres des ménages, les revenus des familles, le niveau d'instruction des habitants, etc.

Un large éventail de professions est repérable dans le profil des chefs de ménage dans l'espace *sicapoï* dans son ensemble : enseignants, médecins, professions libérales, militaire, agents de police, des douanes et de la gendarmerie, salariés d'entreprises privées, dignitaires politiques, fonctionnaires. Les années 90

ont vu un changement dans le profil des chefs de ménage à la mesure de la diversification de la clientèle de la SICAP car les attributaires des logements construits par la société ne sont plus constitués uniquement en majorité par des salariés de l'administration et du secteur privé. Les familles d'opérateurs économiques évoluant dans « l'économie informelle », celles d'immigrés viennent diversifier le paysage social des nouvelles cités des SICAP accessibles de plus en plus uniquement à une clientèle aisée, celle ayant les moyens d'accéder à une propriété foncière devenue très onéreuse dans un contexte de crise aiguë du logement à Dakar (Tokindang, 1998).

Liberté 4 et Liberté 5 sont situés à Dakar dans la zone des quartiers résidentiels bâtis pour la plupart dans les années 60 et 70 dans le cadre de politiques volontaristes de modernisation de l'habitat. Liberté 4 a été construit en 1965 tandis que Liberté 5 l'a été en 1967 (Fédération des comités de développement local SICAP Liberté, 1997). Depuis ces dates, les quartiers ont connu de beaucoup de changements et les familles qui y sont installées ont vu « arriver » la crise et ont semblé avoir été frappées par ses conséquences, ce qui fait d'elles des « acteurs privilégiés » pour saisir l'ampleur, la brutalité ou l'acuité de la transformation de leur statut socio-économique et l'accentuation des difficultés vécues par une bonne proportion des ménages dakarois (Antoine et *al.*, 1995).

L'une des difficultés les plus ardues nées de la détérioration de la conjoncture économique a trait à l'accès au logement. Elle s'est concrètement traduite par une prolifération de quartiers « flottants » qui sont des révélateurs de processus d'urbanisation qualifiée de « sauvage » ou de « spontanée ». Guinaw rails qui est notre second site de recherche constitue un modèle représentatif de cette dynamique qui s'est développée dans les franges urbaines de la banlieue de Pikine dans un contexte essentiellement marqué par la croissance de la population dakaroise et l'accentuation des mouvements migratoires en direction de la capitale.

4.2.1.2 – *Guinaw rails : produit et révélateur de l'urbanisation « spontanée » à Dakar*

L'acuité de la crise du logement a été déterminante chez une grande catégorie de populations exclues de l'accès à une propriété foncière d'explorer d'autres voies pour trouver un logement dans une agglomération dakaroise où il est noté une flambée des prix du foncier, mais surtout une raréfaction des logements accessibles aux faibles revenus. C'est dans ce cadre s'est effectuée « l'explosion » de quartiers « irréguliers » dans la banlieue de Dakar surtout à partir des années 80. La multiplication des quartiers « spontanés » édifiés souvent sur des sites porteurs de risques (anciens marécages, zones inondables), tout en illustrant les efforts les nouveaux arrivants et les populations défavorisées pour s'ajuster à un marché du logement devenu difficile d'accès, met en lumière la dégradation des conditions de vie pour de larges segments de la population dakaroise.

C'est dans cette optique qu'il faut placer la naissance du quartier de Guinaw rails qui présente la caractéristique d'être situé dans la banlieue de Pikine édifiée sur un site marécageux de la zone des *Niayes*¹⁸ dans les années 70 pour accueillir le « trop-plein » démographique de la ville de Dakar avant de connaître une croissance démographique fulgurante alimentée principalement par les migrations et l'accroissement naturel (Werner, 1993). Guinaw rails signifie littéralement en langue wolof « derrière la voie ferrée ». Le quartier tire son nom de son emplacement géographique dont rend compte à première vue son patronyme. Il est situé le long du chemin de fer qui relie Dakar à l'intérieur du Sénégal et au Mali. Alors que la banlieue de Pikine est considérée dans son ensemble comme une excroissance de Dakar (Werner, 1993), Guinaw rails constitue lui-même le résultat

¹⁸ La zone des *Niayes* constitue l'une des six zones agro-écologiques au Sénégal. Elle correspond à une bande de terre longeant la grande côte sénégalaise de Dakar à Saint-Louis. La nappe phréatique y affleure avec un climat humide du fait des alizés maritimes. Elle est la principale zone de production maraîchère au Sénégal. La faible profondeur de la nappe phréatique explique les problèmes d'inondation qui accablent les ménages à Guinaw rails pendant l'hivernage. Des témoignages recueillis lors d'entretiens avec les personnes âgées laissent voir que dans les années 60, le quartier était le lit d'un marigot et abritait une végétation touffue. On en retrouve les traces aujourd'hui car de vastes étendues d'eau jouxtent les habitations dans le quartier, une situation difficilement vécue par les ménages surtout pendant l'hivernage de juillet à octobre. Certains d'entre eux sont ainsi obligés d'abandonner leur maison envahie par les eaux pluviales.

de « l'enflure » de Pikine. Il est partie intégrante de ce qui est appelé « Pikine irrégulier » regroupant les quartiers spontanés qui ont poussé à la suite à la saturation de « Pikine régulier » et de l'avènement de logiques d'urbanisation échappant au contrôle des pouvoirs publics (Salem, 1998).

Il convient de souligner que la situation de Guinaw rails, du point de vue de son statut administratif ne revêt pas une singularité en soi. Elle reste partie intégrante d'un phénomène plus global ressortissant à la question plus vaste et plus complexe de l'urbanisation de la ville de Dakar et à la prolifération de « quartiers flottants », de « quartiers irréguliers » dans l'espace urbain dakarois, en particulier dans l'agglomération de Pikine¹⁹. Les réactions « musclées » de déguerpissement (« la politique du bulldozer²⁰ ») privilégiées pendant un certain temps comme moyen de lutte contre cette « urbanisation anarchique » (Salem, 1998) ont fait place, par la suite, à un certain relâchement dans le traitement réservé au problème de la prolifération des « quartiers irréguliers » en particulier dans l'espace de Pikine.

L'appropriation de l'espace de Guinaw rails par ses habitants est indissociable du problème de l'insécurité foncière et l'exclusion des populations à faibles revenus de l'accès à l'habitat. Guinaw rails est le produit de ces processus d'urbanisation qualifié « d'anarchique ». Il a pour caractéristique principale d'être bâti sur un site en partie inondable. Ses premiers habitants s'y sont installés dans les

¹⁹ La banlieue de Pikine est née dans les années 50 (ses premiers lotissements datent de 1952) pour absorber le « trop-plein » démographique de Dakar. Ses premiers habitants étaient ainsi constitués de « déguerpis » des quartiers « taudifiés » de Dakar. Timide au début de la création de la ville, la croissance de Pikine va s'accélérer de manière spectaculaire à la faveur de la vitalité des mouvements migratoires provenant des campagnes sénégalaises et des pays limitrophes. La volonté d'encadrement par l'État du développement de Pikine qui pouvait être observée dans l'urbanisation de Pikine a vite montré ses limites devant l'apparition et la multiplication des quartiers « irréguliers » si bien qu'à l'heure actuelle, les analystes parlent de la juxtaposition de deux villes à l'intérieur de l'agglomération *pikinoise* : une ville « régulière » et une ville « irrégulière ». Densification, hétérogénéité sociale et culturelle, hiérarchisation, dépendance vis-à-vis de Dakar demeurent autant d'attributs de la banlieue de Pikine (Werner, 1992 ; Salem, 1998).

²⁰ Cette expression désigne en fait la destruction de maisons construites sur des sites relevant du domaine public. Plusieurs opérations de démolition ont été conduites pour raser des quartiers entiers. Le cas spectaculaire est la destruction de la Cité millionnaire dans les années 80. Ce quartier abritait des villas de « nouveaux riches » de la société dakaroise et les pertes engendrées par la destruction des villas cossues ont été estimées à plusieurs centaines de milliers de franc CFA.

années 60 alors que la reconnaissance du quartier et le premier investissement public (borne-fontaine) datent des années 70. L'extension du quartier et l'augmentation de sa population se sont surtout déroulées dans les années 80 et 90 surtout lorsque les habitants ont obtenu l'assurance que leurs habitations ne seront pas démolies et que d'autres investissements publics y ont été réalisés (branchement au réseau d'adduction potable, électrification, construction d'une école et d'une case de santé).

La vie du quartier a connu plusieurs péripéties au gré des rumeurs de déguerpissement et des promesses de restructuration et de régularisation jusqu'à son érection en deux communes d'arrondissement en 1996, mesure à travers laquelle une action jugée « anarchique » ou « irrégulière » au départ est approuvée, voire réhabilitée. La scission du quartier en deux communes d'arrondissement est probablement justifiée par l'importance de la population de Guinaw rails : 154 500 habitants en 1988 (CCDGR, 2000). Mais comme le mentionne le CCDGR (2000), Guinaw rails continue d'être un quartier défavorisé de l'agglomération dakaroise où les conditions de vie sont précaires et, où les risques sanitaires et d'inondation sont élevés, ce qui en fait un site indiqué pour l'étude des effets, des incidences et des soubassements de la pauvreté chez les catégories populaires dakaroises.

Évalué à l'aune du cadre de vie et des revenus de ses habitants, Guinaw rails présente les traits d'un quartier défavorisé caractérisé par la modicité des revenus des habitants. A ce propos, une enquête menée pour le compte du Ministère de la Ville en 1996 révélait que le revenu mensuel des habitants de ce quartier était compris entre 25 000 et 50 000 francs CFA²¹, des montants qui, dans le contexte de l'enchérissement du coût de la vie caractérisant Dakar, restent faibles pour couvrir les besoins essentiels se rapportant à la nourriture, à la santé des membres d'un ménage, à l'éducation des enfants, à la prise en charge des dépenses de transport.

Si on combine la faiblesse des revenus moyens des habitants du quartier avec l'accès aux services sociaux de base qui demeure un indicateur de la pauvreté, il

²¹ Environ 60 dollars et 120 dollars canadiens.

devient aisé de comprendre l'enracinement de certains problèmes sociaux à Guinaw rails, en particulier ceux imputables à un déficit ou à l'absence de services sociaux de base. Ce déficit a été un thème structurant des entretiens. Son acuité et son ampleur sont illustrées à travers l'enquête socio-économique réalisée en 2000 par le Comité de coordination pour le développement de Guinaw rails et dans laquelle il est possible d'apprécier les performances affichées par le quartier, par exemple du point de vue de la disponibilité de services sociaux de base.

À titre d'exemple, selon le rapport de restitution des résultats de l'enquête (CCDGR, 2000), pour 154 500 habitants dont 74 184 hommes et 80 366 femmes, Guinaw Rails de 2 postes de santé, d'une « case » de santé, de 4 pharmacies, de 36 bornes-fontaines publiques et de 37 puits. Les infrastructures scolaires se caractérisent par leur faiblesse surtout par rapport à l'importance de l'effectif scolaire. Elles se composent de 2 écoles publiques édifiées grâce à un apport significatif des parents d'élèves au financement de leur construction, de 6 écoles privées bénéficiant de faibles moyens et jouant souvent plus un rôle de « gardiennage social » et d'accueil des exclus du système scolaire.

A cause de la sévérité des conditions d'existence, Guinaw rails a été touché par les interventions des projets de développement. Des actions d'amélioration des conditions de vie ont été entreprises par des organismes de développement parmi lesquels le PNUD, la coopération allemande, l'ONG ENDA dans le cadre de programmes souvent sectoriels de lutte contre la pauvreté. Un projet de restructuration foncière est envisagé par les pouvoirs sénégalais en collaboration avec la Banque mondiale, mais il n'a jusqu'à présent pas été mis en application malgré les promesses et les attentes soulevées par une telle initiative qui n'en suscite pas moins des craintes de déguerpissement et d'exclusion foncière.

Quartier réputé pour la pauvreté de ses habitants, site reconnu pour le délabrement de son cadre de vie et les nombreuses nuisances imputables à son emplacement géographique, l'image qui est projetée sur Guinaw rails incite à mettre en exergue la sévérité des conditions économiques qui y sont observées. Il demeure

un endroit approprié pour lire les parcours d'entrée dans la pauvreté à Dakar et pour analyser les formes d'expression de la pauvreté dans la ville et ainsi mettre en lumière les processus de confinement dans la pauvreté des catégories sociales populaires à Dakar.

4.2.2 – Données et méthodes

Dans le premier site de recherche (*Liberté 4 et Liberté 5*), nous avons cherché, par la conduite d'une série d'entretiens individuels et de groupe, à faire ressortir le vécu de la crise. Nous avons cherché à focaliser notre recherche sur la paupérisation éventuelle de ménages de la classe moyenne dakaroise, le phénomène de basculement dans la précarité de ces couches sociales semblant constituer l'une des faces inédites de la pauvreté à Dakar. Retracer les processus de détérioration des couches moyennes permet du même coup de mieux documenter les incidences de la crise économique car ces couches semblent avoir payé un lourd tribut à la dégradation de la situation socio-économique.

Dans le second site de recherche, le quartier de Guinaw rails, il s'est surtout agi d'étudier le vécu de la situation de pauvreté dans un quartier habituellement réputé pour la dureté de ses conditions de vie (insalubrité, insécurité, faiblesse des revenus de ses habitants, enclavement, déficit d'équipements collectifs) mais aussi considéré comme un cadre d'expérimentation de programmes de lutte contre la pauvreté étant donné de par la multiplicité des actions de développement qui y sont mises en œuvre.

Trois dimensions principales ont orienté la construction des matériaux dans le cadre des entretiens individuels et de groupe. En plus des aspects ayant trait au processus d'entrée dans la précarité et au vécu de la situation de pauvreté (1), les entretiens menés dans les deux quartiers visaient à mettre en lumière les solutions adaptatives mises en place à l'échelle des ménages et des individus (2), de même qu'à mettre en évidence la configuration et l'évolution des solidarités communautaires (3). Pour ce faire, deux types de technique ont été mis à

contribution pour le recueil des informations : les entretiens de groupe et les entrevues individuelles.

4.2.2.1 – Les entretiens de groupe

4.2.2.1.1 – Objectifs

L'interview de groupe en tant que méthode de construction de matériaux qualitatifs se révèle d'une grande fécondité pour l'étude des représentations sociales et des opinions à propos d'un phénomène social (Morgan, 1988 ; Krueger, 1988). Elle présente également des atouts pour l'exploration des normes et la saisie des motivations d'un groupe, et en conséquence, pour comprendre le pourquoi des actions et des choix (Muchielli, 1979). La discussion de groupe constitue à ce titre une authentique technique de recherche permettant le recueil des perceptions d'un groupe, de ses attitudes, ses croyances en permettant d'apporter une réponse aux « comment » et aux « pourquoi » des comportements sociaux (Simard, 1989).

« La tâche du groupe, donnée par l'interviewer, n'est autre que la réflexion collective sur le thème d'interview. Cette réflexion collective fécondée par la maîtrise et l'utilisation, par l'animateur, de la dynamique de groupe aboutit normalement à une élucidation du thème bien supérieure en valeur objective et en ampleur, à la somme des capacités individuelles de réflexion. L'animateur-interviewer est donc chargé de faire en sorte que la capacité collective de réflexion puisse s'exercer, et que le thème soit traité par le groupe » (Muchielli, 1979 : 39).

Grâce à l'entretien de groupe, il nous a été possible, à partir des consensus se dégageant à l'issue des débats, d'identifier et de décrire certains aspects de la pauvreté urbaine à Dakar à travers le cas des deux quartiers ayant abrité nos investigations sur le terrain, à y cerner les stratégies déployées par les populations contre la détérioration de leurs conditions de vie mais surtout de rendre compte de la dynamique des systèmes de solidarité en s'orientant vers une analyse comparative de cette évolution entre les deux quartiers, selon la génération et le genre. Cela a été possible grâce à l'adoption d'une grille d'entretien qui reprend dans ses grandes articulations les thèmes centraux de notre étude.

4.2.2.1.2 – Thèmes de discussion

Les discussions ont été organisées autour de la série de thèmes suivants : (1) pauvreté et pratiques de survie au quotidien dans les quartiers (formes d'expression de la pauvreté, points de rupture, vécu du processus de détérioration des conditions de vie), (2) stratégies de survie au quotidien face à la précarité, (3) structuration et évolution des solidarités communautaires.

Le premier thème des discussions de groupe visait la construction d'informations sur la définition, les représentations de la pauvreté du point de vue des participants aux discussions de groupe. La discussion autour de ce thème a été conduite suivant une série de questions : quels sont les changements dans les conditions de vie depuis la crise ? Qu'est-ce qu'être pauvre dans le quartier ? Comment s'exprime cette pauvreté à l'échelle individuelle, du ménage, du quartier, de la ville ? Quels sont les groupes sociaux considérés comme pauvres dans le quartier ? Quels sont les facteurs de basculement et de confinement dans la pauvreté ? Dressez une hiérarchie ainsi que les raisons de cette hiérarchie des groupes sociaux selon leur niveau de vulnérabilité ou d'exposition à la pauvreté ? Quels sont les effets de la pauvreté ? Comment cette pauvreté a-t-elle évolué ? Quels sont les signes de l'absence de pauvreté ?

Le second thème avait pour objectif de permettre de connaître les ressources sur lesquelles s'appuient les populations pour surmonter les situations de manque qui ponctuent leur existence. À cet effet, la discussion était consacrée à l'examen des pratiques de survie face à la pauvreté. Plus précisément, elle a été organisée autour des points suivants : comportements de survie développés à l'échelle individuelle, du ménage, de la communauté, moyens auxquels on recourt pour surmonter les « coups durs », les « urgences et les impondérables de la vie sociale » (se loger, se nourrir, se soigner, se déplacer, participer à la vie sociale à l'occasion des cérémonies familiales et des événements socio-religieux).

Le troisième thème abordé dans les discussions de groupe a été axé autour de l'examen de la définition et de l'actualisation de la solidarité à Dakar puis de la visualisation de sa configuration enfin de l'analyse de son évolution dans le contexte de crise économique. Il s'est dès lors agi de procéder à une clarification de la notion de solidarité ainsi qu'à l'examen des valeurs qui lui assurent fondement et légitimité idéologique. Il convient de souligner que le second thème de l'entretien de groupe a permis de percevoir la place conférée à la solidarité dans les stratégies de survie en milieu urbain précarisé. Sur la base des tendances résultant de la discussion autour du second thème, il a été ainsi possible de mieux polariser les débats sur le statut, la configuration, la légitimation, la typologie, le fonctionnement et l'évolution des relations de solidarité chez des personnes préoccupées par des impératifs d'urgence et de survie.

Les points autour desquels ont été articulés les débats sont les suivants : que recouvre la solidarité dans le contexte urbain dakarois ? Comment est-elle structurée et légitimée ? Comment s'exprime-t-elle ? Quelle typologie dresser des relations de solidarité des groupes sociaux en situation de pauvreté ? Quelles sont les personnes auxquelles il est fait recours dans les circonstances difficiles (à définir) ? Quelles sont les raisons explicatives des choix effectués ? Quelles opinions avez-vous sur le fonctionnement et le devenir de la solidarité à l'échelle du ménage, de la famille, de la communauté, du quartier, de la parenté ? Comment était vécue la solidarité dans le passé ? Comment est-elle vécue de nos jours ? Quels sont les changements observés et quel est le rôle à y conférer à la crise économique ? Y a-t-il des limites à la solidarité ? Le cas échéant qu'est-ce qui les expliquerait et vers quelles personnes le soutien est destiné en priorité ?

4.2.2.1.3 – Sélection des participants et modalités d'organisation des discussions

Outre le statut socio-économique du quartier, deux dimensions ont présidé au choix des participants aux discussions de groupe dans chaque quartier : l'âge (jeunes et adultes) et le genre (hommes et femmes) afin de prendre en compte l'hétérogénéité des situations d'exposition et de vécu de la situation de pauvreté, la

diversité des stratégies de survie mais surtout la configuration différentielle et la variabilité de la dynamique des systèmes de solidarité à Dakar. Comme nous l'avons vu dans la revue de littérature, à la base de ce choix se trouve le postulat que la pauvreté et les questions qui lui sont connexes dans notre étude (survie au quotidien, évolution des solidarités) sont différemment perçues et vécues selon le niveau socio-économique (d'où le choix de quartiers où règne une disparité entre les conditions socio-économiques), le genre et la génération. La constitution des groupes selon les variables de l'âge et du genre a également présenté l'avantage de permettre de « neutraliser » d'éventuels facteurs inhibiteurs de la discussion qui ressortissent à certains traits culturels de la société sénégalaise ne militant pas en faveur d'une mixité de genre et de génération (principe de séniorité et rapports de genre). Qui plus est, elle contribue à un meilleur contrôle de la dynamique de groupe à l'œuvre au cours des débats.

Suivant en cela les indications données par Morgan (1988), Krueger (1988) et Muchielli (1979), la taille des groupes de discussion a varié entre 6 et 16 participants dans les deux quartiers. Cinq discussions de groupe ont été organisées dans les quartiers Liberté 4 et 5 avec 16 jeunes hommes dont la moyenne d'âge tourne autour de 18 ans, un groupe de 12 jeunes hommes présentant différents profils (chômeurs, travailleurs, déscolarisés), 5 adultes hommes, 7 jeunes filles et 6 femmes adultes. Dans le quartier de Guinaw rails, le même nombre de discussions de groupe a été tenu avec 5 femmes adultes membres du comité dirigeant du réseau des femmes de Guinaw rails, 8 hommes adultes, un groupe de 13 jeunes hommes présentant différents profils (chômeurs, étudiants, fonctionnaire, immigré, apprentis, travailleurs du secteur informel), un groupe de 7 jeunes filles et un groupe de 8 jeunes « inactifs » en situation de dépendance sociale qui se sont regroupés dans une association au nom évocateur de « banc *jaaxle* » (littéralement banc du « désespoir »).

Tableau 4 : Profils des participant(e)s aux entretiens de groupe

Liberté 4 et Liberté 5		Guinaw rails	
12 jeunes hommes Profils : chômeurs, travailleurs, « déscolarisés », étudiants	16 jeunes Profils : élèves, chômeurs, actifs dans des « petits-boulots »	13 jeunes hommes avec comme profils : élèves, actifs dans « l'informel », étudiants, « apprentis »	8 jeunes « inactifs » du « banc <i>jaaxle</i> »
5 adultes hommes : pères de famille, en activité, au « chômage », retraités		8 hommes adultes : pères de famille, en activité, au « chômage », retraités	
7 jeunes filles : élèves, « sans activités, « déscolarisées »		7 jeunes filles : « domestiques », « sans activité » et actives dans « l'informel »	
6 femmes adultes : mères de famille, femmes au foyer, actives dans « l'informel », salariées		5 femmes adultes : mères de famille, actives dans « l'informel », « femmes au foyer »	

Au total, nous avons réalisé 10 entretiens collectifs à Dakar. Dans chacun des deux quartiers, après avoir dressé le profil des personnes retenues pour les discussions, nous nous sommes attaché les services d'un assistant de recherche (dans les deux cas, une personne bénéficiant d'une notoriété et d'un bon entretient) dans chaque quartier pour identifier, entrer en contact et obtenir le consentement des personnes remplissant les critères de recrutement que nous avons identifiés. A Guinaw rails, le travail de sélection a été facilité par le fait que nous avons fortement mis à contribution le président du Comité de coordination pour le développement de Guinaw rails, une organisation mise en place par les populations avec l'appui de l'ONG Enda Tiers monde pour servir de cadre de concertation et de structure d'impulsion des activités de développement dans le quartier. Dans les SICAP, nous avons recruté un assistant jouissant d'une grande notoriété à Liberté 4 et 5 et nous nous sommes appuyé sur son réseau relationnel pour recruter les participants aux entretiens de groupe. Contrairement aux craintes que nous nourrissions au début de cette recherche, le recrutement des personnes sur le terrain s'est déroulé sans aucune difficulté et nous avons été, à plusieurs reprises, surpris par l'enthousiasme et la bonne ambiance qui ont entouré les discussions de groupe.

La seule difficulté à signaler dans ce registre serait liée au critère de différenciation entre les jeunes et les adultes car si le critère de différenciation lié au genre ne pose généralement de problème, il en est tout autrement pour ce qui concerne le critère se rapportant à l'âge : fallait-il privilégier un critère strictement

démographique pour distinguer les jeunes et adultes ou fallait-il mettre en avant des considérations liées au statut social qui se rapprochent davantage de l'acception donnée aux termes de jeune et d'adulte dans la société sénégalaise tout en sachant que l'adoption d'une telle définition s'accompagne de difficultés dans le choix des personnes répondant aux critères qui seront retenus ? Nous avons résolu le « dilemme » en considérant les jeunes comme les moins de 30 ans encore sous la dépendance de leurs parents.

Les discussions de groupe ont eu lieu dans les quartiers des participants. Nous avons été l'animateur des débats. Notre assistant de recherche devait se charger de tous les aspects liés à l'enregistrement des discussions. Les débats ont été conduits dans un style non-directif (Krueger, 1988 ; Morgan, 1988) mais ceci est à comprendre, selon la « mise en garde » de Muchielli (1979 : 42), « comme une non-directivité sur le fond et une directivité sur la forme (maintien du thème au centre du débat, élucidation, synthèses, gestion du temps) ». Il importait ainsi de veiller à en tant qu'animateur au contrôle et à la maîtrise de la dynamique de groupe et à la progression du groupe vers l'objectif proposé (Muchielli, 1979).

Les débats ont toujours débuté par des questions d'ordre général sur la vie du quartier et sur Dakar (problèmes sociaux et économiques) pour une mise en confiance en permettant en quelque sorte aux participants de « s'échauffer ». Ceci nous permettait du même coup de repérer les « bavards » et les « timides ». Ainsi, on pouvait procéder à une meilleure gestion de la prise de parole. Les discussions ont été menées sur la base de la grille d'entretien dont les thèmes ont été ci-haut exposés. Sans doute, à cause de la nature des questions abordées, les cas de digression ont été nombreux en particulier dans les discussions avec les personnes âgées enclines à se lancer dans des évocations nostalgiques de leur jeunesse ou dans des sujets pas nécessairement en lien avec les thèmes de discussion. Cependant, il faut souligner que notre guide d'entretien n'a jamais constitué un canevas rigide auquel il fallait impérativement coller. Nous avons fait preuve de souplesse et de flexibilité en suivant en cela l'exigence de non-directivité requise pour les discussions de groupe dans l'exploration des thèmes structurant le guide afin de

prendre en charge des thèmes imprévus mais pertinents pour notre étude ou éloignés de celle-ci.

Les débats ont été conduits en langue wolof maîtrisée par tous les participants. Dans les centres urbains comme Dakar, elle est le médium de communication de près de 80 % de la population. Les débats ont fait l'objet d'un enregistrement sonore. Ils ont ensuite été tous traduits et transcrits en français pour les besoins de l'analyse par nous-mêmes et un professionnel de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar que nous avons engagé pour les nécessités du travail de transcription et de traduction. Il faut signaler que le travail qu'il a effectué a été soumis à un contrôle vigilant de notre part.

Globalement, les entretiens de groupe ont permis de disposer de données de référence permettant une bonne documentation des nouvelles formes de pauvreté et de la dynamique des solidarités dans l'espace urbain dakarois. Les catégories sociales perçues comme en butte aux nouvelles formes de marginalisation socio-économique ont été également identifiées de même qu'ont été mises en lumière les trajectoires d'entrée dans la pauvreté et la précarité et les solutions collectives d'adaptation à la crise. Ils ont en outre servi à obtenir une série de données utiles sur nos sites de recherche. Mais le souci de mieux comprendre le vécu de la situation de pauvreté et les dynamiques de solidarité mais à partir des trajectoires individuelles nous a conduit à réaliser des entrevues individuelles.

4.2.2.2 – Les entrevues individuelles

Le souci d'une analyse en profondeur nous a amené à privilégier la conduite d'entrevues individuelles semi-structurées avec des personnes dont les profils, itinéraires et trajectoires sont illustratifs des nouveaux processus de marginalisation et des dynamiques des solidarités à l'œuvre sur la scène urbaine dakaroise, tels que identifiés lors des entretiens de groupe. Ces personnes ont été sélectionnées parmi les résidents des quartiers de nos recherches sur la base de la représentativité de leur expérience (en terme de différenciation sociale) et de l'éclairage qu'elle était

en mesure d'offrir pour décrire le caractère « novateur » et l'hétérogénéité des situations de pauvreté mais également pour cerner, à travers leur expérience, l'évolution différentielle des relations de solidarité à travers l'analyse des dynamiques de restructuration et de recomposition dans lesquelles ces relations pouvaient être prises.

En plus de son adaptation aux processus que nous cherchons à cerner, le choix de l'entretien individuel semi-structuré comme outil d'investigation est légitimé par sa capacité à permettre « une appréhension en profondeur et une compréhension des conduites sociales selon la perspective des acteurs sociaux » (Poupart, 1997 : 274). De ce point de vue, il demeure tout à fait indiqué pour donner un éclairage sur la pauvreté et la solidarité à Dakar à travers la saisie des perceptions et des représentations sociales dont les deux phénomènes font l'objet et pour comprendre les conduites auxquelles ils donnent lieu.

Les entrevues individuelles complètent et prolongent les entretiens de groupe. Comme telles, elles ont été destinées à mettre en lumière les conditions de vie de personnes dont les trajectoires sont illustratives des nouvelles formes de marginalisation socio-économique et de cerner l'évolution de leurs relations de solidarité. Aussi, les entrevues furent-elles centrées sur les formes d'expression de la précarité chez ces personnes, les pratiques de survie déployées au quotidien, mais également à l'occasion d'événements sociaux notables qui ponctuent la vie des ménages dakarois (cérémonies familiales comme les baptêmes, les décès et les mariages ; la rentrée des classes, les fêtes à caractère socio-religieux et confrérique, les situations sociales difficiles imprévues). Ces événements offrent l'occasion d'une observation fine de l'ancrage, de la structuration et du fonctionnement des relations de solidarité en tant qu'ils constituent des moments de mise à l'épreuve et des creusets de cristallisation des relations de solidarité mais aussi des lieux d'observation des stratégies de gestion des manques et des solutions palliatives à la précarité.

Les entretiens individuels ont été réalisés suivant une série de thèmes recoupant nos objectifs de recherche. Les thèmes qui ont été explorés sont les parcours de vie les plus significatifs par rapport à notre problématique de recherche, les dimensions de la pauvreté (perceptions de la pauvreté, formes d'expression, trajectoires de pauvreté), les stratégies déployées contre la précarité (pratiques de survie au quotidien), la structuration et le fonctionnement des solidarités, les dynamiques de restructuration et de recomposition des solidarités.

Le recrutement des interviewés s'est fait dans un souci de prise en compte de la diversité des situations et de l'hétérogénéité des trajectoires : hommes et femmes, jeunes et adultes, chômeurs, travailleurs, « licenciés », personnes retraitées principaux soutiens de famille, chefs de famille, jeunes en situation de dépendance sociale, femmes « travailleuses », femmes au foyer, jeunes « déscolarisés ». La conduite d'entretiens centrés sur les parcours de vie les plus significatifs par rapport à notre objet de recherche permet ainsi de faire un tour d'horizon de la variété des traits sous lesquels s'exprime la pauvreté dans les quartiers objets de notre étude, mais surtout de montrer les dynamiques de restructuration et de recomposition des systèmes de solidarité. A ce titre, les entretiens peuvent être conçus, comme des entretiens en détail sur la vie de personnes et de groupes destinées à permettre une observation pointue et mieux approfondie de thèmes déjà abordés dans les discussions de groupe mais possiblement d'une manière incomplète. Centrés sur le vécu et le quotidien des personnes interrogées, ils ont facilité un ancrage plus poussé de notre stratégie de recherche dans le champ qualitatif.

Donc, outre les entretiens collectifs, le corpus sur la base duquel a été bâtie la présente recherche est constitué de 29 entrevues individuelles réparties comme suit entre nos deux sites de recherche : 15 à Liberté 4 et 5 et 14 à Guinaw rails. Le fait d'avoir privilégié une démarche qualitative nous commande ainsi de « sacrifier » la recherche d'une représentativité statistique et d'une exhaustivité difficilement atteignables et guère enrichissantes pour le cas d'espèce au profit de la profondeur et de la richesse des informations. C'est d'une représentativité qualitative dont il est question, à savoir l'exploration de situations sociales

différenciées qui organisent les systèmes de solidarité en situation de précarité dans les différents quartiers de Dakar étudiés.

Compte tenu du temps et de nos moyens mais aussi de l'étendue de l'étude, nous sommes arrivé à une *saturation empirique* de l'objet de recherche. De l'avis de Pires (1997), cette saturation empirique, en opposition à la *saturation théorique*²², fait référence :

« au phénomène par lequel le chercheur juge que les derniers documents, entrevues ou observations n'apportent plus d'informations suffisamment nouvelles ou différentes pour justifier une augmentation du matériel empirique [...]. Elle remplit deux fonctions principales : d'un point de vue opérationnel, elle indique à quel point le chercheur doit arrêter la collecte de données, lui évitant un gaspillage inutile de preuves, de temps et d'argent ; d'un point de vue méthodologique, elle permet de généraliser les résultats à l'ensemble de l'univers de travail (population) auquel le groupe analysé appartient (généralisation empirico-analytique) » (p. 157).

Le tableau ci-dessous donne une vue synoptique sur le nombre des entretiens, individuels et de groupe, menés dans nos deux sites de recherche, ainsi que sur certaines caractéristiques de nos informateurs : profil, activité, composition des groupes de discussion. La diversité des situations a été prise en compte dans le recrutement des personnes pour les entrevues de groupe comme pour les entrevues individuelles dans une perspective d'intégration de la pluralité des dynamiques d'appauvrissement à l'œuvre chez les jeunes, les adultes et les hommes et les femmes, ainsi qu'entre les quartiers d'étude. La prise en charge de la variété des situations familiales et professionnelles a été justement au cœur de notre démarche de documentation de la variabilité des itinéraires d'entrée dans la précarité, de la diversité des vécus et de la multiplicité des perceptions et des opinions exprimées sur les principaux points de nos grilles d'entretien.

²² Ce type de saturation, mis en pratique par Glaser et Strauss, s'applique, selon Pires (1997 : 156), « à un concept (*category*) et signifie que celui-ci émerge des données et est confronté par la suite à différents contextes empiriques, le but du chercheur étant de développer les propriétés du concept et de s'assurer de sa pertinence théorique et de sa fécondité heuristique. Lorsque, après des applications successives, les données n'ajoutent aucune propriété nouvelle au concept, on peut dire que le concept créé est saturé (*category's theoretical saturation*). »

Tableau 5 : Entretiens individuels et collectifs réalisés

Liberté 4 et 5		Guinaw rails	
5 discussions de groupe	15 entrevues individuelles	5 discussions de groupe	14 entrevues individuelles
Jeunes de différents profils (Liberté 5): chômeurs, débrouillards, travailleurs, déscolarisés, étudiants 12 participants	Retraité principal pourvoyeur de revenu ayant en charge 5 jeunes (au chômage et aux études)	Femmes adultes du comité dirigeant du réseau des femmes de Guinaw rails (femmes au foyer, travailleuses dans l'informel) 5 participantes	Leader communautaire président du comité de développement de Guinaw rails
Adultes hommes : salariés, licenciés, retraités, au chômage 5 participants	Veuve avec un adolescent à charge	Hommes adultes : pères de famille, retraités, en activité, au chômage 8 participants	Adulte Coordinateur sécurité
Jeunes : élèves, étudiants, chômeurs, actifs dans de <i>petits-boulots</i> 16 participants	Divorcée avec 7 enfants issus d'unions différentes	Jeunes hommes Guinaw rails sud : élèves, actifs dans l'informel, apprentis, étudiants 13 participants	Étudiant reconverti dans la fabrication de <i>djembe</i> (instruments de percussion)
Jeunes filles : sans activité, élèves, déscolarisées 7 participantes	Policier « radié » en 1987	Jeunes du « banc <i>jaaxle</i> » Guinaw rails Nord : chômeurs, actifs 8 participants	Handicapé fabricant de <i>djembe</i>
Adultes femmes : femmes au foyer, salariées du secteur public, enseignante dans une école publique, <i>tablières</i> 6 participantes	Imam de la grande mosquée de Liberté 5	Jeunes filles Guinaw rails : « domestiques », sans activité, actives dans l'informel 7 participantes	Mendiant ne souffrant pas de handicap
	Enseignant d'une école privée dans une situation précaire		Jeune au chômage suite à l'arrêt du projet qui l'employait
	Jeune homme au chômage		Jeune du « banc <i>Jaaxle</i> »
	Jeune au chômage et désireux de se lancer dans une carrière d'artiste Amadou Liberté 5		Chef de famille licencié
	Retraité SENELEC principal pourvoyeur de revenus		Veuve
	Séne personne-ressource Adulte divorcé		Retraité principal pourvoyeur de revenus dans la maison
	Couple locataire à Liberté 4		Adulte au chômage
	Divorcé en situation de précarité		Salarié ayant perdu son emploi
	Épouse policier radié Liberté 4		Jeune en débrouille dans l'économie informelle
	Retraité Éclairage historique		Femme monoparentale
	Adulte chef de ménage		
	Femme monoparentale		
	Fille mère		

Concernant les modalités de déroulement des entretiens, il faut souligner que le capital de sympathie dont nous commençons à jouir dans les deux quartiers après la réalisation des entretiens de groupe nous a été profitable et a facilité le travail de

recrutement de personnes interrogées et accru leur motivation à prendre part à notre étude. Comme pour les groupes de discussion, nous avons reconduit le principe de la non-directivité pour les entrevues individuelles de manière à laisser aux interviewés le maximum de liberté pour s'exprimer sur les questions qui leur étaient posées. Celles-ci ont tourné pour l'essentiel autour de leurs représentations et leurs pratiques suivant la grille d'entrevue standard établie pour les interviews individuelles et qu'il nous a fallu adapter à chaque fois suivant le profil de notre interlocuteur.

Dans ce guide, une grande importance a été accordée à la mise à plat et à la reconstitution diachronique et typologique du réseau de solidarité de chaque interviewé. A ce niveau, les échanges ont porté sur les points suivants : personnes régulièrement fréquentées (origine sociale, liens partagés, formes de réciprocité sociale auxquelles participe l'interviewé (échange de cadeaux, dons) et les événements à l'occasion desquels ils ont lieu), cercle d'échange de réciprocités, relations entretenues avec la famille, avec le voisinage, les types de soutien demandés, les personnes dont le soutien est sollicité à l'occasion de certaines circonstances qu'il fallait identifier, l'appartenance à des associations.

D'autres informations construites à l'aide du guide d'entrevue individuelle ont trait à la saisie des pratiques dans un contexte de précarité et de pauvreté (vécu quotidien de la personne interrogée, problèmes, manques et insatisfactions ressentis, points de rupture dans la trajectoire de l'individu, les stratégies de débrouille développées pour faire face aux changements survenus dans son mode de vie). Ces informations servent en quelque sorte de prélude au recueil des opinions sur le fonctionnement et l'évolution des systèmes de solidarité. Suivant les discours produits par les interviewés, l'accent pouvait être mis sur les réseaux de solidarité qu'il pense présenter plus de vitalité et d'efficience dans son parcours de vie et dans ses stratégies d'adaptation à la crise.

4.2.3 – La recherche de la profondeur et du contraste

Ces deux critères ont donc été combinés dans notre recherche et ont fondé notre volonté de restituer l'hétérogénéité des situations d'exposition à la pauvreté. Cette volonté de faire ressortir la diversité du vécu de la situation de pauvreté, la pluralité des stratégies et la multiplicité des représentations au sujet du devenir des solidarités communautaires s'est exprimée de manière concrète par le croisement de plusieurs dimensions dans le choix des sites de recherche et le recrutement des informateurs pour les entretiens individuelles et collectives. Elle a consisté à choisir deux quartiers aux niveaux socio-économiques différenciés, aux réalités urbaines dissemblables : Liberté 4 et 5 situés dans la ville de Dakar accueillant des ménages de la classe moyenne établis de longue date à Dakar, le quartier de Guinaw rails sis à la banlieue de Pikine et abritant des ménages d'origines diverses.

La recherche du contraste s'est aussi traduite par l'adoption des catégories de genre et à la génération comme critères de recrutement des participants aux discussions de groupe. En choisissant de conduire des groupes de discussion avec toutes les catégories sociales, nous comptons prendre en charge les points de vue de chacun de ces différents groupes, ce qui a permis de les croiser pour repérer les convergences et les divergences dans les discours. La conduite d'entretiens de groupe dans chacun des deux quartiers avec les jeunes hommes, les jeunes filles, les adultes hommes et les adultes femmes permet d'embrasser l'ensemble des points de vue développés par les catégories sociales sur la question de la pauvreté et de la solidarité.

Le souci de la diversification a été de rigueur dans le choix des interviewés pour les entretiens individuels. Leur recrutement s'est fait sur la base des tendances globales révélées par les entretiens de groupe. En partant des consensus qui se sont dégagés des discussions de groupe, la solution qui s'offrait « naturellement » était de se lancer dans une démarche d'illustration et d'approfondissement des résultats obtenus. Le choix des informateurs a été effectué dans un souci de restituer et de retracer le maximum de trajectoires individuelles représentatives des formes de marginalisation socio-économique que nous cherchons à mettre en lumière.

Cela se reflète dans le profil des 29 personnes concernées par les entrevues individuelles menées dans une perspective de « collecte de récits existentiels et de parcours professionnels, de mise en évidence des pratiques, des attitudes et des représentations » (Marie, 1997c : 8) : retraité principal pourvoyeur de revenus, jeune chômeur, adulte en situation de dépendance sociale, femme monoparentale, travailleur licencié, veuve en situation de précarité ayant à sa charge une progéniture nombreuse, diplômé au chômage. Ceci nous a permis de disposer d'un corpus de 29 entrevues individuelles qui, pour les besoins de l'analyse, ont toutes fait l'objet d'une transcription. Elles viennent ainsi en complément et en prolongement au corpus des 10 entrevues de groupe.

La sélection des informateurs, autant pour les groupes de discussion que pour les entrevues individuelles est fondée sur le principe de diversification. Cela permet de repérer et de décrypter l'hétérogénéité des situations de pauvreté mais également de suivre à la trace l'évolution des réseaux de solidarité chez la pluralité de catégories sociales qui seront finalement perçues comme affrontant les nouvelles formes de pauvreté dans l'espace urbain dakarois.

Le type d'analyse appliqué est l'analyse thématique. Nous allons rendre compte brièvement du déroulement chronologique de l'activité de construction des matériaux, ce qui permet d'avoir un aperçu sur les modalités de conduite des entretiens, les "astuces" mises en œuvre pour vaincre d'éventuelles réticences d'enquêtés et susciter des rapports de confiance dans nos sites de recherche.

4.2.4 – Itinéraire de la construction des matériaux sur le terrain

Les activités de recherche ont commencé une semaine après notre arrivée au Sénégal, plus précisément le mercredi 10 juillet 2002. Elles ont débuté par des visites de prise de contact et des entretiens informels avec des personnes-ressources constituées pour l'essentiel de spécialistes de notre problématique de recherche. Les échanges les plus fructueux ont eu lieu avec deux chercheurs ayant participé à des études de grande envergure sur *Le vécu et les perceptions de la pauvreté à Dakar* et

sur *Crise, passage à la vie adulte et devenir de la famille chez les classes moyennes et populaires à Dakar*. Cette première semaine de travail a été également réservée à la construction des matériaux de seconde main dans les bibliothèques et centres de documentation de Dakar (Université, écoles nationales de formation, IRD, CODESRIA, UNESCO, UNICEF, FNUAP, CRDI, Direction de la Prévision et de la statistique, Direction de la SICAP, ENDA) pour compléter la revue de littérature entamée à Montréal.

La deuxième quinzaine du mois de juillet a été globalement consacrée à l'élaboration, au test des instruments de recherche (guides d'entretien pour les entretiens de groupe et les entrevues individuelles), à des prises de contact et d'identification des informateurs dans nos deux sites de recherche. Elle a permis de mener des entretiens et des observations exploratoires dans nos deux sites de recherche au cours de visites consacrées à des prises de contact avec les personnes ciblées pour notre recherche. Nous avons pour cela activé et mis à contribution le réseau social dont nous disposions dans ces deux quartiers surtout pour le recrutement de participants aux discussions de groupe et pour le choix des personnes ciblées pour les entrevues individuelles. Le concours de certaines personnes influentes (notabilités coutumières et religieuses, leaders locaux, militants du développement) a été également sollicité pour dissiper d'éventuelles réticences et obtenir la pleine collaboration des personnes ciblées dans notre étude.

Les deux dernières semaines des mois de juillet ont été consacrées à l'ajustement et à la finalisation de nos guides d'entretien sur la base d'une concertation quotidienne avec notre directrice de thèse. C'est ainsi qu'après approbation de la version définitive de nos guides d'entretien pour les discussions de groupe et les entrevues individuelles que nous avons décidé de consacrer les mois d'août et de septembre à la réalisation des enquêtes de terrain sur la base d'un rythme soutenu et d'un travail intensif dans les deux sites de recherche de manière à pouvoir consacrer le mois d'octobre à la transcription des entrevues et au traitement des énoncés discursifs recueillis.

L'activité de collecte a été menée de manière intensive au cours des mois d'août et de septembre. La saturation de notre objet de recherche est intervenue au terme de la conduite au total de 10 discussions de groupe de taille variable (le plus souvent entre 5 et 15 participants) et de 29 entretiens individuels. Le nombre total de participants à notre étude est de 107 personnes de différents profils (personnes en activité, étudiants, jeunes sans travail, salariés licenciés, travailleurs du secteur informel, femmes au foyer, femmes monoparentales, chefs de famille retraités, adultes en situation de dépendance sociale, jeunes en situation d'échec scolaire). La durée moyenne des discussions de groupe est de 2h20min tandis que celle des entrevues individuelles est d'une 1 heure.

Toutes les entrevues menées ont fait l'objet d'un enregistrement sur cassette puis d'une transcription. La transcription et la saisie des entrevues ont été effectuées à Dakar pendant le mois d'octobre grâce au soutien d'un professionnel établi à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Par ailleurs, nous avons effectué au cours de ce mois un séjour de deux jours à Saint-Louis, plus précisément à l'Université Gaston Berger, en vue d'y compléter notre recherche bibliographique. La deuxième quinzaine du mois d'octobre a été mise à profit pour procéder au traitement des données à travers un contrôle des transcriptions et la réalisation de synthèses. Elle a également permis de tenir des discussions très approfondies avec des spécialistes de notre problématique de recherche sur les premières impressions que mettent en lumière les données obtenues.

Nos objectifs de collecte ont été atteints et le travail de recueil des données sur le terrain s'est déroulé sans difficultés majeures. S'il y avait des contraintes à soulever, elles tourneraient essentiellement autour de la faiblesse du temps alloué au séjour sur le terrain (4 mois) alors que le contexte dans lequel nous avons conduit notre thèse (éloignement de notre terrain) nous a empêché la réalisation de la phase exploratoire à l'étape de la formulation des questions et objectifs de recherche et a rendu impossible le processus d'itération entre « théorie » et « empirie » que nous avons voulu dès le début mettre en œuvre dans cette recherche. Cette contrainte a fait que nos recherches à Dakar ont paru se dérouler au « pas de course » du fait que nous étions placé devant l'obligation d'ajuster et de tester nos guides d'entretien,

effectuer le travail de contact, de « réseautage », de choix des sites et de recrutement des informateurs dans un délai compté. Les données offrent néanmoins une richesse et une profondeur qui sont ressorties dès l'étape de leur analyse.

4.2.5 – Traitement et analyse des données

Autant que leur recueil, l'analyse des données a été qualitative. La nature des matériaux obtenus (principalement des énoncés discursifs) ainsi que leur abondance, ont requis, pour leur dépouillement et leur utilisation, la mise en œuvre de procédures appropriées d'analyse. Cela a nécessité que les matériaux recueillis soient colligés, traités, analysés et présentés en rapport avec nos objectifs spécifiques de recherche. L'enregistrement sur cassettes, la traduction en français et la transcription des discussions de groupe et des entrevues individuelles réalisées mais aussi la rédaction de notes de synthèse et de commentaires sur la dynamique de groupe lors des entrevues collectives ont facilité le travail de traitement et d'analyse des données.

Au sortir de la transcription des interviews, nous avons disposé de deux documents d'environ 60 pages et de 130 pages représentant respectivement les interviews collectifs et individuels. Il faut souligner que le travail d'analyse a été facilité par le fait que les grilles d'entretien ont été élaborées dans l'optique de construire, d'une manière implicitement ou explicitement cohérente, les discours des personnes interrogées. Elle s'est matérialisée par la conception de ces guides autour des trois thèmes centraux de notre étude : formes d'expression de la pauvreté urbaine, les pratiques d'adaptation à la pauvreté et enfin la configuration et l'évolution des solidarités communautaires. La grille d'analyse qui devait être ultérieurement peaufinée devait s'articuler autour de ces thèmes majeurs et la suite du travail devait ainsi consister en la construction et au repérage des sous-thèmes, à la segmentation des discours et à l'inventaire des extraits discursifs devant faire l'objet d'une étude systématique et approfondie.

Nous avons opté pour une méthode présentant davantage d'opérationnalité, de flexibilité car plus maniable, pour « faire parler » les discours après avoir « fait parler » les personnes. Il s'agit de l'analyse thématique des entretiens. Plusieurs étapes ponctuent cette analyse thématique. Il s'agit tout d'abord d'établir les thèmes de l'analyse et de construire la grille d'analyse. Cette tâche est effectuée à la lumière des questions de recherche et du cadre théorique définis ainsi que dans une dynamique d'itération entre le corpus et les hypothèses. Les étapes subséquentes sont la lecture des entretiens un à un (autant que de fois que nécessaire) en vue de la prise de connaissance et de l'appropriation de leur contenu, le découpage des énoncés correspondants et leur classement dans les rubriques appropriées de la grille d'analyse. Les énoncés étant ici « des unités de signification complexe et de longueur variable (membres de phrases, phrases, paragraphes) » (Blanchet et Gotman, 2000 : 99).

Eu égard à la nature de l'hypothèse et des objectifs de recherche formulés, les thèmes et sous-thèmes identifiés dans notre grille d'analyse ont recoupé les grandes lignes du guide d'entretien : formes d'expression et vécu de la situation des difficultés socio-économiques, solutions individuelles et collectives d'adaptation aux problèmes, configuration de l'évolution des systèmes de solidarité. Pour chaque thème central, des sous-thèmes ont été dégagés. Pour la pauvreté, ce sont les perceptions, les points de rupture, la situation antérieure au basculement dans la pauvreté, l'entrée dans la pauvreté, le vécu de la situation de pauvreté. Pour le thème des solutions individuelles et collectives, les sous-thèmes identifiés sont les changements observés dans le mode de vie, les stratégies de mobilisation de revenus, les ajustements au niveau alimentaire, des dépenses, de la prise en charge des besoins du ménage. Enfin pour le thème des solidarités, les sous-thèmes définis sont leur structuration selon le genre et la génération et dans chacun des deux sites de recherche, les types de solidarité, configuration, le fonctionnement et la typologie des différentes formes de solidarité identifiées, les formes d'échange de réciprocité, les systèmes de légitimation de la solidarité, limites à la solidarité, les effets de la crise, les solidarités perçues comme traditionnelles, les nouvelles dynamiques de solidarité.

Après cette étape d'identification des thèmes et de leurs sous-thèmes, nous avons parcouru les entretiens pour repérer les extraits correspondant à ces thèmes et sous-thèmes. La suite du travail a consisté en une organisation des extraits et au choix d'extraits présentant une signification et une pertinence par rapport aux thèmes de notre étude. Il convient cependant de consacrer quelques développements à la langue et au vocabulaire des discours ainsi qu'aux modalités et processus de traduction et de retranscription des matériaux sonores que notre recherche de terrain nous a permis d'obtenir.

4.3 – Une question de lexique : le vocabulaire des discours

Les matériaux sur lesquels nous nous basons dans cette recherche proviennent d'énoncés discursifs recueillis au moyen d'entretiens individuels et de groupe. Les interactions qui ont donné naissance à ces matériaux l'ont été avec une diversité de personnes aux registres et aux codes linguistiques variés. Un élément fédérateur peut être trouvé entre les différents discours et il a trait à leur déroulement dans la langue wolof qui a été le principal idiome dans lequel les entretiens ont été réalisés.

Ce choix s'explique par la maîtrise de cette langue par l'ensemble de nos interlocuteurs. Une situation à mettre en rapport en dernière analyse avec le statut de la langue wolof en tant que principal outil de communication en milieu urbain sénégalais et qui tend à s'imposer comme la « langue nationale de fait » à l'échelle nationale malgré l'existence de cinq autres langues possédant le même statut de langue nationale que le wolof (Sénégal, 2004). La prédominance du wolof ne lui confère cependant pas un statut administratif particulier car du point de vue législatif et réglementaire, le français demeure la langue officielle du Sénégal. Il est la langue de l'administration, du système scolaire et des médias. Le wolof n'en reste pas moins la langue des communications quotidiennes.

Que nos entretiens se soient déroulés en wolof est un fait mais celui le plus important à souligner est que ce « wolof des villes » est un wolof mâtiné de mots

français, un wolof truffé d'emprunts linguistiques de tout ordre. Le métissage linguistique apparaît dans les discours que nous avons retranscrits. Nous avons veillé à faire le faire ressortir en gardant les emprunts linguistiques dans les différents fragments de discours que nous avons présentés. La coexistence du français et du wolof y est manifeste.

Le lexique des discours reflète bien la présence des emprunts et de l'alternance. Nous nous sommes soucié, pendant leur traduction et leur transcription, de la préservation de l'authenticité des emprunts, d'où la présence d'expressions françaises dans les extraits présentés dans les différents chapitres de notre étude. La présentation des discours en français ne nous a pas empêché de garder certains termes wolofs pour leur pouvoir de signification que leur traduction en français peut altérer. Cependant, nous avons veillé, à trouver des équivalents à ces termes et expressions dans cette langue. Il nous est aussi arrivé d'utiliser certaines expressions wolofs ou issues d'un métissage entre le wolof et le français comme termes génériques ou titres de certaines parties ou sous-parties de notre texte : « jamonoy *twist* », « dañuy deburuye », « xoslu », « taqale », entre autres.

Un autre aspect majeur qu'il importe de noter est que le français n'est pas la seule source d'emprunts dans les discours. Les discours des jeunes que nous avons interviewés sont constellés d'expressions et de mots dérivés de l'anglais. Il pourra être loisible de le constater tout au long des discours et à ce niveau nous avons cherché à conserver les mots anglais (*social living, life, fighting, shoes, hard, man, money, cool, life, hard, brothers*). La récurrence des expressions anglaises dans le sociolecte des jeunes dakarois peut être appréhendé comme le reflet d'une « fascination » pour la culture américaine et le signe de leur propension à la consommation de produits culturels américains : musique, vidéoclips, vêtements. Cet attrait de l'Amérique, de son dollar et de ses valeurs trouve d'ailleurs sa plus parfaite expression dans les habitudes du lutteur populaire Mohamed Ndao surnommé « Tyson », icône et porte-drapeau de la « génération *bul faale* », de se draper de la bannière étoilée à chacun de ses combats de lutte à la manière des athlètes américains venant de remporter un trophée hautement convoité.

Les récits présentés ici mettent en lumière la dynamique de métissage linguistique en cours au Sénégal. Plusieurs langues peuvent ainsi se télescoper dans les discours. Le vocabulaire des citadins, en particulier des jeunes, témoigne de la situation de cohabitation linguistique en milieu urbain.

« Un mot anglais, un mot français, une expression wolof et le tour est joué ! Mixer une identité qui se dérobe pour faire sens d'une vie instable dont l'instantané se révèle dans cette expression produite par une démarche de zapping dans le supermarché mondial. Une culture de collage. L'expression bricolée rend compte du métissage et des transactions qui s'opèrent sur le marché du loisir » (Diouf, 2002 : 278-280).

Une logique d'hybridité et de métissage est donc à l'œuvre dans le vocabulaire citadin. Nous avons cherché par divers moyens à sauvegarder la situation de quasi-bilinguisme, voire de quasi-trilinguisme présente dans les énoncés discursifs en retranscrivant telles qu'elles sont exprimées les expressions objets d'emprunt pour ne pas perdre leur pouvoir significatif ni leur puissance évocatrice. Dans la retranscription des termes wolofs, nous avons fait preuve de fidélité au respect de l'orthographe et à la grammaire de cette langue telles qu'elles sont officiellement codifiées. Le fait d'avoir reçu une formation dans cette langue nous en a facilité la tâche.

Au total, notre recherche est riche de discours dans lesquels il est possible de retrouver plusieurs niveaux de langage, le fonctionnement d'un puissant phénomène de métissage linguistique et l'expression de plusieurs sociolectes suivant les catégories sociales : le jargon des jeunes citadins marqué par la coexistence du wolof, du français et de l'anglais, le parler des personnes instruites des SICAP caractérisé par la récurrence d'emprunts à la langue française, le wolof plus « authentique » de personnes faiblement ou pas du tout scolarisées de Guinaw rails truffé néanmoins d'emprunts au français. Ce phénomène de « télescopage » linguistique méritait d'être mis en lumière pour une meilleure intelligibilité des discours que nous avons recueillis et traités et des récits qui nous avons choisi de présenter pour étudier les processus de paupérisation des catégories sociales moyenne et populaire et l'évolution de leurs systèmes de solidarité communautaire.

Une dimension importante doit être mise en exergue au sujet de la présentation des discours car elle pose un sérieux « défi épistémologique » pour le chercheur travaillant dans une langue nationale et obligé d'effectuer un double processus de traitement de ses matériaux discursifs. L'acte de passage de « l'oral à l'écrit » va de pair avec une « double objectivation » des discours, tout d'abord au niveau de leur traduction puis de leur transcription. Malgré toutes les garanties dont il convient de s'entourer pour conserver la « subjectivité » qui s'exprime dans les paroles, les intonations, les tics, les niveaux de langage, le sens conféré aux mots et le contexte dans lequel la « production » des discours se fait, les actes de traduction et de transcription ne sont pas des opérations totalement « neutres ».

Dans l'exercice de passage de l'oral à l'écrit, le chercheur n'est jamais à l'abri d'une « altération » des discours. Ce terme ne doit pas être perçu dans son sens trivial de « déformation », de « falsification » ou de « dégradation » mais plutôt dans l'acception « d'impersonnalisation ». L'intelligibilité et le sens profond des discours recueillis en wolof peuvent perdre cette puissance dans l'opération de traduction à travers laquelle le chercheur choisit, dans de surcroît dans une autre langue, des expressions, des mots, des phrases et des mots qu'il juge équivalents à ceux de l'informateur. Cette opération présente le désavantage de gommer la subjectivité se révélant à travers les niveaux de langage, les formules utilisées. Nous avons dû composer avec ces obstacles et ces contraintes dans notre recherche. Notre capacité de subjectivation des discours a été mise à l'épreuve dans les actes de traduction et de transcription des énoncés discursifs nous servant de matériaux.

Conclusion partielle

Cette première partie a été globalement consacrée à l'exposé des orientations théoriques de la recherche, à travers un bilan des connaissances, une présentation du cadre de référence de la recherche (problématique, questions et objectifs de recherche, enracinement théorique) et enfin de la démarche méthodologique adoptée pour réaliser la recherche. Les dimensions théoriques de notre recherche laissent voir l'actualité et l'opportunité d'une réflexion sur les effets de la situation de crise sur la pauvreté, ainsi que sur la configuration des solidarités citadines.

Après un examen des différents soubassements de notre recherche et grâce aux différentes techniques ci-haut décrites, notre recherche a été riche d'un ensemble de matériaux sur la base desquels il est désormais possible de procéder à la description puis à une analyse des nouvelles formes de pauvreté, à une description des stratégies de survie puis à une étude de la dynamique des relations de solidarité comme cela peut du reste être observé dans les résultats de recherche auxquels nous sommes parvenu.

DEUXIÈME PARTIE : LES RÉSULTATS DE RECHERCHE

La première partie de la thèse a servi à poser les fondements théoriques que nous avons privilégiés afin d'éclairer l'étude de la pauvreté, des réactions adaptatives et de la dynamique des solidarités communautaires chez les catégories sociales moyenne et populaire dans la ville de Dakar. Elle a aussi permis de rendre compte du cheminement méthodologique qui organise l'analyse des matériaux présentés dans le cadre de cette seconde partie de la thèse. Trois grands chapitres, constituant autant de grandes lignes des conclusions de notre recherche, la structurent.

Le chapitre V est consacré à des aspects saillants de la pauvreté urbaine à Dakar. Nous nous focalisons ici, d'une part, sur le processus d'entrée et le vécu de la situation de précarité chez des ménages de la catégorie sociale moyenne de deux quartiers des SICAP et, d'autre part, sur le confinement dans la pauvreté de ménages des couches populaires du quartier de Guinaw rails. Les visages de la pauvreté urbaine, les pratiques sociales en découlant ainsi que les représentations sociales au sujet des nouvelles formes de pauvreté sont brossés à grands traits dans ce chapitre et, ceci, en contrastant les expériences du point de vue du genre, de la génération et du niveau socio-économique.

Après avoir décrit l'expérience de paupérisation des catégories sociales moyenne et populaire à Dakar, nous rendons compte, dans le chapitre VI, des solutions individuelles et collectives d'adaptation à la crise telles que mises en évidence par l'analyse des discours des personnes interviewées. L'élément focal autour duquel s'articulent ces solutions a trait à la nécessité pour ces ménages de « se débrouiller pour vivre et survivre ». Après l'analyse des solutions adaptatives développées dans l'espace des SICAP et à Guinaw rails, nous portons un intérêt particulier aux initiatives juvéniles face à la crise et aux réponses apportées par les mères et les pères de famille pour atténuer les effets de la chute dans la précarité.

Le dernier chapitre de notre thèse est consacré aux rapports de solidarité. C'est ainsi que nous y faisons, dans un premier temps, une mise à plat de la configuration des solidarités dans l'espace des SICAP et à Guinaw rails dans

l'optique de mettre en lumière les convergences et les éléments de rupture pouvant être observés dans le vécu de la solidarité dans les quartiers de notre étude. Nous proposons, par la suite, une configuration des solidarités chez les jeunes qui prend la forme du « social living », ainsi qu'une description de la structuration des solidarités féminines dans nos sites de recherche. Dans les autres parties de ce chapitre, nous étudions les effets de la crise sur l'évolution des solidarités dans le champ urbain dakarois. Notre attention s'est polarisée sur de nouvelles logiques à l'œuvre dans le fonctionnement des solidarités. Notre réflexion s'organise autour des points suivants : la recomposition de la solidarité dans l'espace familial, la difficile reproduction des solidarités dans un contexte de crise et l'éventuel avènement de nouvelles logiques de solidarité.

Chapitre V – L’expérience de paupérisation des catégories sociales moyenne et populaire à Dakar

Nous présentons ici des aspects saillants de la pauvreté urbaine dans l’espace urbain dakarois. Aussi cherchons-nous, en premier lieu, à décrire les processus de précarisation des conditions de vie de ménages des classes moyenne et populaire à Dakar. La précarité se manifeste, dans les quartiers de Liberté 4 et Liberté 5, par une dégradation du cadre de vie que les habitants perçoivent illustrant la fin de l’aisance ou « *jamonoy twist* » et l’entrée dans la « galère » ou « *jamonoy xoslu* ».

Chez les ménages de Guinaw rails, le basculement dans la précarité est tout aussi, sinon plus durement ressenti car ils doivent faire face à des contraintes plus nombreuses et plus aiguës malgré les discours de dénéigation et de refus de la stigmatisation. En plus de la sévérité des conditions d’existence (habitat, site du quartier, faiblesse des équipements communautaires), les populations doivent composer avec la faiblesse de revenus fortement érodés par la crise économique. À Guinaw rails comme dans l’espace de Liberté 4 et 5, la description des discours met en évidence le vécu de la dégradation des conditions socio-économiques à Dakar par les deux catégories sociales.

5.1 – Du « *jamonoy twist* » au « *jamonoy xoslu* » : l’entrée dans la précarité de ménages de Liberté 4 et 5

La crise économique et les mesures d’austérité qui l’ont accompagnée ont eu de rudes conséquences sur les conditions de vie en milieu urbain. Des ménages pouvant être perçus comme à l’abri de leurs incidences semblent ainsi faire les frais d’une chute dans la précarité. Pour illustrer les processus, les modalités, les facteurs explicatifs et les divers effets de ce basculement, nous exposons l’expérience d’entrée dans la précarité de ménages des quartiers de Liberté 4 et Liberté dans l’espace des SICAP.

5.1.1 – SICAP : la fin du « jamonoy twist »

L'entrée dans la précarité et, son corollaire, le déclassement social constituent deux réalités cruciales à prendre en considération pour retracer les conséquences de la crise économique sur la classe moyenne dakaroise. Plusieurs éléments mettent en lumière le processus de dévoiement du « destin social » de ces ménages si on se réfère aux propos assez illustrateurs de l'évolution du processus de dégradation de leur position socio-économique. Pour la majorité des personnes interrogées, la trajectoire des ménages se décline essentiellement en trois phases et peut être corrélée à l'évolution de la conjoncture économique au Sénégal.

La première phase en est une de relative aisance du ménage pendant laquelle le père de famille en charge d'une progéniture généralement peu nombreuse dispose de revenus stables dans un contexte de relative embellie économique (les années 60 et 70). Cette phase est suivie d'une seconde caractérisée par une détérioration des conditions sociales et économiques dans le pays à partir du début des années 80 et qui s'est exacerbée pendant toute la décennie 90. Elle s'est traduite, au plan global, par un renchérissement du coût de la vie, une accentuation des difficultés des ménages à Dakar et une fragilisation de leur situation avec le départ à la retraite des principaux pourvoyeurs de revenus, à savoir les chefs de famille non relayés par leurs enfants qui, n'ayant pas pu réussir à l'école ou n'ayant pas pu se constituer une niche dans l'économie informelle, sont confrontés à un chômage important. La dernière étape est constituée par le basculement dans la précarité, voire « l'expérimentation » d'une situation de pauvreté. Ces différentes étapes ayant ponctué l'entrée dans la précarité est du reste bien mise en lumière par le discours de certains interviewés. Par exemple, Sène, un homme de 53 ans, divorcé, habitant de Liberté 5, expose quelques aspects de la dégradation des conditions dans son quartier.

« En 1968, les quartiers Liberté 4 et 5 étaient attribués à des fonctionnaires qui n'avaient pas de gros salaires, les maisons étaient conçues pour les employés moyens, les subalternes et compagnie qui gagnaient à peine 50 000 francs CFA par mois. Bon à l'époque, tout marchait bien, la vie n'était pas chère, on vivait comme des Toubabs (*Blancs*)...Par exemple, un père de famille avec ses quatre enfants arrivait à s'en sortir [...]. Puis la situation a changé

négativement. Pour le cas de Liberté 4, la radiation des policiers en 1987 suite à la grève qu'ils avaient organisée a constitué un événement dramatique dans ce quartier et un grand choc pour les ménages qui sont tombés dans de grandes difficultés économiques. Ils commencent à traîner des arriérés de loyers, à avoir des difficultés pour payer les factures d'eau et d'électricité, pour acheter de la nourriture [...]. Pour Liberté 5, c'est progressivement que la situation a changé, pratiquement tous ceux à qui on avait attribué un logement à l'époque sont aujourd'hui à la retraite donc ils ne vivent que de leur maigre pension de retraite et dans bien des cas toute la famille en dépend alors que la vie est devenue très chère à Dakar et que les familles se sont considérablement accrues. Tu peux rencontrer facilement dans les petites maisons une vingtaine de personnes ne dépendant que des faibles revenus d'un père retraité obligé même de travailler après à sa retraite pour faire vivre sa famille ».

L'amenuisement, voire l'absence de revenus, se combine avec une inflation des charges pour plonger certains ménages dans une série de difficultés auxquelles ils continuent de faire face et qui ont eu de graves conséquences sociales. Celles-ci sont du reste bien décrites par les interviewés à l'occasion des discussions de groupe. Elles tournent principalement autour de l'émergence de phénomènes inconnus ou marginaux dans le passé de l'avis des personnes interrogées : déscolarisation, prostitution clandestine des filles, consommation de drogues, délinquance.

Ainsi l'image de quartier résidentiel habité par des personnes à l'abri des soucis qui ponctuent le quotidien des ménages des quartiers populaires que pouvaient afficher les résidents de Liberté 4 et 5 a été mise à mal par la « chute sociale » consécutive à une « dégringolade » économique. En effet, le nom de SICAP qui pouvait évoquer « l'aisance », un mode de vie moderne perd progressivement ces attributs. La dégradation de l'image des SICAP consécutive au changement des conditions de vie est omniprésente dans les discours. Dans bien des cas, il y a une inclination à « l'enjolivement » du passé et une forte propension des résidents à l'évocation en des termes lyriques et nostalgiques du mode de vie « d'avant la crise », autrement dit du « *jamonoy twist* ».

Cette expression qu'on pourrait littéralement traduire par « l'ère (ou l'épopée) du twist » qui a coïncidé avec la vogue de la danse du twist et de la mode qui l'accompagnait sert, dans l'imaginaire des citoyens dakarois, de vocable de

désignation des « années glorieuses et d'euphorie » qui ont suivi l'indépendance du Sénégal en 1960. Le mot a été popularisé par un air du chanteur populaire Souleymane Faye dans lequel ce dernier relate aux « générations de la crise » les années fastes pendant lesquelles les reliefs des repas étaient destinés aux animaux domestiques plutôt que de servir de dîner comme aujourd'hui.

Le vocable de « *jamono* twist » comme terme générique pour rendre compte du mode et du train de vie des ménages *sicapoï*s avant leur entrée dans une trajectoire de paupérisation est apparu tel un leitmotiv dans les discours des adultes ayant goûté aux « délices » de cette période et des jeunes qui ont pu dévoiler les souvenirs d'une enfance « dorée ». Omar, un jeune homme au chômage résume cette époque en des termes qui reflètent un « embellissement » et une idéalisation de cette période « glorieuse » ainsi que la nostalgie de l'époque de « l'avant-crise » dans les SICAP.

« À l'époque, il y avait la "SONADIS" (*magasin d'alimentation*) et "Arôme Maggi" (*marque de bouillon au Sénégal*), il y avait tout quoi ! Le "bon"²³ à la boutique n'existait pas, nos parents se ravitaillaient à "Score Liberté" (*supermarché*) [...]. L'école Sacré-cœur affichait plein même pendant les cours de vacances. Les maisons étaient propres, les jardins publics bien entretenus, les rues étaient presque désertes, les poubelles étaient bourrées des restes de repas que venaient chercher les gens des quartiers populaires environnants comme Grand Dakar, Niary Tally, en gros, c'était une vie et une éducation à l'occidentale qui faisaient l'envie des gens en bas de l'échelle sociale, Les "boys capsi" (*les jeunes de SICAP dans un langage verlan*) étaient des "domu boss" (*fils à papa*), des "boy town" (*jeunes branchés*) [...]. Je me rappelle, chaque 18 heures, mon père nous amenait dans sa voiture acheter des cuisses de poulet, des jus de fruits, on était choyé...du beurre, du chocolat, des cartons de lait *Gloria*, *Nestlé*, du fromage à volonté, du riz contenu dans des sachets, du riz de "Caroline", rien ne manquait à la maison [...]. Le samedi, on allait jouer aux auto-tamponneuses en ville, le dimanche c'était la plage. [...] Il fallait aller à Niary Tally pour voir du monde, les gens être entassés dans des maisons exiguës ou être dehors en permanence. Mais plus rien de cela aujourd'hui, tout a changé à la maison et dans le quartier ».

Le mode de vie passé décrit dans le discours est aux antipodes de celui qui est donné du quartier aujourd'hui à travers les descriptions faites par les personnes

²³ Le « bon » fait référence à un système d'approvisionnement et d'endettement des ménages urbains. Il consiste à prendre à crédit auprès d'un boutiquier au début du mois l'approvisionnement en denrées alimentaires de la famille. Le crédit est soldé au début du mois prochain au paiement du salaire.

interrogées, surtout les personnes ayant vécu l'ère de « l'opulence » et la période de la « conjoncture », de « l'ajustement » et de la « dévaluation », expressions autour desquelles peuvent être structurés les discours faisant la genèse et décrivant les formes d'expression des difficultés de la vie à Dakar. Il ne serait dès lors pas exagéré de parler d'une « popularisation » des deux quartiers *sicapoïs* étudiés, autrement dit, d'un processus de rapprochement de son mode de vie d'avec celui des quartiers populaires ou de la banlieue de Pikine réputés pour la dureté des conditions de vie et l'acuité des problèmes sociaux liés à la précarité y prévalant : dégradation du cadre de vie, insécurité, échecs scolaires, prostitution, chômage des jeunes, toxicomanie.

De ce point de vue, les réponses les plus tranchées et les jugements les plus stigmatisants sont venus des jeunes pour qui, SICAP ne rime plus avec un passé « fastueux », somme toute à relativiser. Aussi sont-ils amenés à souligner en des termes durs où il ressort une forte hargne contre la société qui ne leur procure pas les moyens de s'extirper de cette « humiliante » et « infantilissante » position de « dépendants sociaux », la vacuité de toute possibilité de hiérarchie entre les quartiers de la classe moyenne et des quartiers populaires comme cela peut être mis en relief à travers les propos suivants.

Amadou, lors de l'entretien de groupe avec les jeunes hommes, nous dit :

« Rien ne distingue les SICAP des quartiers comme Khar Yalla et Pikine : les agresseurs viennent de la SICAP comme des autres quartiers. Nous vivons comme eux, nous partageons la même galère que les jeunes des autres quartiers à cause du chômage, du désœuvrement, des difficultés de la vie, de la dépendance vis-à-vis de parents exténués, d'un avenir incertain [...]. Nous partageons la même obsession et le même rêve, c'est-à-dire partir "ci kaw" (à l'étranger), surtout aux "States" (États-Unis) ».

De son côté, Astou, lors de l'entretien collectif avec les filles, explique :

« C'est vrai que dans le passé les gens avaient une image positive des SICAP mais je trouve qu'il y a ici tout ce qu'on rencontre dans la banlieue. Les chômeurs et les agresseurs se retrouvent autant dans les SICAP que dans les autres quartiers qui étaient plus réputés pour cela comme la Médina ou Grand Dakar. Il n'y a pas matière à polémiquer [...]. L'image de quartier aisé véhiculée ne correspond pas à la réalité, c'est vrai que les *sicapoïs* ne veulent pas reconnaître que le quartier est à classer parmi les quartiers pauvres et cherchent par divers moyens à cacher la misère et le "xoslu" (*vie faite d'austérité et de frugalité*) qui règnent à Liberté 4 ou Liberté 5. Bon, il y a des gens aisés, des familles qui ne sont pas « fatiguées » mais le phénomène le plus marquant est que tout le monde ressent la crise, que la pauvreté s'est étendue de manière considérable ».

Un double témoignage entériné par *Ibou*, lors de la discussion de groupe avec les jeunes hommes :

« Dans le passé, les *Sicapoïs* pouvaient être perçus comme des « bourgeois », des "boss" quoi !!! Mais aujourd'hui la situation a beaucoup changé, elle est devenue même pire. C'est la même plainte partout : nos parents sont fatigués. Ils ont des problèmes pour entretenir les familles alors que tout est devenu hors de portée ».

La question de la pauvreté, surtout en ce qui a trait à sa définition, à ses formes d'expression, aux groupes et personnes qui y sont exposés, a nourri des échanges contradictoires lors des discussions de groupe. Si l'entretien collectif avec les jeunes hommes a débouché sur un quasi consensus sur l'état de précarité de Liberté 4 et 5, par contre, chez les adultes, les vues ont été plus nuancées et le jugement moins empreint de radicalité. Une situation qui dérive certainement de la divergence des critères à l'aune desquels la situation de pauvreté est appréciée. Elle tient en outre à la dissemblance de l'échelle des besoins en dessous desquels la situation de pauvreté est décrétée par les participants aux discussions de groupe. A l'affirmation tranchée du jeune Ouzin sur l'existence de la « misère » dans son quartier, semblent répondre comme en chœur les adultes hommes pour qui, le niveau de détérioration des conditions de vie constatée à Liberté 4 et 5 n'est guère suffisant pour ranger les ménages dans la catégorie des ménages pauvres de la ville de Dakar.

5.1.2 – Des changements révélateurs d'un basculement dans une précarité au quotidien

Diverses dimensions peuvent être mises en exergue dans les discours recueillis pour illustrer cette nouvelle situation de paupérisation. Les participants ont été appelés à parler des changements perçus dans leurs modes de vie dans des domaines comme l'alimentation, le transport, la santé, l'éducation et l'évolution du cadre de vie. Les indicateurs présentés explicitent certaines dimensions identifiées dans nos grilles d'entretien pour percevoir les changements observables dans les modes de vie des ménages des SICAP. La comparaison entre les comportements des ménages « d'avant la crise » et ceux aujourd'hui en vigueur dans les deux quartiers d'étude permet de cerner les changements imputables aux difficultés économiques auxquels ils sont confrontés.

Certains participants, lors des discussions de groupe, ont fait de « l'intrusion » dans l'espace *sicapoï* des « cars rapides » et des « taxis clandos » un signe de l'entrée du quartier dans la liste des quartiers en « appauvrissement ». Alors que jusqu'à une date récente, les « cars rapides », moyens de transport à faible coût et desservant une bonne partie des quartiers populaires, étaient frappés d'interdit de circulation sur les axes de l'espace *sicapoï*. Aujourd'hui, ces moyens de transport du « peuple » font partie intégrante du quotidien des *Sicapoï* qui, pour un de nos interviewés, « répugnaient à emprunter ces moyens de dépannage des "goorgorlu"²⁴ dakarois ».

Aujourd'hui, comme pour coller à la chute du niveau de vie dans les quartiers des SICAP, mais aussi faire face à la faillite de la société publique chargée du transport interurbain à Dakar, en l'occurrence la SOTRAC remplacée depuis sa liquidation par *Dakar Dem Dikk*, les « cars rapides » et les « clandos » (taxis

²⁴ Le personnage du *goorgorlu* a été popularisé par un caricaturiste sénégalais dans une bande dessinée éponyme. Le personnage n'a qu'une seule obsession : la quête au prix de tribulations et de difficultés de toute sorte de la « DQ » (la dépense quotidienne). Le personnage est assez représentatif de toutes ces victimes de la crise et des mesures d'ajustement.

clandestins) demeurent des éléments importants dans les logiques de survie de bon nombre de ménages de Liberté 4 et 5.

Le constat de la précarisation des conditions de vie est également apprécié à travers les changements observés dans le domaine alimentaire, changements qui révèlent l'adoption de nouvelles pratiques alimentaires dictées par les difficultés économiques des ménages et la généralisation des « aliments de la crise ». Le changement le plus notable qui ressort de la description des entretiens individuels comme collectifs dans ce domaine a trait à la quasi-disparition du repas du soir et à ce qu'on pourrait appeler « l'individualisation » de la gestion du petit-déjeuner. L'alternative consistant à prélever sur le plat principal de la journée (repas du midi) une part qui servira de dîner pour les enfants, le reste de la famille devant trouver lui-même les moyens de manger le soir, d'où le boom de la restauration populaire et la popularité d'aliments naguère tenus en piètre estime ou associés à la frugalité de l'alimentation paysanne dans l'imaginaire citadin.

Il ne peut qu'être noté à ce niveau l'essor dans les SICAP du « ndambe ». Il se présente sous la forme d'un sandwich fait à base de *niébé* (variété d'haricot local). Il est apprécié des jeunes pour ses vertus « bourrantes » surtout après un après-midi consacré à la pratique sportive intense ou tard dans la soirée pour ceux qui, à défaut d'être actifs, sont abonnés à une vie nocturne, les « nocta » comme ils se surnomment. Les « pratiques de crise » dans le domaine alimentaire ont été perçues comme indissociables de l'inflation et de la chute des revenus des ménages. En effet, le renchérissement du prix des produits de consommation courante (riz, sucre, huile) combiné à l'augmentation des charges familiales (progéniture et personnes dépendantes plus nombreuses) de façon concomitante à une diminution des revenus ont été présentées comme des éléments-clefs pour mettre en lumière les difficultés croissantes avec lesquelles sont aux prises les familles en situation de précarité.

Les changements observés dans le domaine alimentaire ont été, pour certains interviewés, l'un des principaux indicateurs des changements dans les modes de vie

comme l'exprime cette mère de famille concernant les changements ayant été enregistrés dans les SICAP dans ce domaine.

« Ici, on ne vit pas, on vivote. Tu vois [...] beaucoup de maisons ont aboli le dîner dans les SICAP. Il n'y a de manger que le nom. Le poisson est devenu rare et cher, la viande hors de portée pour nous les "goorgorlu" et autres "badolo"²⁵. Les délicieux repas du passé, c'était à l'âge d'or mais quand on regarde ce qui est servi à midi, on constate que le "yaboy" (*sardinelle*) a remplacé le "cof" (*mérrou : variété de poisson noble très prisée au Sénégal mais réputée pour sa cherté*). Ce que nous remettent nos maris comme dépense quotidienne n'est plus suffisant. Nous les femmes, on se débrouille comme on peut pour compléter les dépenses. Mais la vie est dure, nous la ressentons tous ici à des degrés divers peut-être ».

Cet autre témoignage de Sène permet d'avoir une vision large sur les changements illustrateurs d'une précarisation des conditions de vie dans les SICAP. Il a eu lieu lors de l'entrevue de groupe menée avec les personnes adultes à Liberté 5. L'exemple qu'il relate est tiré de son vécu quotidien pour montrer le changement de statut des SICAP naguère accueillant une population aisée mais aujourd'hui habitée par « des nouveaux pauvres ».

« Il m'est arrivé de voir un jour une femme vendeuse de poisson sillonner les rues de Liberté 5 pour proposer des poissons "cof" (*mérrou*). Je l'ai appelée et on a discuté et elle m'a révélé que c'était la première fois qu'elle venait vendre ses poissons. Je lui ai tout simplement suggéré d'essayer dans des quartiers aisés car il n'y a pas la clientèle qui pourrait acheter des poissons aussi chers. Il était plus probable que les poissons pourrissent si elle tenait coûte que coûte à les écouler ici. Les "cof" sont beaucoup trop chers pour la majorité des habitants de notre quartier. Tu peux faire venir une jeune fille de 17 ou 18 ans, lui montrer le poisson, je présume qu'elle sera incapable de dire le nom car on ne l'a jamais préparé chez elle (*réactions d'approbation de quelques membres de l'auditoire*). Oui c'est vrai. Tu rencontres une famille dont le père est à la retraite et perçoit sa pension par trimestre. Ce père de famille ne peut plus payer comme au bon vieux temps un "cof" de 10 000 ou de 15 000 FCFA alors que les moyens ne suivent pas. Il arrive cependant de faire un sacrifice pour se souvenir du passé en mangeant qu'une fois par trois du riz au "cof" ».

²⁵ Aujourd'hui employé en milieu urbain pour désigner une personne de modeste condition sociale, voire en situation de pauvreté. Dans son sens étymologique bien exposé dans les travaux de A-B Diop (1985) sur la société wolof, le terme « badolo » renvoie à la classe « des gens du peuple » constitués pour l'essentiel de la catégorie des paysans.

Le témoignage de ce père de famille, recueilli lors de la discussion de groupe avec les personnes adultes, semble bien résumer les changements observés dans le domaine alimentaire. Il s'agit de changements qui montrent la précarisation des conditions de vie chez les ménages en difficulté des SICAP.

« Il y a des détails qui indiquent que les difficultés de la vie sont durement ressenties par les familles, c'est qu'il y a des maisons qui n'arrivent plus à assurer les trois repas quotidiens : pour le petit-déjeuner, ils usent de « pain restant » que les boulangers appellent « retour », à midi le déjeuner est partagé en deux, la deuxième part va servir comme de dîner uniquement réservé aux enfants. Les grands doivent se débrouiller eux-mêmes si bien que le dîner a disparu dans beaucoup de maisons, d'où la multiplication des tables, la ruée le soir vers les vendeurs de "ndambe" (*sandwich à base de haricot*), de "fonde" (*bouillie de mil*), les kiosques de pain. Aujourd'hui les collations pour les enfants (*soupers*) ont disparu ».

Outre les transports et l'alimentation, la santé est un autre domaine où il est possible d'observer la précarisation des conditions de vie. Les difficultés se sont traduites par un accès difficile au système de santé moderne affecté par les réductions drastiques des dépenses publiques dans le secteur de la santé avec comme conséquences la fin de la gratuité des prestations médicales, l'état de dénuement et de délabrement de certaines infrastructures sanitaires (hôpitaux publics, infrastructures de proximité comme les centres et postes de santé). Ces difficultés ont connu une plus grande acuité à la faveur de la mise en œuvre des politiques d'ajustement structurel dont l'une des mesures radicales à fortes incidences sociales reste la diminution des investissements étatiques dans les secteurs vitaux.

Les difficultés d'accès au système de santé se sont traduites, pour les ménages de nos zones d'étude, par la nécessité de devoir assurer eux-mêmes la prise en charge des problèmes de santé, eu égard à la tarification des consultations médicales, l'obligation d'achat des prescriptions médicales (*ordonnances*). Les contraintes vécues par les ménages ont suscité la généralisation du « taqale » (débrouille, bricolage) dans le domaine de la santé. Il s'agit donc de comportements dictés par leur nouvelle situation socio-économique et tournant autour de « l'automédication », de l'achat des prescriptions dans les marchés parallèles en lieu

et en place des pharmacies officielles (« pharmacies par terre », « *keur serigne bi*²⁶ »).

Ce père de famille donne un aperçu sur les difficultés d'accès aux hôpitaux. Pour avoir vécu la situation « d'avant-crise » et celle de « crise », son témoignage a l'avantage de fournir une vision « comparative » des deux périodes.

« Maintenant, il faut constamment prier de ne pas tomber malade. "Avant", quand tu allais à l'hôpital, on te soignait très bien. Beaucoup de choses étaient fournies par l'État. On te fournissait les médicaments, les médecins étaient pleins de compassion ("yërmënde"). Aujourd'hui dans les hôpitaux, il faut tout acheter, même la plus petite seringue... Plus rien n'est gratuit. L'État ne donne plus rien ! Tout est à la charge du malade. Il faut acheter un ticket, il faut acheter les ordonnances, en plus il faut payer si on t'hospitalise alors que tout ça est très cher. Si tu n'as pas de connaissance dans l'hôpital, tu vas en souffrir. Comment les "badolo" comme nous peuvent trouver tout l'argent pour ça ? Si tu n'as pas d'argent, se soigner devient un « luxe ». Si Dieu t'a « donné » une progéniture ("njabot") nombreuse, ton seul souci, c'est que personne ne tombe malade car si ça arrive, cela t'amènera des difficultés très aiguës ».

Outre les modifications observées dans les domaines du transport, de l'alimentation, de la santé, un autre changement caractéristique de la précarisation des deux quartiers est illustré par la détérioration du cadre de vie. Ce dernier porte les stigmates du temps et de la dégradation des conditions de vie. Une telle situation a comme retombées la disparition de ce qui contribuait à donner une « belle » image aux quartiers des SICAP : espaces verts et aires de jeu, propreté, maisons bien entretenues. Des indices empiriques illustrant cette situation sont exprimés dans les discours.

À ce niveau, nous avons noté une insistance sur les signes visibles de la précarisation des quartiers : disparition des espaces de convivialité comme les jardins publics et les espaces vacants, insalubrité, promiscuité, bruit, occupation de l'espace public à des fins domestiques (« pour faire le linge », « pour garder les

²⁶ *Keur serigne bi* désigne un important lieu de vente de médicaments situés près du marché Sandaga à Dakar. Il s'agit d'un lieu de ravitaillement illicite (puisque cela est une responsabilité exclusive des pharmacies officielles) mais dont l'existence est tolérée par les pouvoirs publics.

moutons » comme disent les jeunes), prolifération d'étals pour la vente de détail devant les maisons, « engorgement » des maisons débouchant sur une intense vie nocturne surtout chez les jeunes. Il s'agit donc d'autant d'éléments renseignant sur une situation posée comme antinomique à celle prévalant antérieurement dans les deux sites.

« La plupart des garages des maisons ont été transformés en boutiques ou en ateliers (de couture, de menuiserie, de coiffure). Il y a une prolifération de tables et d'étals proposant des condiments, de la nourriture pas chère. On dirait que toutes les mamans sont devenues des vendeuses de quelque chose, ces choses n'existaient pas dans le passé. Le quartier était clean, bien entretenu. On est devenu des "goorgorlu" comme les gens de la banlieue. Ce que je peux dire, c'est que les gens aisés, on les compte dans les SICAP. Si on parle d'aisance, il faut plutôt aller à *Sacré-Cœur 3*, aux *Almadies*, ou autour de la *Foire*²⁷ ».

Le chômage, le désœuvrement et la récurrence des échecs scolaires ont été présentés comme dépeignant la situation des jeunes à Liberté 4 et à Liberté 5. Ils sont aussi des indices de la fin du « *jamonoy twist* » et de l'entrée dans le « *jamonoy xoslu* » (*le temps de la galère*). Ils sont aussi symptomatiques des difficultés quotidiennes que vivent les jeunes. Cette mère de famille brosse une description de la situation scolaire des jeunes.

« Compte tenu de la situation, les gosses ne peuvent plus étudier, ils sont là sans « instruction » parce que après l'école primaire, la majorité est exclue. Pratiquement quand tu rentres dans une maison, il y a au plus 2 jeunes qui étudient à l'école, les autres sont là sans rien faire qu'ils soient fille ou garçon et ils sont tous pris en charge par leur père. Ce qui est difficile parce que la pension qu'il perçoit par mois ou par trois mois suffit à peine pour l'achat de 2 sacs de riz, il y a l'eau et l'électricité qui attendent, vous n'imaginez pas le téléphone ; ne soyez pas surpris de voir le vieux se réveiller tôt le matin à la recherche de quoi assurer la dépense. Dans les maisons, les femmes font presque tout, elles vendent ou se débrouillent pour combler la dépense ou *boucher certains trous* ; alors la situation se présente globalement ainsi. Les

²⁷ *Sacré-cœur, Almadies, Nord-foire, Ouest-foire* sont des quartiers huppés de Dakar et habités par des couches aisées de la société dakaroise actuelle (expatriés, dignitaires politiques, hommes d'affaires, célébrités, etc.). Ils ont progressivement supplanté *Point E, Fann* comme « quartiers des riches et des haut-placés » dans l'imaginaire des citoyens dakarois. Pendant nos enquêtes, la réussite sociale de leurs habitants, le style architectural et le luxe des villas nous sont apparus comme les modèles de référence pour les jeunes *Sicapois*. Ils sont revenus sans cesse dans leurs discours pour décliner leurs aspirations et leurs rêves.

conséquences sont là. Le banditisme, la prostitution se développent dans les SICAP, choses qui pouvaient être impensables il y a quelques années ».

Une justification de cette observation sur la situation scolaire pourrait être trouvée dans le jugement que ce jeune qui a arrêté ses études au niveau secondaire porte sur l'institution scolaire et sur les débouchés qu'elle offre :

« À un moment, tu t'arrêtes et tu te demandes : pourquoi moi j'étudie ? Est-ce qu'il y a des débouchés ? Parce que tu as l'exemple de ton grand frère qui est allé jusqu'à l'université. Il est là à *dormir* jusqu'à midi parce qu'il chôme. Forcément, tu te demandes. Pourquoi je continue d'aller à l'école ? À quoi ça sert ? »

Le constat de la visibilité des changements dans le cadre de vie, de la baisse des moyens des ménages, de l'émergence de nouvelles pratiques dans les domaines de l'alimentation, de la santé, de l'éducation et du transport a débouché sur le constat de l'apparition d'une situation de précarité partagée par les ménages en difficulté. Une série d'évènements peuvent être identifiés pour comprendre les processus de basculement dans la précarité.

5.1.3 – Des évènements « déclencheurs » et/ou « accélérateurs » du basculement dans la précarité

Au vu des tendances qui se sont dégagées de la description des matériaux à Liberté 4 et Liberté 5, la détérioration des conditions de vie et le basculement dans la précarité sont indissociables de la situation de crise que traverse le Sénégal à l'instar de bon nombre d'autres pays africains. Une série d'évènements « déclencheurs » ou « accélérateurs » de la dynamique d'entrée dans la précarité peuvent être mis en évidence. Ces évènements se ramènent, dans la majorité des cas, à un départ à la retraite dans un contexte où les enfants qui devaient assurer la relève (trajectoire habituelle dans les familles sénégalaises) sont en chômage ou encore aux études. Il en résulte une baisse de revenus pour la famille qui se retrouve dépendante d'un revenu fortement érodé.

Un autre évènement déstabilisateur aux conséquences tout aussi difficiles est la perte d'emploi à la suite d'un licenciement du principal pourvoyeur de revenus qui se trouve être, le plus souvent, le père de famille. C'est le cas, par exemple, des familles de policiers radiés²⁸ à Liberté 4 et des « déflatés » selon la terminologie locale pour désigner les personnes mises à pied suite à des fermetures d'entreprise ou à leur restructuration. La précarité dans les SICAP est aussi observable dans le quotidien de ménages frappés par quelque « accident biographique » (décès du principal mobilisateur de revenus). L'hétérogénéité des parcours d'entrée dans la précarité peut être illustrée à travers quelques exemples typiques. La situation de ces familles ci-dessous permet de mieux percevoir la brutalité et la sévérité de la chute dans une vie faite dorénavant de renoncations, de ruptures, de privations et de besoins non ou difficilement satisfaits.

Une première famille de plus de trente personnes dont cinq jeunes adultes inactifs partageant une maison exiguë de quatre pièces, se voit obligée de vivre dans la promiscuité et dans des difficultés depuis que le père a pris sa retraite en 1995. Ce père de famille travaillait jusqu'à son départ à la retraite dans une société de pêche au port de Dakar depuis le milieu des années 70. Ce changement de statut est survenu à un moment particulièrement difficile pour les ménages urbains, c'est-à-dire une année après la dévaluation du franc CFA. Une chute drastique du revenu du père de famille a signifié une amputation des revenus du ménage au moment où les dépenses de base ont connu un important renchérissement. Au salaire mensuel

²⁸ La radiation des policiers intervenue en 1987 a marqué les esprits au cours de ces années bouillonnantes sur le plan social. Elle a été adoptée comme mesure administrative pour sanctionner la grande majorité du corps policier à la suite d'initiatives de protestations qu'ils ont prises en réaction de solidarité avec certains de leurs collègues accusés d'avoir battu jusqu'à la mort un détenu dans le commissariat de Kaolack région située au centre du Sénégal. Cette affaire a servi en quelque sorte de « prétexte » au corps policier pour exprimer des revendications corporatistes et passer outre certaines dispositions réglementaires régissant leur corps (interdiction de manifestation et de grève par exemple). Devant une situation conflictuelle explosive et porteuse de graves dangers, les pouvoirs publics ont réagi par l'adoption d'un décret radiant de la fonction publique l'écrasante majorité des policiers. Par la suite, des mesures de réintégration sélective ont été mises en place. Les conséquences de la perte d'emploi ont été difficilement vécues et la presse sénégalaise a rapporté des drames familiaux (divorces, familles éclatées, cas de folie, suicides).

jugé « suffisant pour satisfaire les besoins de base de la famille²⁹ » succède un revenu trimestriellement perçu, une somme qualifiée de dérisoire pour faire face aux besoins quotidiens de la famille surtout en ce qui a trait aux dépenses alimentaires, au paiement des factures bimestrielles d'eau, de téléphone et d'électricité, ainsi qu'aux autres activités à caractère social (cérémonies familiales, fêtes et événements religieux).

Le mode de vie de cette famille a été durement affecté par le départ à la retraite du père de famille non relayé, comme c'est habituellement le cas, par un ou plusieurs fils en activité. Son aîné, après « avoir bourlingué à l'université pendant plusieurs années », selon son expression, a fini par « cartoucher³⁰ » et est plongé dans l'inactivité ou exerce des emplois aussi sporadiques que mal rétribués. Un sort qu'il partage avec ses autres camarades des « générations de la crise » arrivés à une étape cruciale du processus d'entrée dans la vie adulte et incapables d'actualiser l'ensemble des rôles qu'un tel statut requiert dans la société : une indépendance financière doublée éventuellement d'une autonomie résidentielle grâce à l'obtention d'un emploi rémunéré qui demeure encore l'élément déclencheur de la dynamique d'entrée dans la vie adulte.

Un second exemple : cette femme chef de ménage vivant avec sa sœur aînée, ses quatre filles et ses trois garçons tous âgés au-delà de la vingtaine qui parvient à s'en sortir grâce à une aide mensuelle de son frère : une aide « salvatrice » pour ces deux femmes et leurs enfants sans autres sources de revenus si ce n'est l'argent que rapportent deux de ses filles en guise de rétribution à un travail de domestiques effectué dans des ménages d'Européens au centre-ville. La mort du mari de la première lors d'un accident de circulation et un divorce pour sa sœur, ont précipité dans la précarité ces deux femmes « à qui rien ne manquait » selon leurs dires.

²⁹ Il convient de noter la difficulté d'obtenir des informations détaillées sur les revenus des personnes enquêtées, eu égard à la « culture de la discrétion » entourant les montants des rémunérations des personnes.

³⁰ Perdre la possibilité de s'inscrire dans une faculté universitaire suite à des échecs répétitifs.

Une vie antérieure de « bourgeois » comme elles nous l'ont dit et redit avec une pointe de nostalgie et comme en témoigne cet album de photos qu'elles exhibent fièrement pour se remémorer un passé « fastueux » suivant les standards de réussite sociale : « un mari occupant un poste bien rémunéré dans une entreprise privée de travaux publics, un cadre de vie enchanteur, un "frigo" toujours bien rempli, deux "bonnes" (domestiques) ayant en charge tous les travaux domestiques *sous les ordres de notre interviewée*, des fils inscrits dans une école privée ». Un train de vie qui tranche radicalement d'avec leur mode de vie actuel qui leur a « fait goûter aux aspérités de la misère et du manque de moyens » du fait d'une chute aussi brutale que désastreuse dans la catégorie des « badolo » (*condition sociale modeste*).

Les difficultés vécues par cette troisième famille se retrouvent également dans les discours de ce père de famille de Liberté 5 ayant perdu son emploi à la suite de la fermeture de l'unité industrielle où il travaillait. « Plusieurs pères de famille ont ainsi perdu leur gagne-pain » par la même occasion souligne-t-il. Plusieurs épisodes ont émaillé sa vie et celle de sa famille depuis qu'il s'est retrouvé au chômage et à la recherche d'un emploi pouvant lui permettre de faire face à ses responsabilités familiales. Sa vie et celle de sa famille sont dorénavant régies par une précarité s'exprimant sous diverses manières : difficultés pour assurer la dépense quotidienne, retrait des enfants de l'école privée au profit de l'école publique, nécessité d'avoir à surmonter « l'humiliation » de solliciter l'aide de ses amis ou de ses frères qui sont dans une meilleure situation.

En guise de quatrième exemple, la référence à la précarité est également présente dans les discours de Mass, enseignant dans un collège privé de Grand-Yoff et locataire de deux chambres à Liberté 5. Le collège fait partie des nombreuses structures scolaires qui ont proliféré dans la ville de Dakar dans les années 90 pour répondre à une demande éducative croissante. Il déclare recevoir un « salaire de misère » lui permettant juste de survivre avec sa famille. Une rétribution donc nettement insuffisante pour couvrir l'ensemble des « obligations pesant sur ses frères épaules de chef de famille et de principal soutien de ses parents ». Il ne bénéficie d'aucune protection sociale comme certains de ses collègues employés

dans des structures plus respectueuses de la réglementation régissant le secteur de l'enseignement privé. En plus, il doit faire face à la forte concurrence régnant dans le secteur, surtout de la part de diplômés chômeurs et d'étudiants mais aussi d'enseignants au service de l'État qui trouvent dans les « écoles privées » et les « cours à domicile » des moyens de « casser du bois », expression par laquelle ils désignent leurs différentes pratiques auxquelles ils recourent pour accroître leurs revenus de salariés ainsi que pour améliorer leur quotidien et celui de leur famille.

Il doit composer avec un salaire irrégulièrement perçu en fonction du paiement des frais scolaires par des élèves issus pour la plupart de familles du quartier de Grand-Yoff confrontées à des difficultés économiques aiguës. Les familles trouvent dans ces « écoles à rabais » des moyens d'éviter à leur progéniture une exclusion scolaire dans laquelle la plupart de élèves de cette école tombent finalement. La période des vacances scolaires est douloureusement vécue par cette victime de la précarité des emplois urbains qui rime avec rester 3 mois sans revenus réguliers. Les difficultés de Mass sont symptomatiques des problèmes quotidiens auxquels doivent faire face les personnes ne comptant que sur les « boulots de la précarité » pour atténuer la rudesse d'un quotidien fait de galère, de privations et d'angoisses aiguës.

Les cas que nous venons de décrire illustrent des processus de dégradation des conditions de vie dans les SICAP. Nous ne prétendons pas les considérer comme décrivant la situation de tous les ménages *sicapois*. Ces portraits mettent en lumière le lot de difficultés auxquelles doivent faire face les personnes vivant quotidiennement les conséquences de la crise et des mesures d'austérité et leurs familles. Ils révèlent aussi des « accidents biographiques » (retraite, divorce, décès) dont la sévérité est accentuée par la situation de crise que vit le Sénégal et la faiblesse des dispositifs de protection sociale.

Tous ces événements se déroulent dans un contexte de crise économique et de vécu par les ménages et les individus des incidences négatives de la dévaluation qui est apparue dans beaucoup de discours comme un « moment charnière » et « un

choc terrible » dans le processus de détérioration des conditions de vie. La dévaluation sert, dans certains discours, d'évènement de délimitation entre une période « d'avant-crise » et celle de la crise. Michel, un jeune déscolarisé et occupé dans des petits boulots de tâcheron, illustre à sa manière les changements observés dans sa famille et qu'il met tous sur le compte de la dévaluation.

« Bon on a assisté à une rupture avec le passé ; c'est-à-dire que la "ration" arrive pour poursuivre et combler l'autre. On est obligé de limiter notre train de vie, le riz est pesé par rapport à notre consommation. Pour la viande, avant, la maman enlevait et jetais les os avant la cuisson mais maintenant après la dévaluation cette pratique est révolue. La dévaluation a vraiment poussé les familles à *gérer* avec prudence ; plus question de laisser les enfants dans la douche pour une baignade indéterminée ; maintenant nous sommes conditionnés et nos actes gérés et tout est limité selon les besoins, plus question de gaspiller l'eau, le riz, l'huile. Plus question de gâteries comme avant. Par exemple, quand je n'avais pas envie de manger du "domada"³¹ », je me dirigeais directement au frigo et préparait ce que j'avais envie de manger. C'était le "*jamonoy twist*" maintenant je suis obligé de manger par la force des choses tous les plats. Au temps, on ne mangeait que chez soi, on refusait toujours de manger chez l'autre. Ça c'était notre éducation actuellement ce n'est plus le cas, à l'heure du repas, on s'en passe de savoir si tu manges ou pas ; à ton retour d'ailleurs soit tu trouves des restes, soit tu n'as rien ».

La fin du « *jamonoy twist* » évoquée par Michel s'exprime avec plus de sévérité chez les jeunes qui ont vécu frontalement l'ensemble des chocs ayant jalonné leur enfance et leur jeunesse et qu'ils considèrent comme des obstacles de taille à leur sortie de la dépendance socio-économique à laquelle la majorité d'entre eux sont plongés. Ils se perçoivent comme les « enfants de la crise » ou une « génération sacrifiée » qui s'est beaucoup battue dans le champ politique et éducatif notamment sans pour autant réussir à se soustraire de la galère qu'ils considèrent comme dépeignant mieux la situation socio-économique à laquelle ils sont astreints, à l'heure actuelle, dans leur famille, leur quartier et dans la société globale.

³¹ Le « domoda » est un plat sénégalais constitué d'une sauce à base de farine et de légumes. Il peut se préparer avec du poisson ou de la viande. Il se mange avec du riz blanc. Pour les mères de famille, il est le plat de recours les jours de « disette » au marché.

5.1.4 – La galère juvénile : un symbole de la précarité à Liberté 4 et 5

A Dakar, la crise économique et les politiques d'ajustement ont certes eu un coût social élevé pour de larges segments de la population. Néanmoins, les jeunes « nés et socialisés » dans la crise ont payé un lourd tribut à la crise économique à laquelle le Sénégal fait face : exclusion scolaire, chômage, accès à des emplois précaires et mal rémunérés, prise de rôles et de responsabilités retardée. La frange juvénile de la population dakaroise constitue ainsi l'une des catégories sociales les plus durement frappées par l'aggravation des contraintes économiques. Le parcours des jeunes de Liberté 4 et 5 contraints au « xoslu » (galère ici) est un « jalonnement de difficultés » car la majorité d'entre eux ont vécu de manière frontale l'ensemble des « chocs » ayant ponctué les deux dernières décennies au Sénégal : désengagement étatique des secteurs sociaux, turbulences politiques, dévaluation du franc CFA, programmes d'ajustement structurels, soubresauts récurrents dans le système éducatif avec leur cortège de grèves, d'année blanche et d'année invalide, alternance politique.

Dès lors, il n'est pas surprenant que la précarité qui s'est, durablement et depuis longtemps, incrustée dans l'espace *sicapoïse* ait surtout un visage juvénile. Elle revêt même une dimension très aiguë pour des jeunes qui se retrouvent dans l'incapacité de satisfaire leurs aspirations et qui sont condamnés à une fragilité économique porteuse de désespoir et à une « insignifiance sociale » génératrice de « d'amertumes », de « ressentiments » et de « désillusions ». Aussi, sont-ils contraints de vivre les affres de la précarité et d'une dépendance sociale prolongée.

Si certains des parcours précédemment présentés peuvent être perçus comme des « accidents biographiques » non directement imputables à la crise économique mais dont l'intensité et les conséquences néfastes sont accentuées par celle-ci, par contre les difficultés vécues par les jeunes symbolisent la galère suscitée par la crise et les mesures d'austérité. C'est le cas de ce jeune homme « condamné » à « une vie de retraité avant même d'avoir travaillé », en situation de dépendance envers des parents exténués par la dure conjoncture et qui vitupère contre le côté « impitoyable » d'une société où l'argent prime sur tout et où tout le monde est

jaugé à l'aune de signes extérieurs liés au paraître. Voici comment il décrit sa vie d'inactif.

« Ma vie, simple ! Je me réveille à 8 heures ou 9 heures, ça dépend quoi ! Je prends le bain, je prends le petit-déjeuner s'il y en a et si bien souvent il n'y a pas, je m'en passe. Je viens à la cabine téléphonique (*lieu de ralliement de ses pairs, leur grand-place*) jusqu'à l'heure du repas, je retourne chez moi. Si je n'ai rien à faire, je reviens ici, à chaque heure de la prière je vais pour faire mon devoir de musulman et puis je reviens ici ainsi de suite jusqu'à minuit ; j'aide mon ami et frère à fermer sa cabine. Depuis 1972, je vis à la SICAP, j'ai aujourd'hui 30 ans et à mon âge, mon père avait déjà une femme, avait fondé un foyer et aidait ses parents. Aujourd'hui je n'y pense même pas [...]. C'est vrai quoi...je me sens très mal à l'aise dans notre maison. Je vis avec ma mère, elle essaie de m'encourager pour me soulager parce que la situation est désespérée » (Laye résidant de Liberté 4).

Ce jeune partage la même *galère* que le groupe de 12 jeunes de Liberté 5 majoritairement chômeurs avec qui nous avons mené une discussion de groupe. Ils ont tous arrêté leurs études en ce moment et nourrissent le rêve de « détalier » (« lalli »). Ils sont tous âgés de plus de 25 ans et déclarent être obligés de mener une vie de « xoslu » (*galère*) parce que « confinés dans un chômage endémique ». Leur dépendance envers leurs parents (devenus retraités pour la majorité) s'en trouve prolongée alors que, selon l'un d'entre eux, « aujourd'hui, c'est nous qui devrions épauler nos parents et les aider à faire face aux difficultés de la vie mais c'est le contraire qui se passe. Des jeunes qui dépendent des vieux, c'est très humiliant ».

En guise d'explication à leur situation de *galère*, ils pointent un doigt accusateur vers « l'État incapable de fournir du travail aux jeunes » et aux « dirigeants qui "bouffent" l'argent du pays au lieu d'aider les jeunes » (entrevue de groupe à Liberté 4). Les interrogations que suscite une telle situation sont angoissantes de leur avis. Des questions comme celles taraudant Moussa et ses pairs :

« Tu arrives un moment où tu te demandes : moi Moussa, quand est-ce j'aurai ma maison ? Quand est-ce je pourrai voler de mes propres ailes ? Je dois travailler, me marier, avoir des enfants. Quand cela aura-t-il lieu ? Il y a aucun signe que ce sera dans un avenir proche alors que je m'approche de la trentaine ».

Les « angoisses » et la « désillusion » de ces jeunes sont partagées par ce « cartouchard » de Liberté 4 au chômage multipliant les demandes d'emploi sans succès. Il a consenti d'importants efforts pour poursuivre ses études jusqu'à l'Université. Deux ans après l'arrêt de ses études, ses initiatives d'emploi ne sont pas fructueuses. Son constat est amer : « dans ce pays, si tu n'as rien, on t'associe à rien même dans ta propre famille. Ton avis ne compte pas parce que tu n'as pas d'argent. Tu es négligé. Les filles ne daignent même pas te regarder parce que tu es sans argent [...]. Quand tu n'as pas d'argent, tu ne comptes pas. Tu es comme un enfant qu'on entretient ».

Les difficultés des jeunes s'expriment également chez les filles. Elles considèrent les difficultés tout aussi aiguës à leur niveau car les « filles ont beaucoup de besoins à satisfaire ». « Suivre la mode » et rester « branchées » exige des moyens que leurs parents ne peuvent plus leur garantir comme auparavant. L'une d'entre elles propose une description de la précarité à Liberté 5 en ces termes :

« Le quartier a complètement changé, on note une structure différente par rapport au passé, les agressions, les vols sont devenus fréquents. A l'époque, les parents percevaient un bon salaire et pouvaient subvenir à tous nos besoins, aujourd'hui les gens n'arrivent plus à joindre les deux bouts, les gens vivent dans la discrétion ("sutura"). La "dévaluation" a rendu la vie dure à la SICAP, en plus la population a augmenté, les petites maisons qui comptaient 2 à 4 personnes ont triplé et les repas quotidiens sont assurés au terme d'une "gymnastique" quotidienne de nos mamans. Aujourd'hui la vie est plus dure ».

Les cheminements de ces jeunes sont illustrateurs des difficultés vécues par « les générations socialisées dans la crise » qui continuent de payer un lourd tribut à la crise et aux mesures d'austérité qui se sont succédées au Sénégal. Les parcours de ces jeunes et les discours qu'ils utilisent pour décrire leur situation et leur statut renseignent sur les difficultés aiguës vécues globalement par une bonne partie des jeunes dakarois. Elles se traduisent par un accès toujours problématique à un emploi, des difficultés pour obtenir une autonomie qui passe par une indépendance financière. Les jeunes de la classe moyenne ont souffert de la crise du système éducatif et de la crise des emplois salariés au vu de la place assignée à l'institution

scolaire dans les mécanismes de reproduction et de promotion sociale chez cette catégorie sociale. Les jeunes de Liberté 4 et 5 ont vu leurs chances d'accéder à un emploi et de soutenir des parents retraités s'amenuiser grandement à l'instar des autres jeunes citoyens dakarois. Ils vivent les tourments du manque de qualification et du chômage. Les « boulots de la précarité » constituent souvent les alternatives pour les plus « dégourdis » d'entre eux ne répugnant pas à effectuer des travaux naguère tenus en piètre estime dans leurs représentations (tâcherons dans des chantiers de la SDE ou de la SONATEL³² par exemple).

Face à une situation aussi difficile, il n'est donc pas surprenant que les jeunes urbains aient été très impliqués dans les mouvements de contestation et de révolte scolaire, syndicale et politique qui ont marqué l'histoire politique sénégalaise en particulier au cours des 80 et 90. On peut penser ici aux grèves qui secouent à répétition le champ scolaire et universitaire, aux émeutes post-électorales de 1988 qui ont vu une entrée fracassante de la jeunesse urbaine dans le champ politique, mais aussi aux soubresauts sociopolitiques récurrents dans l'espace urbain dakarois. Le degré de politisation et de mobilisation de la jeunesse urbaine au cours de ces périodes a été déterminant dans la défaite de Abdou Diouf et la survenue de l'alternance en mars 2000.

L'un des puissants médiums d'extériorisation des frustrations, d'expression du désabusement, d'énonciation des revendications et des rêves de la « génération *bul faale* » est la musique rap. L'espace *sicapois* a constitué un des « terreaux d'incubation » de cette forme musicale puisque le groupe *Positive Black Soul* considéré comme une des figures de proue du mouvement *hip hop* sénégalais y a pris son envol. À travers la musique rap qui a connu un essor fulgurant à partir des années 90, la masse des « chômeurs, des *non-autonomes* et des débrouillards » dont se réclament certains jeunes de notre étude disposent d'un « porte-voix » pour décliner et dénoncer, en des termes crus et dénués de toute censure, les « misères » d'être « jeune », mais surtout les maux gangrenant la société sénégalaise : incurie

³² Société de distribution des eaux et Société nationale des télécommunications.

des « politiciens », toxicomanie, violence, cupidité, hypocrisie, corruption, pauvreté, obsession pour les biens matériels.

Globalement, à travers les témoignages des jeunes de notre étude, nous avons des fragments de discours qui rendent compte du désarroi et des questionnements d'une jeunesse urbaine « conjoncturée » et « dévaluée » qui, face à la dureté de sa situation socio-économique et aux aspérités de son statut de « dépendants de parents « exténués » ou « terrassés » par le poids des écrasantes responsabilités familiales considèrent que la « panacée » est dans la concrétisation de son « projet » d'émigration pour réaliser « l'obsessionnel » désir de réussite sociale (« tekki »). Cela passe impérativement, comme il nous a été donné de le constater dans les discours des jeunes, par la sortie des frontières nationales car le pays n'est plus « l'endroit de réalisation de leurs ambitions personnelles » car « le pays ne fait plus l'affaire » (« dëkk bi yorotu ko »), mais probablement le « lieu d'exhibition de leur réussite ».

La précarisation de la classe moyenne est aujourd'hui une dimension reflétant les conséquences sociales de la crise économique et des mesures d'austérité dans les villes africaines. À Dakar, la classe moyenne a été affectée selon diverses modalités. La tendance la plus marquante est, à ce propos, la détérioration continue des conditions de vie de larges segments de ménages relevant de cette catégorie sociale. Nous avons ici décrit l'ampleur, les modalités, les conséquences et enfin les repères de ces processus de fragilisation de ce groupe social à travers les parcours de ménages des quartiers de Liberté 4 et 5.

La conclusion majeure à tirer est l'acceptation du point de vue des personnes interrogées de la réalité de l'entrée dans la précarité. Divers éléments illustrateurs de cette dynamique ont été mis en évidence, des exemples typiques ont été retracés de même qu'ont été exposées les conséquences sociales de la nouvelle situation socio-économique que divers facteurs (crise, ajustement structurel, baisse des revenus, cherté de la vie) imposent aux ménages des SICAP. Dans la majorité des expériences sociales présentées pour dépeindre la nouvelle situation sociale,

économique prévalant dans ces ménages, nous avons noté une tendance à l'établissement de parallèles avec des ménages « stigmatisés » comme pauvres, soit les quartiers populaires de ville ou de la banlieue dakaroise. Nous allons maintenant voir le sens des convergences effectuées en retraçant les dynamiques socio-économiques ayant ponctué la vie de ménages d'un quartier faisant partie de cette catégorie : Guinaw rails.

5.2 – Un cumul de contraintes : l'expérience de paupérisation à Guinaw rails

Dans les paragraphes qui suivent, nous décrivons différentes facettes de la pauvreté dans le quartier de Guinaw rails, ses formes d'expression, la variabilité de ses effets et les processus significatifs de confinement dans la pauvreté tels qu'ils sont dépeints dans les entrevues individuelles et de groupe. En outre, ce sous-chapitre met l'accent sur les discours de refus de la « stigmatisation » développés par certains interviewés, ainsi que sur les perceptions différentielles de la pauvreté en prenant pour point d'ancrage l'expérience vécue des personnes. L'analyse des matériaux nous amène également à nous appesantir sur des indicateurs et des processus perçus comme les plus révélateurs des contraintes auxquelles sont exposées les populations de Guinaw rails tout en prêtant attention aux figures sociales représentatives des dynamiques d'appauvrissement à l'œuvre dans le quartier.

5.2.1 – Contrainte de l'occupation spatiale et variabilité des itinéraires d'installation

La majorité des personnes interviewées ont grandement pointé du doigt le caractère « irrégulier » du quartier et le mode d'occupation « anarchique » de l'espace du fait de l'absence d'un plan de lotissement préalable à l'installation des premiers habitants. Il est noté une polarisation des discours sur les conditions de naissance de Guinaw rails, ainsi que sur les défauts liés à son statut de quartier « spontané ». Ce qualificatif est usité au Sénégal pour désigner les aires d'habitation qui ont proliféré dans la banlieue de Dakar en réponse à un renchérissement du coût de l'accès à la propriété foncière et à une urbanisation galopante. Il s'agit de

quartiers non lotis et non aménagés au départ et le plus souvent établis sur des sites non appropriés (anciens lits de marigots par exemple) et dont les premiers habitants ont fait fi de l'opposition des autorités administratives quant à leur emplacement.

Le statut « irrégulier » à l'origine du quartier ainsi que le mode d'occupation de l'espace nous sont apparus comme des thèmes transversaux et structurants des entrevues surtout collectives réalisées à Guinaw rails. Ils sont au cœur des argumentaires développés par les différents groupes (jeunes et adultes, hommes et femmes) pour justifier le niveau de dégradation des conditions de vie et l'image de site « déshérité » accolée au quartier dans l'imaginaire de certains citoyens dakarois.

Une série de discours recueillis lors des entretiens de groupe permet de comprendre le processus, les modalités et les incidences du mode d'occupation de l'espace que la majorité des personnes interviewées ont identifié comme l'un des facteurs explicatifs des difficultés auxquelles les ménages et les individus sont confrontés à Guinaw rails. Aux contraintes de l'insécurité foncière et de l'absence d'un plan de lotissement sont venues s'ajouter d'autres, tout aussi aiguës, relatives à un défaut d'aménagement du cadre de vie, à un déficit d'infrastructures et d'équipements collectifs, à l'intensité du chômage, des jeunes surtout, et à la précarité des conditions de vie.

Iba, jeune « xosluman » (débrouillard) comme il se présente, livre un témoignage sur la situation ci-dessus évoquée. Il faut souligner que le thème de la situation du quartier a nourri des débats passionnés lors de l'entretien de groupe avec les jeunes formant son groupe de pairs, des jeunes au chômage ou exerçant des activités sporadiques qui se retrouvent quotidiennement au « banc *jaaxle* », un terme pour désigner leur point de rencontre, l'endroit où ils se réunissent pour « partager, boire du thé, discuter et se filer des tuyaux pour s'en sortir dans la "jungle" urbaine dakaroise ». Donc de l'avis de Iba :

« Nos parents ont tout mis dans ce quartier. Ils l'ont construit seuls sans l'aide de l'État. On ne retrouve rien de significatif venant de l'État. Au contraire, le quartier est toujours indexé quand on parle de pauvreté,

d'agresseurs. La situation est poignante car la plupart des gens surtout des jeunes sont chômeurs ou se débrouillent tant bien que mal pour ne pas baisser les bras. Si les gens montrent Guinaw rails du doigt, c'est à cause des inondations, de la promiscuité et de son enclavement. Notre quartier n'a pas de plan de lotissement, il n'y a pas de voirie et trouver une voiture en cas d'urgence peut être des fois très difficile ».

Un point de vue approuvé par un autre participant à la discussion de groupe avec les jeunes du « banc *jaaxle* » dans un style laissant transparaître une dénonciation des autorités administratives et politiques qui ne se montrent intéressées par la situation du quartier et par le sort de ses habitants qu'en période d'élections.

« Guinaw rails est perçu comme un "bidonville", un "ghetto" habité de manière clandestine ; les parents ont construit les maisons de manière anarchique. La plupart des gens sont venus des villages dans des conditions difficiles à la recherche de meilleures conditions de vie à Dakar [...]. Les gens se sont établis n'importe comment...Rien n'a été fait pour changer les choses, les "vieux" (*parents*) ont été laissés à eux-mêmes. Ceux qui devaient faire quelque chose, c'est-à-dire les politiciens, ont laissé faire. Combien de personnes ou de voitures circulent sur la route nationale tout en ignorant l'existence du quartier ? Pourtant en période d'élections, nous sommes courtisés, les politiciens viennent et font toute sorte de promesses qu'ils ne tiennent jamais. La preuve, depuis combien de temps, on parle de la restructuration de Guinaw rails, de son lotissement sans rien au bout ? Toujours des paroles, rien que des paroles ».

L'entretien de groupe avec les adultes hommes donne un éclairage historique de l'enracinement des problèmes de Guinaw rails. Mor, un notable du quartier très actif dans l'élan communautaire impulsé par ses co-résidents pour changer les conditions de vie dans le quartier, en explique les phases majeures et leurs répercussions sur les modes de vie.

« Le problème de notre quartier, c'est qu'il n'était pas destiné à être habité. On peut en juger par le fait que le quartier est sorti de terre de manière très rapide alors que c'étaient des champs qui occupaient tout l'espace. Nous avons cohabité avec les champs pendant des années avant qu'ils ne disparaissent pour laisser la place aux habitations. Comme le quartier ne présentait aucun intérêt à l'État, nous avons été laissés à nous-mêmes. Nous avons acheté des terrains, nous avons trouvé la surface enclavée, sans ruelles, sans infrastructures, nous sommes obligés de vivre à côté des mares d'eau et des herbes en hivernage comme en saison sèche. Les inondations sont notre principal problème à côté d'autres qui sont tout aussi aigus

comme l'absence d'équipements, notre statut de « "badolo" (*personnes de conditions socio-économiques modestes*) et de "ndol" (*personnes misérables*) ».

Il est essentiel d'accorder une attention à la présentation des conditions de naissance du quartier pour camper le contexte dans lequel les processus de confinement dans la pauvreté des ménages se déroulent mais aussi pour ne pas occulter une partie de l'enracinement des problèmes socio-économiques telle qu'elle est exprimée dans les entretiens de groupe et les entrevues individuelles.

Une bonne partie des ménages se sont établis dans le quartier malgré la contrainte ayant trait au statut du quartier. Une partie des ménages ayant « ignoré » cette contrainte sont ceux de migrants venus s'établir dans ce quartier « spontané » pour « fuir » les aspérités de la vie en campagne par suite de l'intensité de la crise agricole. Échapper à la misère de la condition paysanne en vue de meilleures conditions de vie, mais aussi pour venir affronter une pluralité de contraintes d'ordre environnemental, économique, foncier et social qui rendent la vie dans le quartier ardue. A défaut de ce motif, un autre tout aussi important est dicté par la volonté de surmonter les difficultés d'accès à la propriété foncière dans les quartiers réguliers de la banlieue de Pikine. Ces motivations se retrouvent dans les discours développés par certains chefs de famille anciennement établis dans d'autres quartiers de Dakar mais qui ont par la suite déménagé avec leur famille dans le quartier de Guinaw rails pour l'accessibilité au foncier et/ou la modicité des coûts de la location.

Les cheminements des ménages s'articulent donc, la majorité des cas, autour d'une installation dans Guinaw rails qui, du fait de ses caractéristiques de quartier « non-structuré » offre une certaine accessibilité à des ménages à bas revenus ou à des familles de migrants à la recherche de meilleures conditions de vie et de travail. Les parcours les plus typiques, d'après les informations fournies par les personnes ayant participé aux entretiens de groupe, s'inscrivent en outre dans une dynamique de rapprochement et de regroupement principalement selon l'origine villageoise ou territoriale, l'appartenance ethnique, par exemple. À ce propos, un découpage de

l'espace social laisse apparaître, dans certains endroits, une occupation spatiale du quartier en fonction du village d'origine. C'est le cas des pêcheurs des Îles du Saloum, l'un des premiers groupes à s'être installé dans le quartier. Les aînés ont servi en quelque sorte de « tête de pont » ou de relais aux générations suivantes et les ont aidées à acquérir des parcelles et à amorcer leur insertion professionnelle à titre de pêcheurs ou de journaliers dans les usines de la zone industrielle dakaroise et au port de Dakar ou de tâcherons dans certains chantiers de construction.

Un autre itinéraire d'installation est ressorti lors des entretiens de groupe. Il a pour point de départ la zone de la vallée du Fleuve Sénégal situé au Nord du pays et a été animé par les migrants toucouleurs ou soninké³³ qui se sont établis à Guinaw rails pour son accessibilité mais aussi pour ne pas s'éloigner des premières générations de migrants de leur village qui leur servent aussi de relais pour la réussite de leur entreprise migratoire à travers leur insertion dans le secteur du commerce ambulant ou des « petits-métiers » (cireurs de chaussures au centre-ville et à proximité des hôtels) en prélude à une poursuite de leur parcours vers les pays d'Afrique centrale et australe et plus tard vers la France et les Etats-Unis.

Un autre modèle typique d'installation pouvant être mentionné est le fait de familles ayant un plus profond ancrage dans l'espace urbain dakarois. Il s'agit pour l'essentiel de familles préalablement installées dans d'autres quartiers de la ville de Dakar mais qu'elles ont été obligées de quitter à cause de la cherté de la location (cas de familles auparavant locataires dans des quartiers réguliers de la banlieue de Pikine venues s'établir à Guinaw rails où le foncier était plus à leur portée) ou de l'éloignement géographique et de l'enclavement plus prononcé de leurs quartiers d'origine. Ces différents modèles d'installation permettent de comprendre la forte diversité ethnique notée dans le quartier où cohabitent diverses nationalités, plusieurs groupes ethniques et des familles aux origines, aux expériences et aux parcours pouvant se révéler disparates. Néanmoins, l'ensemble de ces groupes ont pour principal trait d'union le partage d'un cadre et de conditions de vie que beaucoup ont jugé pénibles.

³³ Groupes ethniques au Sénégal.

En suivant le témoignage du vieux Mor, il ne lui restait qu'à acquérir un terrain sur le site de Guinaw rails en dépit des conditions écologiques sévères qui pèsent sur le quartier et de l'absence d'un plan de lotissement. Aussi se considère-t-il « fier d'avoir solutionné à une époque favorable ; dans les années 70 » où la spéculation foncière n'était pas ce qu'elle est aujourd'hui à Dakar ; un des soucis majeurs qui obsèdent le plus les chefs de famille à l'heure actuelle, même ceux disposant d'un revenu régulier comme les fonctionnaires devenus « des locataires éternels » : « avoir une maison à Dakar quel que soit l'endroit où elle est située ». Aussi poursuit-il son discours en ces termes :

« On peut nous indexer de quartier irrégulier mais ce qui compte, c'est que le pouvoir (*ngurgi*) ne peut pas nous déplacer d'ici, tout juste ce que les gens peuvent faire, c'est nous aider à améliorer le quartier, en commençant par le lotissement mais un retour en arrière n'est pas possible. Nous dormons tranquilles dans nos maisons car nous les avons obtenues à la sueur de notre front et ce qui compte le plus, c'est de nous battre pour faire changer les choses. Comme preuve que les gens au pouvoir ont toléré [accepté] l'existence de Guinaw rails, c'est que nous sommes branchés sur le réseau d'eau potable, ceux qui n'ont pas l'eau courante chez eux utilisent les *robinets* publics. On a l'électricité et l'éclairage public. En plus, nous avons notre maire depuis quelques années Vois-tu, si l'occupation du quartier n'avait pas été acceptée, tout ça ne serait pas possible ».

Malgré les changements induits par la reconnaissance administrative qui se sont matérialisés à travers quelques investissements publics (éclairage, adduction d'eau), la majorité des ménages doivent faire à des difficultés ardues. Au délabrement du cadre de vie s'ajoute le problème de la pauvreté d'une bonne partie des ménages dans un contexte d'accentuation des difficultés économiques et sociales dans la ville de Dakar comme cela est ressorti dans les formes d'expression retenues comme illustratives des dynamiques d'appauvrissement dans le quartier.

5.2.2 – Des dimensions et des contraintes symptomatiques de la pauvreté à Guinaw rails

De tous les éléments sur lesquels les personnes interrogées ont insisté pour caractériser Guinaw rails, une tendance se dégage quant à la dureté de sa situation économique et à l'acuité des difficultés quotidiennement vécues. Divers éléments

issus des discussions de groupe mettent en lumière la description en des termes négatifs des modes de vie des habitants et leur confinement dans une pauvreté multiforme. Les trajectoires individuelles et collectives recensées lors de notre enquête au-delà des indications qu'elles sont en mesure de fournir sur la pauvreté qui frappe les populations de Guinaw rails présentent le mérite de fournir des éléments d'appréciation de l'évolution des conditions de vie des milieux populaires d'une manière générale dans l'agglomération de Dakar, en particulier dans les quartiers défavorisés.

Il est possible de déceler une certaine unanimité dans la série de contraintes et de problèmes identifiés par les différents groupes avec lesquels nous nous sommes entretenus lors de notre enquête de terrain. Comme nous l'avons déjà montré, ce consensus s'est établi autour du statut du quartier et des contraintes écologiques imputables aux caractéristiques du site sur lequel le quartier a été bâti. Cependant, ce consensus observé lors des discussions de groupe n'est pas le seul, ni le plus significatif. Il apparaît clairement que la question de la pauvreté, du manque de moyens et d'argent y revêt une acuité et une ampleur qui ont nourri des débats fertiles à l'occasion des discussions de groupe. La preuve d'une telle assertion se trouve dans le fait que la pauvreté ou d'autres termes pour la décrire comme ceux de manque de moyens, de manque d'argent ou de faiblesse de revenus se retrouvent dans la totalité des grilles dans lesquelles nous avons rangé les problèmes majeurs identifiés par les jeunes et les adultes, les hommes et les femmes, pour brosser un portrait de leur quartier de résidence.

Guinaw rails peut être perçu comme le lieu de concentration d'une pauvreté aiguë et l'indicateur majeur mis en exergue lors des discussions de groupe a justement trait au délabrement du cadre de vie qui se donne à lire à travers l'insalubrité, le mode anarchique d'occupation de l'espace, la faiblesse des infrastructures communautaires (centres et postes de santé, écoles), ainsi qu'à travers la modicité des moyens des habitants. Les termes wolofs comme ceux de « ndol » (misère extrême), « faaqir » (indigent), « néew doole » (sans moyens), « miskiin » (pauvre) ont été certes employés par les personnes adultes et les

personnes âgées pour caractériser le profil décrivant mieux certains habitants du quartier.

« Nous sommes fatigués », « nous n'en pouvons plus », « la vie est dure », « notre situation est insupportable » demeurent autant d'exclamations ayant ponctué certains discours sur les formes d'expression des difficultés dans le quartier. Elles représentent des expressions tranchées qui mettent en lumière l'intensité des difficultés vécues par les catégories sociales populaires qui doivent endurer une situation sociale faite de manques, de renoncements et d'arbitrages entre des budgets en diminution et des charges domestiques en augmentation (agrandissement du cercle familial) et en renchérissement (hausse du coût de la vie).

Les idiomes à l'aide desquels les éléments significatifs des trajectoires de basculement et le vécu de la situation de pauvreté sont dévoilés sont puisés dans la vie quotidienne des individus. Ils sont mis de l'avant pour dépeindre les facteurs de vulnérabilité et demeurent organisés autour d'expressions à fort potentiel explicatif comme celles d'une persistance et d'une accentuation des vulnérabilités parallèlement à l'aggravation de la crise économique et de l'exclusion spatiale, économique et sociale qu'elle contribue à rendre plus redoutable. Ils peuvent ainsi servir comme indices pour apprécier la dégradation des conditions de vie.

Suivant les différentes entrevues de groupe réalisées, différentes séries de problèmes ont été répertoriées. Les difficultés mentionnées par l'ensemble des groupes (jeunes hommes, jeunes filles, hommes adultes et femmes adultes) sont : le manque de moyens des habitants, les inondations, l'insalubrité, l'occupation « anarchique » de l'espace, l'insalubrité, la promiscuité, la faiblesse des équipements collectifs, l'enclavement du quartier, l'insécurité et la dureté des conditions de vie. Ce cumul de handicaps renseigne a priori sur l'acuité des difficultés auxquelles les populations doivent faire face dans leur vie de tous les jours.

Les signes d'expression de la difficulté des conditions d'existence se donnent à voir à travers les problèmes écologiques qui ressortissent en dernière analyse à l'emplacement du quartier et à la nature du site sur lequel le quartier a été établi. Le fait qu'une bonne partie de Guinaw rails soit édifié sur une zone où la nappe phréatique affleure constitue une contrainte de taille pour ses populations qui craignent de manière redoutable les inondations survenant à la saison des pluies. Les inondations qui engendrent beaucoup de nuisances et de risques sanitaires pour les familles ont été au centre de l'argumentaire des personnes interrogées. Les jeunes comme les adultes, les hommes comme les femmes ont fait de la contrainte écologique l'un des problèmes majeurs recensés dans le quartier.

Assane, en intervenant lors de la discussion de groupe avec les hommes adultes, explicite les formes d'expression et les incidences de la contrainte écologique.

« En hivernage, notre quartier devient tout simplement invivable. Les pluies laissent beaucoup de problèmes. Beaucoup de maisons sont confrontées à des problèmes d'inondations. Chaque saison des pluies, des familles sont même obligées de quitter leur maison parce que l'eau est entrée dans les pièces de la maison, d'autres sont obligées de dormir à la belle étoile ou de trouver de l'aide ailleurs parce que l'eau a pris possession de leur maison [...]. Circuler dans le quartier devient un vrai calvaire, il faut faire des détours parfois très longs pour éviter de traverser les flaques d'eaux...sans compter les détritiques qui se mélangent avec l'eau. C'est pourquoi les maladies sont monnaie courante ici. [...] A vrai dire, personne n'aime l'hivernage à Guinaw rails ».

Les incidences de la contrainte écologique demeurent donc un thème qui est ressorti avec force dans les discours. Les personnes interrogées ont recouru à divers détails et anecdotes pour relater les conséquences de cette contrainte écologique et les risques l'accompagnant. Beaucoup d'autres problèmes récurrents dans les discours sont référés à cette contrainte. Il s'agit par exemple des risques sanitaires et des dangers engendrés par les eaux stagnantes sur la santé des populations, notamment sur celle des enfants. Les propos de cette mère de famille en témoignent d'ailleurs.

« Nos enfants ne peuvent pas être en bonne santé alors que nous sommes obligés de cohabiter avec les immondices, les flaques d'eaux à longueur d'année. Les dépotoirs d'ordures sont là à côté des maisons. Les eaux stagnantes restent ici presque jusqu'à l'arrivée des prochaines pluies. Le jour, ce sont les mouches, la nuit, ce sont les moustiques. Les enfants qui grandissent dans cette situation ne peuvent ne pas avoir des maladies de toute sorte. C'est pas surprenant qu'on trouve dans le quartier des maladies de toute sorte qui ont pour origine les eaux stagnantes et les saletés ».

Figure 3 : Les « eaux stagnantes » et les « inondations », « cauchemar » des habitants de Guinaw rails



Source : Enquête de terrain 2002

Outre la contrainte écologique, le manque de moyens et le niveau de dénuement d'une bonne partie des ménages de Guinaw rails sont aussi apparus comme des thèmes récurrents dans les discours sur les processus d'appauvrissement dans le quartier. Ce qui est ici souligné est la faiblesse des revenus socio-économiques dont disposent les ménages et le manque d'équipements communautaires. Cette dernière situation a suscité chez les personnes interrogées l'impression d'un « quartier laissé à lui-même » car bénéficiant faiblement de l'attention des pouvoirs publics. Le regard projeté par Lamine lors de l'entretien de groupe avec les adultes hommes donne un panorama des problèmes dont souffre le quartier.

« Notre quartier n'est pas comme les autres. Nous manquons de beaucoup de choses. Nous n'avons pas suffisamment d'école, beaucoup d'enfants ne

sont pas scolarisés et sont livrés à eux-mêmes, ce qui est grave pour eux et pour leurs parents. On avait dit que les problèmes de santé sont nombreux, pourtant la structure de santé du quartier manque de tout. Il n'y a rien pour soulager les nombreux malades surtout pendant l'hivernage, d'ailleurs pendant cette période, la cour est souvent transformée en mare. En vérité, notre quartier est un quartier de "ndol" (*pauvres*). Les parents sont pauvres, les jeunes sont frappés par le chômage, la sécurité fait souvent défaut, les maladies sont répandues. À dire vrai, les difficultés de la vie à Dakar sont extrêmement aiguës ici ».

Malgré les risques sanitaires et les périls écologiques auxquels les populations sont confrontées particulièrement pendant la saison des pluies, les discours d'entretien ont fait ressortir l'accès aux services sociaux de base comme un autre problème majeur. Des contraintes de taille sont vécues pour se faire soigner, scolariser les enfants ou jouir d'un environnement exempt de risques de maladies. Ces difficultés sont souvent imputables au manque de moyens et à la disponibilité de l'offre en matière de santé, d'éducation et d'évacuation des ordures par exemple. Des indices ont été présentés dans les discours pour illustrer les manifestations concrètes de ces contraintes.

Ce qui ressort de manière récurrente des informations recueillies est la prévalence de certaines maladies présentées comme relevant « d'une déficience en matière d'hygiène, d'un cadre de vie malsain et des eaux stagnantes ». Ce qui constitue pour certains interviewés des conditions favorables au développement de certaines pathologies perçues comme « faisant des ravages dans le quartier en particulier chez les enfants ». Ce sont par exemple le paludisme, la conjonctivite, les infections cutanées, les maladies diarrhéiques et la rougeole. Évaluant la situation sanitaire prévalant dans le quartier et des risques pouvant en résulter, Awa, mère de famille, souligne lors de l'entretien avec les femmes adultes :

« Quoi de plus dur pour une mère de famille que de voir ses enfants être constamment malades. Nous vivons avec cette crainte car avec la saleté existant dans le quartier et les eaux qui sont là à longueur d'année, personne n'est à l'abri de maladies. Les moustiques pullulent dans le quartier à cause des eaux, nous partageons notre quotidien avec les ordures, personne ne peut être en bonne santé dans ce type d'habitat. Ce qu'on peut dire, c'est que nous ne sommes pas épargnés par les maladies et ce sont les enfants qui en souffrent le plus. Tous les gamins du quartier ont des problèmes de santé : le paludisme est là, les diarrhées aussi, les maladies des yeux ».

L'intensité des problèmes de santé est aggravée par la faiblesse des infrastructures recensées dans le quartier. Si ces dernières existent, elles sont, soit en nombre insuffisant, soit dans un état de délabrement et de dénuement prononcé ou bien leur accessibilité et les services offerts qui y sont offerts demeurent problématiques. Tel est le sort par exemple du seul centre de santé recensé dans le quartier régulièrement envahi par les eaux de pluie et dont le personnel a du mal à faire face au « rush » de patients observé pendant la saison de pluies, une période singulièrement redoutée à cause des maladies, des nuisances et inconforts que l'hivernage charrie dans le quartier (rues transformées en pataugeoires, maisons abandonnées). Les problèmes de santé se posent donc dans un contexte de faiblesse des actions et des structures dédiées à leur résolution. La satisfaction des besoins dans le domaine de la santé s'effectue avec difficultés à moins que, faute de moyens, les ménages ne privilégient des solutions moins onéreuses dans un contexte où comme le souligne un interviewé : « si tu n'as d'argent, inutile d'aller dans un hôpital car on va te donner des ordonnances que tu ne pourras pas payer ».

Outre la situation sanitaire, des contraintes de taille se trouvent répertoriées dans les discours dans le domaine de l'éducation. Le problème le plus important mentionné à ce niveau est lié à la scolarisation et à l'éducation des enfants qui est évaluée d'un point de vue empirique notamment à travers la récurrence des déperditions scolaires matérialisées par les échecs et les abandons. Ce phénomène est aggravé par la faiblesse de l'offre éducative dans le quartier, ainsi que par les rôles maintenant dévolus aux jeunes générations dans la mobilisation de revenus investis dans les dépenses domestiques.

La situation éducative guère reluisante se trouve référée au manque de moyens qui empêche d'assurer les dépenses exigées par la fréquentation scolaire des enfants puisque comme le souligne ce père de famille : « les gens sont laissés à eux-mêmes. L'école est destinée aux personnes nanties. Si tu n'as pas les moyens, tu vas être fatigué pour envoyer tes enfants à l'école. Tout est à la charge des parents... Il faut toujours dépenser, toujours sortir de l'argent ». De tels constats ont débouché sur un regard critique sur la « démission » des pouvoirs publics accusés de se désintéresser du sort des quartiers déshérités comme Guinaw rails.

Dans ce registre, les pères de famille ont émis les critiques les plus virulentes sur le « désengagement », voire « l'inaction » des pouvoirs publics. Leurs critiques sont alimentées par les changements observés dans la présence étatique dans le secteur éducatif dont témoignent les propos de ce père de famille : « Pour réussir à l'école, il faut avoir les moyens, car il faut avoir les moyens d'aller dans de bonnes écoles, de tout acheter alors que tout cela est hors de notre portée. Le souci premier d'une bonne partie des pères de famille, c'est d'assurer le manger à sa famille. Tout le reste vient après ».

A titre de quartier populaire, Guinaw rails fait face à des vulnérabilités de diverse nature s'exprimant essentiellement à travers le délabrement du cadre de vie. Sur la base de l'analyse des discours d'entretien, nous avons essayé d'en montrer les signes les plus marquants. Au vu de la conjonction de plusieurs facteurs de vulnérabilité et du niveau de dégradation des conditions de vie, on peut conclure à la présence d'une pauvreté s'exprimant dans des domaines comme la santé, l'éducation, le manque de moyens des habitants et le délabrement du cadre de vie. Cette pauvreté se révèle aussi à travers des processus d'appauvrissement typiques tels qu'ils ressortent de certaines entrevues individuelles.

5.2.3 – Des itinéraires individuels révélateurs de dynamiques d'appauvrissement

Les situations sanitaires et éducatives décrites dans les entretiens, ainsi que l'acuité des difficultés vécues par les ménages de Guinaw rails s'enracinent en fin de compte dans l'instabilité et la faiblesse de leurs revenus alors qu'on est en présence souvent de familles nombreuses. La fragilité des positions professionnelles des pères de famille demeure une importante source de vulnérabilité pour les familles et détermine des comportements centrés sur la survie dans un contexte où « trouver un emploi », « gagner sa vie à la sueur de son front » se fait au prix de difficultés très ardues. Les discours d'entrevue laissent apparaître un sentiment d'accentuation de la conjoncture et une prise de conscience surtout chez les adultes que « Dakar n'est plus la même » et que « la vie y est très dure maintenant ».

À travers les discours de certains pères de famille, il est ainsi possible de faire ressortir certaines mutations mettant en évidence le durcissement de la conjoncture particulièrement pour les « faibles revenus ». Les changements sont appréciés empiriquement à travers la fermeture d'unités industrielles anciennement pourvoyeuses d'emploi pour les personnes nouvellement arrivées à Dakar ou « celles n'ayant que leur force physique à offrir » pour reprendre les propos significatifs d'un interviewé. Les difficultés s'expriment aussi à travers les nombreuses personnes quotidiennement « agglutinées » devant les usines de la Zone franche industrielle ou le long de la route de Rufisque³⁴ en quête d'un emploi temporaire hypothétique ou devenu extrêmement difficile à obtenir.

Des quartiers populaires de la banlieue dakaroise comme Guinaw rails ont servi de « vivier » de main d'œuvre surtout au cours des années 70 et 80 pour beaucoup d'entreprises. Les fermetures d'usine qui sont généralisées dans à la fin des années 80 n'ont pas manqué d'y avoir des retentissements pour des ménages se retrouvant privés de leur principale source de revenus. Certaines personnes adultes ont été enclines à évoquer les répercussions des changements imputables à une dégradation de la conjoncture dans le quartier à l'aide d'indices empiriques se ramenant à l'ampleur du chômage et au désœuvrement des jeunes, au niveau de dénuement de certaines familles, aux chefs de famille non suppléés par leurs enfants, et au délabrement de l'habitat. Les changements relatifs à l'emploi sont au cœur du discours de ce père retraité à la tête d'une famille polygame.

« La plupart des chefs de mon âge ont travaillé dans les industries comme ouvriers lors que nous nous sommes établis dans le quartier. À l'époque, beaucoup de mes parents *serers* trouvaient un emploi dans des bateaux de pêche ou dans des usines au Port sans de gros problèmes. Mais les difficultés se sont manifestées, subitement, les gens se sont mis à perdre leur travail ou ont de sérieux problèmes pour être recrutés. Comme on peut le constater, les temps sont très durs pour le monde. Les jeunes n'ont plus de travail, les vieux sont fatigués [...]. On s'en sort qu'avec l'aide de Dieu ».

³⁴ La Zone franche industrielle et la route de Rufisque sont d'importants sites d'implantation industrielle à Dakar. Beaucoup d'entreprises se trouvent concentrées dans ces deux sites.

Comme le font ressortir ces propos, même si les difficultés vécues dans le quartier sont ressenties presque par tous les segments du quartier, ils s'expriment néanmoins avec acuité chez les jeunes. La frange juvénile de la population de Guinaw rails a amèrement fait ressortir le quotidien de beaucoup de jeunes fait de « désœuvrement », de « galère », de « désirs inassouvis », de « projets avortés » et de « débrouillardise ». D'après les indications fournies par l'entretien avec les jeunes, beaucoup d'entre eux n'ont pu aller loin dans les études et ont abandonné l'école dès le cycle élémentaire. D'autres n'ont eu comme choix que de suivre un apprentissage dans certaines filières comme le transport urbain, la menuiserie, la fabrication de « djembe » (instruments de percussion) et le « commerce ambulant », alors que chez les filles, le métier de domestiques dans certains quartiers aisés et le commerce de détail ont représenté les alternatives à l'échec scolaire ou à l'absence de scolarisation ou bien les voies obligées pour soutenir des familles paupérisées.

Les vulnérabilités frappant les jeunes se trouvent aiguisés par la raréfaction des emplois et le manque de qualification. Elles s'actualisent à travers la multiplication des espaces de rencontre appelés « grands-places » selon la terminologie locale et servant aux jeunes sans emploi à « tuer le temps ». Ces espaces servent en quelque sorte de « baromètre » pour apprécier l'ampleur du manque d'activité et la fragilisation des jeunes qui sont souvent dans l'incapacité de reproduire les attentes familiales placées en eux à titre de soutien de famille ou de « relayeurs » de leurs parents.

La précarité est une situation partagée des ménages de Guinaw rails. L'acceptation du qualificatif de « ndol » (pauvre) est présente dans certains discours, ainsi que dans certains parcours d'appauvrissement retracés dans des entrevues individuelles et qui présentent le mérite de proposer des processus révélateurs des dynamiques de paupérisation des ménages du quartier. La modicité des moyens de beaucoup de familles et leur niveau de dénuement sont autant de signes d'expression de la pauvreté dans le quartier. Il n'est dès lors pas surprenant que les processus de paupérisation rapportés dans discours d'entrevue soient organisés autour de plusieurs modalités dans le sillage de l'accentuation des difficultés socio-économiques vécues par les ménages et les individus.

Certains processus typiques sont le fait de ménages ou de familles dont la situation de précarité a été accentuée par un événement imprévu mais aux conséquences néfastes pour les membres de la famille. Les cas qui sont ressortis avec force pendant les entretiens peuvent être pluriels, mais les plus significatifs sont le fait de familles plongées dans un dénuement plus prononcé à la suite de ce qui est assimilé à un « coup dur » : coup d'arrêt dans le processus de mobilisation des ressources financières du fait d'une crise du secteur dans lequel évoluait le principal mobilisateur de ressources.

C'est le cas par exemple de ce chef de famille dont la source principale de revenus provenait d'un emploi comme « docker » au port de Dakar ou comme « journalier » dans quelque unité industrielle de Dakar mais par la suite contraint à une reconversion professionnelle parce que l'usine où il travaillait de manière sporadique n'a pas survécu à la crise qui a emporté beaucoup d'entreprises dakaroises au cours des années 90 pendant lesquelles les vagues de licenciement se sont multipliées au plus fort des politiques d'ajustement structurel. Cette personne « ajustée », « dévaluée » venait ainsi rejoindre les rangs des autres habitants de Guinaw rails qui ont fait de « l'économie informelle » le réceptacle de leurs initiatives de débrouille quotidienne. Tel est l'itinéraire de ce père de famille dorénavant privé de ses moyens de survie qui ne trouve de solution de rechange que dans les activités les plus accessibles et les plus faciles d'entrée.

Les interlocuteurs dont nous avons retracé les expériences au cours de nos entretiens individuels ont d'ailleurs considéré avoir trouvé dans les activités reliées au commerce de détail à Dakar les moyens de leur survie et de celle de leur famille dans l'univers urbain dakarois où, d'après les propos d'un de nos jeunes interlocuteurs, « les familles déjà au plus bas de l'échelle sociale et en même temps les plus nombreuses continuent de s'enfoncer dans une pauvreté extrême. La majorité des familles croulent sous le poids des dettes et sont désarmés et démunis face aux difficultés les plus angoissantes de la vie ».

Un autre exemple plus dramatique encore est celui de ce père de famille sans activité depuis plus deux ans et qui a presque laissé dans l'abandon et le dénuement sa femme et ses six enfants restés à son village d'origine. Il travaillait auparavant à la principale société de nettoyage de la ville de Dakar (la SOADIP³⁵) remplacée par la suite par la SIAS³⁶ où il a continué à travailler jusqu'au début des années 90 avant d'être mis au chômage à l'instar des autres travailleurs de la société elle-même en situation de liquidation.

Les indemnités de licenciement sur lesquelles il comptait pour se lancer dans le commerce lui ont été payées au « compte-goutte » malgré une lutte sans fin ponctuée de manifestations, de rencontres avec des leaders de confrérie, avec les partis politiques pour sensibiliser ces acteurs au « calvaire » que lui et ses autres collègues vivent depuis des années. Les multiples tentatives qu'ils ont entreprises pour accélérer le règlement de leurs problèmes n'ayant pas abouti, il se considère aujourd'hui comme « un éternel fauché », « une personne socialement ruinée et désargentée », « un endurci des difficultés de la vie à force de privations et de "xoslu" ». Ses besoins les plus élémentaires sont satisfaits parce qu'il vit chez son neveu chauffeur de « car rapide » qui est « lui-même et sa famille souvent en situation de galère et de précarité » mais il sait que ce statut de dépendant l'amène à faire fi des humiliations et à demeurer « stoïque et persévérant » devant la souffrance, la maladie et la pauvreté.

Devant les difficultés de toute sorte ayant jalonné son parcours professionnel (la période d'activité n'était pas synonyme d'aisance ou de bien-être à cause de son faible niveau de rémunération et des conditions vie et de travail jugées médiocres) et post-professionnel, il ne peut que « s'en remettre à Dieu » qui, à son avis, « a déjà

³⁵ D'après son sigle, Société africaine de diffusion et de promotion. Elle a été mise en place dans les années 70 avec pour mission le nettoyage, la collecte et l'enlèvement des ordures ménagères dans la ville de Dakar. Son statut de société privée ne l'a pas empêché par la suite de sombrer dans des difficultés de gestion et des problèmes de trésorerie qui ont miné son fonctionnement et ont été à l'origine de son dépôt de bilan en 1984. La mission dévolue à la SOADIP a été par la suite transférée à la SIAS (Société industrielle d'aménagement urbain du Sénégal) qui avait le statut de société mixte. Elle a assuré la collecte et l'évacuation des ordures ménagères, entre autres missions, jusqu'en 1995 en reprenant une partie du personnel et du matériel de l'ex-SOADIP.

tracé son destin et mettra fin à ses difficultés quand il le voudra » nous confie-t-il avec une pointe de résignation comme pour se donner les ressources morales pour mieux surmonter les affres de son statut de « ndol » (misérable).

Ce sentiment fataliste a été en fait au centre de nombreux interlocuteurs à Guinaw rails à Guinaw rails pour rendre compte de leurs trajectoires de confinement dans la pauvreté. Il est également présent dans les propos de cette mère de famille en charge d'une progéniture et de responsabilités dont la prise en charge nécessite des moyens sans commune mesure avec les revenus qu'elle peut mobiliser. Faute de pouvoir compter sur le soutien d'une parentèle plongée dans une situation socio-économique analogue à la sienne et en colère contre elle du fait de ses maternités extraconjugales, après plusieurs moments d'hésitation, elle n'a trouvé d'autre alternative que la mendicité pour arriver à faire face aux charges domestiques et à atténuer, bien que faiblement, le dénuement dans lequel elle se trouve avec le reste de sa petite famille. Dans cette course quotidienne où chaque don en espèces ou en nature recueilli (riz, sucre) a son importance, notre interlocutrice a reconnu mettre à contribution ses enfants pour émouvoir davantage les passants sur la générosité de qui elle compte énormément.

C'est ainsi que pourrait être dépeinte la trajectoire de Anta obligée de se débrouiller seule, avec la dernière énergie, pour s'occuper de ses 3 enfants issus d'autant de mariages. Sa famille d'intégration n'a pas pu supporter ses « frasques juvéniles » et Anta été finalement rejetée des siens et chassée du domicile parental. C'est ainsi qu'elle s'est retrouvée privée de soutien, abandonnée, esseulée avec comme point de chute Guinaw rails et dans une situation extrême de précarité et de dénuement. Elle éprouve toutes les difficultés pour s'acquitter des 5 000 FCFA que lui coûte la location de la chambre qu'elle occupe avec ses enfants dans une concession habitée par d'autres locataires migrants à la recherche de meilleures conditions de vie à Dakar.

5.2.4 – *Perceptions de la pauvreté et refus de la « stigmatisation »*

Le terme wolof de « ñàkk » (manque) a été très souvent employé pendant les entretiens. De ce point de vue, les « indicateurs empiriques » à travers lesquels la pauvreté est conçue permettent de se rendre compte que les représentations de certaines personnes interrogées se rejoignent sur le point de la caractérisation de la pauvreté surtout en termes de négation, d'absence de satisfaction d'un certain nombre de besoins jugés standards. Les indices empiriques que nous pouvons mettre de l'avant constituent autant d'explicitations de cette perception de la pauvreté. Ils sont puisés dans le vécu quotidien des personnes et demeurent centrés autour de privations et de manques tels : manquer de soutien et moyens pour vivre, être économiquement faible.

Ces indices « empiriques » sont des indicateurs pouvant être utilisés pour dépeindre la situation de pauvreté chez les catégories sociales défavorisées. Les propos ci-dessous tenus par des participants aux discussions de groupe sur la pauvreté donnent un aperçu des opinions et des représentations que les populations de Guinaw rails ont du phénomène. Selon Massèye, au cours de l'entrevue de groupe avec les jeunes hommes :

« Moi je définis la pauvreté comme le manque de moyens pour satisfaire ses besoins: le manger, le logement, pouvoir se soigner quand on est malade, vivre sans souci. Ce qu'on peut dire, c'est que la pauvreté existe à Guinaw rails [...]. On peut même dire que beaucoup de maisons sont dans cette situation car les gens ne mangent pas à leur faim, sont frappés par les maladies et vivent dans des conditions difficiles [...]. Si tu ne parviens pas à faire face aux besoins les plus essentiels comme manger, habiter un endroit sain et propre, on ne peut que te qualifier de pauvre [...]. C'est ça qui caractérise la plupart des personnes vivant ici ! »

Une perception de la pauvreté en termes de manque et d'absence de satisfaction de besoins jugés nécessaires mais aussi d'une définition par la négative de la pauvreté comme le corroborent les propos suivants : « pour moi, être pauvre, c'est ne pas pouvoir manger quand on a faim, ne pas pouvoir se soigner quand on est malade, ne pas tendre la main, ne pas pouvoir faire face à ses problèmes ». Une perception de la pauvreté, en termes de manques qui reste centrée sur des besoins

jugés fondamentaux dont rendent compte les propos suivants recueillis pendant la discussion de groupe avec les jeunes du « banc *jaaxle* ».

« Habiter dans une maison, manger à sa faim, boire à sa soif, porter des habits, ça c'est le minimum et pour moi, celui qui n'a pas ça peut être classé parmi les pauvres. Si tu habites dans un lieu sale, toi et ta famille, vous ne mangez pas suffisamment, tu ne parviens pas à faire face à tes difficultés, comment te qualifier par autre chose que la pauvreté ? On peut prendre l'image d'une échelle, après les besoins primaires, il y a un niveau intermédiaire puis l'aisance, le luxe, ce que nous jeunes appelons "féex" (*une personne aisée, fortunée*). Dans ce cas, on parle de la belle maison, de la voiture, de l'argent en abondance, du frigo, de la personne que Dieu a bien gratifiée ».

Par ailleurs, nous avons cherché à identifier les représentations que les populations de Guinaw rails ont de la comparaison pouvant être établie entre leur propre itinéraire et celui des habitants de SICAP. Cette question a alimenté des débats entre les participants des entrevues de groupe. La question devait ainsi servir à mettre en lumière les convergences et divergences des discours retraçant les trajectoires socio-économiques des classes moyenne et populaire à Dakar. Il convient de noter que la perception qui domine est celle d'un rapprochement des trajectoires et d'une égalisation des conditions de vie.

Il convient de souligner que ce sont surtout les jeunes qui ont le plus exprimé ce point de vue. La plupart ont insisté sur l'absence de différence significative entre les modes de vie. Pour eux, la majorité des ménages ont été frappés, d'une manière ou d'une autre, par la crise et par ses incidences négatives sur les conditions de vie dans les SICAP et à Guinaw rails. Un jeune du « banc *jaaxle* » livre ce témoignage.

« Notre force, c'est que nous nous contentons de ce que nous avons et que nous vivons selon nos moyens alors si tu pars dans les SICAP, tu vois que les gens essaient de cacher leurs difficultés, qu'ils feignent d'être à l'aise alors qu'ils sont confrontés à des problèmes aigus. Ils arrivent à supporter difficilement la galère. Ce qui se passe là-bas, c'est que les parents n'ont jamais prévu qu'ils pouvaient se retrouver dans la galère après avoir été à l'aise. Nous avons grandi, nous, dans au milieu des difficultés, nous avons appris à composer avec ça, c'est pourquoi cela nous ébranle moins. Le problème, c'est que la majorité des parents des jeunes *Sicapo* travaillaient dans l'administration et à leur retraite, leurs fils n'ont pas les moyens de les aider ».

Ces discours orientés vers l'affirmation de l'existence d'éléments de similitude entre les trajectoires de ménages des SICAP et ceux de Guinaw rails, en particulier sur la manière dont ils ont été affectés par la crise économique rejoignent d'un certain point de vue les discours développés par les jeunes des SICAP sur les processus de « popularisation » de leur quartier, à percevoir alors comme le rapprochement de leur quartier, du point de vue des modes de vie, de l'habitat, des problèmes sociaux, d'avec les quartiers populaires de la banlieue.

Des éléments de similitude peuvent, de ce fait, être identifiés entre le vécu de la crise économique et de ses conséquences par les classes moyenne et populaire à Dakar. Ils ont surtout trait à l'accentuation des difficultés auxquelles les deux groupes sont aux prises. Ils peuvent être aussi référés à la conscience que la majorité des participants ont des changements observables dans leurs modes de vie et de la fragilisation de leurs positions professionnelles et de leur situation socio-économique.

Malgré les conditions de pauvreté parfois aiguës auxquelles font face les habitants, certains discours se sont orientés vers une dénégation de l'image donnée de Guinaw rails, laquelle est plus portée à dévoiler des situations de misère et de pauvreté. À ce propos, pour Assane, à la tête d'une famille polygame établie à Guinaw rails :

« Pour le commun des Dakarois, le quartier de Guinaw rails est associé à la pauvreté, au banditisme, aux inondations pendant l'hivernage, à l'insalubrité et à l'enclavement mais cela ne correspond pas entièrement à la réalité. Les conditions de vie sont certes dures dans le quartier mais si je le compare à ce qu'on a vécu dans le passé ou là d'où nous venons, nous devons remercier Dieu ».

Ces discours apparaissent donc comme une dénégation des « préjugés » et des « étiquettes » portée sur le quartier. Ce qui invite à mettre de l'avant une vision nuancée dans la perception de l'évolution des conditions de vie. Ainsi d'après Abdou, père de famille et actif dans le secteur de la maçonnerie :

« La situation du quartier est difficile, la majorité des jeunes sont des chômeurs. Guinaw rails est un quartier où prédomine le dénuement, un quartier de nécessiteux mais moi je pense que la question est discutable, d'un côté je suis d'accord, d'un autre côté je ne le suis pas. Certes la majorité des chefs de famille sont des personnes retraitées, des personnes sans revenus mais ils ne baissent pas les bras. Ils s'activent. Notre quartier n'est pas pauvre mais tout simplement enclavé. Notre principal problème ici est lié à notre cadre de vie, au statut de notre quartier, un quartier irrégulier à l'origine, ce qui explique le mode d'habitation anarchique car le quartier a été créé sans plan de lotissement ni respect des normes prévalant dans les quartiers lotis par exemple ».

En plus d'être des discours de dénonciation de cette image, une partie des entretiens peuvent être aussi perçus comme une invite à une remise en cause du contenu habituellement assigné à la notion de pauvreté, à davantage prêter attention à sa relativité et à insister sur l'hétérogénéité des situations et des trajectoires des ménages et des individus dans le quartier. Au-delà de ces différents aspects qui vont nourrir les considérations ci-dessous, les discours recueillis sur le thème de l'évolution des conditions et des modes de vie tel que structuré dans notre guide d'entretien permettent, en dernière analyse, d'illustrer les processus de dégradation des conditions de vie chez les catégories populaires à Dakar.

Comme nous l'avons indiqué plus haut, parmi les différents itinéraires d'installation dans le quartier, deux trajectoires fort communes sont une installation dans le quartier après un départ du milieu rural à la recherche de meilleures conditions de vie à Dakar et l'installation dans le quartier pour des raisons de coût de l'accès au foncier pour les ménages ayant un ancrage plus ancien à Dakar. De ce point de vue, à partir d'une comparaison de leurs conditions de vie antérieures et celles d'aujourd'hui, les interviewés partisans d'une vision nuancée de la pauvreté rejettent la perspective d'une détérioration de leurs conditions de vie entre les deux situations.

Cette situation semble découler d'une propension notée en particulier chez certains adultes à privilégier une saisie empirique des modifications observées dans les modes et le cadre de vie actuels comparativement à la « frugalité » qu'ils estiment plus en mesure de caractériser leurs conditions de vie antérieurement à leur installation dans le quartier. Là où dans les quartiers de Liberté 4 et 5, les ménages

en voie de paupérisation de la classe moyenne font montre d'une tendance à l'évocation en des termes nostalgiques de la période d'avant-crise (le « *jamono* twist » pour adopter le terme générique généralement employé par les jeunes générations pour qualifier ce qui peut être assimilé à une période « d'avant-crise »), à Guinaw rails, sur la base de certaines expériences passées en milieu rural, c'est plutôt une vision contraire que nous pouvons à mettre de l'avant, du moins en restant fidèle à certains témoignages livrés pendant les entretiens de groupe et les entrevues individuelles, en particulier avec les hommes adultes.

Ces groupes envisagent leurs conditions à la lumière de la sévérité des conditions de vie qui étaient les leur en milieu rural. De ce point de vue, le témoignage de Assane que nous mettons en exergue car illustrateur de l'orientation des discours recueillis auprès de ces groupes, dépeint le mode de vie dans la période et l'espace constituant le premier pôle de leur comparaison :

« Les difficultés sont là. C'est vrai ! La vie devient de plus en plus difficile mais en se rappelant du passé, on ne peut que remercier le bon Dieu. Celui qui a vécu le passé sait que la vie actuelle est agréable. Imaginez qu'on a mangé du "rakka" (*aliment destiné aux animaux domestiques maintenant*) ou de la semoule, on dormait dans les cases en paille. On a vécu des moments durs, dans le dénuement. Mais que trouve-t-on aujourd'hui ? On vit mieux : les maisons sont en dur, l'électricité et l'eau sont là, on peut se soigner dans les dispensaires et les hôpitaux alors que tout ça nous a été longtemps inaccessible. Pour nous qui savons d'où nous venons, ce que nous avons vécu, nous savons que notre situation a connu des changements même si la vie est difficile dans le quartier ».

Les opinions exprimées par le groupe des adultes sur la question de pauvreté peuvent être mises en rapport avec leurs valeurs sociétales et leurs modèles socio-culturels de référence, lesquels les prédisposent à une culture de la sobriété, à afficher des exigences, des goûts et des prétentions moindres en terme de confort, bref à développer l'humilité, voire la frugalité en toutes circonstances, le tout dans un esprit de fidélité aux valeurs morales privilégiées dans leur socialisation et leur apprentissage culturel. Le « doylu » (dans la culture wolof, se suffire de ce que l'on possède, faire preuve de modestie et d'humilité) nous est apparu comme une vertu cardinale sur laquelle certains adultes interrogés à Guinaw rails se sont appesanties pour rendre compte de la perception qu'elles ont de leurs modes de vie actuel et

passé. Ce qui les a amenées à témoigner de la difficulté à lire les trajectoires des ménages uniquement en termes d'une détérioration des conditions de vie, d'une faiblesse des revenus et d'un délabrement du cadre de vie. Les propos tenus lors d'une entrevue individuelle avec un père de famille reflète bien l'orientation des discours de certains adultes, surtout des migrants :

« On peut manquer de certaines choses, être frappé de pauvreté mais dans sa tête et sa mentalité, ne pas l'être. Aujourd'hui, si tu parvenais à regrouper des populations de Guinaw rails pour les filmer et les comparer à des gens de Dakar, tu ne verrais pas la différence à travers les images même si au niveau de l'habitat, une différence pourrait être perceptible. Dès qu'on parle de pauvreté, les gens sont prompts à désigner notre quartier mais je peux dire que beaucoup de quartiers de Dakar n'ont rien de plus que nous. Il y a ici l'eau, le courant, le téléphone, des caisses d'épargne et de crédit, des postes de santé, des organismes qui nous soutiennent, nous mangeons à notre faim, tout ça constitue une amélioration notable par rapport à ce que nous avons connu dans le passé. En regardant en arrière, il faut dire qu'il y a un énorme changement. Le problème aujourd'hui, c'est que les besoins sont devenus démesurés, chacun veut avoir son étage, sa voiture, être plein aux as alors que la conjoncture est difficile. Dans notre quartier, tout le monde n'est pas de Dakar, nous sommes des paysans à l'origine ou des natifs de la campagne, nous avons été éduqués pour être débrouillards et pour surmonter toute sorte d'adversité. Nos parents nous ont appris à compter sur nous, à lutter pour subvenir à nos besoins. Ce sont ces valeurs que nous transmettons à nos enfants ».

Ces propos nous rappellent que la pauvreté est une construction sociale. L'analyse des discours fait ressortir l'importance de la dimension de la perception que la personne jugée en situation de pauvreté a d'elle-même, le regard qu'elle projette sur son environnement, sur son vécu, le degré d'intériorisation des valeurs sociales à l'aune desquelles son point de vue est construit. Cependant, le regard empreint de nuance et guidé par la volonté de renverser la conclusion d'une dureté des conditions de vie pour la majorité des ménages à Guinaw rails ne nous est pas apparu comme reflétant les tendances globales que nous avons pu déceler à la suite de l'analyse des données des entrevues individuelles et de groupe. Il semble important, à la lumière des informations obtenues, de parler d'une focalisation des discours sur les difficultés socio-économiques et les trajectoires de paupérisation dont de nombreux ménages font l'expérience à Guinaw rails.

Conclusion partielle

Tout au long de cette partie, nous avons cherché à montrer des visages de la pauvreté à Dakar en brossant dans un premier temps les multiples visages de l'entrée dans la précarité à travers le cas de ménages de Liberté 4 et 5. La mise en évidence des formes d'expression de cette précarité, les processus de précarisation des conditions de vie, le vécu de la situation de précarité, l'ajustement à la nouvelle situation économique faite de besoins non satisfaits, d'amputation dans les dépenses, de détérioration des conditions de vie ont été décrits dans une optique de documentation des incidences de la crise économique et des politiques d'austérité sur les ménages de la classe moyenne dakaroise à travers le cas typique de ménages *sicapois*.

Une démarche analogue a été conduite pour l'examen des conséquences des contraintes économiques sur les ménages de Guinaw rails. Comme pour les ménages de Liberté 4 et 5 dont nous avons voulu retracer les processus d'entrée dans la précarité, nous avons cherché à montrer les répercussions de la crise et des difficultés économiques que connaît le Sénégal sur les conditions de vie de la catégorie sociale populaire. Le quartier de Guinaw rails a constitué le lieu d'observation des contraintes vécues par les ménages et qui expliquent les processus d'appauvrissement les frappant même si certains interviewés ont privilégié une lecture dissonante de ces processus.

L'intensité des difficultés auxquelles les ménages doivent faire face est telle que des changements notables ont été observés dans le mode de vie des ménages des catégories moyenne et populaire. Cependant, ces derniers ne sont pas restés passifs face aux difficultés imputables à une conjoncture économique en durcissement. Des solutions d'adaptation à la précarité et à la pauvreté ont été observées. La structuration, la portée des stratégies de survie sont ressorties lors des entretiens individuels et collectifs menés à Guinaw rails et dans les SICAP. Ce sont ces solutions individuelles et collectives d'adaptation à la crise que nous allons maintenant examiner.

Chapitre VI – Se débrouiller pour « vivre » et « survivre » : stratégies adaptatives des catégories sociales dakaroises

Ce chapitre est destiné à rendre compte des solutions individuelles et collectives d'adaptation à la crise économique et aux transformations induites par la précarité et la pauvreté chez les ménages des SICAP et de Guinaw rails. Les ménages s'ajustent devant les changements suscités par le durcissement de la conjoncture économique. À ce titre, les besoins familiaux, les charges domestiques, les dépenses connaissent un ajustement en fonction des revenus disponibles ou mobilisables par la famille. Il s'agit donc ici de mettre en lumière les « procédés », les « bricolages » et les comportements mis en œuvre, mais aussi les transformations apportées aux modes de vie pour pallier un amenuisement de ressources ou pour remédier à une accentuation des difficultés économiques vécues par les familles. Plutôt que de livrer un compte-rendu détaillé et exhaustif de toutes les stratégies adaptatives pouvant être identifiées dans nos sites de recherche, nous procédons à une synthèse qui s'attache à faire voir les traits les plus marquants des solutions déployées par les acteurs pour surmonter les situations de pauvreté ou pour faire dévier les processus de basculement dans la précarité.

Les éléments les plus importants relatifs aux stratégies de survie ont trait à la généralisation de la débrouille (1), à la « préservation des apparences » et à la réorganisation du budget domestique chez les ménages *sicapois* (2), à la quête de ressources additionnelles pour remédier à leur faiblesse à Guinaw rails (3). Suivant le niveau de responsabilité familiale et le statut économique et social, les membres des familles sont amenés, dans les deux quartiers, à prendre une part active dans la dynamique d'atténuation de la précarité en délimitant des espaces de sociabilité et d'entraide (jeunes hommes), en recourant parfois à l'arme de la « ruse » et en participant à la mobilisation des revenus (jeunes filles), en acquérant une responsabilité décisive dans les stratégies adaptatives familiales (mères de famille) et, enfin, en mettant en œuvre des « solutions de compensation » (pères de famille).

6.1 – « Afeeru deburuye ak taqale » : se débrouiller et bricoler au quotidien

L'étude des solutions individuelles et collectives d'adaptation aux difficultés conjoncturelles et structurelles permet de montrer que la débrouille est déclinée suivant une pluralité d'expressions toutes porteuses de sens. Il s'agit en l'occurrence des expressions wolofs de « taqale » et de « xoslu » ou empruntées à la langue française de « deburuye » (se débrouiller). Littéralement, les acceptions qu'il est possible de donner ici aux termes de « xoslu » et de « taqale » qui connotent tous les deux l'idée de débrouille fournissent a priori un aperçu sur le contenu, la structuration et les points d'ancrage des réponses adaptatives mises en œuvre par les ménages en situation de précarité ou en butte à la pauvreté dans nos sites de recherche.

6.1.1 – Le « taqale », le « xoslu » et le « goorgorlu » comme révélateurs des logiques de débrouille

Les termes de « xoslu », de « taqale » et de « goorgorlu », usités de manière récurrente dans les discours juvéniles, pourraient être traduits dans ce contexte respectivement par « mener une vie faite de frugalité, d'austérité sur la base d'expédients » et par « bricoler, colmater, rafistoler » et par « débrouiller ». Ils présentent l'avantage de pouvoir servir d'expressions ad hoc pour subsumer les stratégies élaborées à l'échelle des familles pour contrecarrer les effets d'une chute dans la pauvreté tout en permettant de montrer en quoi la débrouille tend à constituer le mode de vie par défaut des ménages des catégories sociales malmenées par la conjoncture à Dakar.

Eu égard à l'importance à conférer aux solutions d'ajustement à la précarité et à la pauvreté dans à Liberté 4 et 5 et à Guinaw rails, il pourrait porter à confusion de qualifier de « bricolage » la palette d'activités déployées par les populations affectées par les contrecoups de la crise à Dakar pour s'adapter à un environnement socio-économique rude. De plus, l'adoption d'un tel terme pourrait contrevenir au contenu d'ensemble de procédés orientés vers une finalité que connote l'idée de stratégie. Malgré ces réserves, le recours au terme de débrouille présente l'intérêt de

mieux rendre compte de l'étendue de la gamme de pratiques en vigueur au sein des ménages pour « réduire le train de vie » et l'ajuster aux moyens disponibles après amputation des ressources du ménage ou tout bonnement pour « vivoter » en l'absence de ressources ou devant leur faiblesse.

Si nous avons fait des notions de « xoslu », de « taqale » et de « goorgorlu » des termes génériques pour résumer la pluralité des solutions de survie en milieu urbain, c'est qu'elles restituent mieux la structure et la portée des formules d'ajustement à la crise développées autant au sein des ménages qu'à l'échelle des individus. Quoiqu'elles revêtent différentes formes selon les catégories sociales et soient différemment mises en œuvre suivant les ménages et les individus, nous pouvons néanmoins signaler la présence de plusieurs éléments communs aux ménages sur la base des tendances générales qui se sont dégagées des entretiens menés dans nos sites de recherche. La généralisation de la débrouille en ressort comme l'élément le plus important, le plus chargé de symboles et le plus en mesure de révéler l'étendue des changements rendus nécessaires par l'adaptation des ménages et des individus à un contexte socio-économique lui-même en transformation.

La débrouille privilégiée par les ménages pour surmonter les difficultés économiques dans lesquelles elles sont plongées s'exprime de diverses manières suivant les standings passé et actuel de la famille en question, son niveau d'insertion dans le tissu urbain dakarois, la densité et l'étendue de son espace de sociabilité, le profil de ses membres (statut professionnel surtout), son degré d'appropriation (et d'enracinement) dans certaines valeurs sociales. L'ethos de valeurs qui est évoqué ici a trait au sentiment d'honneur (« jom » en wolof), à la pudeur (« sutura » en wolof), au « muñ » – qui traduit cette capacité à supporter les difficultés dans la dignité et la discrétion, à affronter les adversités avec patience. Ces valeurs fournissent aux populations dans la bataille de la survie quotidienne un « arrière-plan » idéologique et un cadre de cristallisation des initiatives individuelles et collectives développées pour faire face à la rareté des ressources ou à l'âpreté de leurs conditions d'existence.

Les témoignages recueillis lors de notre enquête de terrain sont ponctués de références à la religion et aux valeurs culturelles locales. Coexistant à ces références, les expressions de « fatalisme » se dégagent également des discours tenus dans les groupes de discussions et des témoignages recueillis lors des entrevues individuelles : « C'est Dieu qui nous fait vivre » ; « les difficultés que nous traversons sont des épreuves émanant de la volonté divine » ; « nous ne pouvons que nous conformer au destin même si nous devons nous battre pour améliorer notre situation économique et nos conditions de vie ». On est en présence d'extraits de discours mettant en exergue une attitude de « fatalisme » qui ne manque de d'agir sur les pratiques adaptatives déployées. Ce qui se peut se traduire alors par l'acceptation de la situation vécue et éventuellement l'intériorisation d'une conscience faiblement portée vers des actions de remise en cause, de transformation des difficultés au cœur de ses conditions d'existence.

En guise d'explicitation à la généralisation de la débrouille, il convient de noter que les comportements adaptatifs élaborés par les ménages étudiés restent organisés autour de pratiques allant de changements drastiques dans les habitudes de consommation au recours à l'endettement. Elles prennent la forme d'une amputation de certains postes de dépense et d'une « réduction du train de vie ». Elles s'actualisent dans la recherche de revenus additionnels selon divers moyens et par plusieurs membres de la cellule familiale. Elles se réalisent aussi à travers l'adoption de nouvelles pratiques par exemple dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'habitat.

6.1.2 – Amputer les besoins et réorganiser les modes de consommation

À Liberté 4 et Liberté 5, le « xoslu », le « taqale » et le « goorgorlu » sont adoptés par les familles pour réagir à la précarisation des conditions de vie ou bien en vue de prévenir d'autres difficultés plus ardues. La généralisation de la débrouille y prend les aspects d'une « gymnastique » de tous les instants pour arriver à satisfaire les obligations et les soucis qui rythment la vie des familles :

dépense quotidienne, paiement des factures des trois S³⁷, transport, règlement du loyer, prise en charge de la scolarisation des enfants et possiblement des problèmes de santé, en plus des dépenses liées aux cérémonies et événements sociaux (cérémonies familiales, fêtes religieuses).

Le recours à la débrouille se retrouve également cœur des comportements des ménages de Guinaw rails, non pas systématiquement pour contrecarrer les effets d'un déclassement social, mais plutôt éviter de continuer à « vivoter, à assurer juste le minimum nécessaire³⁸ » (entrevue individuelle à Guinaw rails). Dans cette perspective, plutôt que d'y envisager les stratégies au sens d'un ensemble cohérent de pratiques orientées vers une finalité, il serait plus indiqué de parler ici d'une panoplie de pratiques sous-tendues par l'ajustement à la dureté des modes de vie.

Comme nous l'avons déjà montré, c'est à la vie quotidienne des ménages qu'il convient de prêter une attention soutenue pour découvrir les formules d'ajustement à un changement de standing et une remise en cause des modes de consommation et d'organisation domestique ou pour réagir à un cadre de vie en délabrement. Les discours et les pratiques laissent voir que les familles, dans la majorité des cas, ont été obligées de couper significativement dans les dépenses alimentaires pour « sacrifier » la qualité des repas au profit de leur quantité, en réduire le nombre (avec l'éventuelle suppression du dîner). Ces éléments se conjuguent avec l'instauration d'une logique que l'on pourrait appeler, en reprenant les propos d'une participante à la discussion de groupe avec les femmes à Liberté 5, « que chacun se débrouille pour satisfaire ses besoins, la priorité allant aux enfants » du fait « du renchérissement des charges domestiques pour des parents angoissés par les problèmes de la vie quotidienne » (jeune de Liberté 4).

³⁷ Les trois S désignent, par leurs initiales, les trois sociétés publiques, mais maintenant majoritairement contrôlées par les capitaux privés pour deux d'entre, qui assurent le monopole au Sénégal de la fourniture d'électricité (SENELEC : société sénégalaise d'électricité), d'eau (SDE : Sénégalaise des eaux ; avant sa privatisation elle s'appelait SONEES : société nationale d'exploitation des eaux du Sénégal), de téléphone (SONATEL : société nationale des télécommunications).

³⁸ *Dundu ñu dañuy dundan tu* : « on ne vit pas, on essaie de vivoter ».

La généralisation de la débrouille se manifeste ainsi dans le domaine alimentaire concrètement par une restriction des pratiques alimentaires chez les adultes, ce qui est un pendant de la prise en compte exclusive de l'alimentation des enfants. Dans l'espace *sicapoïse*, ce comportement dicté par les changements dans les conditions de vie trouve son illustration dans le boom de la restauration à coût modique à Liberté 4 et 5 : échoppes proposant du « pain-thon »³⁹, du « tiakry »³⁹ ou du « ndambe »⁴⁰ notamment le soir qui sont autant de variantes des « aliments de la crise ». À Guinaw rails, la prolifération de « tablières » proposant ces aliments est aussi notée mais dans des conditions d'hygiène où le risque n'est jamais absent. Le recours au pain rassis provenant des « invendus » et des « retours » des boulangeries est une pratique dictée par le manque de moyens. Son prix réduit lui permet de « dépanner » des ménages le matin.

L'adoption de nouveaux comportements dans le domaine alimentaire peut aller jusqu'à l'instauration d'un repas unique comme le font ressortir les observations de ce père de famille de Liberté 5 au cours d'un entretien individuel.

« Dans le quartier, il y a des maisons où il n'y a qu'un seul repas qui est assuré dans la journée, il n'y a pas de petit-déjeuner ni de dîner. Ainsi les enfants de ce genre de famille « vadrouillent » de maison en maison pour chercher de la nourriture. La pauvreté, ce n'est pas bon, cela vous enlève toute dignité car lorsqu'une personne a faim, elle est obligée de demander ».

C'est alors le règne du « taqale » (bricolage) le matin et le soir pour les adultes des familles acculées à ces changements drastiques. Si les petits se contentent de parts prélevées dans le repas principal, la parade est chez les adultes et les jeunes est de « se débrouiller », les échoppes sont là pour « dépanner » : « du pain au thon, du pain à la mayonnaise ou du « ndambe » permettent de se tirer d'affaires » pour reprendre le témoignage d'un jeune de Liberté 4.

³⁹ Aliment fait d'un mélange de couscous local à base mil avec du lait caillé.

⁴⁰ Sauce à base d'haricots (niébé selon le nom local) très apprécié des jeunes pour prétendument ses apports calorifiques et ses vertus nutritives.

Dans l'espace *sicapoï*, la réorganisation des pratiques alimentaires prend la forme dans certaines familles de l'adoption de nouveaux comportements en matière d'approvisionnement en denrées alimentaires et de consommation consécutivement à la réduction des moyens du ménage et de la chute du montant de la dépense quotidienne. Les produits nécessaires à la préparation des repas sont achetés au détail et sur une base journalière alors que les modes d'approvisionnement privilégiés au temps du « *jamonoy twist* » étaient organisés autour d'un ravitaillement sur une base mensuelle. Dans cette course pour satisfaire les besoins, le recours à l'endettement auprès du boutiquier du quartier finit par s'imposer les « jours de grande détresse où on se rend compte que temps ont changé et que ce le père pouvait faire, il ne le peut plus » (mère de famille à Liberté 5). On est poussé à instaurer une logique de renonciation, de privation et d'économie pour se concentrer sur la satisfaction des besoins jugés essentiels au détriment d'autres que le manque de moyens amène à percevoir comme « superflus ». Le recours à la friperie au marché *Colobane* ou dans les marchés hebdomadaires comme celui de *Front de terre* situé près de Liberté 5 devient une alternative lors de la rentrée des classes (vêtements, chaussures et fournitures) et permet de préserver un pouvoir d'achat affaibli.

Les ménages précarisés de Liberté 4 et 5 semblent reproduire des modèles de consommation en pratique chez des ménages de Guinaw rails comme indiqué dans les entretiens réalisés : l'exigence « du jour au le jour » imposée par des moyens difficilement acquis et une cherté du coût de la vie amène à dépendre de ce que le « marché réserve quotidiennement, c'est-à-dire s'il est favorable ou pas » (jeune fille à Guinaw rails). Généralement, en dehors de la période favorable où le « poisson peut être abordable, les légumes abondants », c'est le règne de la « frugalité » dans le domaine alimentaire chez les ménages paupérisés de Guinaw rails : le « *lekku badolo* » ou « repas de démunis » comme surnommé par les adultes semble devenir la règle pour la plupart des familles. Les comportements adaptatifs débordent le seul cadre alimentaire pour se retrouver être mis en pratique dans une série d'autres champs.

6.1.3 – *S'adapter aux conditions d'habitat : endurer la promiscuité et les inconforts*

Un des traits distinctifs de Liberté 4 et 5 est l'exiguïté d'une bonne partie des maisons souvent prévues à l'origine pour des familles restreintes mais abritant aujourd'hui plus de monde. Les jeunes générations restent plus longtemps à la maison familiale à cause du chômage et de l'inactivité les frappant. La crise les oblige ainsi à différer ou à renoncer à leurs aspirations en matière d'autonomie résidentielle. En plus, l'affaiblissement des revenus familiaux ne donne guère la possibilité de procéder à des agrandissements et à des rénovations pour accueillir des « dépendants sociaux » plus nombreux ou pour s'ajuster à un cercle familial en agrandissement.

Il s'ensuit une promiscuité dans des maisons se révélant finalement étroites par rapport au nombre de personnes qu'elles doivent accueillir. En réaction à cette situation, des solutions de gestion de l'espace et d'ajustement aux changements dans les conditions d'habitat sont mises en pratique. L'analyse des entretiens fait ressortir l'utilisation des ruelles à des fins domestiques, notamment pour garder les moutons, mener des activités domestiques (linge). Les « bancs publics » servent de lieux de convergence chez les jeunes jusque tard dans la nuit. Les matelas et les nattes étalées sur les murs la journée permettent de dormir à plusieurs sur une même chambre la nuit ou de transformer les salons en chambres en coucher. Chez les jeunes, on n'hésite pas à faire jouer la solidarité pour partager la chambre d'un ami si on ne passe une bonne partie de la nuit dehors surtout pendant les périodes de forte canicule.

La tendance à rester dehors la nuit notée chez certains jeunes *sicapoïs* est suscitée par l'étroitesse des maisons à moins que les « nuits blanches passées à boire du thé et à parler de football, des filles, de "bisness" (*business*) et du côté "hard" de la vie » ne traduisent des difficultés plus ardues de logement et ne dévoilent que Liberté 4 et 5 font partie « des quartiers dakarois où l'on dort à tour

de rôle⁴¹ ». Autant qu'à Guinaw rails où la promiscuité est accentuée par la contrainte écologique et les risques inhérents à la situation du quartier. Ici, pour se mettre à l'abri des inondations ou atténuer leurs effets dévastateurs, il faut constamment remblayer. Des cas de maisons devenues inhabitables parce que sous les eaux sont évoqués pour illustrer cette situation.

L'issue pour les victimes des eaux peut aller jusqu'à l'abandon de la maison pendant une bonne partie de l'année de la maison, voire au départ du quartier. Le remblaiement ne se limite pas aux maisons, les artères du quartier ne sont pas en reste. On s'organise entre riverains pour remblayer pour éviter de faire de longs détours en période d'hivernage notamment et pour pouvoir s'asseoir à l'extérieur. Mais ici l'utilisation de cet espace est restreinte par une grande étroitesse des ruelles et une forte exigüité de l'espace public conséquence de l'absence du caractère anarchique de l'aménagement de l'espace et du statut du quartier. Il ne reste alors qu'à s'accommoder de l'odeur des immondices et cohabiter avec les inconforts des eaux stagnantes en l'absence d'un système d'évacuation des ordures et des eaux usées et de pluie ou aller à la plage proche de Thiaroye sur Mer⁴² pour jouir provisoirement d'un meilleur environnement.

6.1.4 – « Bricoler » en matière d'éducation : composer avec des moyens limités

Dans un domaine comme l'éducation, dans l'espace *sicapois*, les logiques d'ajustement témoignent de l'émergence de nouvelles pratiques comme

⁴¹ Nous empruntons cette expression fort révélatrice au journaliste Saliou Fatma LÔ auteur d'un dossier sur « Surpopulation, promiscuité et canicule : ces quartiers de Dakar où l'on dort à tour de rôle » publié dans le quotidien sénégalais *Le Soleil* le vendredi 3 octobre 2003 (en ligne à l'adresse suivante : http://www.lesoleil.sn/dossiers/article.CFM?article_id=1403 consulté en mars 2005). Dans un reportage intitulé « Nuit blanche aux SICAP », l'auteur évoque le « rythme infernal » de la nuit, dépeint les problèmes dus à l'exigüité de l'espace et finalement s'appesantit ce qu'il a surnommé le « sommeil à double flux » en référence aux « classes à double flux » produit des politiques d'ajustement dans le système d'enseignement sénégalais. Des jeunes souvent sans emploi et en dehors de l'école veillent jusqu'au matin pour ensuite occuper les chambres « libérées » par leurs jeunes frères et sœurs et dormir jusqu'à l'heure du déjeuner à cause de la promiscuité et de la surpopulation dans les maisons.

⁴² Thiaroye sur Mer est un quartier de pêcheurs situé près de Guinaw rails qu'il limite à l'Est.

l'inscription des enfants à l'école publique pour des parents ayant perdu leur emploi ou des familles se trouvant dans l'incapacité de supporter les charges exigées par le maintien des enfants dans une école privée. A moins que la scolarisation des enfants ne pâtisse du basculement dans la précarité et de l'affaiblissement des attentes portées sur l'institution scolaire notamment par des jeunes *sicapoïs* victimes de la galère et de plus en plus persuadés que le « salut est de partir » (émigrer) et que « l'école ne fait que te retarder en fin de compte ». Ce qui tend à grandement affaiblir le prestige et la légitimité qui lui sont conférés et à faire de l'institution scolaire une structure « disqualifiée » ou « dépassée » dans les itinéraires de réussite sociale.

La conséquence de ce revirement dans les perceptions et les attentes vis-à-vis de l'école est l'amplification du phénomène de la déscolarisation dans des milieux sociaux qui en étaient quasi préservés dans le passé. Le rejet de l'école chez certains jeunes est entretenu est un désintéressement envers l'éducation des jeunes dans un contexte où les familles sont davantage obsédées par les exigences de la quotidienneté, ce qui balise le chemin des échecs et de l'exclusion eux-mêmes présentés comme des signes que « les SICAP d'hier sont différentes de ceux d'aujourd'hui » (mère de famille à Liberté 5).

Les échecs scolaires et le rejet de l'école qui lui est corollaire sont présents dans certains discours recueillis à Guinaw rails. Mais ici, c'est surtout le rôle économique joué par l'enfant qui peut s'avérer le plus un « obstacle » à la continuation des études ou bien une alternative à la sortie du système scolaire. Le jeune s'investit dans le soutien à la famille à travers des activités de vendeur à la sauvette au marché de Thiaroye gare. Les parents peuvent privilégier l'apprentissage d'un métier dès le jeune âge dans des secteurs comme la mécanique, la menuiserie, la couture ou la maçonnerie. Dans d'autres cas, l'éducation dans les écoles coraniques ou franco-arabes recueille la faveur des pères de famille à moins qu'elle ne se déroule dans les « écoles privées informelles » établies Guinaw rails ou dans des quartiers riverains.

On a donc ici autant de logiques d'adaptation en matière éducative chez des ménages paupérisés. Il faut surtout souligner que ces logiques sont surtout fonction de la vision portée sur l'école et des attentes nourries à l'endroit scolaire. Ce qui ressort de nos entretiens avec les résidents de Guinaw rails est un discours ambivalent : l'école est « déconsidérée » dans certains points de vue tandis que dans d'autres font percevoir un attachement à son égard. Pour être intelligibles, les comportements familiaux dans ce domaine, ainsi que les ajustements mis en œuvre doivent être mis en rapport avec les perceptions, les valeurs, les cheminements des populations tout en intégrant la dimension relative à leurs moyens et à leurs conditions d'existence.

6.1.5 – Comment être en santé lorsque « ta main ne peut pas atteindre ton dos » ?

La sévérité des contraintes d'existence amène les ménages et les individus à imaginer des solutions de contournement et d'amoindrissement des difficultés vécues au quotidien et des changements qu'impose la chute ou la faiblesse des moyens disponibles. Il faut constamment, selon les termes expressifs d'adultes de Guinaw rails, « boucher des trous », « enterrer des hyènes » (résoudre des problèmes) quitte en « déterrer d'autres » (créer d'autres problèmes)⁴³. Comme, par exemple, dans le domaine de la santé où le recours à la pharmacologie, aux « guérisseurs » et aux « marabouts » locaux et à l'automédication chez les couches sociales paupérisées est à percevoir comme une réaction dictée par l'enchérissement des médicaments et l'accès difficile au système moderne de santé. Le constat a été unanime au cours de nos entretiens. Les observations de ce père de famille de Guinaw rails en donnent le résumé : « Si ta main ne peut pas atteindre ton dos (*si tes moyens sont limités*), il t'est difficile de te soigner à l'hôpital. Tout se paie. Il faut payer les tickets, acheter des médicaments toujours plus chers ». Le recouvrement des coûts auprès des usagers en pratique dans les institutions médicales limite l'accès aux structures médicales où souvent il faut même acheter la « seringue et le coton nécessaires pour soigner une plaie » pour reprendre les observations d'un jeune de Guinaw rails.

⁴³ Il s'agit d'expressions issues d'un adage de la langue wolof : « suul bukki sulli bukki » (*enterrer une hyène et en déterrer une autre*).

Devant l'obstacle des moyens, l'analyse des discours fait ressortir l'appropriation chez les personnes interrogées du proverbe cité par une mère de famille de Guinaw rails : « le nourrisson orphelin de mère n'as que le choix de téter le sein de sa grand-mère ». Cette appropriation se traduit par l'instauration de logiques de bricolage tournant autour d'une série de pratiques. Ce sont, par exemple, la sélection des médicaments à acheter dans la gamme des médicaments prescrits, la substitution de médicaments (par exemple, le *paracétamol* utilisé comme médicament « passe-partout »), l'achat des médicaments auprès des vendeurs du marché de Thiaroye gare, le recours à des thérapies parallèles. Ce dernier met en évidence le renforcement de ce qu'on pourrait appeler un « syncrétisme thérapeutique ».

En partant de nos entretiens, ce « syncrétisme » est à comprendre comme traduisant une logique de combinaison, dans l'itinéraire thérapeutique, d'une pluralité de savoirs, de croisement de points de vue et d'appui sur l'expérience vécue et le stock de connaissances accumulé, le tout étant étroitement corrélé à l'évolution de la pathologie. En fin de compte, c'est en fonction de cette logique, de la gravité de la maladie, de ses symptômes visibles et des moyens possédés que les décisions sont prises de recourir à tel savoir thérapeutique, d'associer « médecine toubab » (*médecine moderne*) et « médecine wolof » (*médecine traditionnelle*), de privilégier l'une au détriment de l'autre, d'effectuer un aller-retour entre les deux, de choisir l'automédication, de combiner les options précédentes, de retarder ou de ne pas suivre de traitement. Le recours à la solidarité pour réunir les moyens nécessaires pour payer une hospitalisation onéreuse ou pour défrayer les coûts exorbitants d'une opération est aussi présenté comme faisant partie de la gamme des possibilités se présentant aux familles en butte à la précarité tout comme l'endettement ou l'organisation d'une quête auprès des fidèles de la mosquée.

6.2 – « Survivre » et « s'en sortir » grâce à la débrouille : singularité et variabilité des pratiques

Les discours d'entrevue font voir l'intériorisation de la nécessité de centrer les logiques de survie autour de la débrouille. Mais il convient aussi de faire

ressortir la singularité et la variabilité des comportements adaptatifs selon les quartiers, mais aussi selon le genre et la génération. Il convient d'insister sur des éléments de convergence et de divergence selon ces paramètres. À ce titre, nous insistons sur les stratégies de camouflage dans l'espace *sicapoï* et le recours aux activités informelles chez les ménages de Guinaw rails, avant de nous appesantir sur les pratiques adaptatives chez les jeunes et chez les adultes.

6.2.1 – « Préserver les apparences » : le voile du « sag » dans l'espace sicapoï

À Liberté 4 et 5, le passage du « *jamonoy twist* » à la précarité a certes été une réalité acceptée, justifiée et illustrée dans nos discours d'entretien. Cependant des comportements témoignant d'une volonté et d'efforts de « sauvegarde d'une image sociale » intacte ont été soulignés et signalent ainsi l'existence de stratégies de « camouflage » de la précarité et d'une logique de « gestion de l'imaginaire ». Elles prennent essentiellement la forme d'une propension à « dissimuler » les difficultés vécues et à « masquer » la chute dans la précarité.

D'après nos entretiens, de nombreux *Sicapoï* frappés par la « conjoncture » affichent une image sociale ne correspondant pas à la nouvelle réalité dont ils font l'expérience. Le terme wolof de « sag » (apparences, paraître) est ressorti de façon récurrente dans les discours pour exprimer cette réalité. Une préservation des apparences pour voiler l'entrée dans la précarité mais pour aussi pour afficher une image identique à son statut de naguère.

Amadou, lors de la discussion de groupe réalisée avec les jeunes à Liberté 5, donne ce témoignage.

« Quand tu vois un jeune, comme ici, tu vois il est bien habillé, tu penses qu'il est bien, ce n'est que le paraître, ce qu'il te laisse voir (...) mais si tu pars chez lui, tu verras que tout ça est faux et que gens vivent difficilement. Tu vois, ici tout le monde fait semblant de bien vivre mais croyez-moi, c'est la galère pour tout le monde. Nous des SICAP, ce qui nous fatigue, c'est ce paraître, ce désir de donner l'image qu'on est bien, qu'on vit bien alors que

c'est le « xoslu » (*vie frugale*) et le « taqale » (*bricolage, rafistolage, débrouille*). Tu vois un jeune des autres quartiers ou un jeune des régions, il n'a pas ce problème. Ce qui l'intéresse, c'est avoir les moyens, avoir l'argent pour aller à l'extérieur. Mais nous on cherche à faire le « boy town » (*jeune branché*) ».

La logique de « dissimulation » des signes de basculement dans la précarité est facilitée par le niveau d'interconnaissance et le contrôle social. Il convient de préserver l'honneur et de « donner les apparences » de la préservation du standing malgré l'acuité des difficultés dans lesquelles peut être plongée la famille dans son ensemble. Ce comportement trouve son sens et sa « cohérence » dans les codes culturels d'une société dakaroise se voulant très « diplomate » (Nanitelamio, 1995) et cultivant à un niveau élevé la conformité aux normes sociales. De ce point de vue, ce qui peut révéler la « déchéance de son rang social » et la « détérioration de son image sociale » peut être entouré d'un voile de discrétion et couvert d'un foulard de pudeur. Tout en la critiquant, Ablaye, au cours de l'entretien de groupe avec les adultes hommes, donne quelques indications sur l'obsession du « sag », mais surtout sur ses conséquences dans l'acceptation de la précarité et l'éventuelle mise en œuvre d'actions de lutte.

« Nous avons un problème d'orgueil ("rëy"). Nous avons la folie des grandeurs alors que nous n'avons plus rien. Les gens refusent d'admettre leur nouveau statut de "badolo" (*pauvres*). Il faut mettre de côté l'orgueil et le "sag" (*paraître*) sinon nous serons plus fatigués que les pauvres de la banlieue ou des quartiers de Liberté 6 baraque (*bidonville*). Il faut se défaire de ça ou de tout autre défaut pour travailler, pour changer les conditions de vie dans le quartier ».

Le souci obsessionnel pour une image sociale relativement « non entachée » permet de comprendre ainsi les discours de récusation de la précarité dans les SICAP et sur lesquels certains répondants ont insisté. Ce qui importe dans cette dynamique de « camouflage » de la précarité malgré les signes visibles se manifestant dans le cadre de vie et les difficultés ressenties à l'intérieur des ménages soumis à un processus de détérioration de leurs conditions de vie est de « donner les apparences » d'un statut et d'un standing relativement protégés. C'est dans cette situation que réside la difficulté à parvenir à une « objectivation » de certains ménages que nous avons étudiés. Derrière les discours, se cachent une

intimité et une image que l'on veut maintenir « intactes », d'où la réticence manifestée pour admettre la réalité de la précarité et à lire à travers la détérioration du cadre global de vie des signes que « les SICAP ne sont plus qu'ils étaient » et qu'ils sont en train de perdre ainsi l'image de quartiers résidentiels et d'autre des « Dakarais ayant socialement réussi ».

6.2.2 – « *Le marché* » comme espace de débrouille à Guinaw rails

Outre les ajustements rendus nécessaires par une dureté des conditions d'existence, l'analyse des discours d'entretien fait ressortir que les ménages paupérisés se sont appuyés sur des activités « informelles » menées dans le marché Waranka sis dans le quartier ou au marché Thiaroye gare situé à quelques minutes du quartier. L'investissement dans des activités « informelles » a également pris la forme d'une mise au travail, souvent à travers des activités marchandes (commerce ambulant, vente à la sauvette), de l'ensemble des membres du ménage aptes à apporter un gain monétaire supplémentaire. À ce niveau, les discours témoignent de l'implication active des personnes gravitant autour des ménages dans le fonctionnement de ceux-ci sur la base d'une contribution monétaire provenant de diverses sources et revêtant des formes variées.

Cette implication débouche alors sur un élargissement de l'éventail des pratiques de mobilisation de ressources pécuniaires qui donnent la part belle aux jeunes et aux femmes. Les jeunes filles participent à cette dynamique de recherche de ressources additionnelles en oeuvrant comme « employées de maison » alors que certains s'investissent dans la fabrication et la vente de « djembe » (instruments de percussion) au marché « Waranka » malgré les préjugés attachés à cette activité et à ce lieu, des préjugés dénoncés par certains interviewés. Ces personnes imputent une partie des déperditions scolaires, de l'insécurité et des problèmes de toxicomanie à la présence du marché qui serait un repaire pour les trafiquants de marijuana et un espace d'écoulement de ce produit prohibé.

Les préjugés sur le métier de fabricant de « djembe » sont aussi liés aux « stéréotypes de caste qui font de la fabrication de « djembe » une activité réservée aux groupes « serviles », naguère principalement le groupe « Laobe⁴⁴ ». À l'instar d'autres métiers où la barrière de caste semble être de plus en plus abolie, la fabrication de « djembe » ne semble plus connaître de barrière de caste car elle est majoritairement investie par toutes catégories de personnes attirées par l'importance des gains qu'elle permet de réaliser. Dans le marché Waranka, l'activité accueille une diversité de catégorie de personnes (jeunes, pères de famille, anciens salariés) qui ont trouvé en cette occupation leur gagne-pain principal ou un moyen « d'arrondir des fins de mois difficiles ».

C'est le cas de cet ancien étudiant qui s'est converti dans la fabrication de « djembe » après des études arrêtées à l'Université. Son témoignage recueilli lors d'une entrevue individuelle permet de cerner l'ensemble des enjeux liés à cette activités dans le quartier : préjugés à vaincre, l'entrée dans l'activité, les retombées de son activité au niveau de sa famille, regard porté sur le marché.

« Au début, la fabrication de « djembe » était timide mais ça a pris de l'ampleur par la suite. Les gens disaient que seuls les délinquants s'adonnaient à ce genre de travail. C'est parce qu'en ce temps-là les jeunes qui le faisaient n'étaient souvent pas bien vus. Mais cela a changé parce que aujourd'hui il y a toute sorte de personnes qui pratiquent ce métier. D'ailleurs durant les vacances scolaires, il y a des élèves qui viennent travailler ici [...]. Mon père était le gérant de la station d'essence de *Pikine Icotaf*, un beau jour on l'a remercié et c'était le début des difficultés dans la famille. Nous avons été obligés de déménager ici à Guinaw rails où le foncier était moins cher. [...] J'ai continué mes études jusqu'à avoir mon Bac ; à l'université je n'ai pas eu les moyens pour continuer, c'était trop dur. J'ai laissé tomber les études [...]. Comme je ne pouvais pas rester à errer dans les rues ou rester oisif et inoccupé, comme je ne pouvais pas rester ainsi en étant un grand gaillard chômeur incapable d'assurer ses besoins quotidiens, alors j'ai été obligé de travailler pour aider le *vieux* (père). Mes parents n'ont pas apprécié au début que je fais ça, ils disaient que c'est pour les *Laobe* or moi je suis « géer » (*caste supérieure*). [...] Moi j'ai ma force et ma volonté or ce travail ça ne demande pas tellement de technique ou de génie. [...]. Dans le passé, ici il y avait tellement de fumeurs de « yamba » (*marijuana*) que la police faisait constamment des descentes ici. Et cette image demeure toujours [...]. On peut dire que cette activité fait vivre

⁴⁴ Les « Laobe » sont un groupe sociologiquement proche de l'ethnie pulaar et sont spécialistes des métiers du bois (statuettes en bois, percussions, pilon et mortier en bois, bois de chauffe).

beaucoup de famille au niveau du quartier. Il y a plein de père de famille qui font ça. Je pense que c'est l'essor que connaissent les « djembe » qui a motivé les gens ».

Figure 4 : Marché *Waranka* comme espace de débrouille



Source : Enquête de terrain 2002

Malgré les jugements pouvant entacher la réputation du marché, celui-ci demeure un espace investi par les jeunes très présents dans la fabrication et la vente de « djembe » surtout du fait des revenus qu'ils peuvent y acquérir pendant les périodes de forte demande (haute-saison touristique qui va de novembre à mai) ou pendant les vacances pour ceux qui sont aux études. Cette activité permet à l'ensemble de ses protagonistes des moyens pour aider les familles et satisfaire leurs propres besoins.

Les revenus tirés de la « fabrication de djembe » et d'activités commerciales menées dans le marché permettent aux familles concernées de disposer de moyens pour atténuer la dureté des conditions d'existence. De ce point de vue, elles font partie intégrante d'une stratégie de mise en commun des ressources familiales car, dans la « bataille pour la survie », aucune contribution n'est de trop. Aux ressources limitées du chef de famille, celles acquises pour les épouses et les enfants servent d'appoint. Les activités marchandes sont un créneau investi par la plupart des

ménages pour acquérir des ressources additionnelles. Les femmes s'y engagent plus que les pères de famille pour obtenir des ressources pouvant à faire face aux charges quotidiennes d'entretien de la famille. Au sein du marché, l'activité de « tablière » est davantage investie par les femmes (vente de produits alimentaires et de condiments, préparation et vente de café). L'essentiel est de s'activer malgré la faiblesse des gains qu'on en tire.

Il convient de noter que les stratégies de contournement et de sortie de la précarité et de la pauvreté, sont sujettes à des variations selon le genre et la génération, mais aussi selon le niveau de responsabilités des individus au sein de leur famille. Les stratégies familiales ayant été globalement abordées à travers les termes génériques de « xoslu » et de « taqale », pour ce qui est des stratégies individuelles, il importe d'aller plus en profondeur dans l'étude des réactions suscitées par la « descente » dans la précarité et la chute et/ou le confinement dans la pauvreté.

6.2.3 – « Se démerder », « partager » et « ruser » : initiatives juvéniles face à la « galère »

Chez les jeunes, il convient de noter l'instauration de ce qu'ils appellent, dans leur jargon fait d'un mélange de wolof, de français et d'anglais, « le social living » consistant chez eux en une mise en commun de leurs modestes moyens par exemple pour « respecter les trois normaux » ou plutôt les « deux normaux » car la crise n'a pas épargné les « ingrédients » (thé, sucre, charbon, gaz) nécessaires à la préparation de ce thé qui permet de « tuer le temps », de « partager les affres de la galère » et de « se réunir pour rêver des « States » (États-Unis) ou de « Kaaw » (France) ou se filer des tuyaux pour décrocher ce précieux sésame grâce auquel les souffrances pourront être oubliées : le visa ».

Le « social living » prend la forme également de l'instauration d'un échange de tout ce qui peut l'être (ce qu'un jeune a surnommé « notre "communisme" à nous jeunes des SICAP » au cours d'une discussion de groupe très animée à Liberté 5) : « leer » (fringues), « shoes » et pantalons « griffés », cigarettes, repas. Cette

solidarité active se déroule le plus souvent à l'intérieur des groupes de pairs de jeunes partageant une amitié de longue date et dont la solidité des liens est renforcée par le partage d'une situation socio-économique commune, d'un statut social analogue comme le confirment ces propos de Assane, recueillis au cours de l'entretien de groupe avec les jeunes, à Liberté 5.

« Entre amis, on est très soudé contrairement à ce qui se passe dans les familles où l'entente tend à décliner. Entre amis, nous nous comportons comme plus que des frères de même père et même mère. Cela parce que nous partageons les mêmes privations et nous sommes plongés dans la même galère. Ce qui nous unit est fondé sur des rapports solides, ce n'est pas une relation d'intérêt, c'est sincère. Si par exemple, j'avais des problèmes de chaussure, si je contacte Mo (*un de ses amis*) en plein sommeil à 4 heures du matin, il me les donnera de gaieté de cœur alors que des fois tu vois ton propre frère te *snober* et se montrer irrespectueux envers toi avec la complicité de ta famille parce qu'il a plus de moyens que toi. On encaisse car on peut compter sur ses amis et être compris par eux ».

Grâce à cette solidarité active, les jeunes parviennent à supporter « les humiliations, les gênes, les souffrances » inhérentes à leur statut de personnes non autonomes, non émancipés « *ku mana lul sa bop* » qui est le destin de personnes condamnées à la dépendance envers leurs parents, leurs aînés ou tout simplement leurs pairs ayant plus de chance dans la vie car ayant pu échapper à la « déchéance » sociale à laquelle conduisent le chômage et son cortège de misères. La solidarité groupale vient contrebalancer la faiblesse des moyens et aide ainsi à « être au diapason de la mode » et « être branché en matière de nouvelles tendances musicales, vestimentaires, sportives » pour reprendre le témoignage d'un jeune *sicapois* de Liberté 4.

Grâce à cette logique de mise en commun des ressources, la paire de chaussures « Sebago », « Nike », « Adidas » difficilement et chèrement acquise par l'un des membres du groupe de pairs peut être mise au service du groupe de même que le pantalon « super cent » ou tout autre vêtement « griffé » et ainsi faire l'objet d'un usage communautaire selon les besoins des uns et des autres sans que le propriétaire véritable du pantalon ou des chaussures soit connu de personnes extérieures au groupe, voire des membres de leur propre famille. Ainsi la mise en commun des ressources, selon un code implicite accepté par l'ensemble des

membres du groupe, permet de pallier la faiblesse des moyens et de satisfaire des besoins qu'il serait difficile de combler autrement.

Cette solidarité juvénile déborde le cadre de la stricte satisfaction des besoins ponctuels liés à l'habillement. Selon le témoignage de Omar, un jeune de Liberté 5, elle lui permet de partager la chambre d'un de ses amis dont la situation familiale est meilleure que la sienne et, partant, d'échapper à la promiscuité de sa maison paternelle. Cette solidarité est partagée par l'ensemble de ce groupe de pairs dont la majorité des membres a participé à l'entretien collectif que nous avons réalisé dans le quartier de Liberté 5. Ainsi avons-nous constaté une référence prononcée à cette entraide juvénile qui permet de trouver une oreille attentive et compréhensive à la galère vécue, de partager les pistes et les trajectoires pour s'en sortir et, enfin, de construire des rêves dans un élan de communion au sujet de l'avenir que la plupart des jeunes que nous avons interrogés appréhendent radieux malgré la morosité de leur quotidien et de leur présent. Car, comme le traduisent mieux ces propos de Amadou, « la vie est un combat et une lutte » : « *life* bi afeer de fighting la ! ». L'adoption du « social living », comme il nous a été donné de le constater chez les jeunes des SICAP, est, par exemple, un élément y contribuant et demeure donc une pratique juvénile d'atténuation des effets les plus délétères de la crise de la part de ce groupe social dans les quartiers de notre étude.

En effet, les entretiens de groupe nous ont amené à constater la vitalité et le fonctionnement de ce « social living » élevé comme mode "provisoire" de vie (la réussite sociale permettant de s'en extirper et éventuellement d'en sortir sa famille et ses amis). Elle s'accompagne de l'identification aux nouvelles figures de réussite sociale posées comme modèles et l'omniprésence dans les discours de l'Occident perçu comme "l'Eldorado" et « l'horizon à atteindre à tout prix pour pouvoir être comptabilisé par « les "nobles" (*les ambitieux*) qui ont réussi » (« gor yu tekki yi »).

La conscience de la somme d'efforts exigée par l'ascension sociale est présente dans les discours des jeunes de Guinaw rails, ainsi que la référence et l'appropriation de cette solidarité groupale comme mode de vie pour s'ajuster à la

précarité. Les différences qu'il est possible de relever tiennent surtout aux termes employés pour exprimer et décrire cette solidarité. Les constructions des stratégies adaptatives et des parcours de réussite sociale lors des entretiens de groupe menés confèrent une importance cruciale à la solidarité mise en pratique dans les groupes de pairs, entre jeunes habitant le même quartier, partageant la même galère.

Cette solidarité basée sur le partage et la mise en commun des ressources n'exclut pas la mise en œuvre de stratégies individuelles de contournement de la précarité. Dans ce cas de figure, face à des besoins urgents, la parade pourra consister chez certains jeunes, d'après les informations collectées à ce sujet, à vendre ses habits ou bien d'autres types de matériels qu'on pourra se procurer plus tard. « Notre façon à nous d'épargner, c'est d'acheter des habits qu'on pourra vendre plus tard quand on est dans le besoin » souligne un jeune interrogé à Guinaw rails.

Le témoignage ci-après de Ablaye lors de l'entrevue de groupe avec les hommes adultes à Liberté 5 énumère des pratiques adaptatives observées dans son quartier de résidence.

« Dans les SICAP, la majorité des jeunes se passionnent pour le football. Ils pensent qu'avec le football, ils pourront connaître la réussite sociale ("tekki"). Par contre d'autres ont vaincu les complexes et n'hésitent plus à devenir des "bana-bana" (vendeurs à la sauvette) ou être employés par les sociétés de ramassage des ordures pour sortir de la dépendance. Ils sont conscients qu'il n'y a plus de sot métier et puis ce sont les "badolo" (*pauvres*) d'hier qui sont devenus les "boss" (*personnes aisées*) aujourd'hui. On parle de dons de Dieu, de baraka pour ces gens mais à mon avis il n'y a rien d'extraordinaire dans leur réussite. Leur "teranga" (*aisance*) vient de la sueur de leur front ».

Face à la précarité se déclarent prêts à exercer toutes sortes de boulots : manœuvres dans les chantiers de construction, journaliers dans les usines, vendeurs ambulants, « coxeurs » (rabatteurs dans système de transport). L'essentiel est que ces activités leur permettent d'acquiescer de quoi satisfaire leurs besoins et ceux de leur famille d'intégration, bref d'avoir les moyens d'échapper à l'oisiveté pour ne pas être un éternel « abdou-guèye ». Ce terme est employé par les jeunes en

référence à une chanson du chanteur populaire Souleymane Faye dans laquelle ce dernier flétrissait la fainéantise et le « parasitisme » des chômeurs et des jeunes oisifs et les exhortait vivement à se réveiller tôt et à sortir du désœuvrement et de l'inaction.

Le « foratu » (« ramasser » dans son sens littéral mais à comprendre, dans le langage des citadins dakarois, comme « chiner », « se débrouiller ») permet ainsi d'échapper aux servitudes du chômage et de la dépendance et de se livrer à toute activité lucrative sans considération pour l'image attachée à ce travail ou le risque de déchoir de son statut dans le quartier ou bien auprès des « guèles » (jeunes filles). Cette volonté juvénile de se départir de toute inhibition se traduit dans le témoignage de Moussa en classe de première au lycée Limamou Laye et résidant avec toute sa famille dans le quartier de Guinaw rails. Il se convertit dans la vente de « djembe » pendant les vacances scolaires estivales, contrairement à de nombreux jeunes dakarois de son âge pour qui, vacances scolaires riment avec activités ludiques, baignades à la plage, matchs « navétanes » (championnat populaire de soccer disputé pendant les grandes vacances et regroupant des équipes issues des quartiers),

« Je vends les « djembe » uniquement pour éviter la paresse, pour m'occuper quoi mais les quelques sous gagnés ne permettent même pas d'assurer la moitié de mes besoins. Seulement, si tu ne fais rien, tu n'as rien, au moins tu auras le minimum pour, soit aider tes parents dans la dépense quotidienne, soit régler ses propres besoins sans leur concours. Car il arrive des moments où on se pose des questions par exemple on se dit que le vieux ne peut plus assurer tous les besoins et qu'il faut dès à présent se débrouiller seul pour s'en sortir car le vieux pense d'abord aux enfants, à la nourriture de la famille ».

Pour atténuer la dureté du quotidien, les jeunes ont dans la majorité semblé vouloir privilégier le « business ». Il importe de se montrer « rusé », « éveillé » pour se « saisir » des « opportunités » : revendre des vêtements, du thé dans le quartier, se « démerder » dans les chantiers de la SONATEL ou de la SDE ou de l'AGETIP⁴⁵. Pour « gérer les difficultés », le recours à des activités « illicites »

⁴⁵ L'AGETIP est une agence chargée de l'exécution des travaux à haute intensité de main d'œuvre.

comme le trafic de marijuana (« yamba ») n'est pas totalement exclu. C'est ainsi qu'à Guinaw rails, certains discours ont fait état de l'existence de jeunes s'adonnant à la vente et/ou à la consommation de drogues (marijuana, médicaments psychotropes) malgré les risques encourus et la réprobation sociale. Ce qui contribue à alimenter les discours sur la récurrence de phénomènes associées à la consommation de drogues : insécurité, vols, agressions, banditisme – et du même coup à entretenir l'image négative collée à Guinaw rails.

L'investissement dans des activités économiques est particulièrement répandu chez les jeunes filles. En effet, si le « social living » apparaît comme fédérateur des comportements de survie face à la crise des jeunes à Guinaw rails et dans l'espace *sicapoï*, il n'a pas été noté un niveau analogue d'attachement à la solidarité à l'intérieur du groupe de pairs du côté de leurs « sœurs ». Les discours construits par le groupe des jeunes filles ont été axés à Guinaw rails autour d'une prise accrue de rôles dans la mobilisation de ressources monétaires dans la famille. Celle-ci s'effectue à travers l'investissement dans des activités génératrices de revenus. Les entretiens laissent voir que les activités les plus accessibles sont celles de « domestiques », de vendeuses, de marchandes dans les marchés les plus proches de leur quartier de résidence (marché Waranka et marché Thiaroye Gare). Certaines filles ont affirmé s'y débrouiller pour la prise en charge de leurs besoins spécifiques (habillement, produits cosmétiques) mais aussi pour venir en aide à des parents incapables de « supporter les lourdes charges pesant sur leurs épaules ».

L'investissement dans des activités économiques est une issue explorée par les jeunes filles de plus en plus conscientes du fait que « la période où les jeunes filles étaient entretenues par les garçons et les femmes par leurs maris est révolue » selon les propos de Daba interviewée à Guinaw rails. Pour elle, une fille doit s'activer selon ce qu'elle peut mieux faire. Elle a été tour à tour « domestique » pour une famille habitant Pikine, puis vendeuse de poissons secs et fumés, une activité lui rapportant sporadiquement de l'argent pour participer à des tontines sur lesquelles elle compte pour faire des investissements liés à son paraître (des bijoux de valeur). Elle affirme venir en soutien à ses parents selon l'importance des gains qu'elle réalise.

Dans les SICAP aussi, la gamme de pratiques de débrouille exprimées par les filles inclut la recherche d'un travail rémunéré. L'investissement dans des activités économiques a été mis en évidence par nos interlocutrices de ce groupe d'âge comme un élément significatif décrivant les changements de comportement et de mentalité observables chez les jeunes filles de Liberté 4 et 5. Ce témoignage recueilli lors de la discussion de groupe avec les jeunes filles à Liberté 5 donne un aperçu sur l'éventail des activités menées pour tempérer les difficultés et satisfaire des besoins que des parents n'ont plus les moyens de prendre en charge. Pour Zeyna de Liberté 5 :

« Pendant les vacances, certaines jeunes filles font du commerce, d'autres trouvent du boulot dans les « supermarchés », dans les "SELECT"⁴⁶ ou font du "baby-sitting", certaines élèves deviennent des "bonnes" rien que pour un salaire de 15 000 FCFA, ce qui permet aux élèves d'avoir de quoi assurer seules leurs dépenses à la rentrée. Avec 45 000 FCFA, tu peux régler la moitié de tes problèmes, cela vaut mieux que de rester sans rien faire. Il y a également des élèves qui travaillent pendant la nuit dans les dancings pour 30 000 FCFA par mois ».

Contrairement aux garçons, chez les filles, les pratiques de solidarité sont surtout développées à l'intérieur des familles, entre sœurs ou entre amies. Ce qui permet d'avoir des solutions de dépannage en cas de nécessité par exemple pour leur habillement, ce qui leur permet de coller à l'évolution de la mode vestimentaire et globalement de satisfaire leurs besoins de consommation : « nous nous entraisons, la solidarité nous permet de nous prêter des habits, de partager nos bijoux ».

Enfin, des interviewées ont mis en lumière, dans les deux quartiers, la pratique du « mbaran » consistant, chez les jeunes filles, à avoir plusieurs soupirants pour satisfaire leurs besoins en matière de toilette, d'habillement et le désir de fréquenter certains lieux « sélects » de Dakar (boîtes de nuit, plages, restaurants). Certains besoins familiaux peuvent être même être satisfaits, surtout quand les

⁴⁶ Les « SELECTS » désignent des boutiques self-service situées dans les stations-service. Elles sont installées dans les stations-service de la compagnie SHELL. D'autres types de boutique existent comme les « LEADER PRICE » (MOBIL).

parents en arrivent à être peu « regardants » sur l'origine de cet argent et de ces cadeaux que ramène leur fille à la maison et qui aide à combler des besoins.

Les propos de Ndèye de Liberté 4 livrent un témoignage qui expose cette réalité et reflète la divergence des opinions cherchant à « légitimer » ou à « réprouver » cette pratique qui tend à se développer en milieu urbain dakarois, surtout dans un contexte où l'aspiration au luxe et au confort est difficile à satisfaire.

« On rencontre des filles recourant au "mbaran", des filles qui font "courir" plusieurs soupirants qui sont autant de sources de revenus pour la femme à cause des cadeaux, en argent principalement, qui lui sont offerts, ce qui lui permet de satisfaire ses besoins féminins (habillement, cosmétiques, sorties) mais cela n'est pas le fait de toutes les filles. Ce sont des filles qui veulent bien "paraître" alors que leurs parents n'ont pas les moyens de leur permettre de se montrer belles et bien vêtues. Cela n'est pas le fait de toutes les filles, certaines arrivent à s'en sortir en travaillant, d'autres en faisant du commerce ou grâce à leurs parents et leurs frères ».

Si le « mbaran » apparaît comme une stratégie pour « capter des ressources pécuniaires » auprès d'adultes « fêex » (aisés), par contre, la plupart des discours s'accordent sur le fait que l'obtention d'un emploi stable ou la réalisation d'activités lucratives (monter un salon de coiffure, faire du commerce y compris à l'étranger) est la solution « idéale » et « durable » pour sortir de la précarité. Le mariage est aussi perçu comme permettant de se soustraire des misères de « fille désargentée » et « prise en charge » et, ainsi, de « soulager » ainsi les parents : « l'idéal est de trouver un "bon mari", quelqu'un qui pourra satisfaire tes besoins et te respecter. La plupart des jeunes filles recherchent des maris. Certains espèrent rencontrer des "venants" (*émigrés*) car ils ont beaucoup d'argent » (jeune fille de Liberté 5).

6.2.4 – Les mères de famille aux « premières lignes » dans le « combat pour la survie »

Les mères de famille sont souvent reconnues comme « principales gestionnaires de l'économie domestique » et les participants reconnaissent qu'elles se trouvent à ce titre aux premières lignes dans le combat de la survie au quotidien.

Les dispositifs d'ajustement mis en œuvre par ce groupe incluent une variété de pratiques dont la portée et la consistance sont fonction d'une pluralité de paramètres (capital social, sens de la débrouillardise, intensité de la précarité, degré de dénuement de la famille). Outre la « gymnastique » permanente à laquelle les astreignent la préparation et la distribution des repas avec des moyens faibles, « l'innovation » et « l'ingéniosité » qu'elles se doivent de développer pour s'adapter à un revenu en érosion, les mères de famille doivent aussi participer à la dynamique de mobilisation de ressources additionnelles.

Les mères de famille ne sont en effet plus confinées aux rôles strictement domestiques. Elles sortent de la sphère conjugale pour actualiser des rôles d'actrices économiques en réaction entre autres, à ce qu'une femme de Guinaw rails appelle : « l'impossibilité pour les maris de tout faire seuls ». À ce titre, le fonctionnement des ménages est de ce fait devenu progressivement une prérogative féminine car « les maris ne donnent guère une dépense suffisante, les femmes doivent se débrouiller pour préparer le repas. Ce que nous gagnons va à la préparation des repas et aux enfants » souligne une participante de Liberté 4. Les recours pour réaliser ces objectifs sont pluriels. Ils incluent la participation à des « tontines »⁴⁷ et le recours à la solidarité familiale, mais ils demeurent centrés sur la conduite d'activités génératrices de revenus. Suivant la gravité du problème à résoudre et le niveau de précarité, d'autres comportements comme la vente d'objets personnels peut être envisagée. Par exemple, pour cette femme monoparentale interrogée à Liberté 4, « face à des problèmes aigus et urgents à résoudre, je peux vendre certaines choses comme mes habits ou mes bijoux car je m'adresse rarement à mes proches ou à mes voisins ».

Les ajustements quotidiens imposés à l'intérieur des ménages par une fragilisation de leur situation socio-économique ont principalement conduit les

⁴⁷ Les tontines sont des regroupements de personnes unies par divers liens (amitié, parenté, voisinage, profession etc.) qui mettent en commun leur épargne. Le système fonctionne ainsi : les participants versent régulièrement des cotisations de montant fixe à un fonds commun qui est distribué tour à tour à chacun des membres, désigné en général par tirage au sort. Quand chaque membre a reçu le fonds une fois, le cycle doit normalement recommencer.

femmes, eu égard à leurs responsabilités domestiques, à déployer des solutions alternatives. La mise en œuvre de ces solutions va de pair avec l'actualisation de rôles plus importants au sein des familles surtout si celles-ci sont en voie de paupérisation. À ce propos, l'un des changements les plus notables a trait à l'avènement de comportements résolument tournés vers l'obtention de ressources monétaires en réaction à un revenu familial en effritement. La crise a amené, autant les femmes de Guinaw rails que celles de Liberté 4 et 5, à sortir du giron familial et à « briser » la dépendance financière des familles envers les seuls revenus des chefs de famille à l'instar d'une bonne partie de leurs consœurs dakaroises. La principale alternative a consisté alors pour elles à s'investir dans des activités rémunérées leur permettant de pallier l'amenuisement des moyens des pères de famille.

Les femmes se sont toujours investies dans l'économie domestique. Cette gestion constitue même une de leurs prérogatives que la crise n'a fait que renforcer car les obligeant à des trésors d'imagination et de débrouille en cas de difficultés extrêmes ainsi que lorsque le revenu familial connaît une érosion (problèmes alimentaires, arriérés de logement, endettement). La contribution cruciale des femmes et les rôles actifs qu'elles jouent dans la dynamique d'atténuation des difficultés vécues est ressortie tout au long de nos entretiens avec les hommes comme avec les femmes. Les récits ci-après recueillis à Guinaw rails comme dans l'espace *sicapois* permettent de mieux cerner la place conférée (ou acquise) dans les stratégies de survie des familles des classes moyennes et populaires à Dakar. Pour Oumou de Guinaw rails :

« Ce que gagnent nos maris n'est pas suffisant. Si ton mari n'est pas propriétaire d'une maison, il est obligé de louer alors que les loyers sont devenus très chers à Dakar. Il y a aussi les factures à payer, les enfants, la nourriture. Tout cela demande des moyens. Les maris ne peuvent pas tout donner, tout régler et tout honorer. Les femmes savent se débrouiller comme les hommes. Je peux même dire que les femmes ont plus de "pexe" (*astuces*) et savent se battre au moins pour leurs enfants. C'est un sentiment de "yërmënde" (*compassion*) qui nous anime mais aussi les femmes ne peuvent pas rester insensibles devant la faiblesse des moyens des maris ».

Le témoignage ci-dessous fournit un aperçu sur la gamme d'activités auxquelles ont recours les femmes de Guinaw rails pour se soustraire à un présent plein d'incertitudes et parsemé de difficultés.

« Nous les femmes, nous ne travaillons pas dans les usines. Nous faisons pour la plupart du commerce chacune selon sa spécialité. Le matin, en passant sur la route nationale, on peut voir que nous ne baissons pas les bras. Certaines vont à Dakar, d'autres restent ici dans le quartier. Mais toutes essaient de se « décarcasser » comme elles peuvent pour rapporter quelque chose à la maison, de quoi faire bouillir la marmite, avec quoi soutenir nos hommes, quelque chose qui va nous permettre de garder notre fierté et de ne pas tomber dans la honte de tendre la main. Les temps sont très difficiles mais quiconque sait faire preuve de persévérance et de grandeur devant les difficultés sera récompensé par Dieu ».

Ce témoignage de Fatou recueilli lors d'une entrevue de groupe à Liberté 5 met en lumière l'importance du rôle détenu par les femmes dans la satisfaction des besoins domestiques dans l'espace *sicapois*.

« Les maisons reposent sur les épaules des femmes. Nous sommes bien placées pour témoigner des difficultés de la vie à Dakar. Les hommes sont tous « fauchés » mais les femmes ne restent pas les bras croisés et elles font tout pour que les gens mangent, le courant ne soit pas coupé, que les enfants continuent d'aller à l'école. Nous n'avons qu'une préoccupation : "daw gâce" (*éviter le déshonneur et la honte*). Les difficultés de la vie font que parfois on prend 2 repas au lieu de 3 pour s'en sortir ».

Amineta, une femme de Liberté en charge de l'entretien d'un foyer de plus d'une quinzaine de personnes dont le chef, son mari, a perdu l'emploi de cadre qu'il a occupé pendant 15 ans dans une entreprise de la zone industrielle de Dakar, nous explique les ajustements rendus nécessaires par le licenciement de son mari :

« Nous vivons dans la "sutura" (*discretion mêlée de pudeur*) mais le fait que mon mari ait perdu son emploi a représenté un coup dur pour nous tous qui dépendons de lui. Les périodes ayant suivi ce désastre familial ont été particulièrement dures pour tout le monde, mais surtout pour les enfants qui ne comprennent toujours pas qu'ils ne puissent plus avoir les choses auxquelles ils étaient habitués. Les grands peuvent toujours arriver à se débrouiller mais quand Dieu t'a « offert » une progéniture jeune alors si tu ne travailles plus, ça devient plus difficile. Avec la réduction significative de la dépense quotidienne, je suis obligée d'être très économe dans les dépenses, d'épauler mon mari [...]. Devant les difficultés, je me suis résolue

à vendre certains bijoux, à réserver les petits-déjeuners et les dîners maintenant insignifiants par rapport que ce qu'on connaissait dans le passé aux tous petits, les autres doivent se débrouiller eux-mêmes. Puisque mon mari n'a plus les moyens qu'il avait, je fait du "petit-commerce" de condiments et de denrées alimentaires devant la maison. Si l'activité se développe, je vais la déplacer au marché comme ont fait d'autres femmes de notre groupe de paires. Dieu ne nous oublie pas et nous aidera à surmonter les difficultés. Il faut savoir se battre uniquement ».

6.2.5 – Trouver des « solutions de compensation » chez les pères de famille

La prise accrue de responsabilités économiques par les femmes dans les familles dakaroises malmenées par la crise n'a pas été concomitante avec l'abandon total par les pères de famille des prérogatives liées à leur statut de pourvoyeur de revenu. Ce statut et les rôles qui lui sont associés sont cependant mis à rude épreuve par les difficultés que vivent les ménages paupérisés de Guinaw rails et ceux précarisés des SICAP. Donc la présence plus perceptible des femmes de ces ménages sur la scène économique et la reconnaissance de leur contribution dans la prise en charge des dépenses domestiques ne doivent pas être vues a priori comme synonymes d'un retrait de leurs conjoints du champ de la mobilisation des revenus. Les pères, loin de démissionner de toutes leurs responsabilités, continuent de se considérer comme des acteurs importants des logiques de survie.

Dans l'espace *sicapois*, pour certains pères de famille non relayés par leur progéniture après un départ à la retraite ou victimes d'une perte d'emploi, le « souci primordial reste la préservation des moyens de la famille ». Cela passe par l'investissement dans des activités alternatives susceptibles de fournir des revenus d'appoint pour remédier à la dégradation des conditions de vie de la famille. C'est dire que la recherche de « solutions de compensation » est au cœur des stratégies des pères de famille. Les solutions pour pallier les conséquences du basculement dans la précarité, incluent, en plus des arbitrages dans les dépenses domestiques et l'adoption de comportements permettant d'économiser dans les postes de dépense, le prolongement de l'activité professionnelle en cas de possibilité et la recherche d'un autre emploi pour les victimes de licenciement.

La recherche de moyens additionnels prend, chez les pères de retraités, la forme d'un recours à la solidarité familiale et au soutien de « d'amis », « collègues » et de « connaissances » mieux nantis. Le recours à la solidarité est développé à l'intérieur des lieux de sociabilité ou « grands-places ». Ils constituent pour les pères de familles des espaces de rencontre et de discussion, de loisir (jeux de dames, belotte), des lieux de « captage » de ressources monétaires et de diverses « opportunités » comme le mettent lumière les propos de ce père de famille de Liberté 5.

« La plupart des membres de notre grand-place sont d'anciens collègues de travail ou bien des « connaissances » ; les « connaissances » sont devenues même très importantes au grand-place ; il y a une certaine entraide car souvent ces personnes qui ont des bras longs peuvent aider les enfants des membres du groupe à trouver du travail, ce qui est très fréquent, il y a par exemple un ancien docteur de l'hôpital Principal qui fait partie du groupe et qui nous aide en matière de santé ».

En plus d'offrir des solutions de « dépannage », les « grands-places » permettent aux pères de famille de passer moins de temps dans l'espace domestique et d'échapper à l'exiguïté des maisons tout en bénéficiant de la présence « réconfortante » de personnes unies reliées par le partage de préoccupations similaires, l'appartenance à la même génération et au même espace résidentiel. Dans d'autres cas, c'est la mosquée du quartier qui joue le rôle d'espace de sociabilité pour les pères de famille.

L'investissement dans des activités de « réseautage » pouvant procurer des ressources supplémentaires n'est pas le seul fait des pères de familles de l'espace *sicapoï*. La conquête des revenus pour combler l'érosion d'un revenu ou tout simplement pour acquérir des subsides modiques à la satisfaction des besoins de survie s'impose comme une nécessité pour les ménages paupérisés de Guinaw rails. Ici, les adultes hommes ont affirmé n'avoir pas totalement abdiqué face au poids des charges des ménages. Au cœur de leurs démarches et de leurs initiatives de débrouille se trouve la volonté d'atténuer les souffrances que la faiblesse de leurs moyens fait peser sur l'ensemble de leurs familles malgré la place cruciale dévolue aux femmes dans le combat pour la survie dans le quartier. Le leitmotiv des

discours des pères de famille est structuré autour du fait que la satisfaction des besoins de leurs familles demeure leur souci primordial. Ainsi l'ensemble de leurs efforts est quotidiennement organisé en fonction et orienté vers cet objectif. Mor, à la tête d'une famille polygame, le perçoit en ces termes :

« Tout ce qui importe au père de famille, c'est de voir que les besoins de sa famille sont satisfaits, si tout le monde a bien mangé, si tout le monde va bien, c'est ça la préoccupation d'un père de famille. Il est prêt à se lancer dans toute sorte d'activités maintenant que les temps sont devenus très durs à Dakar. Il lui faut éviter la honte de voir que sa famille n'a pas bien mangé ou bien ne parvient pas à satisfaire ses besoins. Pour éviter que les enfants fassent des choses répréhensibles d'un point de vue religieux ou social, il faut au moins leur garantir une bonne éducation, en plus d'une bonne alimentation. Si le chef de famille n'est en mesure de rien faire pour sa famille, il ne doit pas être surpris de les voir sur le mauvais chemin ».

Au cœur des discours de groupe notamment, les personnes insistent sur l'importance de la contribution des hommes dans les initiatives déployées face à la crise. Il faut dire que probablement du fait d'une focalisation sur les contributions féminines dans les travaux sur les réactions des ménages face à la crise dans les villes africaines, la part des hommes a été souvent passée sous silence ou du moins l'importance de leur contribution n'est pas significativement ressortie dans certains travaux qui sont même allés jusqu'à la décréter la défaillance des hommes et l'inéluctabilité d'une « guerre des sexes ». Les discours d'entrevue recueillis dans nos sites de recherche n'infirmement nullement ni l'une ni l'autre des prédictions. Au contraire, les réactions face aux difficultés du quotidien sont partagées par les hommes comme les femmes. Chez les uns comme les autres, une panoplie de recours est explorée pour une atténuation des difficultés vécues au sein des ménages. Chez les pères de famille des SICAP comme de Guinaw rails, le principal moyen pour la satisfaction de ce souci taraudant reste la conquête de revenus additionnels par diverses pratiques de débrouillardise (« goorgorlu ») centrées sur la conduite d'activités génératrices de revenus et le recours à l'entraide familiale et au soutien des pairs.

Conclusion partielle

Faire face aux difficultés suscitées et/ou accentuées par le manque de moyens représente un important défi pour les ménages des catégories sociales moyenne et populaire. Les pratiques adaptatives développées pour atténuer la dureté des conditions d'existence ou pour réagir aux chocs imposés par l'entrée dans la précarité ont revêtu une configuration différentielle selon le niveau socio-économique, l'expérience urbaine, le genre et la génération. Elles demeurent cependant centrées autour de fondements communs, d'expériences partagées et d'objectifs similaires qui amènent à conclure à l'instauration d'un mode de vie par défaut face à la crise et à ses conséquences dramatiques.

Ce mode de vie se trouve structuré, comme nous l'avons fait ressortir, autour de la généralisation de la « débrouille » et du « bricolage » dans les différentes sphères de la vie familiale ainsi que l'expériences des personnes. Il revêt différents aspects et se trouve organisé de manière variable selon les familles, les difficultés vécues, les statuts et les rôles des personnes. Cependant nous avons cherché à « subsumer » l'ensemble des stratégies avec les termes évocateurs de « taqale », de « xoslu » et de « goorgorlu », autant de vocables qui mettent en lumière les capacités d'endurance, d'innovation et d'ingéniosité définissant les démarches, les luttes, les actions quotidiennes analysées par une « sociologie de la nouvelle individualité africaine ».

L'étude des stratégies de survie a révélé l'importance de la solidarité pour les ménages comme pour les individus pour qui elle est capitale pour surmonter les affres de la pauvreté mais surtout lors de coups durs ou de circonstances nécessitant une intervention urgente. « C'est la solidarité qui nous permet de tenir », « Sans l'entraide, la situation serait pire » ont déclaré deux personnes enquêtées à Guinaw rails. Nous allons maintenant explorer les configurations et l'évolution des solidarités communautaires à Dakar à la lumière des matériaux construits dans nos sites de recherche et, ce relativement, à nos questions et objectifs de recherche.

Chapitre VII – Des solidarités à l'épreuve de la crise : configuration et recomposition des solidarités à Dakar

Après avoir retracé les processus de dégradation des conditions de vie au sein des catégories moyenne et populaire à Dakar et avoir décrit les stratégies mises en œuvre par les personnes et les ménages pour s'ajuster à un contexte socio-économique changeant, le présent chapitre expose la description et l'analyse de la configuration et de la dynamique des relations de solidarité dans nos sites de recherche. L'aperçu théorique donné sur les relations sociales de solidarité dans la société sénégalaise dans la première partie de notre thèse a permis d'indiquer des repères sur la structuration des solidarités en milieu urbain ainsi que sur les dynamiques de réinvention pouvant être observées dans les solidarités communautaires en rapport avec les mutations socio-économiques et les changements dans les valeurs sociales affectant le tissu urbain dakarois. Le présent chapitre consiste en une description empirique de la configuration et du vécu de la solidarité en milieu urbain dakarois du point de vue du niveau socio-économique, du genre et de la génération conformément à nos objectifs et questions de recherche.

Dans nos sites de recherche, nous avons montré que les effets de la crise y sont durement ressentis par des populations qui font l'expérience d'une dégradation de leur situation socio-économique, du basculement dans une vie de précarité ou du confinement dans une pauvreté multidimensionnelle diversement interprétée. Les formules d'adaptation au durcissement de la conjoncture économique, les ressources mobilisées pour faire contrepoids à la dureté de la vie urbaine sont plurielles et sont fonction d'une pluralité de paramètres. De prime abord, les solidarités communautaires sont au cœur des pratiques d'ajustement des modes de vie face à l'intensité de la crise économique à Dakar. Elles peuvent constituer des creusets de cristallisation des pratiques de vie et de survie, des antidotes aux difficultés de tout ordre qui ponctuent le quotidien des ménages paupérisés de Dakar. Les solidarités en tant que dispositifs de prévention et de gestion des incertitudes de la vie demeurent marquées dans leur configuration et leur

fonctionnement par l'évolution des ressources des personnes qui doivent concourir à leur actualisation.

Les données sur lesquelles nous nous appuyons pour dévoiler l'état des relations de solidarité communautaire dans l'espace urbain dakarois sont essentiellement issues de la troisième rubrique de notre guide d'entretien conçu pour les discussions de groupe afin de faire l'état des lieux des pratiques de solidarité à partir du point de vue des participants. Les dimensions de cette rubrique ont porté sur l'état actuel et l'évolution des solidarités communautaires, sur les interactions entre détérioration des conditions de vie et dynamique des solidarités.

Les discussions de groupe ont permis de construire des informations sur les formes de solidarité, quoique peut-être assez générales et peu contextualisées. Mais c'est là l'intérêt des entrevues individuelles car les thématiques explorées dans les discussions de groupe y ont été examinées en profondeur, dans des circonstances détaillées et au travers de récits personnels, dans les SICAP et à Guinaw rails. Les entretiens individuels ont servi de cadres d'approfondissement des discours sur la solidarité (pratiques décrites, légitimation, circonstances, réseaux de soutien, types de sollicitations, personnes sollicitées). C'est pourquoi l'ensemble de ces thématiques se retrouve également dans la troisième rubrique du guide d'entretien individuel comme c'est également le cas pour le guide d'entretien destiné aux discussions de groupe.

Dans les différentes parties qui suivent, est présenté un portrait des systèmes de solidarité communautaire en insistant sur les tendances marquantes mises en évidence sur le terrain. La mise à plat ainsi esquissée cherche, dans un premier temps, à révéler la configuration des systèmes de solidarité dans les SICAP et à Guinaw rails, puis chez les jeunes et les femmes en particulier. Après ce travail de description, nous nous intéressons aux interactions entre solidarité et précarité des conditions de vie à Dakar dans l'optique de faire ressortir les configurations et reconfigurations qu'il est possible de déceler dans les pratiques de solidarité communautaire à Dakar.

7.1 – Configuration et recomposition des logiques de solidarité communautaire

7.1.1 – SICAP : les pièges d'une démarche "individualiste"

Tout d'abord une précision s'impose quant à l'emploi du qualificatif « individualiste ». Comme il sera aisé de le constater, l'usage de cet adjectif ne vise nullement à faire l'impasse sur les pratiques de solidarité enregistrées chez les ménages *sicapoï*s que nous avons interviewés. Pourtant, en rapport avec un mode de vie fortement imprégné d'une référence à la « culture occidentale », les ménages et les individus semblent en être arrivés à un repli sur la sphère conjugale le tout dans un contexte global marqué par la prégnance d'un anonymat marqué dans les rapports sociaux et un niveau moins élevé d'organisation institutionnelle des habitants du quartier.

Pour comprendre les soubassements des logiques et des pratiques de solidarité dans les SICAP, il est utile de tenir compte du processus de déclassement social auquel font face les ménages. Il est tout aussi important d'intégrer les aspirations, les pratiques, l'imaginaire social et les modes de vie dont sont porteurs ces ménages de la classe moyenne qui font l'amère expérience d'une « chute sociale » après avoir nourri des aspirations à un mode de vie tourné vers ce qu'on pourrait appeler les valeurs de la modernité : style de vie petit-bourgeois, modèles des petites familles, culture matérielle du succès, prépondérance des enfants et de leur éducation, velléités de rupture d'avec les valeurs de la culture populaire, inclination vers « l'individualisme ». Autant de pratiques et d'ambitions dont témoignent les différents récits présentés dans notre chapitre retraçant le processus de déclassement social des ménages de la classe moyenne des SICAP et que met en évidence ce témoignage d'Amadou :

« Les gens ont voulu faire les "toubabs" (*les Blancs*) dans les SICAP. Chacun s'est enfermé chez lui. Sous prétexte que chacun avait de quoi satisfaire ses besoins dans sa famille, les relations ont été limitées au strict minimum. Avant c'était bonjour bonsoir ! Tout le monde voulait faire le petit boss et afficher sa réussite. Nous avons grandi dans ce contexte. On est les "boys town" (*les jeunes branchés*), tous nos rêves et notre vie sont tournés vers l'extérieur. Je connais des gens ici qui se sont coupés d'avec leurs familles. Mais aujourd'hui qu'est-ce qu'on voit ? Nous *Sicapoï*s, nous

ne savons pas nous battre pour nous en sortir. Les autres jeunes sont plus débrouillards. Ils ne dédaignent aucun travail et travaillent dur pour changer leur quotidien et leur avenir. Mais on est là à prendre du thé et à rêver. On n'est même pas capable de nous organiser, de nous unir, de mettre en place des projets et des GIE pour être financés comme le font les jeunes des autres quartiers ».

Un témoignage dont les grandes lignes se retrouvent dans ces propos de l'iman de la mosquée de Liberté 5 que vous avons interrogé dans le cadre de notre démarche exploratoire eu égard à son statut dans le quartier, mais surtout de sa position de « témoin » des évolutions majeures enregistrées dans l'espace sicapois. Sa réflexion nous fournit des fragments pour comprendre la démarche « individualiste » que nous avons utilisée comme terme générique pour résumer les tendances marquantes en matière de relations sociales.

« Dans les SICAP, beaucoup de maisons ont une sonnerie à la porte ou bien un chien et chacun pense que les gens ont des problèmes et par conséquent chacun devrait se débrouiller seul dans son petit coin. Dans un quartier comme Liberté 4 ou 5, si les gens s'organisaient en GIE et que chacun cotisait 500 F par mois, je vous assure qu'un an après, nous pourrions changer les choses, améliorer le sort du quartier et résoudre les problèmes, que ça soit de santé ou de sécurité. Mais ça, ce n'est pas possible à cause du *chacun pour soi* (« *bop sa bop* ») qui règne en maître ici. Du point de vue des conditions de vie, les faits restent les mêmes. Ce sont les mêmes difficultés qu'avant qui continuent de régner ».

Les observations de cette autorité religieuse donnent donc quelques indications sur « l'individualisme » ayant prévalu dans les relations entre les habitants des SICAP. Nous convenons que nous avons adopté ce terme faute de mieux pour rendre compte de l'expression wolof de « *bop sa bop* ». L'expression *ad hoc* pour rendre compte du contenu du terme wolof qui est revenu comme un leitmotiv dans les discours recueillis sur le thème des solidarités à Liberté 4 et 5 est celui de « chacun pour soi ». Il a servi aux populations de vocable pour décliner le faible degré d'organisation sociale dans les SICAP, la faible connexion relationnelle entre les habitants, autant de caractéristiques dépeignant les relations sociales et qui sont perçues comme ayant de grandes incidences sur l'accentuation des difficultés endurées par certains ménages et la difficulté de mettre en place des solutions collectives pour améliorer le sort des habitants en voie de paupérisation et pour la

prise en charge « communautaire » des « nouveaux problèmes » minant l'image du quartier : désœuvrement des jeunes, insécurité, toxicomanie, insalubrité.

Dans une tentative de justification de ce faible élan vers l'auto-organisation, cet interviewé, tout en esquissant une explication de ce qu'il appelle le « faible développement social » dans les SICAP, dresse un état des relations entre ménages aisés et ceux en situation de fragilisation de leur position socio-économique.

« Dans ce quartier, il n'y a pas de développement social mais il y a de petites individualités ça et là qui s'en sortent mais c'est peu surtout par rapport au grand nombre qui se trouve dans des difficultés. Souvent on assiste à des scènes d'expulsion des occupants des villas grand standing pour vous dire que personne n'est vraiment à l'abri des problèmes [...]. Donc l'*individualisme* est devenu négatif. En fin de compte les pauvres sont marginalisés par la société, or ce comportement ne trouve pas ses racines dans nos traditions, c'est une influence extérieure. Donc il n'y a pas de développement social généralisé dans le quartier mais quand même il y a quelques individualités qui sortent de ce cadre-là ».

Les explications de Sène, personne-ressource pendant notre recherche de terrain, associent le faible niveau d'organisation sociale observé à Liberté 4 et 5, non pas à une inclination vers la reproduction d'un ethos et d'un mode de vie « individualiste », mais plutôt à une difficulté à admettre le nouveau statut de « badolo » (personnes vivant modestement, voire chichement), ainsi qu'à la propension à une « gestion de l'imaginaire » et à la « préservation des apparences » pour échapper au prisme sombre et stigmatisant de la précarité.

« Il y a un problème d'orgueil (*rëyy*), c'est-à-dire leur passé d'hommes aisés porte un grand préjudice à certaines personnes ici. Leur situation serait peut être meilleure s'ils n'avaient pas cet orgueil né du passé, car il y a des moyens de financement disponibles par contre les bailleurs de fond ne confient pas leur argent à des personnes physiques, il faut que les gens s'organisent en GIE (*groupement d'intérêt économique*) ou en groupement de promotion féminine. Combien de fois je me suis démené pour rassembler quelques dizaines de femmes mais elles vous disent qu'elles ne peuvent pas le faire prétextant de faux problèmes mais la vraie raison est le fait qu'elles ont toutes honte que les autres sachent qu'elles ont des problèmes jusqu'au cou. Or elles sont toutes dans la même situation. Leur problème, c'est vraiment ce complexe ou cette peur de s'ouvrir aux autres.

La reconnaissance du « faible esprit associatif » et « l'obsession du paraître » ressortent encore dans ce récit recueilli lors de l'entretien de groupe avec les adultes à Liberté 4. La faible tendance à l'associativité, ainsi que le mode de vie à fort ancrage individualiste constituent des traits marquants des quartiers à statut résidentiel et abritant des ménages dont certains font la « découverte » de la précarité après avoir connu un passé meilleur. Les SICAP, d'après les informations que révèlent les entretiens menés, n'échappent pas à cette caractéristique dont les fondements peuvent être repérés dans les processus d'urbanisation des quartiers les composant : vocation résidentielle, accueil de ménages de la classe moyenne supérieure et de la bourgeoisie dakaroise dans les villas de grand standing, mode de vie centré autour de valeurs à orientation « individualiste ».

« Vous savez les habitants des SICAP viennent d'horizons divers et donc au début il y avait une certaine méfiance et une focalisation sur sa seule famille mais avec le temps, on peut noter qu'une plus grande familiarité et une interconnaissance se sont développées à telle enseigne que Liberté 5 ou 4, par exemple, sont devenus comme les quartiers populaires de Médina ou de Niary Tally car dans ces quartiers, il y a une cohabitation entre diverses couches avec des revenus différentiels. Il y a aussi de solides liens qui se sont tissés entre eux du fait de leur longue cohabitation. Mais ici à la SICAP, il n'y a pas de solidarité ni d'entraide car les gens ont des revenus semblables et ils sont confrontés au même problème et forcément chacun pensera à soi-même d'abord. Donc il y a une familiarité mais la solidarité et l'entraide sont entravés par le fait que chacun pense que les gens sont confrontés aux mêmes problèmes ou ils redoutent le fait que certaines personnes après vous avoir aidé en parlent dans leur entourage ou ailleurs ».

Un jugement corroboré par les propos suivants qui esquissent une comparaison entre le vécu de la solidarité entre les SICAP et certains quartiers populaires ou par rapport à certaines catégories de population faisant preuve d'un esprit de solidarité et d'un esprit associatif nettement plus marqués. Ce qui amène notre interlocuteur à conclure à la faiblesse des dynamiques de solidarité entre les ménages comme entre les individus.

« Pour moi, la solidarité est moins vécue, moins intense dans les SICAP que dans la banlieue. On voit des gens de même famille qui ne vivent pas cette nécessité de la solidarité. Imagine qu'un grand-frère qui travaille dans une société de la place et qui a un bon salaire, il amène chaque année sa maman à la Mecque mais pourquoi n'amène-t-il ses frères à l'étranger pour les aider, comme ça la chaîne de solidarité pourra être maintenue. Ces

comportements sont spécifiques aux *Sicapoïs* parce que chez les "Ndiambour-Ndiambour" ou les "Baol-Baol" (*populations originaires du centre du Sénégal réputées pour leur degré élevé de solidarité, leur esprit futé et leur sens des affaires*), la solidarité se maintient. Ces gens cultivent à un très haut niveau la solidarité alors que nous, nous voulons vivre à l'occidentale : chacun pour soi (*bop sa bop*) ».

La plupart des récits portant sur les thèmes de la solidarité, de l'état des relations sociales dans les SICAP ont pour trait commun de faire prévaloir l'idée d'un faible niveau d'organisation entre les différents ménages et le règne de solutions individuelles dans la gamme de stratégies mises en place par les ménages et les individus pour faire face à un présent dur et à un futur incertain.

Un premier extrait exprime cette difficulté par la reproduction d'une solidarité agissante devant la contrainte de la raréfaction des moyens à laquelle n'échappe qu'une minorité des ménages *sicapoïs*. La crise étant ressentie par tout le monde, les possibilités de soutien s'en trouvent restreintes. L'égalisation des conditions de vie (dont rend compte l'expression wolof de « kenn tanewul kenn » ou « nous sommes tous pareils ») représente une limite à l'actualisation de la solidarité entre les ménages et les individus en voie de paupérisation.

« Vous savez, la solidarité se base sur la différence de condition, car deux voisins ayant des conditions de vie similaires, ayant des bouches à nourrir, il ne peut y avoir de la solidarité entre eux, disons la vérité, pour moi, c'est impensable d'être solidaire au moment où la maison manque de riz et la dépense quotidienne n'est pas encore assurée [...]. Pour moi, il faut reconnaître que la solidarité tend à disparaître, autrefois des voisins de conditions socio-économiques différentes s'entraidaient dans le respect et la dignité mais surtout dans l'anonymat pour le paiement de factures d'eau ou de téléphone, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui, les gens riches sont égoïstes et ne font rien au hasard ni de manière désintéressée. Les gestes de prétendue solidarité sont accompagnés de médisance, de ragots, de propos malsains à l'endroit de la personne qui sollicite ».

Les observations sur l'horizon limité des ménages et des individus en matière de solidarité débouchent sur le constat des répercussions du faible degré d'organisation communautaire qui se traduisent par une « incapacité » à profiter de l'ensemble des opportunités et des ressources que le développement d'un fort élan communautaire aurait permis aux populations de se procurer, notamment dans le

domaine de la finance décentralisée comme l'indique clairement le témoignage de cette personne résidant à Liberté 4 et détenant un poste de responsabilité au sein de la mutuelle d'épargne et de crédit desservant un espace dans lequel sont inclus Liberté 4 et Liberté 5.

« À Liberté 3, 4, 5, il devait y avoir une caisse comme celle de ENDA⁴⁸ (une caisse d'épargne et de crédit). Lorsqu'on a ouvert la caisse de Liberté 6 – parce que moi je suis le trésorier de la caisse de Liberté 6 – j'ai par la suite demandé qu'on fasse une évaluation. Quand il m'arrivait de jeter un regard sur le profil des usagères de la caisse de crédit, je ne voyais aucune femme venant de Liberté 4 ou de Liberté 5. Vous voyez, ce sont les femmes *serers* et les femmes *peul* (*ethnie peul*) qui vendent dans la rue qui sont les clientes de la caisse. Ce sont ces femmes qui ont affaire avec la caisse alors qu'on ne voit aucune femme venant de notre quartier alors que les moyens des gens ne sont plus ce qu'ils étaient. Nous faisons semblant de bien vivre alors que nous ne profitons pas des opportunités que notre statut de personnes à bas revenus devait nous amener à utiliser. Ce qui est vrai, c'est que les gens ne veulent pas travailler. Ils continuent de croire qu'ils ont les moyens alors tel n'est pas le cas. Ils pensent qu'ils sont nantis alors que c'est faux en tout cas pour la majorité des habitants de Liberté 4 et 5 ».

Une constante dans les discours est l'absence de dynamiques de solidarité marquées dans l'espace social de Liberté 4 et 5. Plusieurs propos permettent d'en attester. Ils apparaissent comme des propos de dénonciation de l'état de « léthargie » en matière de dynamique communautaire, de la faiblesse du tissu associatif et de l'absence d'initiatives de regroupement autour d'enjeux fédérateurs centrés sur la prise en charge des problèmes dans une perspective de développement communautaire.

Malgré cet apparent consensus quant au faible niveau d'organisation sociale, les discussions ont fait ressortir que des initiatives de solidarité n'étaient pas totalement absentes à Liberté 4 et 5. Le terme wolof de « dimbal », à comprendre comme soutien, entraide, est revenu à plusieurs reprises dans les discours. Les aides ponctuelles entre voisins, le recours aux parents lorsque les circonstances l'exigent,

⁴⁸ *Environnement et Développement en Afrique*. Il s'agit d'une ONG très active dans le développement urbain à Dakar. Ses domaines d'intervention incluent la lutte contre la pauvreté, la gestion de l'environnement. Il compte à son actif plusieurs réalisations dans ces domaines dont notamment la mise en place d'un réseau de caisses d'épargne et de crédit dans des quartiers défavorisés de Dakar.

l'échange de réciprocités de manière épisodique, voire régulière, ont été dégagés comme autant de signes d'expression d'une solidarité à caractère local et communautaire. Le développement de cette solidarité est du reste favorisé par le nivellement par le bas des conditions de vie chez plusieurs ménages qui, face aux rigueurs de la crise, n'hésitent plus à étouffer le sentiment de « sutura » (discrétion) et de « kersa » (pudeur) pour solliciter l'aide et le soutien de voisins, de parents ou d'amis en cas de difficultés aiguës. Les gestes de solidarité ne manquent donc pas non plus dans les familles, ni entre les jeunes, ou bien entre femmes comme nous le verrons plus loin mais, dans les entretiens menés à Liberté 4 et 5 sur le thème de l'expression de la solidarité chez les ménages de la classe moyenne.

Les circonstances les plus fréquemment citées quant à l'expression de cette solidarité sont les cérémonies sociales qu'elles soient de nature festive (mariages, baptêmes) ou dramatique (funérailles, deuils), la circulation de réciprocités à l'occasion de certains événements comme les fêtes religieuses, une entraide mutuelle entre voisins devant une urgence ou des difficultés pressantes. Dans l'ensemble, il s'agit donc de pratiques de solidarité orientées vers le soutien ponctuel, le « dépannage d'urgence », autour des cercles de réciprocité, des groupes de commensalité comme le montrent les propos de Fatou :

« Il nous arrive à l'heure du dîner de ne voir personne, nous faisons appel alors aux jeunes du quartier. Ce qui les arrange beaucoup car certains d'entre eux ne mangent pas très bien chez eux. Ce sont des aides ponctuelles mais quand même très importantes pour eux ».

Dans l'espace de Liberté 4 et 5, le constat « préoccupant » en matière d'initiatives de regroupement communautaire dressé par les répondants peut être contrebalancé par l'existence d'associations religieuses, de structures endogènes chez les femmes et d'initiatives ayant pour cadre les mosquées. Il nous est ainsi apparu que ces lieux de culte demeurent des lieux de développement de pratiques de solidarité à l'échelle du quartier à travers la redistribution de dons aux nécessiteux et à des familles dans le besoin. Des individus en quête de soutien impriment une certaine discrétion à leur démarche en ayant recours à l'imam qui se chargera de transmettre leur demande à la communauté des fidèles. Ces pratiques de solidarité

offrent surtout un secours d'urgence et un soutien ponctuel susceptible de permettre aux demandeurs de faire face à des difficultés imprévues, à des urgences sociales (maladie, achat d'ordonnances, paiement de factures).

Globalement, l'analyse des discours nous amène à mettre de l'avant le fait que le contexte *sicapoïs* est perçu par les habitants de Liberté 4 et 5 comme marqué par la faible présence d'organisations communautaires entre les populations et l'absence de pratiques de solidarité. D'après les répondants, malgré quelques initiatives, face à la contrainte de la fragilisation de leur position socio-économique, les ménages en situation de précarité semblent privilégier des solutions davantage centrées sur une démarche « individuelle » plutôt que vers une solidarité communautaire, pratiques qui contrastent avec celles chez les ménages de Guinaw rails.

7.1.2 – Solidarité et initiatives communautaires de « développement » à Guinaw rails

Les représentations populaires de la pauvreté et le portrait que nous avons donné de Guinaw rails ont fait apparaître une réalité sur laquelle les personnes interrogées ont beaucoup insisté : le degré de densité de la vie sociale. Ceci est une donnée importante dans la compréhension de la structuration des relations sociales dans ce quartier. « Réputé » pour la sévérité de ses conditions de vie comme nous l'avons montré, Guinaw rails est aussi caractérisé par une vie sociale intense, et par les initiatives de développement mises en branle par les populations comme solutions aux graves problèmes d'enclavement, d'insalubrité, de pauvreté, de promiscuité et d'insécurité qu'elles doivent surmonter.

La mise en œuvre d'initiatives endogènes d'auto-organisation à l'échelle de la communauté et l'amélioration des conditions de vie dans le quartier par des populations dans des domaines où l'action de l'État est jugée « défailante ». Ceci met en évidence les fondements de ce qu'on pourrait caractériser comme un « bouillonnement organisationnel » et la naissance tous azimuts d'organisations autant chez les jeunes hommes que chez les femmes. Toutes ces organisations étant

chapeautées par une instance faîtière chargée de la coordination des actions de développement dans le quartier, une structure cherchant à se positionner comme un acteur institutionnel central, l'interlocuteur privilégié des opérateurs de développement et des intervenants externes sensibles à la situation difficile de Guinaw rails. Il s'agit en l'occurrence du *Comité de coordination pour le développement de Guinaw rails*.

Il convient de souligner que le développement de ces initiatives a pour terreau des logiques de solidarité et des pratiques de regroupement elles-mêmes très liées à l'origine et à la base sociale des populations. Comme nous l'avons montré, il s'agit globalement de populations confinées dans une dynamique de survie qui les conduit inévitablement à faire preuve d'ingéniosité et de créativité dans la conduite de stratégies d'atténuation des problèmes affectant leur cadre de vie ainsi que leurs conditions de vie. La nécessité de miser sur les capacités de mobilisation, de négociation et de « capture et de drainage » vers le quartier de ressources provenant du monde du développement (les organismes non gouvernementaux notamment) est apparue comme cruciale pour les populations dans une optique d'amélioration des conditions de vie. Avant de mettre en évidence l'ensemble de ces initiatives de prise en charge communautaire des problèmes de la zone, il est utile de retracer les dynamiques de solidarité communautaire telles qu'elles s'expriment à travers nos données d'entrevue.

En retraçant des trajectoires d'installation dans le quartier, nous avons noté, dans beaucoup de cas, que celles-ci s'inscrivent dans des dynamiques migratoires organisées au sein de la structure familiale ou de l'origine villageoise. Il nous a été ainsi possible de rapporter des itinéraires d'installation dans le quartier au sein desquels une large place est accordée à la solidarité familiale, ethnique ou villageoise. Telle est la situation de familles serers originaires de la région de Fatick (centre du Sénégal) ou de familles toucouleur issues de la vallée du fleuve Sénégal. Dans les deux cas de figure, l'installation dans le quartier de Guinaw rails s'est opérée à travers la mise à contribution de réseaux de solidarité animés par des pionniers qui sont servi de « têtes de pont » ou de relais à leurs parents, à des ressortissants de leur village dans leur processus de migration vers Dakar.

C'est dans ce contexte que s'insèrent les pratiques et les logiques de solidarité des populations de Guinaw rails. Cette référence à la solidarité est, en plus, renforcée par un ancrage élevé des pratiques sociales et des systèmes de référence dans l'éthos de valeurs de la culture populaire sénégalaise, laquelle prône la solidarité, l'entraide, le soutien et les met au firmament des valeurs éminentes que les personnes se doivent d'intérioriser et de reproduire pour répondre à l'idéal de l'*homo senegalensis* comme nous l'avons montré dans la section consacrée à la place de la solidarité dans la société sénégalaise.

La centralité de la solidarité constitue en quelque sorte une reproduction en ville de valeurs sacralisées dans leur milieu d'origine (villages) ou par rapport au statut de personnes d'origine sociale modeste. D'après plusieurs, le « culte » de la solidarité constitue une « caractéristique » des populations de Guinaw rails qui vient s'ajouter à d'autres qu'un notable du quartier décrit comme étant « la sobriété, la patience et l'endurance devant la dureté de la vie et devant les inconforts d'un cadre de vie malsain ou insalubre ».

« Nous sommes des "badolo" (*personnes à statut social modeste*). Nous avons été élevés dans les valeurs les plus importantes comme l'honneur, la patience, la sobriété. Ce sont des choses très importantes même si aujourd'hui on a tendance à remarquer que le respect de ces valeurs n'est plus ce qu'il était. Se montrer solidaire, faire preuve d'un esprit de partage, porter secours à ses parents, à ses amis, à son prochain sont des actes qu'il faut respecter dans la vie car personne ne sait ce que la vie lui réserve. C'est pourquoi les Wolofs disent avec raison que « l'homme est le remède de l'homme ». Les conditions de vie dans le quartier sont difficiles certes mais grâce à l'esprit d'entraide qui règne, nous arrivons à supporter la dureté de la vie ».

La densité de la vie sociale, la vivacité des relations de voisinage et la référence au sens et à la puissance du « communautarisme » attestent de la place occupée par la solidarité dans les logiques des populations paupérisées. Ainsi contrairement aux populations de Liberté 4 et 5 chez qui nous avons noté une tendance à l'évocation en des termes critiques, pessimistes ou nostalgiques de la solidarité, à Guinaw rails, nous remarquons dans les discours recueillis sur cette thématique une vision clairement inverse.

Il convient cependant de se montrer nuancé dans l'analyse et l'interprétation des données disponibles sur la question car des propos faisant état d'un « effritement » ou d'un « essoufflement » des solidarités sociales, d'un recul de l'entraide et de l'extension du « bop sa bop » (*chacun pour soi*) ont été aussi tenus à Guinaw rails lors des discussions de groupe et des entrevues individuelles. Nous y reviendrons. Pour le moment, essayons de mettre en lumière les dynamiques de solidarité qui viennent illustrer sa vitalité entre les ménages et entre les individus. Les propos ci-après de Moussa, un leader communautaire fortement impliqué dans la vie associative du quartier, nous fournissent un éclairage sur certaines pratiques de solidarité communautaire :

« On dit souvent que chez les personnes riches ou dans les quartiers aisés que la solidarité n'existe pas à cause de l'individualisme et de la compétition sociale. À Guinaw rails, la solidarité est forte entre les gens, cela est peut-être dû aux conditions de vie difficiles. Si on regarde en profondeur, on voit que par exemple chez les femmes, il y a une beaucoup d'initiatives qui sont développées dans les "mbootaay", les "ndey dikke", les "sanni jamra" (*structures endogènes féminines de regroupement*), les tontines, ou à l'occasion de cérémonies familiales. Ils sont tous des cadres pour s'entraider, pour tisser des relations de voisinage paisibles et pour mieux se connaître. Il y aussi les caisses de solidarité dans les mosquées qui sont disponibles pour aider les personnes qui traversent des difficultés. Les gens ne se s'ignorent pas comme dans beaucoup de quartiers de Dakar, les gens disent que nous vivons dans notre quartier comme au village car les liens de parenté, de voisinage sont forts et sont des sources de secours quand les difficultés de la vie deviennent pressantes et que les moyens personnels ne suffisent pas ».

Il nous a été donné de constater la place conférée à la solidarité dans la vie communautaire des populations de Guinaw rails. Les bases du système ainsi que la légitimation qui lui est donnée sont puisés dans l'ancrage des pratiques et des représentations dans une culture de groupe elle-même prônant un sens élevé du communautarisme et auquel il est dévolu une centralité dans les actes quotidiens. Cette centralité est du reste renforcée par la contrainte des conditions de vie difficiles qui semble affecter la majorité des ménages de Guinaw rails. Cette contrainte semble faire le terreau de la solidarité évoquée avec vigueur dans les propos d'interviewés s'accordant sur une vitalité de la solidarité communautaire dans leur quartier et dans leurs relations sociales. Une série de témoignages nous

permet de mettre en exergue la place et le sens assignés à la solidarité dans les pratiques et dans les perceptions individuelles et collectives.

« Nous nous entraïdons entre voisins. Nous nous soutenons mutuellement dans notre famille. Si j'ai des difficultés par exemple quand il manque du riz pour continuer mon repas, ou mon gaz est épuisé, je peux m'adresser à mes voisines d'en face car je sais que je ferais la même chose si elles étaient dans cette situation. Quand j'ai besoin d'ustensiles ou de petites choses, elles me les donnent sans problème, moi aussi je fais la même chose. Tu vois lors des cérémonies familiales, tu peux compter sur l'appui de tes voisins (*dëkkando*) pour l'organisation de la cérémonie. Nous savons que seules comptent la solidarité et l'entraide dans la vie. Dans notre quartier, nous essayons de la développer à beaucoup de niveaux ».

Un témoignage recueilli comme le précédent lors de la discussion de groupe avec les femmes souligne la densité des aides ponctuelles.

« L'entraide est importante entre des personnes ayant des moyens limités. À Guinaw rails, nous sommes pratiquement dans la même situation. Nous vivons les mêmes difficultés de l'insalubrité, des inondations et des eaux stagnantes à longueur d'année, de l'étroitesse des rues et de la promiscuité. Nous sommes sur la même pirogue pour prendre une expression imagée. Nous nous débrouillons mais aussi nous nous entraïdons. Quand vous êtes conscients que vous vivez les mêmes problèmes, il n'y a pas d'orgueil dans les rapports et ce qui compte, c'est d'essayer de faire face aux difficultés de manière collective. Comme l'interconnaissance (*xamante*) est très développée, nous sommes bien placés pour nous entraider entre membres d'une même famille, entre parents, entre voisins malgré que nous venions d'horizons différents ou que nous ne soyons pas de la même origine. Nous sommes tous des *nawle* (égaux sociaux). Ce sont l'entraide et l'interconnaissance poussées que nous développons qui distinguent nos quartiers de ceux de Dakar dans lesquels les gens ont tendance à s'ignorer ou à s'éviter ».

Tous ces témoignages sont à inscrire dans la perspective d'une insistance sur des solidarités qui sont développées dans l'espace du quartier de Guinaw rails. Ils font apparaître leur renforcement et leur centralité dans les systèmes de référence des personnes dont les opinions vont dans le sens d'une mise en évidence des retombées que la solidarité a sur les capacités à mettre en place des solutions collectives face aux difficultés. À ce niveau, la solidarité s'exprime à travers les initiatives imaginées pour surmonter l'ensemble des problèmes répertoriés dans le quartier.

La solidarité s'exprime également à travers la gamme de structures mises en place dans le quartier dans une perspective de développement communautaire : comité de coordination du développement du quartier, création d'une pluralité d'organisations comme le réseau des femmes, les associations de jeunes, les groupements d'intérêt économique, la mise en place d'une caisse de crédit en 1994 avec l'appui d'ENDA et en 1996 d'une mutuelle d'épargne et de crédit avec le soutien du PAMECAS⁴⁹ sur financement de l'ACDI, d'une mutuelle de santé, l'appui d'intervenants extérieurs comme l'ONG ENDA, le PNUD, le PNUCID (Programme des Nations unies pour le contrôle international des drogues), mise en place d'un comité de vigilance chargé de la sécurité du quartier et dont le fonctionnement est assuré par une contribution volontaire des ménages. Devant la multiplicité des intervenants extérieurs et des actions menées ou envisagées en vue de la restructuration foncière du quartier ou de l'amélioration des conditions de vie, il ne serait pas exagéré de qualifier Guinaw rails de « laboratoire » des expériences de lutte contre la pauvreté à Dakar. Il a, en ce sens, servi de « zone-test » aux interventions d'organismes comme la représentation locale du PNUD et l'ONG ENDA. La présence d'intervenants externes doit donc être intégrée pour cerner les dynamiques communautaires d'organisation à l'œuvre chez les populations du quartier et comprendre leur « niveau de proximité » avec « l'univers du développement ».

Toutes ces actions et l'ensemble de ces structures peuvent être perçues en dernière instance comme la transposition à un niveau formel et institutionnel d'une solidarité de base au centre du vécu des populations de Guinaw rails. Elles ne manquent pas en retour d'agir sur la dynamique communautaire dont la solidarité fournit le soubassement. Par exemple, la caisse d'épargne et de crédit ainsi que la mutuelle d'épargne et de crédit dont la création était motivée par le besoin de répondre à une demande de crédit d'une clientèle à majorité féminine semblent aujourd'hui se substituer à (ou plutôt prolonger) la solidarité basée sur une entraide ponctuelle entre les femmes. En plus d'une mission de financement des activités économiques de cette catégorie sociale, les deux structures d'intermédiation

⁴⁹ Projet d'appui aux mutuelles d'épargne et de crédit au Sénégal.

financière paraissent être les instruments de satisfaction du besoin de solidarité qui s'exprimait de manière interpersonnelle.

Le témoignage de la présidente du réseau des femmes de Guinaw rails permet d'illustrer les fondements de ce que nous appelons un processus de contractualisation des solidarités à travers le développement des activités de la caisse et de la mutuelle d'épargne et de crédit.

« Je sais que la mutuelle nous fait avancer. Beaucoup de femmes arrivent à régler leurs problèmes sans que personne ne soit au courant ou bien sans solliciter leurs parents, leurs amies et leurs voisines. Tu peux avoir un problème financier en cas de besoins urgents par exemple et que ton mari n'a plus les moyens : de l'argent pour compléter ta dépense, un enfant malade. Avec la mutuelle, tu fais un prêt pour résoudre ton problème dans la discrétion (*sutura*). Avant face à ces problèmes, on courait voir la tante, la mère, ou l'amie. C'est difficile car demander de l'aide n'est jamais une chose facile. Parfois ta dignité ne te permet pas de divulguer ou d'exposer tes problèmes. Avec la mutuelle, on peut se passer, dans beaucoup de cas, de l'aide et du soutien des parents ou des amis. Tu fais ta demande de crédit, tu solutionnes ton problème, avec tes activités économiques et ta débrouillardise, tu rembourses ton prêt. Le secret de ton problème est gardé et tu continues à vivre sans que personne ne connaisse ton problème. Tout cela est possible maintenant grâce à la mutuelle ».

Ce récit, tout en soulignant les incidences positives de l'implantation dans le quartier de structures mutualistes, met en lumière cependant le « culte » de la discrétion qui semble ainsi s'inscrire dans les actes des personnes en rapport avec la prégance d'une culture valorisant la pudeur et le sens de l'honneur. Ce sont des éléments qui incitent à la nuance dans l'analyse de la configuration de la solidarité communautaire à Guinaw rails. L'ensemble des propos présentés jusqu'ici font voir sa vitalité mais il n'en a pas été ainsi dans tous les propos que nous avons recueillis sur cette thématique.

Plus marginale, une vision contraire a pu être décelée dans certains témoignages, lesquels mettent de l'avant la difficulté d'une actualisation de relations de solidarité dans un contexte de précarité généralisée et leur affaiblissement devant les contraintes de la faiblesse des moyens et du niveau de dénuement de la majorité des ménages et des personnes. Les témoignages amènent

à parler d'une logique de charité et d'assistance envers les groupes économiquement les plus fragiles et les démunis par certains ménages plus à l'aise du point de vue de leurs conditions de vie. En plus, ils s'emploient à démontrer que, dans un contexte urbain et un environnement économique et social dans lesquels chacun est davantage préoccupé par sa survie quotidienne et celle de ses proches, le respect d'une obligation de solidarité s'affaiblit.

L'actualisation de la solidarité et sa pérennisation se trouvent alors « ralenties » ou « freinées » par le partage d'une « galère généralisée ». Dans ce cas, le fait d'être exposé à des conditions similaires (pauvreté) au même titre que les personnes avec lesquelles les relations de solidarité peuvent être établies (famille proche, famille élargie, voisins) limite grandement leur mise en pratique car comme le souligne un adulte de Guinaw rails en reprenant à son compte un proverbe wolof : « l'aveugle doit soucier d'autre chose que de sauter des trous » car « celui qui n'a pas des moyens suffisants pour lui-même ne peut guère se montrer solidaire d'une personne vivant la même situation que lui ».

Cette opinion ne vient pas invalider l'opinion générale ayant prévalu dans les discours individuels et de groupe sur le thème du vécu de la solidarité communautaire à Guinaw rails. Dans ce quartier, nous avons pu noter que la contrainte de la dureté des conditions de vie représente un des éléments catalyseurs d'une dynamique d'initiatives communautaires de développement local et d'une logique d'auto-organisation. Une solidarité communautaire de base a offert le « terreau d'incubation » de ces initiatives. La dynamique communautaire observée a été, dans le quartier, en grande partie, l'affaire des jeunes et des femmes, ces catégories sociales durement touchées par la crise économique globalement mais inventives et débrouillardes face aux adversités et aux difficultés comme nous allons le voir, de manière approfondie, pour les jeunes en matière de solidarité.

7.2 – « Être solidaire pour s'en sortir » : vitalité de la solidarité chez les jeunes et les femmes

7.2.1 – Le groupe de pairs comme espace de partage : le « social living » des jeunes

Comme mentionné dans le chapitre précédent de notre étude, le « social living » est une expression employée par les jeunes pour dépeindre la « solidarité sans limite et sans conditions » régnant à l'intérieur de leur groupe de pairs et entre « compagnons de galère ». Dans les deux quartiers d'étude, cette solidarité s'inscrit dans leurs actes quotidiens et permet de « partager » la précarité de leur statut, mais aussi de « rêver ensemble » aux moyens permettant, en dernière instance, de s'extirper des incertitudes du présent pour un avenir possiblement enchanteur si, toutefois, l'aventure de l'émigration que la majorité des interviewés perçoivent comme la « panacée » à la vie de « xoslu » est couronnée de succès.

Chez les jeunes du « banc *jaaxle* », la solidarité qui est décrite se décline en ces termes :

« Le terme "banc *jaaxle*" signifie tout simplement qu'il n'y a pas parmi nous quelqu'un qui peut se « gérer » (*s'en sortir*) tout seul. Personne n'a un travail fixe et garanti car, presque, on n'embauche plus. Donc, chacun est obligé de se débrouiller selon ses capacités. Le "banc *jaaxle*" existe depuis longtemps. Il est le lieu de regroupement des jeunes du "cogne"⁵⁰ car nous sommes des jeunes solidaires entre nous et nous nous respectons mutuellement. Nous n'hésitons pas à nous dépanner et même à partager un mégot de cigarette ou parfois quelqu'un distribue gratuitement son paquet de *Marlboro* [...]. Tout ça ce n'est grave parce qu'il y a une chose beaucoup plus importante, c'est la solidarité car nous savons qu'une seule personne ne peut pas s'en sortir sans l'appui des autres à cause du manque de moyens. Nous vivons dans des conditions difficiles ; c'est ce qui nous a inspiré pour appeler ce lieu de rencontre "banc *jaaxle*". Cela ne veut pas dire que nous sommes découragés ou désespérés (*jaaxle*) ».

Le lien de solidarité s'exprime de diverses manières. Le puissant sentiment de solidarité et la forte cohésion à l'intérieur du groupe de pairs sont rappelés avec

⁵⁰ Le « cogné » est une expression wolof provenant de la déformation du terme français de « coin ». Il peut renvoyer au quartier ou bien à un pâté de maisons partageant la même rue. Dans le présent cas de figure, le second sens semble plus approprié.

force dans le récit suivant qui propose une explication des piliers de l'intensité de la solidarité groupale évoquée comme régnant entre jeunes du « banc *jaaxle* ». Des jeunes « amers » peut-être, mais qui ne se perçoivent pas comme « apathiques ou brisés » comme le titre donné à leur lieu de rencontre pourrait le laisser faire paraître. Le rejet de la résignation est facilité par la présence et les possibilités de soutien des « brothers⁵¹ » et des « gaïns⁵² » sur qui il est possible de toujours compter pour avoir des informations sur les démarches et les occasions pour décrocher un boulot, sur les opportunités de faire du « *bisness*⁵³ au *market* » (faire des affaires au marché), bref globalement quand le besoin d'être soutenu se fait sentir.

« Il arrive, des fois, après avoir fait du bricolage ou de la débrouille (*taqale*) de venir partager son gain avec les autres pour régler quelques problèmes (acheter du thé, du tabac...). Des fois, chacun amène ce qu'il peut et puis on "gère" quoi ! Quand tu entends "jaaxle", c'est parce que nous sommes là presque toute la journée. Moi j'ai été jusqu'en Terminale mais les choses ne sont pas déroulées comme je le voulais. J'ai donc rejoint le « Banc » tout récemment. Je fais quelques petits « jobs » comme manœuvre dans des chantiers mais ce n'est pas régulier. Au « Banc », il y a un fort lien de solidarité qui nous anime à chaque fois qu'on a l'occasion de "ramasser" (*fortatu*) quelque chose, on pense à "Jaaxle", aux "gaïns" (*potes, copains*). Même si tu ne trouves personne au « Banc », tu patientes seul car tôt ou tard, les autres te rejoindront. La solidarité existe bel et bien entre nous ; on partage parfois tout sans arrière-pensée. C'est ainsi pour tout le monde, il y a des « grands » (frères aînés) à "Jaaxle" mais nous sommes tous égaux. On "déconne" (*s'amuse*) ensemble, on se soutient, on se donne des informations sur les occasions de boulot [...]. On est heureux quand même et pour ça nous remercions le bon Dieu et nous nous en remettons à Lui ("*jàpp ci Yalla*"). Certains jeunes n'ont pas ce lien qui fait notre force et pourtant ils sont parfois plus nantis que nous ».

La détresse que connote le terme de « jaaxle » (inquiétude, désespoir), la présence dans le vocabulaire des jeunes citadins d'expressions comme « *jàpp ci Yalla* » (*s'en remettre à Dieu*), « *yàlla baaxna* » (*Dieu est miséricordieux*), « *incha Allah* » (*S'il plaît à Dieu*), « *sant Yalla* » (*remercier Dieu*) ainsi que la référence incessante à la Providence pour l'évocation de leur avenir peuvent être ici perçus comme l'énonciation d'un fatalisme et la reproduction d'une résignation imprégnant globalement l'imaginaire sénégalais (Havard, 2001). La référence à la

⁵¹ Frères.

⁵² Les gars, les potes, les amis.

⁵³ Business.

divinité devient même plus intense en ces périodes de crise et d'incertitudes. On s'y cramponne pour s'attirer la miséricorde divine permettant d'être à l'abri des difficultés et de connaître le succès dans ses entreprises.

Nous avons remarqué la puissance et la centralité de ces références à la providence dans le discours des jeunes de nos quartiers d'étude, en particulier à Guinaw rails. Certains d'entre eux ont affirmé faire preuve d'une assiduité plus marquée dans l'observation des pratiques religieuses, un moyen essentiel pour attirer les bienfaits de Dieu. C'est comme si, face à un présent aussi ardu et à un avenir rempli d'incertitudes, les jeunes avaient choisi de multiplier les sources de grâce. Cela passe par une ferveur religieuse et un prosélytisme dans les associations religieuses. Il s'agit donc de la découverte d'une piété qui donne les ressources morales pour faire face aux duretés de leur vie et pour aspirer à un avenir meilleur. « Dina baax incha Allah » (*ça ira s'il plait à Dieu*), tel paraît être le leitmotiv des discours de jeunes pour manifester leur espérance en un avenir meilleur que leur présent fait de besoins non satisfaits, d'attentes reportées et confinement dans une vie de frugalité.

Les jeunes de notre étude escomptent y parvenir également en misant sur leur responsabilité individuelle mais surtout en pariant sur leur courage, leur abnégation et sur les vertus du travail auquel ils donnent une centralité que révèlent plusieurs expressions populaires reproduites dans leurs discours : « liggéey, liggéey, liggéey, rekk a woor » (« *Travaille, travaille, travaille, il n'y a que ça de vrai* »), « liggéey du rey » (« *le travail ne fait pas mourir* »), « jëf jël » (« *tu travailles, tu gagnes* »), « ñaq, tedd » (« *Seule la sueur est payante* »). Mais la place assignée au travail ne doit pas faire oublier la présence dans leurs discours la place dévolue à la bénédiction divine pour la réalisation de leur ambition de réussite. Y contribuent significativement également les prières des marabouts auxquels ils ont fait acte d'allégeance suivant leur appartenance confrérique.

On a toute une gamme de fragments de discours qui renseignent sur des « tranches de vie » ou plus largement sur « les modes de dire et les modes de

faire » (Havard, 2001 : 76) d'une jeunesse urbaine « conjoncturée et dévaluée » qui, face aux angoisses de sa situation socio-économique et aux aspérités de son statut de « dépendants de parents exténués ou « terrassés » par le poids des écrasantes responsabilités familiales trouvent la « parade » à travers une solidarité juvénile conçue comme « sincère », « désintéressée » et vivace. Une solidarité qui s'exprime, selon les propos d'un jeune de Guinaw rails, à travers « l'échange sans problèmes de chaussures, d'habits. On ne se gêne pas d'aller se reposer ou de dormir et de manger et de prendre le thé chez un ami. Nous avons grandi ici ensemble, nous avons « évolué » côte à côte depuis longtemps » ajoute-t-il comme pour donner les logiques de ce « système ».

Les indications données sur l'intensité de la solidarité entre les jeunes du « banc *jaaxle* » rejoignent dans une large mesure celles recueillies lors de la discussion de groupe avec les jeunes dans les SICAP. C'est d'ailleurs au cours d'un débat à Liberté 5 que le terme de « social living » a été employé par un jeune pour décrire ce qu'il a désigné par l'expression, au sens détourné néanmoins très significatif, de « communisme » des jeunes des SICAP. Ce dernier permet de rendre compte autant qu'à Guinaw rails de la vivacité et de la vitalité des liens de solidarité à l'œuvre entre jeunes partageant le même quotidien de galère, nourrissant les mêmes rêves d'émigration pour réaliser « l'obsessionnel » désir de réussite sociale (*tekki*). Cela passe impérativement, comme il nous a été donné de le constater, par la sortie des frontières nationales car le pays n'est plus « l'endroit de réalisation de leurs ambitions personnelles » « *dëkk bi yorotu ko* » (« *le pays ne fait plus l'affaire* ») mais probablement le lieu « d'exhibition » de leur réussite sociale : construire sa villa, conduire sa BMW ou sa « merco » (*Mercedes*) rutilante pour « afficher » son succès.

Les jeunes *Sicapoïs* se définissent un cadre « d'expression et de raffermissement » de liens de solidarité dont ils tirent la puissance dans les valeurs de leur système de socialisation (valeurs de partage et de l'entraide) mais aussi dans le partage d'un statut social et la similarité d'une situation économique qui les amènent à différer leurs aspirations et à adopter la frugalité (« *xoslu* ») comme mode de vie. Le groupe de pairs constitue un cadre d'échange autour des questions

les taraudant se ramenant, pour l'essentiel, à la question du « moning⁵⁴ », du « xalis », autant de termes pour désigner « le précieux sésame servant à ouvrir les portes de la réussite et à clore celles du déshonneur » pour reprendre la vision significative d'un jeune de Liberté 4 : « xalis rekk moo ko yorr » (« *l'argent seul fait l'affaire* »).

Le groupe remplit la fonction d'une « seconde famille ». C'est pourquoi le groupe de pairs peut jouer, dans certains cas et chez certains jeunes, un rôle plus « apaisant » que la famille d'intégration car susceptible d'offrir parfois plus de compréhension, plus de sollicitude et de soutien. Un cas de figure dont rend compte Moustapha de Liberté 4, chômeur après des études jusqu'au baccalauréat et aspirant aujourd'hui à une carrière dans la musique. Non seulement, il adopte un ton très critique face à la place qui lui est assignée (« on te fait pas de place parce que tu n'as pas les moyens », « tu n'es associé à rien du tout ») mais surtout il magnifie le rôle « sécuritaire » offert par son groupe de pairs.

« Je suis à l'aise chez moi, disons à demi à l'aise quoi ! Parce que, à cet instant, je n'ai pas les moyens de me prendre en charge tout seul ; si ça ne dépendait que de moi, je ne vivrais plus chez moi, je serais totalement indépendant vis-à-vis de ma famille, mais actuellement je ne peux pas parce que c'est la galère et en ce moment au Sénégal si vous prenez les jeunes comme moi, seule une minorité arrive à se prendre en charge et à être « autonome ». Le reste, la majorité donc, continue d'être sous la dépendance de leurs parents et arrive à peine à se débrouiller. Parmi les jeunes arrivant à être autonomes, une autre minorité seulement parvient à être indépendante financièrement, c'est le cas des jeunes dont les parents sont politiciens ou députés ou directeurs de société. Nous sommes des amis, nous appartenons au même « cogue ». Avec « gaa yi » (« *les gars, les potes* »), nous formons une « famille ». Nous sommes soudés et solidaires. Aujourd'hui, si je commettais un « crime », je suis sûr que Amadou (*son ami le plus proche dans le groupe*) m'aiderait à le cacher parce que dans le groupe, il y en a qui sont plus que des amis ; vous partagez tout et ce sont eux qui te comprennent mieux que les autres. Des fois, tu es seul avec eux, vous débattiez de vos projets communs. On discute de la vie, de nos difficultés, nos souffrances, de ce que nous vivons chez nous. Tu vois, nous sommes de vrais amis, plus que des frères de « même père, même mère ». Les meilleurs moments de « déconnage » (« *s'amuser* ») se passent avec les potes ». En cas de problèmes, ce sont les copains qui te consolent, qui te soutiennent plus même que tes propres frères et sœurs ».

⁵⁴ « Moning » renvoie à la transcription selon la prononciation locale du mot anglais de « money ». Il désigne dans le lexique des jeunes citadins l'argent.

Si le groupe de pairs semble jouer un rôle aussi important dans la vie des jeunes que nous avons interrogés dans le cadre de notre étude, c'est surtout parce qu'il remplit une fonction de partage et de regroupement à de jeunes adultes que tout semble lier : un compagnonnage depuis l'enfance, un itinéraire juvénile gravi ensemble, un statut au sein de la structure familiale et du système global similaire pour la majorité d'entre eux, un présent que tous jugent rude, mais dont ils parviennent à évacuer la dureté en intensifiant justement leurs rapports de solidarité et en renforçant leur cohésion.

C'est comme si le groupe parvenait à offrir un cadre « sécurisant » pour ses membres, un cadre qui permet de surmonter les affres de leur condition socio-économique dans une dynamique discursive qui permet de tempérer les effets désastreux de la précarité juvénile car comme le soulignent des jeunes de Liberté 5 : « entre nous, on parle beaucoup de ce que nous vivons ». Ce qui permet d'évacuer le ressentiment et le désarroi pouvant potentiellement les affliger. La parole ayant ici une vertu de soulagement. Ce rôle n'en constitue qu'un de plus assumé par le groupe de pairs aux yeux des jeunes citoyens dakarois que nous avons interrogés. La majorité s'est tournée vers la dynamique de partage et de solidarité instaurée entre pairs, entre compagnons de « galère » et de « lutte ». Le groupe de pairs se révèle finalement comme un cadre d'affranchissement des pesanteurs sociales et de la pression familiale, ainsi que l'espace d'expérimentation et de transmission de conduites pouvant être perçues comme déviantes dans les familles d'appartenance. Il demeure aussi un espace de déploiement d'une solidarité juvénile intense qui se place en concurrence et en complémentarité avec une prise en charge familiale déficiente.

Les discours sur les solidarités juvéniles par deux groupes de pairs des SICAP et de Guinaw rails ont permis de bien mettre en lumière l'importance, la structuration et le fonctionnement d'un pan des solidarités communautaires en milieu urbain précarisé, à travers le cas d'une catégorie sociale durement touchée par la crise. Les constructions théoriques que nous avons élaborées sur le sujet et qui sont étayées par des discours d'entrevue significatifs s'inscrivent dans les

conclusions de certaines études sur les sociabilités juvéniles en milieu urbain africain.

Par exemple, dans sa recherche sur les précarités juvéniles à Ouagadougou, Sévédé-Bardem (1997) a fait le constat du renforcement de la solidarité entre personnes de conditions sociales égales ou analogues. Chez les jeunes de Ouagadougou, elle a pu observer une intensification de la solidarité entre jeunes réunis par le partage d'un destin de précarité commun. Elle est allée même jusqu'à en faire l'aspect saillant des nouvelles dynamiques de solidarité en milieu urbain africain : « aujourd'hui, la forme de solidarité qui semble se développer le plus dans les milieux populaires des villes africaines est celle qui se pratique entre pairs, entre égaux réunis par une même condition sociale » (Sévédé-Bardem, 1997 : 204).

La solidarité dans la précarité chez les jeunes Dakarois est également rapportée par Fall (2001). Elle prend la forme d'un partage de la galère et le recours à des pratiques communes de bricolage orientées vers la survie. Elle se tisse entre groupes d'amis fonctionnant à la manière d'une bande développant une entraide serrée et une mise en commun des ressources chichement acquises au prix de stratégies mêlant moyens licites (créations d'organisations, investissement dans des actions communautaires) et procédés réprouvés (agressions, vols).

Devant ces différentes caractéristiques des solidarités juvéniles, il semble que la solidarité développée à l'intérieur du groupe de pairs en milieu urbain dakarois s'élabore comme réappropriation et reproduction à une autre échelle et dans un contexte spatio-temporel différent, des anciennes solidarités de classe d'âge. Dans la tradition de beaucoup de peuples africains, les jeunes ayant subi ensemble les épreuves de l'initiation se doivent de développer un puissant sentiment d'appartenance vis-à-vis de leur groupe d'âge et de faire preuve d'un altruisme élevé envers leurs camarades de même classe d'âge. De ce point de vue, on peut percevoir les pratiques juvéniles de solidarité observées dans les quartiers de notre étude en dernière instance comme une réinterprétation de pratiques de solidarité à

ancrage social et le reflet d'une fidélité aux valeurs ayant primé dans leur socialisation : la solidarité et l'entraide.

Nous avons vu que, pour ces jeunes, leur situation est à décrire, du moins pour une bonne partie d'entre eux, en termes de chômage, de dépendance, d'ambitions inassouvies et de recours aux petits boulots de survie. Cependant, ne s'attarder que sur ces éléments amène à restreindre l'étendue des pratiques juvéniles d'ajustement à un contexte socio-économique dur. L'intensité et la vivacité du « social living » qui est ressorti comme une catégorie majeure dans les discours des jeunes témoignent de la vitalité de leurs pratiques adaptatives face à la précarité et à la pauvreté. Ce « social living » qui dénote une intense solidarité à l'échelle du groupe de pairs traduit la capacité des jeunes à devoir conjuguer avec des ressources de plus en plus réduites et aléatoires et des besoins de plus en plus importants. Cela, la solidarité observée chez les femmes semble également très vivante quoiqu'elle paraisse se déployer dans des cadres plus structurés.

7.2.2 – Configuration des logiques et des pratiques de solidarité chez les femmes

Nous avons ainsi vu que l'exacerbation de la crise économique et l'accentuation de la détérioration des conditions de vie ont été accompagnées en milieu urbain précarisé de l'implication nettement plus accrue des femmes dans le champ économique. L'accentuation des contraintes socio-économiques a aussi été marquée par l'élargissement des prérogatives assignées au genre féminin dans la « bataille pour la survie des familles », ainsi que par l'accroissement de leurs responsabilités dans la mobilisation et la gestion d'un budget domestique affecté par l'amenuisement des ressources des pères de famille en tant que principaux mobilisateurs des revenus familiaux.

Le phénomène mettant le plus en lumière cette dimension des dynamiques familiales de survie est l'importance de la contribution des femmes dans les budgets domestiques, mais aussi par leur prise en charge de pans cruciaux de la survie aussi bien chez les ménages en voie de paupérisation de la catégorie sociale moyenne que

chez les ménages en situation de pauvreté de Guinaw rails. Nous avons montré que les registres sur lesquels agissent les femmes de nos sites de recherche pour traduire leur implication dans la vie de leur ménage revêtent une configuration différente selon le milieu socio-économique, l'intensité des difficultés endurées par les ménages, l'importance des ressources mobilisables par ses différents membres mais surtout par la structuration des relations de solidarité auxquelles il est possible d'avoir recours lorsque les circonstances aiguës l'exigent.

Pour rendre compte de la vitalité et de la structuration des pratiques de solidarité, il convient de distinguer plusieurs registres et niveaux de légitimation et de fonctionnement de celle-là. Elle est actualisée dans des cadres formels, plus précisément à l'intérieur d'organisations féminines du type par exemple des groupements de promotion féminine (GPF) et des mutuelles d'épargne et de crédit, en particulier à Guinaw rails. Elle prend également place dans des formes endogènes d'organisation comme les *mbootaay* (classe d'âge), les *natt* (systèmes informels de tontine). Ces derniers peuvent être appréhendés comme les lieux premiers d'expression de la sociabilité et de la solidarité féminines à Dakar, à côté des relations développées dans les sphères de la famille, de la parentèle proche et élargie enfin, du voisinage. Les récits qui seront présentés plus loin nous permettront de mieux faire ressortir ces différentes échelles d'organisation et d'expression de la solidarité chez les femmes.

Mais tout d'abord, il convient d'illustrer cette vitalité caractéristique des relations de solidarité chez les femmes. Il nous a été donné de constater dans les discours une référence explicite à la solidarité et au soutien entre femmes lorsque les circonstances de la vie l'exigent, autant chez les femmes des quartiers de Liberté 4 et 5 que chez celles des ménages de Guinaw rails que nous avons interrogées. Cependant, une différence de degré peut être identifiée dans le vécu de la solidarité chez les femmes dans nos sites de recherche. Comme nous l'avons montré précédemment lorsque nous avons procédé à une mise à plat des relations de solidarité dans les SICAP et à Guinaw rails, c'est dans le second site de recherche que la structuration de la solidarité est plus dense et sa place plus centrale dans les logiques de survie et de débrouille des ménages.

À Liberté 4 et Liberté 5, la solidarité évoquée dans les récits s'actualise dans le cadre des cérémonies familiales qu'elles soient de nature festive (baptêmes, mariages) ou dramatique (deuils). Elles demeurent des instances d'expression de soutien émanant du voisinage sous la forme de soutien à l'organisation matérielle des cérémonies, l'offre de cadeaux et l'échange de réciprocités. Les réciprocités sont le plus souvent constituées d'une contribution monétaire remise à la (aux) principale(s) concernée(s) sur la base de la nature des relations d'affinité tissées avec celle(s)-ci. Anta, résidente de Liberté 5, essaie de justifier cette observation pendant la discussion de groupe organisée avec d'autres femmes de son quartier en ces termes :

« Entre femmes, nous nous entraisons mais on ne peut pas parler de profondeur dans les relations. Je peux dire que la vie sociale est moins intense ici dans les SICAP même entre les femmes par rapport à ce qu'on observe dans d'autres endroits. Chacun est plus préoccupé par ses propres problèmes, par la vie de sa famille. On peut même dire que les occasions de se rencontrer, de tisser des liens ne sont pas recherchées par tout le monde [...]. Entre femmes, on peut se dépanner selon la relation qui nous unit. C'est sûr qu'on fait tout pour garder secrètes les difficultés auxquelles nous sommes confrontées avant de tendre la main à nos parents ou à nos connaissances. Demander du soutien est vraiment la dernière solution, on ne le fait que quand toutes les possibilités sont épuisées ou lorsque toutes les portes de la débrouille se sont refermées devant nous ».

On a donc ici une esquisse de la configuration des relations sociales entre les femmes dans l'espace *sicapoïse*. Elles restent confinées à une échelle réduite et ne revêtent pas une centralité dans les dynamiques de survie des ménages précarisés dont la plupart s'orientent vers des stratégies adaptatives dans lesquelles une plus large place est dévolue aux ajustements opérés dans les modes de vie et à des alternatives tournées vers la quête de ressources monétaires accrues. Il faut dire que le mode de configuration des relations de solidarité dans l'espace *sicapoïse* qui reproduit à un niveau élevé les caractéristiques de l'anonymat et de l'impersonnalité du milieu urbain vient en quelque sorte annihiler les possibilités de recours à la solidarité. Une telle situation est illustrée par la rareté des organisations féminines, la faiblesse des cadres informels de regroupement constitutifs de la recomposition des formes sociales endogènes comme les « mbootaay », les « natt »

ou les « ndey dikke ». Ces dernières ne sont pas apparues explicitement centrales au système de référence des femmes interrogées dans les SICAP.

Une situation différente à celle des SICAP en matière de configuration et de vitalité des solidarités communautaires dans les pratiques féminines de sociabilité nous est apparue dans le quartier de Guinaw rails où nous avons déjà retracé les multiples initiatives populaires d'auto-organisation. C'est comme si la situation de pauvreté sert de catalyseur des logiques et pratiques de solidarité entre les habitants dont la majorité demeure convaincue de la nécessité de contrebalancer le niveau de dénuement en matière d'équipements collectifs et le statut du quartier par une intensité des relations sociales et une densité organisationnelle vouées à jouer le rôle « d'amortisseurs » des contraintes objectives endurées par les ménages.

C'est donc dire que ce qui a été observé à l'échelle globale du quartier en termes de densité des relations sociales et de vitalité des initiatives locales d'organisation et de gestion collective des problèmes de Guinaw rails se retrouve chez les femmes. Celles-ci apparaissent même comme les principales animatrices de ces dynamiques populaires de par l'importance de leur rôle et de leurs responsabilités dans les différentes structures organisationnelles mises en place pour susciter et encadrer les processus de développement local à Guinaw rails, mais aussi de par la configuration des relations de solidarité et de sociabilité développées en leur sein et qui font une large place aux formes sociales que sont les systèmes de tontines, les classes d'âge. Cette importance peut également être mise en lien avec le dynamisme des organisations féminines ayant pour vocation l'amélioration des conditions de vie et la promotion socio-économique des femmes du quartier.

Dans l'espace du quartier et du point de vue de la configuration des solidarités féminines, un diptyque de niveaux peut être décelé. Le premier a pour cadre les structures à caractère endogène et informel tandis que le second s'enracine dans les pratiques de solidarité ayant cours dans les organisations formelles comme les associations féminines pouvant être constituées par le réseau des femmes de Guinaw rails, les mutuelles d'épargne et de crédit. On est donc en présence d'une

pluralité de cadres d'exercice d'une sociabilité et d'une solidarité féminines dans l'espace de Guinaw rails. Ils représentent pour les femmes des moyens de recours quant les demandes de soutien ne trouvent pas la sollicitude escomptée dans la sphère de la famille ou de la parenté ou plus largement dans le voisinage.

Les observations que nous avons faites sur le terrain combinées aux orientations des différents récits recueillis sur le thème des solidarités nous amènent à envisager l'idée d'une complémentarité entre les formes informelles et formelles de solidarité dans la gamme des recours disponibles pour les femmes dans la gestion de situations sociales ardues requérant une demande de soutien. Chacun des cadres donnant la possibilité de cultiver du capital économique et de faire fructifier du capital social. C'est quand les recours constitués par la famille, le voisinage et la famille étendue ne procurent pas le soutien espéré que les systèmes de tontines ou les mutuelles d'épargne et de crédit peuvent apparaître d'une importance cruciale pour la personne en quête de soutien qui pourra dans ce cas trouver les moyens de résoudre son problème en toute discrétion.

L'avantage de la discrétion que procurent les systèmes mutualistes est une donnée fondamentale dans l'appréciation que les femmes font des possibilités nouvelles de soutien offertes par les « banques » comme on désigne à Guinaw rails les deux mutuelles desservant la clientèle du quartier. C'est dire que les prêts contractés auprès de ces structures n'ont pas seulement une finalité économique en permettant le financement et/ou la consolidation d'activités génératrices de revenus, ils peuvent aussi avoir pour objets la résolution de problèmes du quotidien ou être destinés à des activités sociales (cérémonies). Nonobstant la forme de l'objet de crédit, ce qui est important de signaler est que les femmes de Guinaw rails disposent, à travers les caisses de crédit implantées dans le quartier, de moyens combinant les avantages de l'efficacité, de la proximité et de la discrétion dans la gamme des « tiroirs sociaux et économiques » qu'elles peuvent ouvrir pour la résolution de leurs problèmes personnels, de ceux de leur ménage ou de leur famille.

La solidarité féminine se déroule dans le cadre d'une diversité de structures traditionnelles comme formelles. Les cadres communautaires d'expression de la solidarité sont habituellement constitués par des formes endogènes d'organisation des femmes, en l'occurrence les « mbootaay », les « natt ». La sociabilité et la solidarité féminines sont actualisées également à travers les relations de voisinage, les liens de parenté, mais aussi au sein des structures de regroupement mises en place pour servir de creusets de déploiement des initiatives féminines développées dans un contexte de précarité et de pauvreté.

Nous venons de procéder à une mise à plat de la structuration des solidarités communautaires dans nos sites de recherche ainsi celle vécues entre les femmes et entre les jeunes. Ces éléments constituent les soubassements des systèmes de solidarité dans l'espace des SICAP et à Guinaw rails. Entre les deux espaces sociaux, nous avons relevé une différence notable dans la place dévolue aux solidarités dans les logiques des ménages ainsi que dans ses modalités de fonctionnement. Elle s'exprime à travers un degré d'engagement social plus élevé chez les ménages paupérisés de Guinaw rails. La solidarité y revêt une place plus cruciale dans les systèmes de références des populations de ce quartier qui, face aux nombreuses adversités (pauvreté, problèmes écologiques) ont développé un tissu de solidarité plus dense que dans l'espace de Liberté 4 et 5 où la solidarité a un caractère plus « symbolique ». La différence repérée dans le vécu de la solidarité se traduit-elle par une mise à l'épreuve et une évolution différentes des solidarités sociales dans les deux quartiers ? La dernière section de notre thèse examine la question plus en profondeur.

7.3 – Contexte de crise et recomposition des solidarités familiales

Après l'attention portée aux dynamiques communautaires, l'accent est mis ici sur la configuration et la dynamique des solidarités familiales à la lumière des tendances qui ressortent des entrevues. Nous nous attardons aux dynamiques de consolidation et de recomposition dans lesquelles s'organisent les solidarités à l'intérieur de l'espace familial dans nos zones d'étude.

7.3.1 – « Deux personnes font mieux ce qu'une personne seule peut faire » : renforcement de la solidarité conjugale en temps de crise

La famille constitue le premier cadre de solidarité, un lieu important de soutien et d'entraide malgré les difficultés qui traversent l'institution familiale. Elle constitue un lieu d'expression de l'obligation familiale qu'est la solidarité. Elle demeure l'espace d'actualisation et de reproduction d'une solidarité intergénérationnelle (entre parents et enfants par exemple), d'une solidarité conjugale et combine une pluralité de rôles. En tant que lieu de sociabilité et de socialité, la famille semble constituer un espace de reproduction de pratiques de solidarité susceptibles de faciliter la mise en œuvre de solutions de contournement des effets imputables à un environnement économique global marqué par des difficultés comme nous avons essayé de l'illustrer pour les ménages de Liberté⁴ et 5 et de Guinaw rails dans le chapitre ayant servi à la mise en évidence du processus d'accentuation des difficultés économiques vécues par les ménages de ces quartiers.

La tendance marquante à signaler à ce niveau est que l'amenuisement des moyens familiaux du fait d'une pluralité de facteurs est contrecarré par l'existence d'une logique de mise en commun des moyens des différents membres de la famille. La cohabitation de plusieurs générations de la famille dans le même espace familial a pour contrepartie la possibilité de développer des logiques de soutien entre les membres de la famille. Plusieurs éléments peuvent aider à étayer la perspective d'une accentuation des liens familiaux de solidarité dans les quartiers de notre étude. Les conséquences de la crise vont dans le sens d'une recomposition des liens familiaux de solidarité. Celle-ci s'actualise à travers la redéfinition des bases idéologiques de la solidarité familiale, le renforcement de la solidarité conjugale et les perspectives de dévoiement des circuits classiques de solidarité générationnelle.

Déjà dans le chapitre sur les solutions face à la crise, nous avons mis en lumière l'importance de la contribution essentielle des femmes dans les logiques de survie des ménages. Cette contribution traduit essentiellement l'actualisation d'une solidarité dans la sphère conjugale. Les femmes viennent au secours de maris « fauchés » et éprouvant des difficultés plus ardues dans la mobilisation des moyens

pour la prise en charge de responsabilités domestiques de plus en plus lourdes. Cela demeure un fait partagé par les femmes des catégories sociales moyenne et populaire. Quand les femmes sortent de l'espace conjugal pour investir le champ économique à Dakar, c'est surtout une nécessité dictée par une conjoncture économique de plus en plus difficile. Les moyens mobilisés dans leurs activités économiques servent surtout à compenser un revenu familial en baisse et à « épauler un mari » dont les revenus demeurent insuffisants pour supporter l'ensemble des charges domestiques lui incombant à titre de chef de famille.

L'insistance sur la nécessité de soutenir leurs maris est apparue comme un élément focal des discours des femmes pour justifier le renforcement de leurs responsabilités familiales dans les SICAP comme à Guinaw Rails. « Nous devons soutenir nos maris », « L'homme comme la femme doivent s'investir dans la marche de la famille », « Nous ne pouvons pas rester inactives alors que nos maris ont de plus en plus de difficultés pour s'en sortir », « Personne n'a plus le droit de croiser les bras dans la maison et de dépendre des autres », « le mari comme la femme, chacun doit faire son devoir car une maison ne peut plus dépendre d'une seule personne. Chacun amène sa contribution et c'est ça qui permet d'atténuer les difficultés », « entre le mari et la femme, c'est la solidarité et l'entraide qui doivent régner » sont autant de propos au cœur des discours féminins de légitimation d'une solidarité en renforcement à l'intérieur de l'espace conjugal.

Ces discours constituent une reproduction de valeurs sociales ayant primé dans la socialisation des femmes. Il s'agit en quelque sorte d'une appropriation de valeurs dotées d'un fort ancrage social : la solidarité posée comme impératif dans la société sénégalaise. La sphère conjugale demeure un espace de déploiement et de cristallisation de ce devoir de solidarité. Les épreuves sociales (difficultés économiques, événements malheureux) constituent des moments importants de mise à l'épreuve de cette exigence sociale. Nous avons pu constater, dans certains ménages *sicapoïs*, par exemple, la conformité à cet impératif social surtout lorsque la perte d'emploi du mari a donné lieu à la mise en œuvre d'initiatives économiques pour répondre à la chute du pouvoir d'achat familial. Le même phénomène a été rapporté à Guinaw rails. Nous l'avons fait ressortir dans le chapitre sur les stratégies

individuelles et collectives de contournement des effets de la crise, dans lequel nous avons particulièrement insisté sur la part active des femmes dans la mobilisation de revenus pour réagir aux difficultés économiques suscitées par un évènement déstabilisateur.

Les activités et les initiatives féminines face à la crise viennent donc traduire la vitalité d'une solidarité conjugale dont le renforcement est à mettre surtout à l'actif des femmes. Elles ont vu leurs responsabilités se consolider et leur implication dans la gestion domestique s'accroître à Dakar, si bien que leur rôle d'épouse s'est trouvé doublé d'un pouvoir économique de plus en plus marqué, toutes catégories sociales confondues. Elles prolongent et complètent les efforts des hommes si elles ne prennent pas le relais dans le fonctionnement des familles. L'activité des femmes devient cruciale pour la survie des ménages en voie de paupérisation ou déjà paupérisés. Elle ne fait donc que traduire une valorisation de la solidarité conjugale. Face aux difficultés, les femmes n'ont donc d'autre choix que d'accentuer leur rôle « d'épouse », de « mère » et de « travailleuse » dans une perspective de soutien à des maris aux revenus en érosion.

L'accroissement des responsabilités féminines dans à Liberté 4 et 5 et à Guinaw rails que nous associons à un renforcement de la solidarité conjugale n'est pas un discours unilatéral propre aux femmes interviewées dans le cadre de notre étude. Il est rapporté également par les hommes dans les entrevues de groupe et individuelles. « Nos épouses nous soutiennent et nous épaulent », tel pourrait être le credo résumant les opinions des chefs de famille des SICAP. Il pourrait être également l'élément fédérateur des discours des hommes à Guinaw rails sur la question du vécu des solidarités entre époux et à l'échelle de la famille. La contribution significative des femmes vient donc combler des espaces laissés vacants par la « faillite », la « démission » des maris et leur difficulté à assumer seuls les obligations d'entretien domestique de leur famille en conformité avec la répartition des responsabilités au sein de la sphère familiale.

A travers les normes et les principes organisant la distribution des rôles à l'intérieur du couple, il est possible d'observer une prééminence masculine sous-tendue par la possession de l'exclusivité du pouvoir économique. L'obligation de prise en charge totale de la femme par l'homme (logement, nourriture, santé, autres dépenses) a pour contrepartie le devoir de soumission à l'autorité du mari pour l'épouse. Cette situation matérialise une dépendance économique de la femme du point de vue du modèle traditionnel de distribution des rôles. Ce modèle a été ébranlé par la crise et les mutations sociales traversant la société sénégalaise. Les changements demeurent marqués en milieu urbain où « le combat pour la survie » est « une compétence partagée » pour les ménages de la classe moyenne faisant face à un processus de détérioration de leurs conditions de vie.

Les responsabilités dévolues aux femmes ou conquises par celles-ci ne font que traduire la nécessité de l'accentuation d'une logique de mise en commun des ressources au sein de l'espace familial et la nécessité pour tous les membres de prendre part, suivant leurs moyens et l'importance des contributions, aux logiques familiales de survie et de débrouille : recherche de ressources additionnelles pour le père, contribution significative des femmes dans la mobilisation de ressources monétaires, apport des autres membres comme les enfants et les personnes accueillies au sein du ménage grâce à des activités de débrouille menées dans le vaste champ des activités dites informelles.

7.3.2 – « La relève n'est pas assurée car les jeunes n'ont pas de travail » : la solidarité intergénérationnelle mise à l'épreuve

Face à la nouvelle situation induite par la crise et les mutations sociales à Dakar, le fonctionnement des liens de solidarité entre les générations a été affecté par les contraintes globales auxquelles se heurtent les ménages et les individus. Les changements observables à ce niveau révèlent le dévoiement des circuits classiques d'entraide entre les parents et leur progéniture ainsi que l'avènement de nouvelles tendances dans le fonctionnement de la solidarité intergénérationnelle (entre parents et enfants). Nous avons déjà rappelé, dans ce chapitre, l'importance, dans le système de reproduction sociale, du soutien et du relais assurés par les enfants aux

parents et les espoirs que ces derniers portent sur leur progéniture pour faire face aux défis du départ à la retraite et de l'entrée dans la vieillesse. C'est dire que les enfants participent aux « ressources » mobilisables en situation de vieillesse dans le système social sénégalais dans une logique de conformité au principe de la « dette sociale ». Les « investissements » consentis pour l'éducation et la réussite des enfants ont pour finalité et pour « récompense » la disponibilité d'une source de revenus en situation de maladie, de handicap et de vieillesse.

Dans les stratégies de reproduction sociale des familles sénégalaises, ce qui est habituellement observé, c'est ce que l'arrivée à l'âge de l'inactivité pour le père de famille coïncide avec les premiers pas des enfants les plus âgés dans la vie active. Ainsi, la vitalité de la solidarité intergénérationnelle, l'obligation d'entretien envers les parents et, au-delà, à l'égard des membres de la famille, l'orientation du modèle de socialisation vers un ethos de valeurs sanctifiant le partage, l'entraide communautaire et la solidarité familiale, contribuent à obliger les jeunes adultes à la perpétuation de cet impérieux devoir de solidarité à l'endroit de la famille d'intégration.

Nous avons montré la manière dont les changements imputables à la crise économique ont affecté ce système de reproduction sociale dans le contexte global dakarois. Aujourd'hui, le chômage est devenu une contrainte de taille pour les jeunes générations dakaroises (Antoine et *al.*, 2002). L'ensemble des difficultés auxquelles doivent faire face les jeunes ont pour conséquences aiguës de retarder ou de différer pour longtemps leur prise de rôle au sein des familles et de la société globale. Du point de vue du fonctionnement des solidarités, cette situation contribue à susciter des changements qui trouvent leur illustration dans les « drames » vécus par des pères de familles arrivés à la retraite et qui continuent de prendre en charge leurs enfants même devenus adultes.

Ainsi, les discours juvéniles sur la crise recueillis dans les SICAP et à Guinaw rails mettent en lumière une « inversion » des flux d'entraide et de soutien » entre les générations de même qu'à la redéfinition des bases idéologiques

de légitimation et de structuration des liens de solidarité entre parents et enfants. Il s'agit d'une exigence que Ibrahima, un ancien étudiant reconverti dans la fabrication de « djembe » à Guinaw rails, exprime dans son propre langage :

« On vit des difficultés qui ne te permettent même pas de t'occuper de ta propre personne à plus forte raison de venir en aide à tes parents et à ta famille. Si tu n'as pas de travail ni de revenu, tu ne peux pas encore être utile à tes parents, tes frères, à tes sœurs et à tous ceux qui comptent sur toi ».

Ibrahima et « ses compagnons de galère » se heurtent à l'obstacle d'une prise de rôle différée, voire hypothétique et vivent avec gêne la « déshonorante » situation de dépendance socio-économique à laquelle les astreint leur statut de chômeurs ou de « retraités avant l'heure » selon leur propre expression mais surtout leur inaptitude avérée (pour le moment ?) de contribuer à l'actualisation de la solidarité intergénérationnelle. Aussi se disent-ils « humiliés » de devoir reporter leur désir de combler les attentes placées en eux car ils ont tous intégré l'obligation, fortement ancrée dans le système social sénégalais, d'honorer ses ascendants et de rechercher leur bonheur et leur satisfaction pour continuer à bénéficier des effets méritoires de leurs prières.

Les discours juvéniles sont ponctués de référence aux dispositifs d'inculcation et d'actualisation de ce principe à travers une série de maximes fortement acceptées : « on doit honorer les parents » ; « les prières des ascendants sont les meilleures armes pour leur progéniture » ; « celui qui honore ses parents verra toujours ses actions couronnées de succès ». L'intériorisation de ces mécanismes est assurée par la socialisation cultivant à un haut point la conformité à l'impératif de la solidarité envers les parents et envers la famille malgré les ruptures pouvant traverser cette institution, en particulier l'affaiblissement du rôle sécurisant offert par la famille en milieu urbain devant l'ampleur et la violence des sources d'agression.

La situation de précarité vécue par les jeunes ne les a pourtant pas amenés à émettre des discours critiques sur l'obligation de solidarité pour les jeunes

générations à l'endroit de leurs parents. Nous n'avons pas noté de velléités de critique ni de remise en cause de cette exigence sociale. Au contraire, une adhésion marquée à la nécessité de relayer les parents et de constituer pour eux des « filets de sécurité » s'exprime à travers les discours retraçant les opinions sur les solidarités familiales. Mais la situation vécue par les jeunes restreint les possibilités de traduire en actes cette adhésion à la reproduction de la solidarité à l'intérieur de leur espace familial.

Les jeunes des catégories sociales moyenne et populaire confrontés aux « difficultés de la vie » se trouvent ainsi dans l'incapacité d'accéder au statut d'*obligés* et partant dans la possibilité de « remboursement de leur dette sociale⁵⁵ » selon l'expression d'Alain Marie (1997c). Cette situation suscite frustrations, tourments et inconforts pour eux, comme en témoignent les discours où ils dépeignent la honte ressentie de devoir vivre sous la dépendance de leurs parents, alors qu'ils devraient se trouver dans une position sociale et professionnelle leur permettant d'honorer leurs ascendants (« sagal ») et de s'occuper de leurs frères et sœurs, bref de relayer le « flambeau » de la prise en charge familiale. Selon le témoignage de Amadou :

« Rien n'est plus dur que d'atteindre la maturité et d'être dans l'incapacité de remplir l'ensemble des obligations s'imposant à toi. Tu vois chaque jour des choses qui te font honte, tu vis avec la gêne car tu te dis que si tout s'était bien passé, tu serais dans une meilleure situation. Tu serais ainsi en mesure de tenir ton rang dans ta famille, de soutenir tes parents et de les assister dans le fonctionnement de la maison. Si tu n'as pas la chance de faire ça, c'est une affaire grave car tu es indexé de dépendant parce que tu n'es pas autonome ».

À partir de ce témoignage, il est possible d'insister sur quelques points essentiels. Le plus important fait ressortir une adhésion plus postulée que « matérialisée » au devoir de soutien envers les parents pour les jeunes citadins partageant les affres de la « galère ». Ce qui a fait « infléchir » la chaîne de

⁵⁵ La « dette sociale » s'exprime aussi dans le terme wolof de « aqu njuréel » (*obligation envers les géniteurs*). C'est en rapport à cette obligation que trouvent leur sens l'ensemble des droits attribués aux parents biologiques et des devoirs attendus de leur progéniture, mais surtout la sacralité du respect qui doit être témoigné aux parents en toutes circonstances.

circulation des biens et services entre les parents retraités et leurs jeunes dans les familles dakaroises précipitées dans la précarité par quelque « évènement déstabilisateur ». Les parents qui pouvaient compter sur le soutien et le relais de leurs enfants arrivés à l'âge des responsabilités sociales (indépendance économique, maturité sociale à travers le mariage, autonomie résidentielle) se retrouvent dans une position sociale « inédite » d'amortisseur, « d'atténuateur » des difficultés vécues par leurs enfants.

Une telle situation est en dernière instance indissociable des effets néfastes de la crise économique sur les jeunes générations. Elle peut être porteuse de changements dans les « valeurs » et les attentes conférées aux enfants dans l'imaginaire citadin. Certains discours ont semblé faire écho aux changements « latents » pouvant être discernés dans la culture urbaine quant aux attentes portées sur la progéniture dans l'anticipation et le contournement des problèmes qu'un accident biographique ou qu'un effet de conjoncture sont en mesure de susciter dans les cheminements des parents et des « aînés ». Ces derniers semblent toujours confinées dans le statut de « mobilisateur » de revenus, de dispensateurs de soutien, bref de « pôle de départ » des flux de biens et de services en circulation dans les liens de solidarité intergénérationnelle.

Bathily fait partie de cette catégorie des « retraités toujours actifs » à la tête d'une famille installée à Liberté 5. Le départ à la retraite n'a pas été concomitant pour lui avec une vie entièrement consacrée à des dévotions religieuses comme il l'espérait. Les charges familiales ne lui ont pas donné ce « répit », car il lui a fallu continuer d'assumer des responsabilités familiales liées la prise en charge de ses enfants incapables de « voler de leurs propres ailes » selon son expression car encore aux études et au chômage pour les deux premiers.

« Dans le passé, dans les entreprises, ce qui était répandu, c'est que, quant tu partais à la retraite, ton aîné pouvait te remplacer dans ton lieu de travail. Ce qui fait que tu étais secondé dans l'entretien de la famille. Mais aujourd'hui, la situation des jeunes est très difficile. Ils peuvent rester longtemps sans travailler. Ils ne peuvent pas soutenir leurs parents. C'est une réalité répandue dans les SICAP, car beaucoup de pères de famille sont aujourd'hui à la retraite et ne peuvent pas compter sur le

soutien de leurs fils comme cela se faisait avant. Les pères et les mères de famille usés par les responsabilités des familles et portant le poids de l'âge continuent de ce fait d'entretenir des jeunes devenus adultes mais incapables de s'en sortir seuls ».

La transformation des rapports de solidarité devant la réalité des conditions concrètes d'existence s'exprime dans le discours ci-haut mais elle ne nous a pas semblé donner lieu à une remise en cause des pratiques de solidarité et une récusation de la « logique de l'endettement » par les jeunes générations. Les opinions des jeunes restent articulées à une adhésion à ce principe moteur de leur volonté d'accomplissement personnel et de réussite sociale.

7.3.3 – Production et reproduction des solidarités dans un contexte de précarité : de nouvelles dynamiques ?

Malgré la récurrence dans les discours d'expressions témoignant d'une adhésion à la solidarité familiale, certaines personnes se sont, néanmoins, interrogées sur leur aptitude présente ou ultérieure à concilier l'attachement à leur famille avec tout ce que cela implique comme « renonciations », « obligations » (envers les parents proches et éloignés) et la satisfaction de leurs « aspirations individuelles ». Lamine de Liberté 5 met en exergue cette situation :

« Tu as beau vouloir chercher à combler les besoins des gens, mais tu ne pourras pas t'en sortir. Si tu veux continuer à aider les gens, à partager ce que tu parviens à avoir grâce à la débrouille, cela ne marchera pas car tu risques de t'oublier toi-même au profit des autres. Si tu te retrouves dans la *dèche* (problèmes), tu vas souffrir dans ton coin car personne ne va s'intéresser à ton sort. Je me dis que la solidarité s'est affaiblie à Dakar, ce qui existe maintenant, c'est vraiment le *bop sa bop* (le chacun pour soi). La vie est dure, si tu veux te montrer touché par les nombreuses sollicitations des gens et essayer de résoudre leurs problèmes, tu finiras par être écrasé par les problèmes comme eux. Puisque si tu n'as rien, tu n'es pas considéré, personne ne te remarque ne se soucie de toi-même dans ta famille. Pour moi, ce qui compte, c'est se battre personnellement, au moins les copains et les amis sont là pour te *dépanner* en cas de problème. Leur appui est plus sain, avec eux tu peux tout partager mais avec les autres, les gens seront tout simplement au courant de ce qui te tracasse, le *diffuser* sans t'aider à résoudre ton problème ».

Ce que met en lumière ce témoignage, ce sont la valorisation et la focalisation autour d'une conduite et d'aspirations individuelles dont rend compte l'expression de « bop sa bop » (« chacun pour soi ») ayant ponctué certains discours. Cependant, les dynamiques que met en évidence la mise en avant d'aspirations individuelles ne semblent pas traduire une inclination au « refus » de la solidarité. Elles signifient l'articulation des discours et l'ajustement des pratiques à un nouveau contexte social, culturel et économique marqué par l'accentuation de la précarité qui agit sur la capacité des individus à actualiser les logiques de solidarité.

La volonté, le désir et la nécessité d'assurer une continuité dans le fonctionnement des solidarités à l'échelle de la famille proche et élargie, au sein de l'espace relationnel sont sans cesse revenus dans les discours. Cette insistance témoigne de l'ancrage de la solidarité dans systèmes de référence et les actions des personnes interviewées. Néanmoins, la détérioration des conditions socio-économiques, la précarité des conditions d'existence et l'ampleur des difficultés pourraient constituer des facteurs limitants à l'actualisation de la solidarité comme en font mention ces propos d'un adulte de Liberté 5.

« Tu as beau vouloir aider tes frères et des sœurs, prendre en charge tes parents, aider ta famille mais tu te heurtes à des difficultés. Les moyens ne suffisent même pas pour toi-même, dans ce cas, c'est ta propre personne qui t'importe. Cela ne veut pas dire que tu ne t'intéresses pas aux autres ».

Malgré l'énonciation de discours « critiques », la solidarité n'en reste pas moins une « valeur » familiale prégnante. Les discours recueillis mettent en évidence que la famille continue de représenter un cadre de référence de premier plan dans les logiques de solidarité. Les familles de Liberté 4 et 5 et de Guinaw rails cherchent par divers moyens à satisfaire les sollicitations qui s'adressent à elles. Il est clair que le contexte de crise continuera à amplifier ces sollicitations et l'institution familiale devra s'ajuster devant les besoins pressants émanant de ses membres en particulier de celles venant de ses jeunes membres qui vivent avec plus d'acuité les difficultés socio-économiques. La crise ne fera que continuer à « renvoyer » les personnes vers leur famille qui continuera de les prendre en charge,

selon les moyens mobilisables, l'espace relationnel étendu disponible, et donc d'assumer le rôle de cadre de sécurité et d'espace de sociabilité et de solidarité.

L'expérience des personnes met en lumière la vitalité et le caractère indispensable des solidarités, certes affectées par la crise et le « manque de moyens » mais qui n'en continuent pas moins de susciter adhésion et légitimité selon les perceptions des participants. Pour ces personnes, il est légitime d'avoir recours à la solidarité dans le cercle familial, au sein du groupe de pairs, dans le voisinage, au sein du cercle amical ou dans les structures de sociabilité comme les associations féminines. Par exemple, comme nous l'avons montré, les jeunes adeptes de la pratique du « social living » y comptent pour la réalisation de leur rêve d'émigration à travers une mise en commun des moyens provenant de divers membres de la famille ou du coup de pouce d'un membre de leur groupe de pairs qui a eu la chance et les moyens de s'expatrier et grâce à l'aide duquel ils espèrent partir à leur tour. Cette solidarité est également au cœur des logiques féminines de sociabilité et des systèmes de réciprocité en vigueur à Guinaw rails et à Liberté 4 et 5.

Cependant, mises à l'épreuve par la détérioration des conditions socio-économiques et du fait de leur orientation vers une logique de « gestion du quotidien » et de satisfaction de besoins ponctuels, les solidarités familiales ne représentent pas les seules ressources sur lesquelles il est important de « miser ». Les ressources familiales ne pouvant garantir la prise en charge de tous les besoins et problèmes, les personnes s'orientent vers un élargissement de leur espace de solidarité en s'appuyant sur le soutien des pairs (jeunes), celui procuré par les structures « informelles » ou formelles » de regroupement (femmes, initiatives d'auto-organisation à Guinaw rails, associations). L'extension des espaces de solidarité devient alors porteuse d'une dynamique de recomposition des solidarités.

Celles-ci sont s'orientent vers la valorisation d'autres espaces de sociabilité et de solidarité. Par exemple, les systèmes de solidarité des femmes de Guinaw rails se trouvent pris dans une dynamique de recomposition où l'élément de référence

n'est plus seulement la parenté, mais surtout le commun désir de mettre en place des alternatives appropriées à leur situation économique difficile. Le lien affinitaire reliant les femmes, au sein de leurs organisations féminines ainsi qu'à travers leurs initiatives de développement local, est à percevoir comme l'aboutissement de la nouvelle configuration du champ social dans ce quartier. Lorsqu'une femme de ce quartier déclare trouver à travers la mutuelle d'épargne et de crédit une source de recours face aux chocs de l'existence, elle révèle un élargissement de son horizon de solidarité et la prépondérance progressive de modèles de solidarité organisés à l'intérieur de nouvelles organisations sociales (mutuelles d'épargne et de crédit dans son cas).

A la lumière des tendances observées, il est indiqué de se demander si le contexte actuel ne favorise pas l'avènement de solidarités sociétales en complément aux solidarités communautaires et la mise en évidence de nouveaux modèles sociétaux qui se donnent à voir à travers la montée d'aspirations individuelles, le développement de discours critiques sur les solidarités, la valorisation de formes de soutien à teneur plus sélective et enfin la valorisation croissante de solidarités à teneur contractuelle actualisée sur la base d'une sociabilité associative (associations) ou formelle (poids des mutuelles de santé et de crédit dans le contournement des systèmes familiaux et extrafamiliaux de solidarité).

À ce titre, les regroupements de femmes, les associations religieuses constituent des espaces de recomposition et de redéfinition des solidarités communautaires. Par contre, leur valeur la plus assurée est liée à leur capacité de donner aux populations pauvres du quartier des possibilités de recours face aux malheurs sociaux, qui autrement, seraient difficilement satisfaites en misant uniquement sur les liens de solidarité de proximité à cause surtout des dynamiques dans lesquels ils sont eux-mêmes soumis : faiblesse, orientation vers une logique défensive de prise en charge ponctuelle des chocs suscités par la précarité, fonctionnement entre des ménages et des individus partageant souvent des conditions d'existence similaires, regards critiques portés sur leur fonctionnement.

Les dynamiques sociales que révèle la montée de nouvelles logiques de solidarité, tout en renseignant sur les transformations observées dans la légitimation et la structuration des solidarités communautaires, mettent en lumière l'ajustement des pratiques individuelles et collectives à un contexte social et économique qui est lui-même en changement. Les pratiques de solidarité que nous avons observées dans cette recherche, quels que soient leur fondement, leur caractère et les personnes qu'elles mettent en relation sont des éléments de leur ajustement à une pluralité de paramètres caractéristiques de l'environnement social, économique, politique et institutionnel dans lequel évoluent les ménages de Liberté 4 et 5 et ceux de Guinaw rails.

Conclusion partielle

Après avoir campé les différents éléments permettant d'avoir une appréciation globale et détaillée du vécu et des réactions face à la précarité et à la pauvreté et avoir dressé un état des lieux de la configuration des dynamiques de solidarité chez les catégories sociales moyenne et populaire dans l'espace urbain dakarois, nous avons fait ressortir les tendances majeures émanant de l'exploitation de nos données d'enquête surtout en ce qui a trait à la dynamique des solidarités à Dakar. Les éléments de synthèse sur lesquels nous nous sommes appuyés pour révéler ces tendances ont été tirés de l'analyse des discours recueillis grâce à la troisième partie de nos deux guides d'entretien.

C'est à partir des informations collectées au cours de nos entrevues individuelles et de groupe que nous avons établi les dynamiques marquantes de solidarité dans nos deux espaces d'étude en rapport avec nos objectifs de recherche. Les orientations majeures de ce chapitre laissent apparaître un renforcement de la solidarité à l'intérieur de la sphère conjugale et familiale et une accentuation des liens horizontaux de solidarité (celle s'actualisant entre pairs, entre personnes partageant une similitude de leurs conditions sociales et/ou d'existence), la valorisation des relations amicales chez les jeunes hommes et des velléités de remise en cause des solidarités illustrées par les regards critiques posés sur les solidarités qu'il devient difficile de reproduire dans un contexte social et

économique en mutation. L'incapacité partielle ou totale des solidarités communautaires à continuer à jouer le rôle de « filet de protection sociale » est une condition propice au développement d'alternatives consistant en un recours plus important à des solidarités en dehors de la sphère familiale et à celles de type « contractuel » à l'intérieur de structures associatives « formelles » ou moins « structurées ».

Conclusion générale

alliance ?
HBP

Au terme de cette étude, il convient de rappeler les orientations majeures de cette recherche portant la pauvreté et dynamique des solidarités communautaires à Dakar. Pour ce faire, nous avons ici centré notre réflexion sur deux catégories sociales ayant payé à fort prix la crise socio-économique à laquelle est confronté le Sénégal depuis plusieurs années, à l'instar de la majorité des pays africains. Aussi avons-nous retracé le vécu de la crise chez ces groupes sociaux en portant notre attention sur l'expérience de basculement dans la précarité de ménages des quartiers de Liberté 4 et Liberté 5 dans l'espace des SICAP, puis sur le confinement dans la pauvreté de ménages établis dans le quartier de Guinaw rails, caractérisé par la sévérité de ses conditions d'existence. Une bonne partie de notre travail d'analyse a été consacrée à la mise en évidence des incidences de la dégradation des conditions d'existence telles qu'elles sont vécues et perçues par les ménages de ces catégories sociales.

OK

comparaison

En premier lieu, nous avons montré, dans les quartiers de Liberté 4 et 5, que la crise a durement touché une bonne partie de la classe moyenne. Elle s'y manifeste par une dégradation du cadre de vie que les habitants perçoivent comme un réel « déclassement social » : la fin de l'aisance ou « *jamonoy twist* » et l'entrée dans la « galère » ou « *jamonoy xoslu* ». La précarité se traduit ensuite par des changements au quotidien notables dans des domaines comme l'alimentation, la santé et le transport. Le basculement dans la précarité est plus durement ressenti par les jeunes qui estiment « payer le prix fort de la crise ».

+ le monde

L'entrée dans la précarité de ménages de la classe moyenne constitue un des visages nouveaux de la pauvreté urbaine. Elle est apparue dans le cadre de cette étude un révélateur de la profondeur et de l'intensité de la crise économique, mais aussi des effets dramatiques des mesures d'austérité qui ont contribué à l'expansion d'une pauvreté multiforme dans l'espace urbain dakarois. L'expérience de vie de ménages de la banlieue dakaroise, dans le quartier de Guinaw rails, nous a permis de montrer comment cette pauvreté est vécue, perçue, expliquée et « gérée » à un

niveau individuel et collectif dans des quartiers défavorisés. Tout comme dans l'espace des SICAP, notre analyse nous a amené à nous focaliser, dans l'explication de la paupérisation de ces ménages, sur les éléments suivants : la dégradation et la sévérité des conditions d'existence, les processus et les figures de la pauvreté dans le quartier, et les perceptions de la pauvreté.

Au terme de cette analyse mettant en évidence une « généralisation de la galère », comme l'exprimèrent certains jeunes rencontrés, nous avons insisté sur les différentes solutions adaptatives mises en place pour contrecarrer les effets désastreux de la chute dans la précarité pour les ménages des deux catégories sociales. Les tendances marquantes révélées par les discours d'entrevue ont été la généralisation du « taqale » (rafistolage) et du « xoslu » (débrouille) dans les modes de vie. Le « taqale » et le « xoslu », en tant que réactions face à la crise, mettent en lumière les capacités d'adaptation et d'innovation des acteurs urbains dakarois, ainsi que l'obligation dans laquelle ils sont de livrer un « combat » pour une survie au quotidien. La « bataille » pour la survie se décline de diverses manières. Elle signifie l'adoption de nouvelles habitudes de consommation pour les ménages, une mise en commun des ressources des familles, une mise à contribution des membres capables d'amener des revenus complémentaires diversement acquis dans l'univers de la ville. Elle s'actualise aussi à travers une présence accrue des femmes sur le marché du travail, la mise en œuvre de « stratégies compensatoires » chez les pères de famille, et chez les jeunes, l'instauration d'une solidarité au sein du groupe de pairs surnommée « social living ».

← au delà
② p. 100

Cette solidarité active n'est cependant pas l'apanage des jeunes. L'étude des stratégies individuelles et collectives face à la précarité a permis de repérer la place assignée à la solidarité au sein des familles sénégalaises. C'est pourquoi nous avons porté un intérêt particulier, dans le troisième grand axe de notre travail, à la configuration et à la recomposition des solidarités communautaires en situation de crise des ménages des classes moyenne et populaire. La focalisation sur les solidarités a été alimentée par le constat de la centralité de ces types de solidarité dans le fonctionnement de la société sénégalaise. Or, le durcissement des contraintes économiques leur a opposé de grands défis.

Ce sont ces défis qui ont été appréhendés dans le dernier chapitre de notre thèse consacré aux différents systèmes de solidarité dans nos zones d'étude. Que convient-il d'en retenir ? Trois éléments ressortent de l'analyse des entretiens : une place centrale occupée par les solidarités communautaires renforcée par la faiblesse des mécanismes institutionnels de solidarité, leur structuration différentielle selon les quartiers, le genre et la génération et enfin une mise à l'épreuve des solidarités familiales porteuse de nouvelles dynamiques dans ce domaine. Celles-ci sont reconnaissables à travers le renforcement de la solidarité dans l'espace conjugal, le renversement des flux de solidarité entre les « générations de la crise » et leurs parents retraités pour la plupart et néanmoins obligés de continuer à « peiner et à se sacrifier » pour assurer leur survie. Les nouvelles dynamiques identifiées s'actualisent à travers une configuration différente des solidarités dans le quartier de Guinaw rails, où les initiatives de solidarité et de développement local s'inscrivent dans un passé de conditions de vie difficile et les quartiers de Liberté 4 et 5 qui sont des espaces davantage marqués par le règne d'un « individualisme » perçu comme responsable du faible élan de solidarité et d'organisation sociale perceptible chez les ménages *sicapois*.

Notre recherche a été conduite dans l'optique d'apporter un éclairage sur une variété de dynamiques sociales observables à Dakar. Ces dynamiques présentent l'intérêt de permettre d'identifier surtout des changements sociaux porteurs de mutations dans l'espace urbain dakarois. C'est le cas de la question de la pauvreté. Ce phénomène continue de susciter une attention soutenue à l'heure actuelle comme en témoignent les diverses initiatives prises en faveur de sa réduction. Elle constitue un défi de taille pour les pouvoirs publics qui ont justement fait de sa réduction un élément central dans leurs déclarations et leurs actions. La question de la pauvreté ne cesse donc de tarauder décideurs, populations et institutions d'appui au développement. C'est parce qu'elle demeure un des éléments les plus dramatiques de la question sociale dans les pays africains.

Les efforts entrepris en vue de la réduction de la pauvreté n'ont pas encore débouché sur les résultats escomptés si bien qu'il devient crucial de réorienter les actions et de redéfinir les choix étatiques. La reconnaissance de son ampleur et la

mise en œuvre des programmes de lutte s'effectuent à un moment où les États qui devaient être les catalyseurs de cette lutte sont eux-mêmes en crise ou du moins leurs capacités fortement affaiblies. Aussi leur pouvoir d'action s'en trouve-t-il limité. Il n'est donc pas surprenant que la pauvreté ne cesse de s'aggraver et d'affliger des segments de plus en plus nombreux des populations africaines dont le quotidien se décline en termes de pénurie, de besoins insatisfaits et d'exclusion des circuits de production et de consommation.

Les ménages des quartiers défavorisés ne sont plus les seuls à en subir les affres et à imaginer des moyens pour s'en accommoder ou en sortir. La période actuelle reste marquée par la montée de nouvelles formes de vulnérabilité et la fragilisation des positions sociales, professionnelles de ménages de la classe moyenne qui a payé un lourd tribut à la crise et aux politiques d'austérité. L'expérience de paupérisation de cette catégorie sociale doit amener en fin de compte à mieux reconnaître le caractère multidimensionnel de la pauvreté et la diversité des groupes qu'elle affecte. Cette « nouvelle » pauvreté doit être reconnue dans les programmes de recherche comme dans les politiques et stratégies de lutte contre la pauvreté actuellement au cœur de l'action gouvernementale et du discours des institutions internationales.

La lutte contre la pauvreté au nom de laquelle de nombreux subsides sont mobilisés, de multiples rencontres initiées et des plans aussi ambitieux que pragmatiques élaborés demeure la clef de voûte des politiques et des interventions à l'heure actuelle. La résurgence de ce phénomène, l'ampleur qu'il a acquise de nos jours et l'attention qu'il suscite sont autant de signes éloquents de la faillite de « quarante ans de développement » en Afrique. C'est pourquoi nous appelons de nos vœux que l'extension des frontières de la vulnérabilité et de la pauvreté conduise justement à une remise en cause des modèles de développement jusqu'ici adoptés. La mise en œuvre de modèles alternatifs soucieux de justice sociale, de progrès sociaux, de sécurité sociale, de durabilité, de démocratie, de quête d'idéaux et projets mobilisateurs et réalistes, mais aussi accompagnateurs des pratiques sociales conduites par les « acteurs d'en bas » est d'une impérieuse nécessité. Il est donc indispensable de susciter un « autre développement » pour ne pas que « l'autre

gouvernement
social
+ K.
B M ?

Afrique » éduquée, entreprenante, talentueuse, débrouillarde, créatrice, mais peu visible, ne soit emportée par « l'Afrique qui meurt », celle plus présente dans les médias : celle des guerres et du SIDA, affamée, ignorante et délaissée.

L'un des champs où ces modèles alternatifs doivent centrer leurs actions est la promotion de la sécurité sociale. Cette exigence fondamentale est assurée tant bien que mal par les systèmes de solidarité communautaire selon une structuration, une légitimation et des modalités de fonctionnement variables selon les structures sociales. La crise de l'ordre communautaire, la paupérisation et l'exacerbation des aspirations individuelles viennent opposer des défis de taille pour les solidarités communautaires dont nous avons montré, pour le cas précis de Dakar, les dynamiques de reconfiguration dans lesquelles elles pouvaient être prises à l'épreuve de la crise.

Malgré la promotion de systèmes complémentaires ou alternatifs de solidarité, les solidarités communautaires restent pour la majorité le seul recours face aux calamités et aux catastrophes. Leur éventuel dysfonctionnement est donc potentiellement porteur de grandes dérives contre lesquelles il serait possible d'agir en développant des mécanismes institutionnels de solidarité. Le pouvoir de couverture de la protection sociale étatique étant limité, l'alternative se trouverait dans le développement de systèmes mutualistes voués à la protection contre les incertitudes. Elle résiderait également dans la promotion et l'accompagnement des initiatives populaires d'organisation et de prise en charge se cristallisant dans les associations, les formes endogènes d'organisation (regroupements de femmes, associations de quartier, associations religieuses). Il s'agit d'initiatives conduites par la société civile qui témoigne de son refus de céder à la fatalité et à la démission devant l'ampleur des défis et des problèmes à résoudre. Pour être pérennes et efficaces, les actions et mesures en faveur de la réduction de la pauvreté doivent capitaliser et accompagner les multiples initiatives endogènes d'autopromotion, signe d'énonciation de l'ingéniosité et du dynamisme des acteurs du « monde d'en bas ».

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES ET ARTICLES À ORIENTATION THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE

AMSELLE J-L., 1990. *Logiques métisses*, Paris : Éditions Payot.

ANSAY P. et A. GOLDSCHMIDT, 1998. *Dictionnaire des solidarités*, Lyon : Chronique

ASSOGBA Y., 1999. *Jean-Marc ÉLA. Sociologue et théologien africain en boubou*, Paris-Montréal : L'Harmattan.

ASSOGBA Y., 2000. « Compte rendu de l'ouvrage Innovations sociales et renaissance de l'Afrique noire, le défi du "monde d'en bas" », *Économies et solidarités*, vol. 31, n° 2, pp. 193-196.

ASSOGBA Y., 2004. *Sortir l'Afrique du gouffre de l'histoire. Le défi éthique du développement et de la renaissance de l'Afrique noire*, Sainte-Foy : Presses de l'Université Laval.

AUGE M., 1977. *Pouvoirs de vie, pouvoirs de mort*, Paris : Flammarion.

AYE M., 2001. *Capital social, logiques de solidarité et accès aux soins de santé moderne en Afrique subsaharienne*, Université de Montréal : Thèse de doctorat de santé publique.

BALANDIER G., 1971. *Sociologie actuelle de l'Afrique noire*, Paris : PUF.

BEY M., 1999. « Recherche sur la pauvreté : état des lieux. Contribution à la définition d'une problématique », *Revue Tiers Monde*, vol. 40, n° 160, pp. 871-895.

BLANCHET A., 1987. « Interviewer », in A. BLANCHET, R. GHIGLIONE, J. MASSONAT et A. TROGNON (éds.), *Les techniques d'enquête en sciences sociales : observer, interviewer, questionner*, Paris : Dunod, pp. 81-126.

BLANCHET A., 1991. *Dire et faire dire : l'entretien*, Paris : Armand Colin.

BLANCHET A., H. BÉZILLE, M-F. FLORAND et al. (éds.), 1985. *L'entretien dans les sciences sociales. L'écoute, la parole et les sens*, Paris : Dunod.

BOURDIEU P. (éd.), 1993, *La misère du monde*, Paris : Seuil.

BOURDIEU P., J-C. CHAMBORÉDON et J-C. PASSERON, 1983. *Le métier de sociologue : préalables épistémologiques*, Paris : Mouton, 1^{ère} éd. 1968.

CANNEL C. F. et R-L. KAHN, 1967. *The dynamics of interviewing: theory, techniques and cases*, New York : Wiley.

CASTEL R., 1995. *Les métamorphoses de la question sociale : chronique du salariat*, Paris : Fayard.

CHEVALIER J., 1992. « La résurgence du thème de la solidarité », CURAPP, *La solidarité, un sentiment républicain ?* Paris : PUF, pp. 111-135.

CNRS, 1973, *La notion de personne en Afrique noire*, Paris : Colloques du CNRS.

CORTIN A., 1998. « Le discours de la pauvreté de la Banque mondiale », *Langage et société*, n° 85, pp. 5-24.

DENZIN, N. K. et Y-S. LINCOLN (éds.), 1994. *Handbook of qualitative research*, Thousand Oaks : Sage publications.

DESLAURIERS J-P. et M. KÉRISIT, 1997. « Le devis de recherche qualitative », in J. POUPART et al, *La recherche qualitative : enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Montréal : Gaëtan Morin, pp. 85-111.

DESLAURIERS J-P., 1988. *Les méthodes de la recherche qualitative*, Sillery : Presses de l'Université du Québec.

DIOP M., 1985. *Histoire des classes sociales en Afrique de l'Ouest* Tomes 1 et 2, Paris : L'Harmattan.

DIOP M-C. (éd.), 2001. *Les politiques sociales en Afrique de l'Ouest : quels changements depuis le Sommet de Copenhague ? Synthèse des études de cas (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Sénégal)*, Genève : UNRISD, Politique sociale et développement, Document n° 5.

DOZON J-P., 1994. « En Afrique, la famille à la croisée des chemins », in A. BURGUIERE (éd.), *Histoire de la famille*, Tome 2 : *choc des modernités*, Paris : Armand Colin, pp. 301-339.

DUBET F., 1987. *La galère. Jeunes en survie*, Paris : Fayard.

DUMONT F., S. LANGLOIS et Y. MARTIN (éds.), 1999. *Traité des problèmes sociaux*, Québec : Institut québécois de recherche sur la culture.

DURKHEIM E., 1994. *De la division du travail social*, Paris : PUF (coll. Quadrige), (1ère éd. 1893).

DUVIGNAUD J., 1986. *La solidarité : liens de sang et liens de raison*, Paris : Fayard.

ÉLA J-M., 1983. *La ville en Afrique noire*, Paris : Karthala.

ÉLA J-M., 1990. *Quand l'État pénètre en brousse...les ripostes paysannes face à la crise*, Paris : Karthala.

ÉLA J-M., 1994. *L'irruption des pauvres*, Paris : L'Harmattan.

ÉLA J-M., 1998a. *Innovations sociales et renaissance de l'Afrique noire. Les défis du « monde d'en-bas »*, Montréal : L'Harmattan.

ÉLA J-M., 1998b. « Population, pauvreté et crise », in F. GENDREAU (éd.), *Crises, pauvreté et changements démographiques dans les pays du Sud*, Paris : ESTEM, AUPELF-UREF, pp. 17-33.

ÉLA J-M., 1999. « Vers une économie politique au ras du sol », *Afrique et développement*, vol. 24, n° 3 et 4, pp. 103-133.

ÉLA J-M., 1994. *Restituer l'histoire aux sociétés africaines : promouvoir les sciences sociales en Afrique Noire*, Paris : L'Harmattan.

FASSIN D., 1996. « Exclusion, *underclass* et *marginalidad*. Figures contemporaines de la pauvreté urbaine en France, aux États Unis et en Amérique latine », *Revue française de sociologie*, vol. 37, n° 1, pp. 37-75.

GALLIAND P. et M. LEVY, 1990. *Familles et solidarités dans une société en mutation*, Lausanne : Éditions Réalités sociales.

GAUDIER M., 1993. *Pauvretés, inégalités et exclusions : renouveau des approches théoriques et des approches sociales*, Genève : IIES, Série n° 17.

GAUTHIER B. (éd.), 1997. *Recherche sociale : de la problématique à la collecte des données*, Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, 4^{ème} éd.

GEOFFRION P., 1992. « Le groupe de discussion », in B. GAUTHIER (éd.), *Recherche sociale : de la problématique à la collecte des données*, Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, pp. 311-355.

GHIGLIONE R. et B. MATALON, 1978. « Comment interroger ? Les entretiens », in R. GHIGLIONE et B. MATALON (éds.), *Les enquêtes sociologiques : théories et pratiques*, Paris : Armand Colin, pp. 57-92.

GROULX L-H., 1997. « Contribution de la recherche qualitative à la recherche sociale », in J. POUPART et al., *La recherche qualitative : enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Montréal : Gaëtan Morin, pp. 55-82.

GUTKING P., 1962. « La famille africaine et son adaptation à la vie urbaine : quelques aspects du problème d'après une étude effectuée à Kampala, Ouganda, Afrique orientale britannique », *Diogenes*, n° 37, pp. 93-112.

KRUEGER R., 1988. *Focus groups: a practical guide for applied research*, London : Sage Publications.

LEIMDORFER F. et A. MARIE (éds.), 2003. *L'Afrique des citoyens. Sociétés civiles en chantier (Abidjan, Dakar)*, Paris : Karthala.

LOCOH T., 1988. « Structures familiales et changements sociaux », D. TABUTIN (éd.), *Population et sociétés en Afrique au Sud du Sahara*, Paris : L'Harmattan, pp. 441-478.

MARIE A., 1995. « "Y a pas l'Argent" : l'endetté insolvable et le créancier floué, deux figures complémentaires de la pauvreté abidjanaise », *Revue Tiers monde*, vol. 36, n° 142, pp. 303-324.

MARIE A., 1996. « De l'ethnologie classique à l'anthropologie urbaine. Itinéraires franco-africanistes », in S. OSTROWETSKY (éd.), *Sociologues en ville*, Paris : L'Harmattan, pp. 115-135.

MARIE A., 1997a. « Du sujet communautaire au sujet individuel. Une lecture anthropologique de la réalité africaine contemporaine », in A. MARIE (éd.), *L'Afrique des individus*, Paris : Karthala, pp. 53-110.

MARIE A., 1997b. « Les structures familiales à l'épreuve de l'individualisation citadine », in M. PILON, T. LOCOH, K. VIGNIKIN, P. VIMARD (éds.), *Ménages et familles en Afrique : approches des dynamiques contemporaines*, Paris : CEPED, Les Études du CEPED n° 15, pp. 279-299.

MARIE A., 1997c. « Avatars de la dette communautaire. Crise des solidarités, sorcellerie et procès d'individualisation (itinéraires abidjanais), in A. MARIE (éd.), *L'Afrique des individus*, Paris : Karthala, pp. 249-329.

MARIE A. (éd.), 1997d. *L'Afrique des individus : itinéraires citadins dans l'Afrique contemporaine (Abidjan, Bamako, Dakar et Niamey)*, Paris : Karthala.

MARIE A., 2000. « La ruse de l'histoire : comment, au nom du libéralisme, l'ajustement accouche l'Afrique de ses classes sociales (le paradigme ivoirien) », in M. HAUBERT et J-F. REY (éds.), *Les sociétés civiles face au marché. Le changement dans le monde post-colonial*, Paris : Karthala, pp. 263-298

MAYER N., 1995. « L'entretien selon Pierre Bourdieu. Analyse critique de *La misère du monde* », *Revue française de sociologie*, vol. 36, pp. 355-370.

MBEMBE A., 1994. « Déflation de l'État, civilité et citoyenneté en Afrique noire », in GEMDEV, *L'intégration régionale dans le monde. Innovations et ruptures*, Paris : Karthala, pp. 273-286.

MBEMBE A., 2002. « L'Afrique entre localisme et cosmopolitisme », *Esprit*, vol. 288, pp. 65-74.

MILES M. B. et M. A. HUBERMAN, 1991. *Analyse des données qualitatives : recueil de nouvelles méthodes*, Bruxelles : Éditions du Renouveau pédagogique, De Boeck.

MORGAN D., 1988. *Focus group as qualitative research*, Beverly Hills : Sage Publications, Coll. "Qualitative research methods", vol. 16.

MUCHIELLI R., 1979. *L'interview de groupe : connaissance du problème, applications pratiques*. Paris : Entreprise moderne d'édition, Librairies techniques, 4^{ème} édition.

PAUGAM S. (éd.), 1996. *L'exclusion. L'état des savoirs*, Paris : La Découverte.

PAUGAM S., 1994. *La disqualification sociale : essai sur la nouvelle pauvreté*, Paris : PUF.

PICHÉ V. et J. POIRIER, 1990. « Les théories de la transition démographique : vers une certaine convergence », *Sociologies et sociétés*, vol. 22, n° 1, pp. 179-192.

PICHÉ V. et D. CORDELL, 1997. « Pour une histoire de la famille en Afrique », in M. PILON, T. LOCOH, K. VIGNIKIN, P. VIMARD (éds.), *Ménages et familles en Afrique : approches des dynamiques contemporaines*, Paris : CEPED, Les Études du CEPED n° 15, pp. 55-74.

PIRES A. P., 1997. « Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique », in J. POUPART et al., « *La recherche qualitative : enjeux épistémologiques et méthodologiques* », Montréal : Gaëtan Morin, pp. 113-169.

PITROU A., 1978. *Vivre sans famille ? Les solidarités familiales dans le monde d'aujourd'hui*, Paris : Époque Privat.

POUPART J. et al. (éd.), 1997. *La recherche qualitative : enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Montréal : Gaëtan Morin, Groupe de recherche interdisciplinaire sur les méthodes qualitatives.

POUPART J., 1997. « L'entretien de type qualitatif : considérations épistémologiques, théoriques et méthodologiques », in J. POUPART et al., *La recherche qualitative : enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Montréal : Gaëtan Morin Éditeur, pp. 173-209.

POUPART J., 1998. *La recherche qualitative au Québec : diversité des champs et des pratiques*, Montréal : Gaëtan Morin.

QUIVY R. et L. VAN CAMPENHOUDT, 1995. *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris : Dunod, 2^{ème} éd.

RAHNEMA M., 1991. « La pauvreté globale : une invention qui s'en prend aux pauvres », *Interculture*, Cahier 111, vol. 24, n° 2, pp. 4-55.

RIST G., 1996. *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, Paris : Presses de la Fondation nationale de science politique.

SABOURIN P., 1993. « La régionalisation du social : une approche de l'étude de cas en sociologie », *Sociologie et sociétés*, vol. 25, n° 2, pp. 69-91.

SALAMA P. et J. VALIER, 1995. « Mesures des pauvretés et de l'appauvrissement », *Revue Tiers monde*, vol. 36, n° 142, pp. 257-280.

SEN A., 2000. *Un nouveau modèle économique : développement, justice, liberté*, Paris : Odile Jacob.

SIMARD G., 1989. *Animer, planifier et évaluer l'action : la méthode du focus group*, Laval : Mondia Éditeurs.

SIMON D., 1986. « Théories de la pauvreté, pauvreté des théories. Voyage sur des chemins critiques mal balisés », *Contradiction*, n° 48, pp. 67-104.

TONNIES F., 1946. *Communauté et société*, Paris : PUF (1^{ère} édition 1887).

TOWNSEND P., 1993. *The international analysis of poverty*, New York : Harvester Wheatsheaf.

VIDAL C., 1994. « La "solidarité africaine", un mythe à réviser », *Cahiers d'études africaines*, vol. 39, n° 136, pp. 687-691.

VIMARD P., 1998. « Transition démographique et familiale : une relecture des théories à la lumière de la crise », in F. GENDREAU (éd.), *Crises, pauvreté et changements démographiques dans les pays du Sud*, Paris : AUPELF-UREF-Éditions ESTEM, pp. 81-98.

VIMARD P., 1993. « Modernité et pluralités familiales en Afrique de l'Ouest », *Revue Tiers Monde*, vol. 39, n° 133, pp. 89-115.

VIMARD P., 1997. « Modernisation, crise et transformation familiale en Afrique subsaharienne », *Autrepart* n° 2, pp. 143-159.

VUARIN R., 1997. « Un siècle d'individu, de communauté et d'État. Une lecture sociologique : Durkheim, Dumont, Maffésoli, Elias », in A. MARIE (éd.), *L'Afrique des individus*, Paris, Karthala, pp. 19-52.

VUARIN R., 2000. *Un système africain de protection sociale au temps de la mondialisation, ou, venez m'aider à tuer mon lion*, Paris : L'Harmattan.

OUVRAGES, ARTICLES ET RAPPORTS SUR L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

ADEPOJU A. (éd.), 1993. *The impact of structural adjustment on the population of Africa: the implications on education, health and employment*, Londres-Portsmouth : UNFPA/Heineman et J. Currey.

ADEPOJU A. (éd.), 1997. *Family, population and development in Africa*, London : Atlantic Highlands ; New Jersey : Zed Book Edition.

ADEPOJU A. et W. MBUGUA, 1997. « The african family : an overview of changing forms », A. ADEPOJU (éd.), *Family, population and development in Africa*, London : Atlantic Highlands ; New Jersey : Zed Book Edition, pp. 41-59.

ADJAMAGBO A., 1997. « Les solidarités familiales dans les sociétés d'économie de plantation : le cas de la région de Sassandra en Côte d'Ivoire », in M. PILON, T. LOCOH, K. VIGNIKIN et P. VIMARD (éds.), 1997. *Ménages et familles en Afrique : approches des dynamiques contemporaines*, Paris : CEPED, Les Études du CEPED n° 15, pp. 301-325.

AKINDÈS F., 1995. « Dévaluation et alimentation à Abidjan (Côte d'Ivoire) », *Les Cahiers de la Recherche Développement*, n° 40, pp. 24-42.

ANTOINE P. et S. COULIBALY, 1989. *L'insertion urbaine des migrants en Afrique*, Paris : ORSTOM.

ASSOGBA Y., 1997. « L'intégration des migrants dans les villes : l'Afrique comme laboratoire », in M. GAUTHIER (éd.), *Pourquoi partir ? La migration des jeunes d'hier à aujourd'hui*, Sainte-Foy : Presses de l'Université Laval, pp. 213-223.

BAD, 2000. *Rapport sur le développement en Afrique*, Paris : Économica.

BAHI B., 2001. *Dérives et réussite sociale en Afrique urbaine contemporaine. Variabilité des stratégies chez les jeunes à Abidjan*, Montréal : Université de Montréal, Thèse de doctorat d'anthropologie.

BANQUE MONDIALE, 1990. *Rapport sur le développement dans le monde 1990. La pauvreté*, Washington D-C : Banque mondiale.

BANQUE MONDIALE, 1994a, *Ajustement en Afrique : réformes, résultats et chemin à parcourir*, Washington D-C : Banque mondiale

BANQUE MONDIALE, 2000. *Rapport sur le développement dans le monde 2000/2001 : combattre la pauvreté*, Londres : Oxford University Press.

BANQUE MONDIALE, 2003. *World development indicators*, Washington D-C : Banque mondiale.

BISSILIAT J. (éd.), 1996. *Femmes du Sud, chefs de famille*, Paris : Karthala.

BRADLEY C. et T-S. WEISNER, 1997. « Introduction : crisis in the african family », in T-S. WEISNER, C. BRADLEY et P.L. KILBRIDE (éds.), *African families and the crisis of social change*, Westport : Bergin et Garvey, pp. IX-XXXII.

BRICAS N., 1996. « L'effet de la crise sur l'alimentation des populations urbaines », in J. COUSSY et J. VALLIN (éds.), *Crise et population en Afrique. Crises économiques, politiques d'ajustement et dynamiques démographiques*, Paris : CEPED, Les Études du CEPED, n°13, pp.183-207.

BRUNET-JAILLY J., 1996. « La santé dans quelques pays d'Afrique de l'Ouest après quinze d'ajustement », in J. COUSSY et J. VALLIN (éds.), *Crise et*

population en Afrique. Crises économiques, politiques d'ajustement et dynamiques démographiques, Paris : CEPED, Les Études du CEPED n° 13, pp. 233-271.

CABANES R., J. COPANS et M. SELIM (éds.), 1995. *Salariés et entreprises dans les pays du Sud*, Paris : Karthala-ORSTOM.

CALDWELL J-C., 1976. « Towards a restatement of demographic transition theory », *Population and development review*, vol. 2, n° 3-4, pp. 321-366.

CALDWELL J-C., 1988. « Régulation de la fécondité », in J. C. CALDWELL, *Croissance démographique et évolution socio-économique de l'Afrique de l'Ouest*, New York : Population Council, pp. 79-136.

CALVÉS A-E. et B. SCHOUMAKER, 2004. « Crise économique et évolution de l'emploi des jeunes citadins au Burkina Faso », *African population studies*, vol. 19, n° 1, pp. 35-57.

CALVES A-E., 1999. « Marginalization of African single women in the marriage market : evidence from Cameroon », *Population Studies*, n° 53, pp. 291-301.

CALVES A-E., 2000. « Premarital childbearing in urban Cameroon : paternal recognition, child care and financial support », *Journal of comparative family studies*, vol. 31, n° 4, pp. 443-461.

CHARMES J., 1996. « Emploi, informalisation et marginalisation. L'Afrique dans la crise et sous l'ajustement », 1975-1995 », in J. COUSSY et J. VALLIN (éds.), *Crise et population en Afrique. Crises économiques, politiques d'ajustement et dynamiques démographiques*, Paris : CEPED, Les Études du CEPED n° 13, pp. 495-519.

CHOSSUDOVSKY M., 1998. *La mondialisation de la pauvreté*, Montréal : Écosociété.

CLING J-P., M. RAZAFINDRAKOTO et F. ROUBAUD (éds.), 2003. *Les nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté*, Paris : DIAL-IRD-Économica, 2^{ème} édition.

CNUCED, 2002. *Le développement économique en Afrique. De l'ajustement à la réduction de la pauvreté : qu'y a-t-il de nouveau ?* Genève : Secrétariat de la CNUCED.

COURADE G. (éd.), 2000. *Le désarroi camerounais. L'épreuve de l'économie-monde*, Paris : Karthala.

COUSSY J. et J. VALLIN (éds.), 1996. *Crise et population en Afrique. Crises économiques, politiques d'ajustement et dynamiques démographiques*, Paris : CEPED, Les Études du CEPED n° 13.

COUSSY J., 1996. « Les crises démo-économiques de l'Afrique subsaharienne : paradigmes d'interprétation », in J. COUSSY et J. VALLIN (éds.), *Crise et*

population en Afrique. Crises économiques, politiques d'ajustement et dynamiques démographiques, Paris : CEPED, Les Études du CEPED n° 13, pp. 11-49.

DELIRY-ANTHEAUME E., 1996. « Stratégies des groupes vulnérables au Togo. Itinéraires, trajectoires, errances », in J. COUSSY et J. VALLIN (éds.), *Crise et population en Afrique. Crises économiques, politiques d'ajustement et dynamiques démographiques*, Paris : CEPED, Les Études du CEPED n° 13, pp. 521-541.

DIAKITE T., 1989. *L'Afrique malade d'elle-même*, Paris : Karthala.

DUBRESSON A. et J-P. RAISON, 1998. *L'Afrique subsaharienne, une géographie du changement*, Paris : Armand Colin.

DURAND-LASSERVE A., 1986. *L'exclusion des pauvres dans les villes du Tiers Monde : l'accès au sol et au logement*, Paris : L'Harmattan.

DURANG X., 2000. « Sortir du salariat et réapprendre à vivre "petit" », in G. COURADE (éd.), *Le désarroi camerounais. L'épreuve de l'économie-monde*, Paris : Karthala, pp. 131-151.

DURUFLE G., 1988. *L'ajustement en Afrique : Sénégal, Côte d'Ivoire, Madagascar*, Paris : Karthala.

ELOUNDOU-ENYEGUE P., 1992. *Solidarité dans la crise ou crise des solidarités familiales au Cameroun ? Évolutions des échanges entre villes et campagnes*, Paris : CEPED, Les dossiers du CEPED n° 22.

ELOUNDOU-ENYENGUE P., 1994. « La recomposition des solidarités ville/campagne avec la crise : rétrécissement du cercle et réciprocité », in G. COURADE (éd.), *Le village camerounais à l'heure de l'ajustement*, Paris : Karthala, pp. 221-235.

ETOUNGA-MANGUELLE D., 1991. *L'Afrique a-t-elle besoin d'un programme d'ajustement culturel ?* Paris : Nouvelles du Sud.

GERARD E., 1997. « La lettre et l'individu. Marginalisation et recherche d'intégration des "Jeunes Diplômés" bamakois au chômage », in A. MARIE (éd.), *L'Afrique des individus*, Paris : Karthala, pp. 203-248.

GUILLAUME A., R. FASSASI et P. VIMARD, 1997. « La circulation des enfants en Côte d'Ivoire : solidarité familiale, scolarisation et redistribution de la main d'œuvre », in H. MEMEL-FÔTÉ et B. CONTAMIN (éds.), *Le modèle ivoirien en questions : crises, ajustements, recompositions*, Paris : ORSTOM-Karthala, pp. 275-590.

HAMMOUDA H-B, 1999. *L'économie politique du post-ajustement*, Paris : Karthala.

HASSOUN J., 1997. « La solidarité familiale face au SIDA : résultats d'une enquête réalisée à Abidjan (Côte d'Ivoire) auprès de femmes malades du SIDA », *Autrepart*, n° 2, pp. 105-122.

HUGON P. (éd.), 1988. *Les Afriques en l'an 2000, perspectives économiques*, Paris : La Documentation française.

HUGON P., 1993. *L'économie de l'Afrique*, Paris : La Découverte.

HUGON P., 1996. « Les systèmes éducatifs africains dans un contexte de récession et d'ajustement », J. COUSSY et J. VALLIN (éds.), *Crise et population en Afrique. Crises économiques, politiques d'ajustement et dynamiques démographiques*, Paris : CEPED, Les Études du CEPED n°13, pp. 208-231.

HUGON P., G. POURCET et S. QUIERS-VALETTE, 1995. *L'Afrique des incertitudes*, Paris : PUF-IEDES.

JACQUEMOT P. et M. RAFFINOT, 1993. *La nouvelle politique économique en Afrique*, Paris : EDICEF/AUPELF.

JONCKERS D., 1997. « Les enfants confiés », in M. PILON, T. LOCOH, K. VIGNIKIN, P. VIMARD (éds.), *Ménages et familles en Afrique. Approches des dynamiques contemporaines*, Paris : CEPED, Les Études du CEPED n° 15, pp. 194-208.

KABOU A., 1991. *Et si l'Afrique refusait le développement ?* Paris : Karthala.

KOULIBALY M. (éd.), 2001. *La pauvreté en Afrique de l'Ouest*, Paris : Karthala.

LACHAUD J-P, 1994. *Pauvreté et marché du travail en Afrique subsaharienne : analyse comparative*, Genève : Institut d'études économiques et sociales.

LACHAUD J-P., 1995. « Marché du travail et exclusion sociale dans les capitales d'Afrique francophone : quelques éléments d'analyse », *Revue Tiers monde*, vol. 36, n° 142, pp. 279-302.

LATOUCHE S., 1998. *L'autre Afrique, entre don et marché*, Paris : Albin Michel.

LAUTIER B., 2001. « Sous la morale, la politique. La Banque mondiale et la lutte contre la pauvreté », *Politique africaine*, n° 82, pp. 169-176.

LEBEAU Y., B. NIANE, A. PIRIOU et M. de SAINT-MARTIN (éds.), 2003. *État et acteurs émergents en Afrique*, Paris : Karthala-IFRA.

LE BRIS E. et F. CHAUVEAU (éds.), 1993. *Jeunes, villes, emploi : quel avenir pour la jeunesse africaine ?* Paris : Ministère de la Coopération et du Développement.

LOCOH T., 1993a. « Familles africaines face à la crise », *Afrique contemporaine*, n° 166, pp. 3-14.

LOCOH T., 1993b. « La solidarité familiale est-elle un amortisseur de la crise ? », *Pop Sahel*, n° 19, pp. 20-25.

LOCOH T., 1993c. « Solidarités et survie des populations africaines : quel rôle pour la famille, l'État et les autres acteurs sociaux ? », in J-C. CHASTELAND, J. VERON, M. BARBIERI, (éds.), *Politiques de développement et croissance démographique rapide en Afrique*, Paris : INED-PUF, pp. 215-221.

LOCOH T., 1995. *Familles africaines, population et qualité de vie*, Paris : CEPED, Les dossiers du CEPED n° 31.

LOCOH T., 1996. « Changements des rôles masculins et féminins dans la crise : la révolution silencieuse », in J. COUSSY, et J. VALLIN (éds.), *Crise et population en Afrique : crises économiques, politiques d'ajustement et dynamiques démographiques*, Paris, CEPED, Les Études du CEPED n° 13, pp. 444-469.

LUTALA M., 1996. « L'État africain entre la crise et les instances internationales », in J. COUSSY et J. VALLIN (éds.), *Crise et population en Afrique. Crises économiques, politiques d'ajustement et dynamiques démographiques*, Paris : CEPED, Les Études du CEPED n° 13, pp. 99-122.

MALDONADO C., 2001. « État, économie informelle et démocratie en Afrique subsaharienne », in C. MALDONADO et B. GAUFRYAU (éds.), *L'économie informelle en Afrique francophone : structure, dynamiques et politiques*, Genève : Bureau international du Travail, pp. 3-37.

MAHIEU F-R., 1990. *Les fondements de la crise économique en Afrique : entre la pression communautaire et le marché international*, Paris : L'Harmattan.

MAHIEU F-R., 1993. « Droits et obligations communautaires en Afrique et stratégies individuelles », in J-C. CHASTELAND, J. VERON, M. BARBIERI, (éds.), *Politiques de développement et croissance démographique rapide en Afrique*, Paris : INED-CEPED-PUF, pp. 222-234.

MAHIEU F-R., 1997. « Face à la pauvreté : stratégies universelles et recompositions africaines », in M. PILON, T. LOCOH, K. VIGNIKIN, P. VIMARD (éds.), *Ménages et familles en Afrique : approches des dynamiques contemporaines*, Paris : CEPED, Les Études du CEPED n° 15, pp. 327-344.

MALDONADO C. et B. GAUFRYAU (éds.), 2001. *L'économie informelle en Afrique francophone : structure, dynamiques et politiques*, Genève : Bureau international du Travail.

MARGUERAT Y. et D. POITOU (éds.), 1994. *À l'écoute des enfants de la rue en Afrique noire*, Paris : Fayard.

MBAYA, K., L. J. GEGOIRE, H. LEGROS, H. OUÉDRAGO, 1999. *La lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne*, Paris : PNUD, Économica.

MOUANDJO P.B.L., 2002. *Crise et croissance en Afrique. L'économie politique de l'Afrique au XXI^e siècle*, Paris : L'Harmattan.

MOUTON P., 1974. *La sécurité sociale en Afrique au Sud du Sahara : tendances, problèmes et perspectives*, Genève : Bureau international du Travail.

OCHOLLA-AYAYO A.B.C, 1997. « The african family between tradition and modernity », in A. ADEPOJU (éd.), *Family, population and development in Africa*, London : Atlantic Highlands ; New Jersey : Zed Book Edition, pp. 60-77.

ODEYE M., 1985. *Les associations en villes africaines : Dakar – Brazzaville*, Paris : L'Harmattan.

OLIVIER DE SARDAN J-P., 1994. *Anthropologie et développement*, Paris : Karthala.

OPPONG C., 1997. « African family systems and socio-economic crisis », in A. ADEPOJU (éd.), *Family, population and development in Africa*, London : Atlantic Highlands ; New Jersey : Zed Book Edition, pp. 158-182.

OUÉDRAGO D. et V. PICHE (éds.), 1995. *L'insertion urbaine à Bamako*, Paris : Karthala.

PICHE V. et R. MARCOUX, 1998. « Crise, pauvreté et nuptialité à Bamako (Mali) », in F. GENDREAU (éd.), *Crises, pauvreté et changements démographiques dans les pays du Sud*, Paris : ESTEM, AUPELF-UREF, pp. 219-235.

PILON M. et K. VIGNIKIN, 1996. « Stratégies face à la crise et changements dans les structures familiales », in J. COUSSY et J. VALLIN (éds.), *Crise et population en Afrique*, Paris : CEPED, Les Études du CEPED, pp. 471-493.

PILON M. et P. VIMARD, 1998. *Structures et dynamiques familiales à l'épreuve de la crise en Afrique sub-saharienne*, Communication à la Chaire Quételet « Ménages et familles face à la crise » Université Catholique de Louvain, 22 p.

PILON M., 1996. « Familles africaines en plein remue-ménage », *La Chronique du CEPED*, n° 21, 4 p.

PILON M., T. LOCOH, K. VIGNIKIN, P. VIMARD (éds.), 1997. *Ménages et familles en Afrique : approches des dynamiques contemporaines*, Paris : CEPED, Les Études du CEPED n° 15.

PNUD, 1997. *Rapport mondial sur le développement humain*, Paris : Économica.

PNUD, 2000. *Rapport du PNUD sur la pauvreté 2000. Vaincre la pauvreté humaine*, New York : Nations unies.

PNUD, 2001. *Rapport mondial sur le développement humain 2001*, Paris : Économica.

PNUD, 2002. *Rapport mondial sur le développement humain 2002*. Bruxelles : De Boeck Université.

PNUD, 2003. *Rapport mondial sur le développement humain 2003*, Paris : Économica, En ligne (http://hdr.undp.org/reports/global/2003/francais/pdf/hdr03_fr_complete.pdf). Consulté en décembre 2004.

PNUD, 2004. *Rapport mondial sur le développement humain. La liberté culturelle dans un monde diversifié 2004*, Paris : Économica, En ligne (http://hdr.undp.org/reports/global/2004/francais/pdf/hdr04_fr_complete.pdf). Consulté en décembre 2004.

RAYNAUT C., 1990. « Inégalités économiques et solidarités sociales : exemples haoussa au Niger », in D. FASSIN, Y. JAFFRÉ et D. BONNET (éds.), *Sociétés, développement et santé*, Paris, Ellipses-UREF, pp. 50-66.

RAZAFINDRAKOTO M. et F. ROUBAUD, 2003. « Pauvreté urbaine et récession en Afrique subsaharienne : éléments de diagnostic », in J-P. CLING, M. RAZAFINDRAKOTO et F. ROUBAUD (éds.), *Les nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté*, Paris : DIAL-IRD-Économica, 2^{ème} édition, pp. 109-137.

SALAMA P. et J. VALIER, 1994. *Pauvretés et inégalités dans le Tiers-monde*, Paris : La Découverte.

SARRASIN B., 1999. *Ajustement structurel et lutte contre la pauvreté en Afrique. La Banque mondiale face à la critique*, Paris : L'Harmattan.

SEVEDE-BARDEM I., 1997. *Précarités juvéniles en milieu urbain africain (Ouagadougou) : "Aujourd'hui, chacun se cherche"*, Paris : L'Harmattan.

TIEKOURA O., 1997. « Forme communautaire et forme individuelle de la prostitution à Niamey », in A. MARIE (éd.), *L'Afrique des individus*, Paris, Karthala, pp. 331-365.

TOURÉ A., 1983. « L'imagination pour subsister. Introduction à l'étude des petits métiers à Abidjan », *Cahiers de l'ORSTOM*, vol. 19, n° 4, pp. 415-419.

TRANI J-F., 2000. « Les jeunes et le travail à Douala : la galère de la deuxième génération après l'indépendance », in G. COURADE (éd.), *Le désarroi camerounais. L'épreuve de l'économie-monde*, Paris, Karthala, pp. 153-172.

TRAORE A., 1993. « Crise de la solidarité en Afrique », in J-C. CHASTELAND, J. VERON et M. BARBIERI (éds.), *Politiques de développement et croissance démographique rapide en Afrique*, Paris : INED-CEPED-PUF, pp. 235-244.

VERNIÈRES M. (éd.), 1995. *Ajustement, éducation et emploi*, Paris : Économica.

VIMARD P. et S. N'CHO, 1997. « Évolution de la structure des ménages et différenciation des modèles familiaux en Côte d'Ivoire 1975-1993 », in M. PILON, T. LOCOH, K. VIGNIKIN, P. VIMARD (éds.), *Ménages et familles en Afrique* :

approches des dynamiques contemporaines, Paris : CEPED, Les Études du CEPED n° 15, pp. 101-123.

VIMARD P., 1997. *Transitions démographique et familiale : des modèles de la modernisation aux modèles de crise*, ORSTOM, Documents de recherche n° 3, Équipe de recherche ETS, 31 p.

VUARIN J., 1994. « L'argent et l'entregent », *Cahiers Sciences Humaines*, n° 30, pp. 255-273.

WAKAM J., R. MBURANO et M. KUEPIE, 1998. « Pauvreté et structures familiales dans trois métropoles africaines : Yaoundé, Abidjan et Dakar », in F. GENDREAU (éd.), *Crises, pauvreté et changements démographiques dans les pays du Sud*, Paris : ESTEM, AUPELF-UREF, pp. 167-182.

OUVRAGES, ARTICLES ET COMMUNICATIONS SUR LE SÉNÉGAL

ADJAMAGBO A. et P. ANTOINE, 2002. « Le Sénégal face au défi démographique », in M-C. DIOP (éd.), *La société sénégalaise entre le local et le global*, Paris : Karthala, pp. 511-547.

ANTOINE P., M. DJIRÉ, 1998. « Crise et évolution des comportements matrimoniaux à Dakar », in F. GENDREAU (éd.), *Crises, pauvreté et changements démographiques dans les pays du Sud*, Paris : Éditions ESTEM, AUPELF-UREF, pp. 204-219.

ANTOINE P. et V. PICHÉ, 1994. « L'insertion urbaine à Bamako et Dakar. Les jeunes vivent la crise, leurs aînés la supportent », *Pop Sahel*, n° 21, pp. 48-51.

ANTOINE P. et V. PICHÉ, 1998. « L'insertion urbaine à Dakar et à Bamako : une comparaison des itinéraires », in V. PICHÉ, D. OUÉDRAGO et P. ANTOINE (éds.), *Trois générations de citadins au Sahel. Trente ans d'histoire sociale à Dakar et à Bamako*, Paris : L'Harmattan.

ANTOINE P., A. ADJAMAGBO et F-B. DIAL, 2003. « Le dilemme des Dakaroises : entre travailler et « bien travailler », in M-C DIOP (éd.), *Gouverner le Sénégal. Entre ajustement structurel et développement durable*, Paris : Karthala, pp. 247-272.

ANTOINE P., A-S. FALL, A. ADJAMAGBO et al., 2002. *Crise, passage à l'âge adulte et devenir de la famille dans les classes moyennes et pauvres à Dakar*, Dakar : CODESRIA-IFAN-IRD, Programme de recherche « Jeunesse et précarité urbaine », Rapport d'étape.

ANTOINE P., M. RAZAFRINDRATOKO et F. ROUBAUD, 2001, « Contraints de rester jeunes ? Évolution de l'insertion dans trois capitales africaines : Dakar, Yaoundé et Antananarivo », *Autrepart*, n° 18, pp. 17-36.

ANTOINE P., P. BOCQUIER, A-S. FALL, Y-M. GUISSÉ, J. NANITELAMIO, 1995. *Les familles dakaroises face à la crise*, Dakar-Paris : IFAN-ORSTOM-CEPED.

BANÉGAS R. et J-P. WARNIER, 2001. « Nouvelles figures de la réussite et du pouvoir », *Politique africaine*, n° 82, pp. 5-21.

BANQUE MONDIALE, 1994b. *Sénégal. Évaluation des conditions de vie*, 2 volumes, Département Afrique de l'Ouest, Washington D-C : Banque mondiale.

BAUMANN E., 2003. « Marché du travail, réseaux et capital social : le cas des diplômés de l'enseignement supérieur au Sénégal », in F. LEIMDORFER et A. MARIE (éds.), *L'Afrique des citoyens. Sociétés civiles en chantier* (Abidjan, Dakar), Paris : Karthala, pp. 219-292.

BENGA N. A., 2001. « Entre Jérusalem et Babylone : jeunes et espace public à Dakar », in R. COLLIGNON et M. DIOUF (éds.), *Les jeunes : hantise de l'espace public dans les sociétés du Sud ?*, Paris : Éditions de l'Aube, IRD.

BERTHÉLEMY J. C., A. SECK, A. VOURCH, 1996. *La croissance au Sénégal : un pari perdu ?* Paris : OCDE.

BOCQUIER P., 1996. *Insertion et mobilité professionnelles à Dakar*, Paris : Éditions ORSTOM.

BOYE F. 1992. « Les mécanismes économiques en perspective », in M-C. DIOP (éd.), *Sénégal. Trajectoires d'un État*, Dakar-Paris : CODESRIA-Karthala, pp. 39-94.

BUGNICOURT J. et E. S. NDIONE, 1987. *Pauvreté ambiguë : enfants et jeunes au Sénégal*, Dakar : ENDA et UNICEF, Études et Recherches, n° 112-113.

Comité de Coordination pour le développement de Guinaw rails, 2000. *Rapport diagnostic de Guinaw rails*, Dakar, multigr. 50 p.

DAFF M., 1998. « L'aménagement linguistique et didactique de la coexistence du français et des langues nationales au Sénégal », *DiversCité Langues*. En ligne. Vol. III. [<http://www.uquebec.ca/diverscite>] (Consulté en juin 2004).

DIAGNE A., 2004. « Les politiques économiques et leurs performances », in M-C. DIOP (éd.), *Gouverner le Sénégal entre ajustement et développement durable*, Paris : Karthala, pp. 69-94.

DIENG A. A (éd.), 1996. *Le Sénégal à la veille du troisième millénaire*, Paris : L'Harmattan.

DIMÉ M.N. et A. CALVÉS, 2004. *Du "jamonoy twist" au "jamonoy xoslu". Processus d'entrée dans la précarité de ménages de la classe moyenne à Dakar*, Communication au 17^{ème} congrès de l'ASLF, Tours, France, Juillet, 22 p.

DIME M.N., 1998. *Analyse socio-anthropologique du vécu, de la perception et des stratégies sociales des acteurs face à la pauvreté dans la commune de Louga*, Mémoire de DEA de sociologie, Université Gaston Berger de Saint-Louis.

DIMÉ, M.N, 2002. « La question de la pauvreté en Afrique : recension de l'ouvrage *La pauvreté en Afrique de l'Ouest* », *Travail, capital et société*, vol. 35 n° 1, pp. 165-171.

DIMÉ. M.N, 2002. « Nouvelles formes de marginalisation socio-économique et évolution des systèmes de solidarité en milieu urbain africain : un état des lieux », *Série de l'Initiative interuniversitaire de Montréal n° 4*, Montréal : Centre for Developing-Area Studies, McGill University, Document de travail n° 96, 30 p.

DIOP A-B. 1985. *La famille wolof*, Paris : Karthala.

DIOP M. C. (éd.), 1992. *Le Sénégal. Trajectoires d'un État*, Paris-Dakar : Karthala-CODESRIA,

DIOP M-C. (éd.) 2004a. *Gouverner le Sénégal. Entre ajustement structurel et développement durable*, Paris : Karthala.

DIOP M-C. (éd.), 1992. *Le Sénégal. Trajectoires d'un Etat*, Paris-Dakar : Karthala-CODESRIA.

DIOP M-C. (éd.), 2002a. *Le Sénégal contemporain*, Paris : Karthala.

DIOP M-C. (éd.). 2003. *La société sénégalaise entre le local et le global*, Paris : Karthala.

DIOP M-C. et A. NDIAYE, 1998. « Les études sur la pauvreté au Sénégal. Un état des lieux », *Africa*, vol. 53, n° 4, pp. 459-478.

DIOP M-C. et M. DIOUF, 1990. *Le Sénégal sous Abdou Diouf. État et société*, Paris : Karthala.

DIOP M-C. et O. FAYE, 2002. « Les jeunes et la gouvernance de la ville », in M-C DIOP (éd.), *La société sénégalaise entre le local et le global*, Paris : Karthala, pp. 687-720.

DIOP M-C., 1995. *La lutte contre la pauvreté à Dakar. Vers la définition d'une politique municipale*, Accra : Programme de gestion urbaine, Série documents de politique.

DIOP M-C., 2002b. « Savoirs et sociétés au Sénégal », in M-C. DIOP (éd.), *Le Sénégal contemporain*, Paris : Karthala, pp. 37-90.

DIOP M-C., 2002c. « Réformes économiques et recompositions sociales », in D. O'BRIEN, M-C. DIOP et M. DIOUF (éds.), *La construction de l'État au Sénégal*, Paris : Karthala, pp. 63-82.

DIOP M-C., 2004b. « Essai sur "l'art de gouverner" le Sénégal », in M-C. DIOP (éd.), *Gouverner le Sénégal. Entre ajustement et développement durable*, Paris : Karthala, pp. 9-39.

DIOUF M., 1992. « La crise de l'ajustement », *Politique africaine*, 1992, n° 45, pp. 62-85.

DIOUF M., 1994. *Sénégal : les ethnies et la nation*, Paris : L'Harmattan.

DIOUF M., 2001. *Histoire du Sénégal : le modèle islamo-wolof et ses périphéries*, Paris : Maisonneuve et Larose.

DIOUF M., 2002. « Les cultures urbaines entre tradition et mondialisation », in M-C. DIOP (éd.), *Le Sénégal contemporain*, Paris : Karthala, pp. 261-288.

DIRECTION DE LA PRÉVISION ET DE LA STATISTIQUE, 2004. *Projections de population du Sénégal issues du recensement de 2002*, Dakar, Dakar : Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan.

DURUFLE G., 1994. *Le Sénégal peut-il sortir de la crise ? Douze ans d'ajustement au Sénégal*, Paris : Karthala.

FALL A. S. (coord. scient.), 1997. *La pauvreté rurale au Sénégal. Diagnostic et stratégie de lutte*, Dakar : Ministère de l'Agriculture, Groupe de réflexion stratégique.

FALL A. S. (coord.) 2001. *Enquête Perception de la pauvreté au Sénégal. Rapport de la région de Dakar*, Dakar : Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan – PNUD, Rapport provisoire.

FALL A. S., 1991. *Réseaux de sociabilité et insertion urbaine dans l'agglomération dakaroise*, Dakar : Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Thèse de doctorat de 3^{ème} cycle.

FALL A. S., 1994. « Et si l'insertion urbaine passait par l'investissement dans des réseaux sociaux ? Réseaux formels et informels de solidarité et de dépendance dans les quartiers de Dakar », in J-P. JACOB et P. LAVIGNE-DELVILLE, *Les associations paysannes en Afrique, organisation et dynamiques*, Paris : APAD-Karthala-IUED, pp. 293-303.

FALL B., 1997. *Ajustement structurel et emploi au Sénégal*, Dakar : CODESRIA.

FALL C., 2003. *Étendre l'assurance santé au Sénégal: possibilités à travers les régimes statutaires et les organisations mutualiste*, Genève : Bureau international du Travail, Document n° 9.

FASSIN D., 1987. « Pauvreté, urbanisation et santé. Les inégalités d'accès aux soins de santé dans la banlieue de Dakar », *Psychopathologie africaine*, vol. 21, n° 2, pp. 155-176.

FASSIN D., 1992. *Pouvoir et maladie en Afrique : anthropologie sociale dans la banlieue de Dakar*, Paris : PUF.

Fédération des comités de développement local SICAP Liberté, 1997. *Plan local de développement 1998 – 2001*, Dakar, multigr., 35 p.

FOUGEYROLLAS P., 1967. *Modernisation des hommes : l'exemple du Sénégal*, Paris : Flammarion.

GASSER G., 2001. *"Manger" ou "s'en aller". Le confit ethnorégional casamançais et l'État sénégalais*, Montréal : Université de Montréal, Thèse de doctorat de science politique.

GAUFRYAU B. et C. MALDONADO, 2001. « Sénégal », in C. MALDONADO et B. GAUFRYAU (éds.), *L'économie informelle en Afrique francophone : structure, dynamiques et politiques*, Genève : Bureau international du Travail, pp. 311-347.

HAVARD J-F., 2001. « Ethos "bul faale" et nouvelles figures de la réussite au Sénégal », *Politique africaine*, n° 82, pp. 63-77.

HESSELING G., 1985. *Histoire politique du Sénégal : institutions, droit et société*, Paris : Karthala.

KASSE M., 1990. *Sénégal : crise économique et ajustement structurel*, Paris : Nouvelles du Sud.

LY B., 1966. *L'honneur et les valeurs morales dans les sociétés wolof et toucouleur du Sénégal*, Paris : Université de Paris 1, Thèse de doctorat de 3^{ème} cycle.

MBODJ M., 2002. « Le Sénégal entre ruptures et mutations. Citoyennetés en construction », in M-C. DIOP (éd.), *Le Sénégal contemporain*, Paris : Karthala, pp. 576-600.

MBOW L. S., 1992. « Politiques urbaines : gestion et aménagement », in M-C. DIOP (éd.), *Sénégal. Trajectoires d'un État*, Paris : Karthala, pp. 205-231.

Ministère de la Santé, SHERDA et Macro International Inc, 1999. *Enquête sénégalaise sur les indicateurs de santé, 1999*, Calverton Maryland USA : SHERDA et Macro International Inc.

NANITELAMIO J., 1995. « Insertion urbaine et représentations des statuts féminins », in P. Antoine et A-B. Diop (éds.), *La ville à guichets fermés ?* Dakar : IFAN/ORSTOM, pp. 277-289.

NDIAYE S. et Y. CHARBIT (éds.), 1994. *La population du Sénégal*, Dakar : Direction de la Prévision et de la Statistique ; Paris : Centre d'Études et de Recherches sur les Populations.

NDIAYE W. et C. THIAM, 1996. *Le système de protection sociale au Sénégal : situation actuelle et perspective d'évolution*, Dakar : Fondation Friedrich Ebert.

NDIONE E. S., 1992. *Le don et le recours, ressorts de l'économie urbaine*, Dakar : ENDA Éditions.

NDIONE E. S., 1993. *Dakar, une société en grappe*, Paris : Karthala ; Dakar : ENDA Graf Sahel.

O'BRIEN D., M-C. DIOP et M. DIOUF (éds.), 2002. *La construction de l'État au Sénégal*, Paris : Karthala.

OCDE et BAD, 2004. *Perspectives économiques en Afrique 2003-2004 – Sénégal*, Paris : OCDE, pp. 341-354.

PIGA A., 2002. *Dakar et les ordres soufis : processus socioculturels et développement urbain au Sénégal contemporain*, Paris : L'Harmattan

PNUD Sénégal, 2001. *Un monde meilleur pour tous. Suivi des objectifs de développement du millénaire au Sénégal*, Dakar : PNUD.

ROBERT A-C, 2004. « Au Sénégal, l'alternance en suspens », *Manière de voir*, n° 79, pp. 21-23.

SALEM G., 1998. *La santé dans la ville. Géographie d'un petit espace dense : Pikine (Sénégal)*, Paris : Karthala-ORSTOM.

SARR F., 1997. *Étude des pratiques de solidarité des entrepreneures issues du secteur informel au Sénégal : quelles perspectives pour les politiques sociales ?* Sainte-Foy : Université Laval, Thèse de doctorat de service social.

SECK A., 1970. *Dakar, métropole ouest-africaine*, Dakar : IFAN.

SÉNÉGAL (Rép.) et PNUD, 2001. *Enquête sur la perception de la pauvreté au Sénégal (volet quantitatif). Analyses QUID 2001*, Dakar : Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan.

SENEGAL (Rép.), 1997a. *Enquête Démographique et de Santé III. Résultats définitifs*, Dakar : Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan et Macro international Corporation.

SENEGAL (Rép.), 1997b. *Programme national de lutte contre la pauvreté : stratégies et éléments de programme d'actions*, Dakar : Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan.

SÉNÉGAL (Rép.), 1997c. *Enquête sénégalaise auprès des ménages (ESAM)*, Dakar : Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan, Rapport de synthèse.

SÉNÉGAL (Rép.), 2002. *Document de stratégie de réduction de la pauvreté*, Dakar : Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan.

SÉNÉGAL (Rép.), 2004. *Le Sénégal en bref*, En ligne, [<http://www.gouv.sn/senegal/index.html>] Consulté en mai 2004.

SÉNÉGAL, 2001. *Enquête participative sur la perception de la pauvreté*, Dakar : Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan.

SYLLA M. B. et S. FALL, 2000. « Analyse de la pauvreté urbaine au Sénégal 1991-1997 », in J-D. NAUDET, C. TORELLI, M. GRIMM, C. GUENARD et S. MESPLE-SOMPS (éds.), *Étude de la pauvreté urbaine en Afrique de l'Ouest : Côte d'Ivoire, Mali, Sénégal*, Paris : DIAL, pp. 178-233.

TALL S. M, 2002. « L'émigration internationale sénégalaise d'hier à aujourd'hui », in M-C. DIOP (éd.), *La société sénégalaise entre le local et le global*, Paris : Karthala, pp. 549-578.

TOKINDANG J., 1998. « Ménage et crise du logement à Dakar : une émancipation résidentielle de plus en plus tardive des jeunes générations », in F. GENDREAU (éd.), *Crises, pauvreté et changements démographiques dans les pays du Sud*, Paris : ESTEM, AUPELF-UREF, pp.183-202.

VUARIN R., 1990. « L'enjeu de la misère pour l'Islam sénégalais », *Revue Tiers Monde*, Tome 31, n° 123, pp. 601-621.

WANE A. A., 2004. « Le financement des secteurs sociaux », in M-C. DIOP (éd.), *Gouverner le Sénégal. Entre ajustement et développement durable*, Paris : Karthala, pp. 154-198.

WERNER J-F., 1993. *Marges, sexe et drogues à Dakar*, Paris : Karthala.

WERNER J-F., 1997. « Itinéraires individuels à la marge. Études de cas sénégalais », in A. MARIE (éd.), *L'Afrique des individus*, Paris : Karthala, pp. 367-403.

